

كلنا من الهم

Le Monde

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE N° 13898 - 4,50 F

MERCREDI 4 OCTOBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE



DERNIÈRE ÉDITION
INTERNATIONALE

La crise des régimes communistes et les obstacles à la perestroïka

Moscou interdit les grèves dans les secteurs stratégiques

Retour en arrière

M. Gorbatchev n'a pas perdu le sens de la dialectique, avec tout ce qu'elle a de complexe pour justifier les paradoxes. C'est, explique-t-il, « pour protéger le processus de démocratisation » qu'il a appelé son Soviet suprême à approuver une mesure éminemment antidémocratique : l'interdiction de toute grève (dans les principaux secteurs de l'économie, sinon partout, comme le propose le projet original) pendant quinze mois. C'est là le plus spectaculaire retour en arrière que le chef du parti et de l'Etat soviétique ait dû opérer depuis bientôt trois ans qu'il a lancé la « perestroïka révolutionnaire ».

Dans l'immédiat, cette mesure est surtout destinée à venir à bout du blocus que l'Azerbaïdjan impose à une Arménie en voie de libération. Mais elle vise aussi les autres types de grèves dont les ouvriers soviétiques ont pris l'habitude et qui imposent des coûts croissants à l'économie : la fin de la grève des mineurs, l'été dernier, n'a été obtenue que grâce à un « paquet » de concessions évalué à 4 milliards de roubles. Les contraintes budgétaires interdisent toute récession d'une telle ampleur.

RESTE à savoir comment l'interdiction sera appliquée. La situation catastrophique des approvisionnements en produits essentiels et le relâchement général de la discipline rendent inévitables de nouveaux conflits sociaux dont le soin de venir à bout sera, si l'on comprend bien, laissé désormais au dernier recours aux forces de l'ordre et à l'armée. De là à l'imposition, locale ou générale, de la loi martiale et à des mesures répressives s'étendant aux médias et à la vie politique, il n'y a qu'un pas, qui paraîtra de plus en plus tentant.

La seule autre issue serait une amélioration rapide de la situation économique, mais, là aussi, les espoirs sont minces. Sans doute les lois que le gouvernement a soumises en même temps au Soviet suprême sont-elles novatrices à bien des égards : la légitimité accordée à d'autres formes de propriété que la propriété d'Etat et l'égale reconnaissance à tous les types d'entreprises vont dans le bon sens. Mais l'application en est laissée dans bien des cas aux autorités locales, lesquelles continueront, par exemple, de pouvoir confisquer les terres des exploitants sur la base de critères qui ne seront pas tous forcément économiques.

EN outre, et comme le soulignait récemment dans ses colonnes Andréi Sakharov, le système dit de « commandement administratif » n'a été démantelé ni sur le terrain ni au centre. M. Rykov, le chef du gouvernement, a lui-même reconnu que la relance (éventuelle) de la production de biens de consommation fait appel jusqu'à l'an prochain au moins aux méthodes traditionnelles de la planification impériale.

Le retour en arrière effectué par Moscou sur ce « front » encourage peut-être M. Honecker, le président est-allemand, auquel M. Gorbatchev va rendre visite cette semaine, dans la résistance aux réformes. Il en faudrait évidemment beaucoup plus pour résoudre les problèmes de l'un comme de l'autre.

La contestation s'amplifie en RDA

Tandis qu'une importante manifestation de contestation avait lieu lundi 2 octobre à Leipzig, l'ambassade de RFA à Prague était de nouveau occupée mardi par plus de quatre mille Allemands de l'Est

désireux de fuir la RDA. La RFA a décidé de cesser d'accueillir les réfugiés dans son ambassade de Prague.

En URSS, le Soviet suprême a adopté lundi soir, à la demande de M. Gorbatchev,

une résolution visant à interdire le droit de grève pendant quinze mois. Cependant, cette mesure pourrait finalement ne s'appliquer qu'à certains secteurs stratégiques en particulier dans le Caucase.

Comment enrayer l'anarchie

MOSCOU

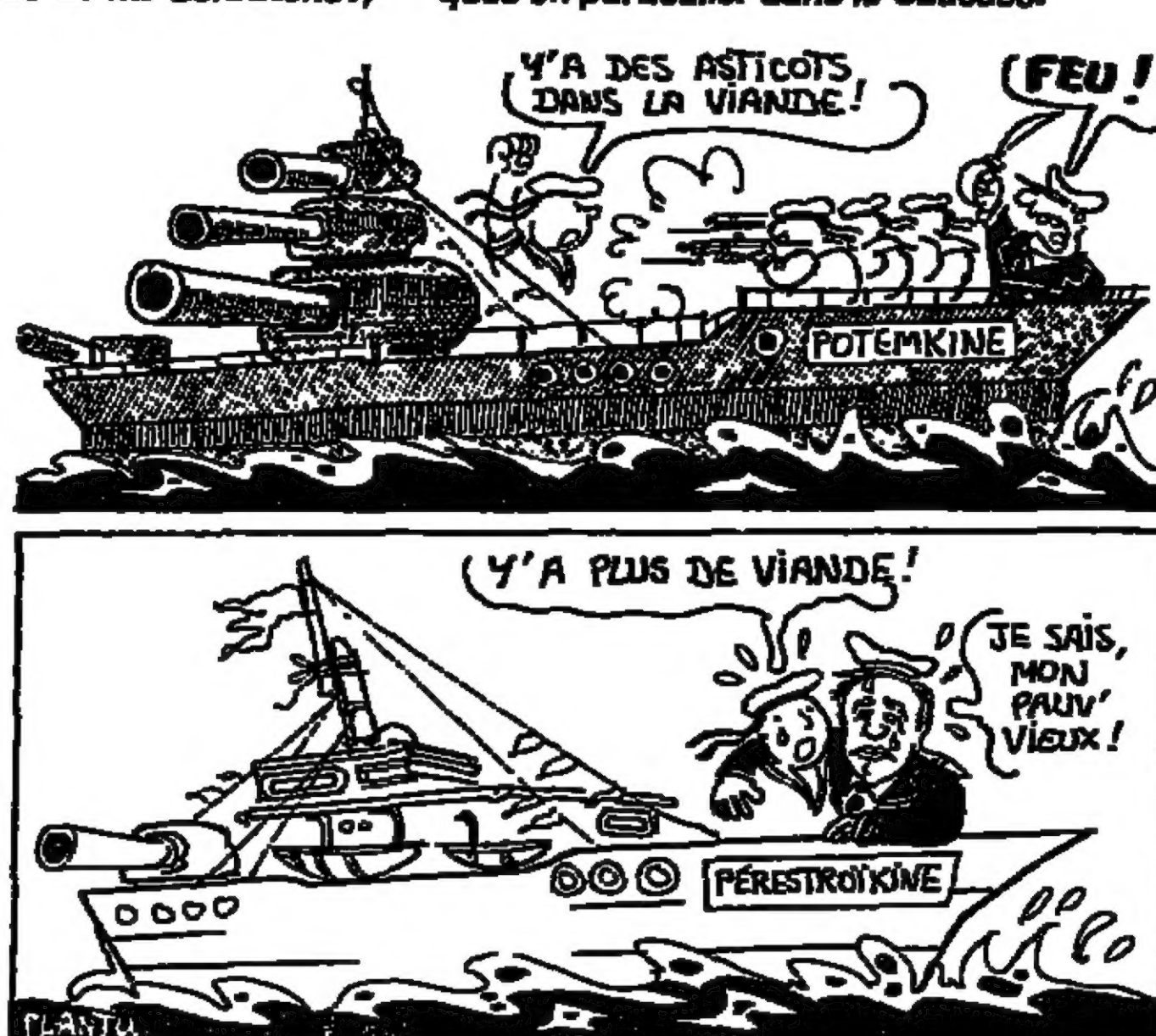
de notre correspondant

En faisant soudainement approuver par le Soviet suprême, lundi 2 octobre, le principe d'une interdiction des grèves jusqu'à la fin de l'année prochaine, M. Gorbatchev n'a pas seulement tenté une reprise en main sans laquelle le pays risquait de s'enfoncer dans la faillite et les troubles généralisés. Il a également pris le risque de voir bafouer la loi que les députés devaient définitivement approuver mardi, de se trouver ainsi confrontés à une mise en cause directe de son autorité. C'est bien pourquoi les autorités ont fait volte-face dans la nuit et ne demandent plus maintenant aux députés que de

réaffirmer l'interdiction des grèves dans des secteurs stratégiques comme les transports et l'industrie d'armement.

Quand les vents soufflent de tous côtés en même temps, il y a forcément des vagues, et une seule petite loi ne risquait pas d'empêcher des vagues entières de déborder quand les magasins y seraient réellement vides, des usines de s'arrêter quand les ouvriers constateraient que les prix s'envolent alors que leurs salaires sont bloqués, et des régions ou des républiques d'arrêter la production quand elles estimeraient leurs intérêts nationaux mis en cause.

BERNARD GUETTA
Lire la suite page 3



M. Poher réélu à la présidence du Sénat

Après douze heures de tractations, le président a retrouvé son siège, grâce au soutien du RPR et à la division des centristes

Grisaille, bonheur, éternel retour : dans son insaisissable costume sombre, Alain Poher retrouve son sourire et récupère « son » fauteuil de président du Sénat. La cloche du palais du Luxembourg égrène les quatre coups du petit matin. Douze heures de scrutin et de tractations pour aboutir à la perpétuation d'un règne de vingt et un ans. Rude innovation, toutefois : pour la première fois, l'indéracinable troisième personnage de l'Etat a dû attendre le troisième

tour, et se contenter d'une majorité relative.

Il est si tard ou si tôt... Le « vrai » discours de rentrée est promis pour jeudi. Pour l'heure, quelques mots suffisent pour conclure : « Cette dure journée pour tout le monde, qui ne doit pas être un exemple pour l'avenir ».

La joie d'Alain Poher éclate : elle lui fait promettre « l'apaisement ». Les applaudissements sont mesurés. Mais il a gagné ; il

avait « besoin de réconfort », reconnaît-il. Le Sénat avait rêvé d'autre chose. Mais rêver ne saurait suffire. Toute la journée, les centristes ont cherché à conserver à l'un des leurs la présidence du Sénat, tout en le retirant à Alain Poher. Ils n'ont pas su se donner les moyens de leur ambition.

Première réunion autour de Daniel Hoeffel, en fin de matinée. L'objectif prioritaire, alors confirmé, restera jusqu'au milieu de la nuit un vœu pieux : obtenir

une rencontre de tous les sénateurs membres de l'UDF. A défaut, les centristes auront leur candidat ; ils le décident par 35 voix contre 23. Qui sera-t-il ? Jean Arthuis, le « rénovateur », est le seul à lever la main ; il sera celui-là, malgré les réticences d'hommes comme Raymond Bouvier (Haute-Savoie), qui ne trouvent pas judicieux de présenter « le jeunot qui a parlé de cimetières d'éléphants ».

Récit du service politique
Lire la suite page 11

Les syndicats japonais du crime

Reconverties dans les « affaires », ayant pignon sur rue, trois super-organisations de gangsters se partagent le marché nippon

KODE

de notre envoyé spécial

Dans cette rue discrète du quartier bourgeois de Hanakawa, une petite pancarte de la municipalité attire l'attention : « Les membres du Yamamoto-gumi sont priés de ne pas stationner dans la rue ». Si ce n'étaient des portes coulissantes blindées, frappées d'un emblème géométrique doré, des caméras extérieures surveillant la rue et des protections pare-balles aux fenêtres, la petite maison se confondrait avec les autres.

Dans le parking voisin, de puissantes limousines étrangères aux vitres teintées attendent le moteur ronronnant avec, sur le siège avant, des hommes aux allures de voyous : vêtements tapageurs, cheveux ras ou frisés et ton traînant du mariou qu'on dérange lorsqu'on lui adresse la parole. On comprend que les voisins souhaitent qu'ils ne soient pas trop voyants.

Le Yamamoto-gumi n'est pas un gang comme un autre. Son chef, Yoshinori Watanabe, a été placé en avril dernier à la tête du plus important « syndicat du crime » nippon : le Yamaguchi-gumi (Yamaguchi est le nom du fondateur et gumi signifie « bande »). Son quartier général est à Kobe, mais l'organisation règne sur tout le sud de l'archipel et étend son influence jusqu'à Hokkaido, au nord.

Avec ses 21 000 « employés », un « chiffre d'affaires » annuel estimé à 400 ou 500 milliards de yens (environ 20 milliards de

francs), un « capital » qui s'élèverait à quelque 200 milliards et un « siège social » occupant un immeuble de briques rouges à une centaine de mètres du tribunal de Kobe, le Yamaguchi-gumi pourrait passer pour une de ces grandes entreprises qui font la prospérité du Japon.

Contrairement à des organisations criminelles spécialisées dans certaines activités, le Yamaguchi-gumi est une sorte de grand magasin du crime.

PHILIPPE PONS
Lire la suite page 8

SCIENCES ♦ MÉDECINE

Radioactivité : les académiciens ne suivent pas les Verts
Les habits neufs du diabète
Une alimentation de bon sens
L'épopée du mètre.

pages 21 à 23 - section B

Nathalie
SARRAUTE

Tu ne
t'aimes pas

roman

« Comment peut-on s'aimer ? Tu ne t'aimes pas est le roman du branle-bas déclenché par cette question. C'est aussi le plus ironique et le plus dérangeant des autoportraits ».

Marianne Alphant/Libération

« Une sonatine écrite de ce ton qui n'appartient qu'à elle... Chaque nouveau livre de Nathalie Sarraute est un événement ».

Jean Pierrard/Le Point

GALLINARD nrf

M 0147 - 1004 0 - 4,50 F



3790147004500 10040

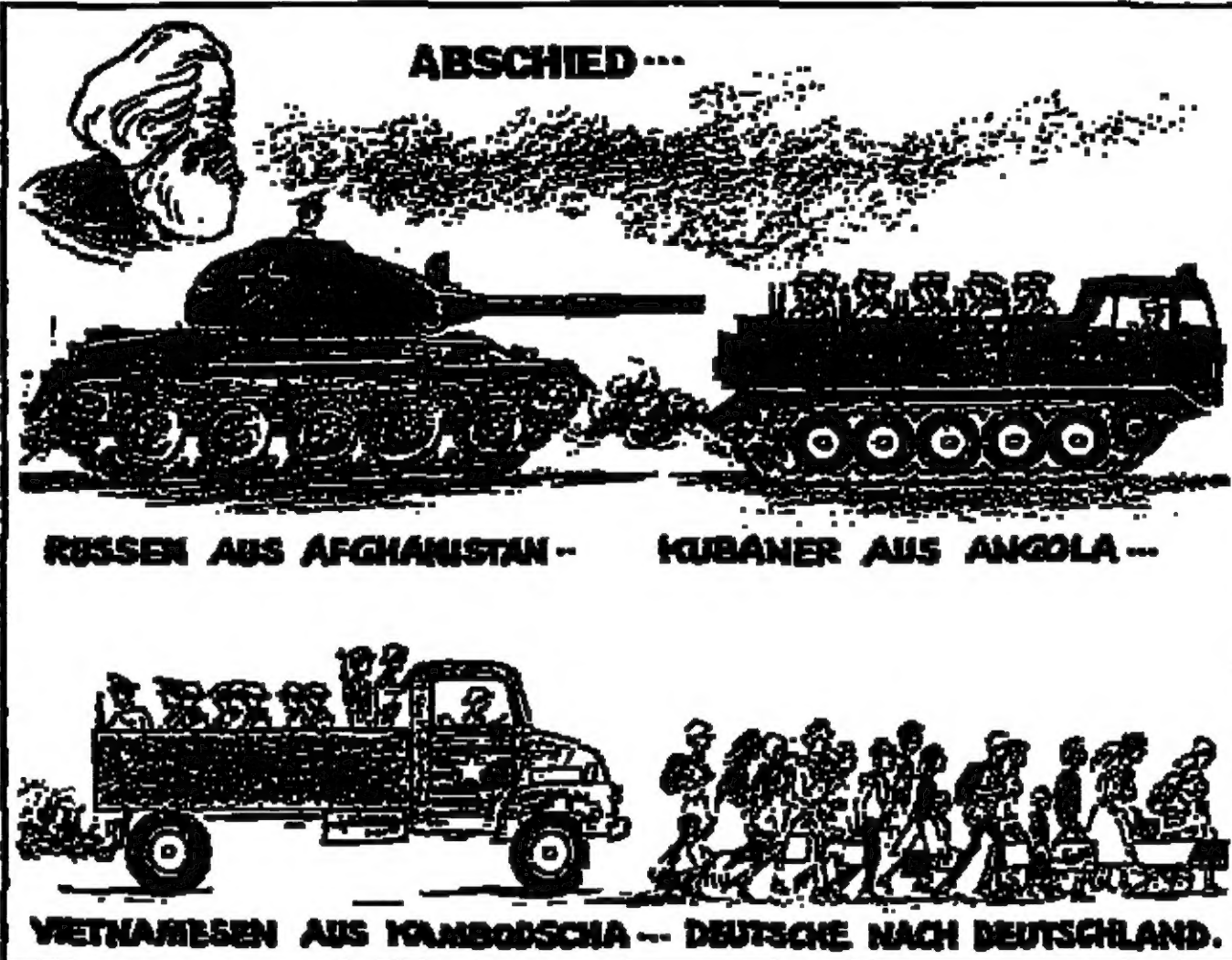
A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,80 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 428 F CFA ; Espagne, 180 pes. ; Grèce, 180 dr. ; Hongrie, 80 p. ; Inde, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 336 F CFA ; Suisse, 12,50 sc. ; Thaïlande, 1,80 \$; USA, 1,80 \$; USA (Canada), 2 \$.

DÉBATS

Moderniser le Sénat

par Raphaël Hadas-Label

TRAIT LIBRE



Départ des Russes d'Afghanistan... des Cubains d'Angola... des Vietnamiens du Cambodge... des Allemands vers l'Allemagne (dessin publié dans la Frankfurter Allgemeine Zeitung du 29 septembre).

AU COURRIER DU MONDE

Mosquées en France

Le problème des mosquées en France vient de se poser une fois de plus, mais pour le coup avec éclat, à Lyon, dans la deuxième agglomération urbaine de France. On remarquera d'abord que la première, Paris, possède déjà, depuis longtemps, une grande mosquée, et que celle-ci, que l'on sache, n'a jamais été le centre d'émeutes déstabilisant la capitale.

Si donc la vie de la mosquée respecte la loi, au nom de quoi la refuser ? La crainte de voir s'y rassembler des musulmans ? Mais ils sont déjà là, le plus souvent à notre invitation et sur notre besoin, travailleurs essentiels à notre société. Les refusera-t-on, ces mosquées, au nom de la loi ? Mais la loi ne saurait elle-même quand elle refuse les droits qu'elle dit consentir. Aussi longtemps qu'elle n'est pas tournée, aussi longtemps que la demande qui lui est adressée est faite en bonne et due forme et la respecte, la loi doit se prononcer clairement en faveur de ceux qui se réclament d'elle.

Dira-t-on que la mosquée signifierait nos villes d'une marque inattendue, qui heurte nos habitudes ? Mais le dogme, à l'évidence, n'impose pas de forme architecturale. Il suffit, par accord entre toutes les parties, d'en trouver une qui s'intègre harmonieusement au cadre de nos villes ou de telle ville en particulier : occasion de penser, de repenser, d'inventer. Les promoteurs de l'Institut du monde arabe ont trouvé, pour ce bâtiment, des formes qui disent clairement sa fonction, l'aptitude du monde arabe à s'exprimer en un langage nouveau, le tout sans qu'un paysage — et quel paysage ! — y ait perdu le moindre de son unité.

ANDRÉ MIOUET
professeur au Collège de France

L'honneur — et la vie — des gendarmes

Veuve du gendarme Zawadzki, ayant lu l'article d'Anne et Pierre Rouanet dans votre quotidien du 6 septembre, je souhaiterais vous faire part des réflexions qui me sont venues à l'esprit après avoir lu et relu ce texte pour le moins rhétorique et ambigu.

Il me paraît irréaliste de comparer des événements survenus à près de trente ans d'écart car les moyens médiatiques, les libertés individuelles sont différents et expliquent en grande partie la révolte légitime des gendarmes en activité devant la disproportion existant entre leur engagement physique et moral pour un Etat et la reconnaissance que ce dernier a de leur labeur porté au sacrifice de leur vie, que ce soit en Algérie, à Orléans ou en métropole.

Le combat que je mène depuis dix-sept mois pour défendre la mémoire de mon mari, celle de ses compagnons, les gendarmes en activité dont je me sens proche est né de ma seule initiative, guidée par la volonté de montrer à mes enfants qu'il ne faut pas céder au désespoir mais se battre dès l'instant que l'on défend une juste cause.

La France se veut l'égalité des droits de l'homme. Et bien ! quelle le prouve, à moins qu'un gendarme ne soit pas un homme et que son assassin, libre aujourd'hui, doive être reconnu innocent ?

L. ZAWADZKI
(Villeneuve-d'Ascq)

M^{me} Klarsfeld et Robert Faurisson

J'ai été, et je suis toujours, l'un des avocats de Robert Faurisson.

L'agression dont il a été victime est une nouvelle manifestation du fanatisme de certains, dérangés dans leur confort intellectuel par la remise en question de certains dogmes.

Il ne pourront qu'être encouragés à récidiver par des déclarations telles que celle faite par M^{me} Klarsfeld (le Monde du 19 septembre).

Que dirait celle-ci si, demain, des jeunes gens exaspérés s'en prenaient à elle comme d'autres s'en sont pris à M. Faurisson, c'est-à-dire en se rendant coupables du délit de coups et blessures volontaires avec préméditation et guet-apens ?

Cette façon de « donner une leçon » serait tout aussi détestable, à moins, bien sûr, que, dans l'esprit de M^{me} Klarsfeld, il n'y ait deux catégories de personnes : celles que l'on roue de coups et celles qui sont intouchables, quoi qu'elles disent et quoi qu'elles fassent.

DANIEL-LOUIS BURDEYRON
(Villefranche-sur-Saône)

Assez !

Je veux hurler et non pas discuter. Je suis lasse de tous ces articles, débats et autres rationalisations sur le comportement des juifs avant, pendant et après leur extermination de 1940 à 1945.

Je suis une rescapée de la plus grande tragédie de l'histoire moderne, et je suis fatiguée d'entendre les propos de tous ces salauds, et des discussions qui alimentent les colonnes des journaux. Certains hommes sont si faibles, si ignorants de leurs comportements psychologiques que les religions sont là pour canaliser toutes leurs passions. Alors, de grâce, halte-là ! Trouvez d'autres « motivations » à vos locuteurs et ne contribuez plus à instaurer un climat nauséabond.

Je me fous de savoir ce que pense M. Autant-Lara, M. Le Pen, M. Domenech et tutti quanti. Ce que je sais, c'est qu'à l'âge de sept ans j'ai failli finir en petite fumée et que j'ai trouvé à ce moment-là des Français dignes de ce nom, qui m'ont sauvée. Ils s'appelaient Mgr Saligé et Mgr Theas. Beaucoup de braves gens ont écrit leurs discours courageux, et je les révère.

KLARA GOFFMANN
(Paris)

Orthographe et évaluation

Cher « Monde »,
Bonjour, j'ai lu avec attention votre article dans le Monde du samedi 23 septembre sur les tests d'évaluation de 6^e et de CE2. Moi-même suis en 6^e et ai onze ans et demi. J'ai déjà passé deux tests : un en français, un en maths. C'est très facile !

Pour en venir au but de cette lettre : dans le dernier paragraphe de votre article, vous avez écrit le verbe mettre au conditionnel avec un seul t : mettraient alors que, je me permets de vous dire, cela s'écrit mettraient. Je pense que cela vous a échappé mais, moi, si j'avais commis cette faute dans une dictée, j'aurais eu à copier la correction vingt fois ! Voilà et à bientôt !

ANNE-SOPHIE ASTIER
(Moulines)

VOILA qu'on repart du Sénat. Cela arrive généralement tous les trois ans, au moment où la Haute Assemblée renouvelle un tiers de ses membres, qui ont le rarissime privilège d'être élus pour neuf ans. Après quoi on pense à autre chose, en attendant le renouvellement suivant. Cette année, pourtant, l'affaire paraît plus sérieuse, puisque la controverse sur la présidence du Sénat reflète en réalité une interrogation profonde sur l'institution elle-même.

Ce n'est certes pas la première fois que la « seconde Chambre » est l'enjeu, en France, d'un débat politique. Il suffit de rappeler, en cette année du Bicentenaire, que les constituants de 1789 avaient tranché en faveur d'une Chambre unique, écartant à la fois l'exemple anglais de la Chambre des lords — dont Montesquieu avait pourtant fait un bel éloge, — comme contraire à l'égalité des citoyens, et l'exemple américain du Sénat — qui venait d'être créé à Philadelphie en 1787, comme contraire à l'unité de la nation.

Au fil d'une histoire constitutionnelle passablement agitée, d'autres constituants devaient ultérieurement changer d'avis : en témoignent le Conseil des anciens de l'an III, la Chambre de Paris de 1815, le Sénat impérial de 1852 et, surtout, le Sénat républicain de 1875, qui devait accoucher durablement en France le système bicaméral. Ce qui n'empêcha pas le Sénat de disparaître du projet de constitution d'avril 1946 — rejeté par référendum — avant de réapparaître, sous la forme rebaptisée du Conseil de la République, en octobre 1946. C'est la Constitution de 1958 qui devait rendre au Sénat son nom, ainsi que l'essentiel de ses compétences, tandis que le référendum de 1969 confirmait, contre le général de Gaulle, l'attachement de l'opinion à la pérennité de cette institution.

Si les massacres de juin 1944 sont si lourds, c'est que chaque victime symbolise toutes celles qui, depuis octobre 1949, ont été assassinées loin des caméras. Tiananmen est venu rappeler à l'Occident que la Chine reste totalitaire.

L'ordre règne à Pékin, et certains en ont conclu que le temps était venu de faire l'indignation pour tenir le langage du réalisme. C'est ainsi qu'on nous suggère de reconnaître que les massacres de Tiananmen, « exagérément amplifiés » par les médias, étaient indispensables à la Chine pour qu'elle puisse poursuivre dans la stabilité depuis dix ans.

Décidément, la Chine demeure terre d'utopies. Déjà, à l'époque de Mao, Alain Peyrefitte vantait le miracle accompli grâce à la dictature du parti. A peine ce mythe venait-il de s'effondrer avec la mort de Mao qu'un nouveau miracle se profilait à l'horizon. Deng Xiaoping ouvrait la Chine, et Jeffrey Giscard d'Estaing affirmait à la télévision, en 1987, que 70 % de son économie allait être privatisée. Non contente de s'enrichir, la Chine se libéralisait.

Le massacre du 4 juin démontre la conception toute légaliste qu'avait Deng de cette « libéralisation ». Pourtant, dès le 5 juin, Alain Peyrefitte s'empressait d'appeler l'Histoire à la rescousse : « Tous les chefs de la Chine depuis des siècles [...] jusqu'à Deng ont été d'accord sur un point : cet immense empire ne saurait être maintenu que par un régime de fer. » Sans doute n'avait-il pas la l'Empire immobile, dans lequel l'auteur explique que la séculaire tyrannie centralisée était responsable de l'effrayante stagnation de la Chine.

L'exemple de Taiwan le prouve : la dictature d'un parti unique n'est pas un obstacle au développement économique. Cet argument lancé il y a deux ans par les idéologues de Deng Xiaoping est repris aujourd'hui par nos « réalistes ». Ils oublient qu'il existait à Taiwan

Si la Chambre Haute est aujourd'hui contestée, ce n'est pas tant pour les raisons de caractère historique ou idéologique qui touchaient à son existence même. A la différence de la Chambre des lords, le Sénat a rompu depuis plus d'un siècle la filiation qui le rattachait à la famille des Chambres aristocratiques. Sa compétence technique est reconnue, de même que sa contribution — en dépit d'un regrettable absentéisme — à la qualité du travail législatif. Quant à l'unicité de la représentation nationale, elle a cessé d'être érigée en dogme de la pensée républicaine.

Le poids des villes

Dès lors, ce dont souffre aujourd'hui le Sénat, c'est avant tout d'une crise d'identité et d'image qui met en cause à la fois sa représentativité et son rôle. Or, dans ces deux domaines, des solutions existent qui peuvent contribuer à rénover l'institution, sans bouleverser les acquis de plus d'un siècle de tradition sénatoriale.

La représentativité des « secondes Chambres » pose un problème difficile à résoudre. On bien en effet on allie leur mode de désignation sur celui de la Chambre élue au suffrage universel comme c'est le cas en Italie : mais alors, pourquoi élire une deuxième chambre ? Ou bien on recherche des modes d'élection spécifiques : on en vient à contester leur caractère représentatif, voire démocratique. Faut-il en France renoncer à l'existence d'une Chambre élue au suffrage indirect et représentatif, comme le prévoit la Constitution des « collectivités territoriales de la République » ? Ce serait dommage, au moment même où l'on souhaite renforcer la décentralisation.

Faut-il revenir à l'idée du général de Gaulle qui, au-delà de muta-

tions « conjoncturelles », visait à renouveler des modes de représentation jugés dépassés, en associant aux représentants des collectivités locales ceux des activités économiques et sociales, regardées comme les « forces vives » de la nation ? L'expérience a montré que, pour être séduisant, le projet se heurtait à de redoutables difficultés de principe et d'application.

Doit-on alors se borner à aménager les modes de scrutin ? En la matière, aucune solution n'est innocente d'arrière-pensée politique. Mais un progrès sensible pourrait déjà être accompli — sans modifier la Constitution — si l'on opérait un réajustement du poids relatif des villes — tout en maintenant, comme il se doit, un léger avantage aux petites « collectivités territoriales », — si l'on essayait de faire plus de place aux structures régionales, et si l'on renforçait quelque peu la part de représentation proportionnelle, permettant une expression plus ouverte des mouvements de longue portée de l'opinion publique.

Examen exhaustif des grands sujets

Quant à l'efficacité de son rôle, le Sénat ne la trouvera sans doute pas dans le renforcement de ses compétences face à l'autre Chambre. Que l'Assemblée nationale ait des compétences plus importantes en matière budgétaire ou conserve le dernier mot — assez rarement utilisé — en matière législative n'a rien que de très normal. Le Sénat n'a aucun intérêt à devenir une vague copie conforme de l'Assemblée.

En revanche, l'opinion — au-delà des idées reçues sur « le train de sénateur » — percevrait différemment son action s'il modernisait en profondeur ses méthodes de travail qui devraient, en s'inspirant de l'expérience du Sénat américain, privilégier systématiquement le

travail en commission sur le thème d'ombres de la séance plénière qui l'est si peu.

Parce que leur mode de désignation permet aux sénateurs de s'abstraire des contingences de la politique à court terme et à courte vue, le Sénat est particulièrement bien placé pour assurer, dans le cadre de ses commissions, dont les séances pourraient être publiques, un contrôle plus rigoureux de l'activité gouvernementale, ainsi qu'un examen exhaustif des grands sujets — environnement, fiscalité, immigration, Europe, et bien entendu collectivités locales, — qui intéressent les Français. Pourquoi ne pas ainsi reconquérir — en le faisant savoir à l'opinion — certaines tâches qui, faute d'être assumées par la représentation nationale, sont transférées à l'administration ou à une foule d'organes spécifiques ?

Ce qui n'empêcherait pas la Haute Assemblée de conserver son rôle irremplaçable de régulation et de contrepois propre à tempérer, comme l'a fait le Sénat entre 1962 et 1969, puis entre 1981 et 1986, les tentations électorales de majorités trop sûres de leur bon droit.

Le Sénat a été conçu comme une Chambre de réflexion et de sagesse que sa composition soustrait aux passions politiques de la Chambre dite « basse » et qui, par sa position particulière entre le gouvernement et l'Assemblée nationale, contribue à assurer un meilleur équilibre des institutions. A ceux qui lui reprochaient de n'être qu'une survivance archaïque et somnolente, il a montré à bien des reprises, depuis 1958, qu'il savait s'attacher — souvent en liaison avec le Conseil constitutionnel — à la défense des libertés publiques. Il lui reste maintenant à prouver que sagesse et équilibre peuvent faire bon ménage avec imagination et modernité.

Raphaël Hadas-Label est professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

Chine moribonde, Chine vivante

par Jacques et Claudie Broyelle

CINQUANTE millions de morts, un milliard d'hommes maintenus en servitude, 250 dollars de revenu par habitant. Tel est, dans sa simplicité, le bilan de quarante ans de communisme.

Si les massacres de juin 1944 sont si lourds, c'est que chaque victime symbolise toutes celles qui, depuis octobre 1949, ont été assassinées loin des caméras. Tiananmen est venu rappeler à l'Occident que la Chine reste totalitaire.

L'ordre règne à Pékin, et certains en ont conclu que le temps était venu de faire l'indignation pour tenir le langage du réalisme. C'est ainsi qu'on nous suggère de reconnaître que les massacres de Tiananmen, « exagérément amplifiés » par les médias, étaient indispensables à la Chine pour qu'elle puisse poursuivre dans la stabilité depuis dix ans.

Décidément, la Chine demeure terre d'utopies. Déjà, à l'époque de Mao, Alain Peyrefitte vantait le miracle accompli grâce à la dictature du parti. A peine ce mythe venait-il de s'effondrer avec la mort de Mao qu'un nouveau miracle se profilait à l'horizon. Deng Xiaoping ouvrait la Chine, et Jeffrey Giscard d'Estaing affirmait à la télévision, en 1987, que 70 % de son économie allait être privatisée. Non contente de s'enrichir, la Chine se libéralisait.

Le massacre du 4 juin démontre la conception toute légaliste qu'avait Deng de cette « libéralisation ». Pourtant, dès le 5 juin, Alain Peyrefitte s'empressait d'appeler l'Histoire à la rescousse : « Tous les chefs de la Chine depuis des siècles [...] jusqu'à Deng ont été d'accord sur un point : cet immense empire ne saurait être maintenu que par un régime de fer. » Sans doute n'avait-il pas la l'Empire immobile, dans lequel l'auteur explique que la séculaire tyrannie centralisée était responsable de l'effrayante stagnation de la Chine.

L'exemple de Taiwan le prouve : la dictature d'un parti unique n'est pas un obstacle au développement économique. Cet argument lancé il y a deux ans par les idéologues de Deng Xiaoping est repris aujourd'hui par nos « réalistes ». Ils oublient qu'il existait à Taiwan

la propriété privée, la libre circulation des hommes et des capitaux, la liberté d'étudier. Et un système de lois garantissant ces libertés aux citoyens, conditions indispensables au développement de toute économie de marché.

C'est cela, justement, que la Chine communiste a toujours obstinément refusé d'imiter. Et c'est très précisément sur ce refus que, dès 1985, les réformes de Deng ont sombré. La première liberté dont la Chine a besoin, c'est celle d'entreprendre. Le premier droit qu'il lui faut reconnaître, c'est celui de la propriété, aussi bien des terres que des usines ou des capitaux. Y compris le droit de la céder, de la transmettre et de la concentrer.

Conception primitive du développement

Les communistes ont une conception primitive et prédatrice du développement. Une fois épuisées les ressources matérielles et humaines dont ils se sont emparés en prenant le pouvoir, ils s'imaginent pouvoir sortir leur pays de la faillite en important d'Occident les biens de consommation, les machines et les technologies qu'ils sont incapables de créer. Mais ils refusent d'importer la seule « chose » qui le permettrait : la liberté.

Il est navrant de voir des hommes politiques occidentaux s'imaginer que nos exportations, tel un cheval de Troie, vont subrepticement introduire le capitalisme et, progressivement, la démocratie. L'aide de la France n'est pas illimitée. Elle doit choisir ceux qu'elle désire favoriser. En ce qui concerne les pays communistes, il paraît raisonnable que la France aide plutôt un gouvernement polonais qui serait résolu à s'attaquer aux causes de la ruine de son pays qu'une Chine qui s'y refuse avec toute la force de ses tanks. Les milieux d'affaires, nous dit-on, exercent des pressions sur le gouvernement pour qu'il normalise ses relations avec la Chine. Comme on les comprend ! En bénéficiant des prêts subventionnés et des garanties de l'Etat, payés par les contribuables, il est infiniment moins risqué d'investir à Pékin qu'à Pézenas, à Canton ou à Cambrai. Aussi pourrions-nous suggérer à

ces entrepreneurs de reprendre la glorieuse tradition des pionniers et de risquer en Chine leurs propres capitaux, avec tous les périls que cela comporte. Leur réussite n'en sera que plus louable.

Investir dans l'avenir

La France, dit-on encore, ne peut ignorer un pays aussi important que la Chine : elle doit investir dans l'avenir. Mais la Chine n'a pas d'autre avenir que de sortir du communisme. Des hommes se fixent aujourd'hui explicitement cette tâche. Ils viennent de tenir à Paris — c'est l'honneur de la France — le congrès constitutif de la Fédération chinoise pour la démocratie. Sans doute leur recherche est-elle « étonnante ». Sans doute n'étaient-ils que cent cinquante. Des dizaines de milliers de leurs sympathisants étaient « empêchés » pour cause de prison

ou de rééducation. Les quelque cent mille étudiants chinois à l'étranger, les millions de leurs compatriotes de Taiwan, Hong-kong ou du reste du monde ont les yeux tournés vers eux. Car ils sont dépositaires du seul espoir de changement, d'un avenir de liberté.

Peut-être ne réussiront-ils pas aussi vite qu'ils l'enviaient. Mais investir dans l'avenir, c'est toujours prendre un risque, et les risques doivent être comparés. Les soutenir, c'est évidemment prendre le risque d'affronter les redoutables de Pékin. Aider la contre-réforme, par contre, est sans risque : c'est la certitude de gaspiller des biens publics en pure perte, dans le meilleur des cas, et, dans le pire, de contribuer à prolonger par acharnement thérapeutique la survie d'un régime depuis longtemps déjà en coma dépassé.

Jacques et Claudie Broyelle sont sinologues.

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Correspondant en chef : Claude Sauts
Administrateur général : Bernard Woutas

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27

Telex MONDPAF 650672 F ; Télécopier : (1) 45-23-06-81

LE GRAND RENDEZ-VOUS DE L'IMMOBILIER

Le Monde

le Sénat

ÉTRANGER

La contestation en RDA et l'exode vers l'Allemagne de l'Ouest

Importante manifestation à Leipzig en faveur des réformes

« Liberté! Liberté! », « Gorby! Gorby! » Quelques dix mille personnes ont manifesté lundi soir 2 octobre dans les rues de Leipzig, dans le sud de la RDA, pour réclamer des réformes ainsi que la légalisation du mouvement d'opposition Forum nouveau. Le cortège s'est formé à l'issue du service religieux en l'église Saint-Nicolas, où se rencontrent traditionnellement chaque lundi des opposants au régime de M. Erich Honecker. Ce soir-là, ils étaient environ deux mille, qui furent rejoints à la sortie par des milliers d'autres personnes.

Le cortège s'est dirigé vers la gare centrale de Leipzig en chantant *We shall overcome* (Nous triompherons) et l'Internationale. Pour marquer leur désaccord avec leurs nombreux compatriotes qui, actuellement, quittent la RDA, les manifestants scandaient également : « Nous resterons au pays pour lutter ». Au-delà de la place de la gare, le cortège a été arrêté par deux cordons de policiers.

Cinq personnes au moins ont été blessées, à coups de matraque, au cours des affrontements avec les forces de l'ordre, qui auraient procédé également à de nombreuses interpellations. M. Johannes Fischer, porte-

parole d'un « groupe de travail des droits de l'homme » à Leipzig aurait notamment été arrêté. Tard dans la soirée, de nouveaux heurts étaient signalés en divers endroits de la ville. Cette manifestation était la plus importante jamais vue à Leipzig depuis le soulèvement populaire de 1953 en RDA.

Par ailleurs, à Berlin-Est, la police a tenté d'empêcher dimanche soir la réunion d'un groupe d'opposition, *Demokratischer Aufbruch* (Renouveau démocratique), qui réclame une « restructuration sociale et démocratique » en RDA. Selon des sources proches de l'Eglise protestante, soixante-dix personnes devaient participer à cette réunion dans un appartement. Seules dix-sept d'entre elles ont réussi à entrer dans l'immeuble. Les autres ont été refoulées par des policiers en uniforme. L'évêque de Berlin-Est et de Brandebourg, Mgr Gottfried Fork, a été également retenu un certain temps par les forces de l'ordre avant de pouvoir entrer dans les locaux de la paroisse de Alt-Pankow où des opposants avaient prévu de se réunir pour réclamer la libération des prisonniers politiques. — (AFP, Reuters.)

L'ambassade de RFA à Prague est de nouveau occupée par plus de quatre mille réfugiés est-allemands

Tout recommence... Dimanche soir, les jardins du palais Lobkowitz — l'ambassade de RFA à Prague — étaient vides, et Bonn avait annoncé la fermeture de sa légation « pour des travaux techniques indispensables ». Les milliers de réfugiés est-allemands qui vivaient depuis des jours dans un camp de fortune avaient obtenu l'autorisation d'émigrer en République fédérale et pris les « trains de la liberté » à destination de la Bavière. Et voilà que, mardi matin 3 octobre, plus de trois mille nouveaux candidats au départ étaient installés dans le parc de l'ambassade, et que plusieurs centaines d'autres étaient massés sous la pluie devant les grilles, attendant qu'elles s'ouvrent. « Officiellement, explique un diplomate, notre ambassade est fermée, mais en fait, pratiquement tous ceux qui frappent poliment à la porte peuvent y entrer ».

On a vu des policiers tchécoslovaques tenter d'empêcher des transfuges d'escalader des barrières, derrière le bâtiment, mais les forces de l'ordre ne contrôlaient pas l'accès principal du palais. A la demande de l'ambassadeur ouest-allemand, M. Hermann Huber, elles ont finalement renoncé à renforcer leur dispositif de surveil-

lance. Les Allemands de l'Est arrivent en taxi ou à pied. La plupart, âgés de vingt à trente ans, sont arrivés en train en Tchécoslovaquie, et beaucoup de Pragois, disent-ils, les ont gentiment aidés à trouver le chemin de l'ambassade de la RFA en évitant les patrouilles de la milice. Ils remercient en particulier les chauffeurs de taxi de la capitale, qui ont parfois joué, non sans plaisir, au chat et à la souris avec la police.

Le représentant permanent allemand en RFA, M. Horst Neubauer, a demandé « avec insistance » à Bonn d'expulser ces nouveaux réfugiés de ses ambassades de Prague et de Varsovie (où ils sont trois cents). Au cours d'un entretien, lundi après-midi 2 octobre, avec le ministre ouest-allemand de la Chancellerie, M. Rudolf Seiters, il a accusé le gouvernement de la République fédérale d'avoir commis « un abus de confiance grossier » et d'avoir manqué à sa parole dans l'affaire des réfugiés. Selon l'agence ADN à Berlin-Est, l'accord passé entre la RFA et la RDA « n'a pas été respecté » par Bonn. M. Neubauer a répété que la décision de son pays de laisser partir les « trains de la liberté » était une décision unilaté-

rale de la RDA, « prise exclusivement pour des raisons humanitaires, surtout dans l'intérêt des enfants en bas âge ». Il a reproché à M. Hans-Dietrich Genscher de vouloir « tirer gloire » de cette affaire en prétendant avoir obtenu ce résultat par de « difficiles négociations à New-York et ailleurs ». « C'est tout simplement un mensonge », a-t-il déclaré.

Toutes ces accusations ont été rejetées à Bonn, qui a demandé à Berlin-Est de laisser émigrer en RFA les nouveaux occupants de ses ambassades à Prague et à Varsovie. Aucune réponse, pour le moment, de la RDA : le négociateur ouest-allemand pour les « questions humanitaires », M. Wolfgang Vogel, s'est contenté de déclarer, lundi, que la promesse de ne pas poursuivre les citoyens est-allemands qui accepteraient de rentrer en RDA et de les autoriser ultérieurement à émigrer à l'Ouest était « toujours en vigueur ».

Lundi, on a également appris à Bonn que, depuis le début de l'affaire des réfugiés, le chancelier Helmut Kohl et le numéro 1 soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, étaient restés en contact permanent, mais le porte-parole de la chancellerie a refusé de donner la moindre précision sur le contenu de

ces échanges. Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a demandé pour sa part à M. Gorbatchev de faire pression sur la RDA, lors de son séjour à Berlin-Est (les 6 et 7 octobre), pour que le régime est-allemand s'engage dans des réformes politiques, afin de regagner la confiance de la jeunesse, qui déserte en masse le pays.

□ **Nouvelles traversées du Danube.** — Vingt-quatre Allemands de l'Est ont traversé, au cours du week-end, le Danube à la nage pour aller de Tchécoslovaquie en Hongrie, avant de passer en Autriche et de se réfugier en RFA. Selon des témoignages de réfugiés, de plus en plus de citoyens de la RDA tenteraient d'utiliser cette voie pour fuir. — (AFP.)

□ **M. Mitterrand envisage une visite en RDA.** — M. François Mitterrand pourrait se rendre en visite à Berlin-Est entre le 12 et le 20 décembre, a annoncé lundi 2 octobre le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas. Le président de la République, dont la décision dépend de l'évolution de la situation en Allemagne de l'Est, s'est déjà rendu cette année en Tchécoslovaquie, en Pologne et en Bulgarie. — (AFP.)

Comment enrayer l'anarchie en URSS

Suite de la première page

Avant même d'avoir été légalisée, la grève est aujourd'hui devenue en URSS un moyen de lutte bilingue. Les sujets de conflits, politiques et sociaux, n'étant pas destinés à manquer dans les mois à venir, il est inévitable que, interdits ou non, de nouveaux actes de travail se produisent et viennent défer M. Gorbatchev.

Une fausse manœuvre, alors ? Qui et non, car le dire serait ignorer la réalité de la situation. Après plus d'un mois de blocus routier et ferroviaire de l'Arménie par l'Azerbaïdjan, un mois aussi de grèves des russophones de Moldavie, les chemins de fer soviétiques sont totalement désorganisés. Dans un pays où la plus grande partie des transports se font par le train, cela signifie qu'à la veille de l'hiver tous les citoyens sont au rouge.

On risque de ne pas avoir assez de combustible pour chauffer les immeubles quand il fera - 20°C ou - 40°C. Pas assez de stocks de farine pour assurer les livraisons de pain et pas assez d'essence pour éviter les rixes devant les pompes et faire rouler les ambulances. Soixante mille wagons, écrivait la semaine dernière les *Izvestia* en mettant en garde contre le danger d'une insurrection de l'Est d'exception, ne sont tout simplement « pas arrivés » ces dernières semaines « à destination ».

Les chiffres cités lundi par le vice-premier ministre Lev Voronine ne sont pas moins impressionnants. A l'en croire, des marchandises d'une valeur totale de 11 milliards de roubles (environ dix fois plus de francs au cours officiel) ont été perdues en raison des grèves. A elle seule, l'Arménie a été privée de trente mille wagons de livraisons diverses, 2 millions de tonnes de produits importés, du blé notamment, sont bloquées dans les ports, cent trente trains attendent, en Roumanie et en Tchécoslovaquie, de pouvoir pénétrer en territoire soviétique et, tandis que plusieurs pays importateurs de produits soviétiques commencent à se plaindre des retards, les réserves des centrales thermiques baissent.

Face à une telle situation, aucun chef d'Etat ne pourrait se permettre de ne pas réagir, mais M. Gorbatchev moins que tout autre, puisque l'enjeu n'est pas seulement économique et social. Il est directement politique, car, à laisser faire, il aurait non seulement encouragé un développement exponentiel de l'anarchie mais aussi laissé ses adversaires conservateurs continuer impunément à jeter de l'huile sur le feu, partout où pour des causes parfaitement claires et com-

préhensibles, éclate un conflit, l'appareil joue en effet la politique du pire, soit en aggravant ouvertement les choses, soit, le plus souvent, en restant bras croisés dans l'attente que le chaos entraîne l'arrêt des réformes. En ce sens, cette loi sur les grèves est au moins autant un rappel à l'ordre de l'appareil intermédiaire qu'une mise en garde au pays, et M. Gorbatchev n'a rien voulu dire d'autre en déclarant : « Il faut arrêter l'escalade des phénomènes négatifs dans l'économie. Cela protégera le processus de démocratisation (et empêchera) qu'on ne se retrouve otages des tentatives d'ébranler notre économie ».

Peut-être, mais l'ennemi est qu'il ne s'agit là que d'une demi-mesure, car le secrétaire général a d'ailleurs raison encore lorsqu'il ajoute : « Nous avons commencé à perdre le contrôle des choses. Les nouveaux mécanismes ne sont pas enclenchés alors que les anciens ne fonctionnent plus (...). On ne peut pas attendre. Chaque jour supplémentaire a des conséquences terribles ».

Vers l'état d'exception ?

On bien, avertissement entendu, l'ensemble des forces réformatrices, tous courants confondus, accepte de jouer les pompiers et de prêcher la patience au lieu de se radicaliser chaque jour un peu plus, et alors peut-être M. Gorbatchev a-t-il une chance de sortir l'URSS de l'ornière, en lui faisant franchir sans trop de casse le cap de l'hiver. En homogénéisant à son profit la direction du parti et en faisant avancer le congrès à octobre prochain, le secrétaire général s'est en effet offert les moyens à la fois de résister aux chocs et de donner, dès l'année prochaine, une nouvelle et indispensable impulsion aux réformes.

On bien — et l'hypothèse est plus que plausible — la colère, le ressentiment et les injustices accumulées en soixante-dix ans de léninisme qui chantent se révéleront beaucoup trop forts pour laisser place à la raison, et M. Gorbatchev n'aura vite plus d'autre choix que de tenter cet état d'exception évoqué par les *Izvestia*. Beaucoup de ses proches le poussent depuis plus d'un an à cette solution d'un coup d'Etat légal consistant à se faire donner par le Parlement, en tant que chef d'Etat et non pas en tant que secrétaire général, les pleins pouvoirs.

Le problème est que, pour réussir un coup d'Etat bonapartiste, il faut avoir une base et une autorité



Dessin paru dans l'« International Herald Tribune » du 3 octobre 1989

« Merci à tous de m'aider pour la perestroïka, et si vous continuez à m'aider, vous serez tous fusillés ! » (sur la pancarte : grèves des mineurs).

personnelles qui font aujourd'hui défaut à M. Gorbatchev. La reprise en main qui s'amorce maintenant pourrait avoir pour but de les lui donner. Mais les délais sont brefs, si brefs que les espoirs d'une transition relativement pacifique de l'URSS vers l'après-communisme s'amenuisent. Cela ne signifie pas que le pouvoir de M. Gorbatchev soit obligatoirement menacé. Cela signifie en revanche que sa capacité à maîtriser les rythmes du changement semble chaque semaine moins forte

et que les à-coups en seront d'autant plus violents.

Intervention au Caucase

Dans les files d'attente des magasins, comme au Kremlin, l'hiver sera rude, et, en attendant, le pouvoir se prépare à prendre des mesures dans le Caucase. Pour ce qui est du blocus ferroviaire exercé par les Azerbaïdjanais, il devrait être levé par une intervention

conjointe des forces de sécurité des ministères de l'intérieur, de la défense et des chemins de fer qui seraient placées, pour l'occasion, sous la tutelle d'une administration spéciale.

Une introduction d'un forme ou l'autre d'état de siège dans l'ensemble de la région n'est maintenant plus à exclure, tant les autorités s'acharnent depuis vingt-quatre heures à dépeindre la situation en termes plus qu'alarmistes. Selon Tass, « le plus important est maintenant d'empêcher les deux peuples de tomber dans l'abîme », car

les rapports provenant de la région ressemblent à « des rapports sur un champ de bataille ». Les journaux sont pleins de chiffres sur le nombre d'attaques à main armée, d'attaques de convois, de meurtres et autres violences. Interviewé lundi soir à la télévision, deux des vice-ministres de l'intérieur ont expliqué, retour du Caucase, que « les problèmes posés par cette tragédie devaient être résolus sans délai » et que des « mesures politiques urgentes étaient nécessaires ».

Dans ce climat, les projets de loi sur la propriété, la terre, les baux, l'entreprise et l'uniformisation du système fiscal sont passés au second plan. Ils n'en sont pas moins fondamentaux, puisqu'ils introduisent la propriété privée sous le nom de « propriété de citoyen » et divisent les formes de propriété collective en propriété fédérale, fédérale-républicaine, républicaine et communale.

L'ensemble des entreprises, quel que soit leur statut, seront égales devant la loi et pourront, notamment, payer leurs employés en actions. Le taux d'imposition maximal des profits est fixé à 60 % — 35 % revenant à l'Etat fédéral et le reste étant laissé à la discrétion des autorités locales, qui pourront ainsi à la fois disposer de ressources et moduler l'imposition en fonction de leur politique économique.

Tous ces projets, parfois flous et incohérents, ont été abondamment critiqués — pour leur timidité le plus souvent. Nul ne pourrait dire ce qu'ils donneront d'ici quelques années. La seule certitude est qu'il n'y a pas de véritables améliorations à en attendre à court terme et que M. Gorbatchev va désormais compter les jours qui le séparent du congrès.

BERNARD GUETTA

Leonid Brejnev privé de l'ordre de la Victoire

Le présidium du Soviet suprême a supprimé par décret l'attribution à Leonid Brejnev de l'ordre de la Victoire, l'une des principales décorations en URSS, a annoncé jeudi 28 septembre l'agence Tass. Le décret, signé par M. Mikhaïl Gorbatchev, précise que la médaille accordée le 20 février 1978 « ne correspondait pas au statut » de la décoration.

L'ordre de la Victoire est accordée pour hauts faits militaires. Les dernières années au pouvoir de Léonid Brejnev, avaient été marquées par une surabondance sur ses « exploits » militaires pendant la deuxième guerre mondiale. Outre l'ordre de la victoire, Brejnev s'était même fait accorder la prix Lénine de littérature pour ses Mémoires de guerre. — (AFP.)

Jules Verne Mythe et Modernité

Par Simone Vienne

On continue à faire de Jules Verne le prophète des techniques modernes, une sorte de voyant. C'est mépriser ce qui l'a fait survivre jusqu'à nos jours et pas seulement sur le rayon « littérature enfantine » : son génie littéraire.

Collection « Ecrans » dirigée par Béatrice Didier 176 pages - 85 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Chine vivante

La Chine vivante, c'est la Chine d'aujourd'hui, la Chine de demain, la Chine de l'après-demain. C'est la Chine qui change, qui se transforme, qui se reconstruit. C'est la Chine qui est le théâtre d'une révolution silencieuse, d'une révolution qui se fait jour après jour, dans les moindres détails de la vie quotidienne. C'est la Chine qui est le berceau d'une civilisation millénaire, d'une civilisation qui a su résister à toutes les épreuves, à toutes les invasions, à toutes les épreuves. C'est la Chine qui est le pays du miracle, du miracle économique, du miracle technologique, du miracle culturel. C'est la Chine qui est le pays du futur, du futur proche, du futur lointain, du futur incertain. C'est la Chine qui est le pays de l'espoir, de l'espoir d'un monde meilleur, d'un monde plus juste, d'un monde plus pacifique. C'est la Chine qui est le pays de la vie, de la vie humaine, de la vie animale, de la vie végétale. C'est la Chine qui est le pays de la beauté, de la beauté naturelle, de la beauté humaine, de la beauté artistique. C'est la Chine qui est le pays de la sagesse, de la sagesse antique, de la sagesse moderne, de la sagesse universelle. C'est la Chine qui est le pays de la liberté, de la liberté d'expression, de la liberté de conscience, de la liberté de mouvement. C'est la Chine qui est le pays de la justice, de la justice sociale, de la justice économique, de la justice politique. C'est la Chine qui est le pays de la paix, de la paix intérieure, de la paix internationale, de la paix universelle. C'est la Chine qui est le pays de l'unité, de l'unité nationale, de l'unité mondiale, de l'unité humaine. C'est la Chine qui est le pays de l'avenir, de l'avenir proche, de l'avenir lointain, de l'avenir incertain. C'est la Chine qui est le pays de l'espoir, de l'espoir d'un monde meilleur, d'un monde plus juste, d'un monde plus pacifique. C'est la Chine qui est le pays de la vie, de la vie humaine, de la vie animale, de la vie végétale. C'est la Chine qui est le pays de la beauté, de la beauté naturelle, de la beauté humaine, de la beauté artistique. C'est la Chine qui est le pays de la sagesse, de la sagesse antique, de la sagesse moderne, de la sagesse universelle. C'est la Chine qui est le pays de la liberté, de la liberté d'expression, de la liberté de conscience, de la liberté de mouvement. C'est la Chine qui est le pays de la justice, de la justice sociale, de la justice économique, de la justice politique. C'est la Chine qui est le pays de la paix, de la paix intérieure, de la paix internationale, de la paix universelle. C'est la Chine qui est le pays de l'unité, de l'unité nationale, de l'unité mondiale, de l'unité humaine. C'est la Chine qui est le pays de l'avenir, de l'avenir proche, de l'avenir lointain, de l'avenir incertain.

Le Monde

Le Monde, c'est la France, c'est l'Europe, c'est le monde. C'est la France qui est le berceau d'une civilisation millénaire, d'une civilisation qui a su résister à toutes les épreuves, à toutes les invasions, à toutes les épreuves. C'est l'Europe qui est le berceau d'une civilisation millénaire, d'une civilisation qui a su résister à toutes les épreuves, à toutes les invasions, à toutes les épreuves. C'est le monde qui est le berceau d'une civilisation millénaire, d'une civilisation qui a su résister à toutes les épreuves, à toutes les invasions, à toutes les épreuves. C'est la France qui est le berceau d'une civilisation millénaire, d'une civilisation qui a su résister à toutes les épreuves, à toutes les invasions, à toutes les épreuves. C'est l'Europe qui est le berceau d'une civilisation millénaire, d'une civilisation qui a su résister à toutes les épreuves, à toutes les invasions, à toutes les épreuves. C'est le monde qui est le berceau d'une civilisation millénaire, d'une civilisation qui a su résister à toutes les épreuves, à toutes les invasions, à toutes les épreuves. C'est la France qui est le berceau d'une civilisation millénaire, d'une civilisation qui a su résister à toutes les épreuves, à toutes les invasions, à toutes les épreuves. C'est l'Europe qui est le berceau d'une civilisation millénaire, d'une civilisation qui a su résister à toutes les épreuves, à toutes les invasions, à toutes les épreuves. C'est le monde qui est le berceau d'une civilisation millénaire, d'une civilisation qui a su résister à toutes les épreuves, à toutes les invasions, à toutes les épreuves.

Grand rendez-vous de l'immobilier. C'est le rendez-vous de tous ceux qui veulent acheter, louer, vendre, échanger. C'est le rendez-vous de tous ceux qui veulent se loger, se déplacer, se divertir. C'est le rendez-vous de tous ceux qui veulent améliorer leur qualité de vie, leur confort, leur sécurité. C'est le rendez-vous de tous ceux qui veulent investir, spéculer, profiter. C'est le rendez-vous de tous ceux qui veulent vivre, aimer, partager. C'est le rendez-vous de tous ceux qui veulent construire, créer, innover. C'est le rendez-vous de tous ceux qui veulent changer, évoluer, progresser. C'est le rendez-vous de tous ceux qui veulent être heureux, épanouis, satisfaits. C'est le rendez-vous de tous ceux qui veulent vivre pleinement, intensément, librement. C'est le rendez-vous de tous ceux qui veulent être acteurs, témoins, participants. C'est le rendez-vous de tous ceux qui veulent laisser un héritage, une trace, une mémoire. C'est le rendez-vous de tous ceux qui veulent être éternels, immortels, invincibles. C'est le rendez-vous de tous ceux qui veulent être tout, être rien, être tout et rien à la fois. C'est le rendez-vous de tous ceux qui veulent être eux-mêmes, être authentiques, être uniques. C'est le rendez-vous de tous ceux qui veulent être libres, être indépendants, être responsables. C'est le rendez-vous de tous ceux qui veulent être forts, être courageux, être vaillants. C'est le rendez-vous de tous ceux qui veulent être sages, être avisés, être expérimentés. C'est le rendez-vous de tous ceux qui veulent être jeunes, être dynamiques, être énergiques. C'est le rendez-vous de tous ceux qui veulent être vieux, être sages, être expérimentés. C'est le rendez-vous de tous ceux qui veulent être tout, être rien, être tout et rien à la fois. C'est le rendez-vous de tous ceux qui veulent être eux-mêmes, être authentiques, être uniques. C'est le rendez-vous de tous ceux qui veulent être libres, être indépendants, être responsables. C'est le rendez-vous de tous ceux qui veulent être forts, être courageux, être vaillants. C'est le rendez-vous de tous ceux qui veulent être sages, être avisés, être expérimentés. C'est le rendez-vous de tous ceux qui veulent être jeunes, être dynamiques, être énergiques. C'est le rendez-vous de tous ceux qui veulent être vieux, être sages, être expérimentés.

EUROPE

320 Soviétiques à l'Elysée

La délégation soviétique invitée en France par l'Association France-URSS, dans le cadre du programme « Dialogue 89 », a commencé son séjour, lundi 2 octobre, par une audience à l'Elysée. Après que M. Zagladine, conseiller de M. Gorbatchev pour la politique étrangère et chef de ce groupe de 320 personnes, ait présenté à M. Mitterrand, « une des personnalités les plus éminentes du monde contemporain », le « salut cordial et chaleureux » du président soviétique, le président de la République rappelle les cinq séries d'entretiens qu'il a eus avec ce dernier et réaffirme son soutien à la perestroïka, « un terme devenu usuel en Occident, même s'il reste difficile à prononcer », et qui exprime surtout, selon lui, « un énorme élan vers la liberté ».

Les frontières, dit encore M. Mitterrand, ne doivent rester « ni les hommes, ni les idées », en particulier en Europe, « cette Europe qui est la nôtre, à vous comme à moi ».

« L'interdépendance entre les deux Europes ne pourra s'accomplir que si la notion de frontières héritées disparaît de plus en plus vite, et si, on verra que c'est facile », a ajouté le chef de l'Etat.

Suivit un « échange » d'une quarantaine de minutes, mais qui resta sur le terrain des

généralités. Que pouvait-il répondre le chef de l'Etat lorsqu'on lui demandait ce qu'il pensait des idéaux de liberté, égalité, fraternité, de la « paix universelle », de la coopération économique et de la « maison européenne commune », sinon que tout cela était très bien et que cette dernière notion est « une belle expression et une grande idée » ? Les Soviétiques ont tout de même appris un passage que l'« on circule plus facilement en Europe au Moyen Age, voire au dix-huitième siècle, qu'aujourd'hui ».

On crut un moment qu'on allait parler du drame que vit en ce moment l'Arménie avec l'intervention d'un académicien d'Erevan s'exprimant dans un français parfait. Mais ce dernier se borna à remercier la France pour l'aide qu'elle avait apportée après le tremblement de terre de l'an dernier et à poser une « question » sur « la composante humaine » des relations internationales. Du blocus imposé à l'Arménie par les Azeris, il ne fut jamais question.

Quelques-uns des « nouveaux Soviétiques » ne cachaient pas leur irritation, à l'issue de ce qui fut bien plus une cérémonie qu'un débat, contre « tous ces anciens » (de l'ère Brejnev) qui « monopolisaient les questions ».

NORVÈGE

Fragile accord de gouvernement entre les trois partis de centre droit

STOCKHOLM
de notre correspondant

Après deux semaines d'intenses négociations, les leaders des trois partis de centre droit norvégiens se sont entendus, dans la nuit du dimanche 1^{er} au lundi 2 octobre, sur le contenu d'une plate-forme commune qui pourrait leur permettre de former un gouvernement et de remplacer le cabinet travailliste de M^{me} Gro Harlem Brundtland, resté en place à la suite des élections du 11 septembre dernier.

Les trois partis, qui disposent de 62 sièges sur les 165 que compte le nouveau Parlement, devraient rendre public, mercredi, leur nouveau programme. Celui-ci porte la marque du compromis, notamment sur

l'épineuse question des rapports avec la Communauté européenne. Les conservateurs, favorables à l'entrée dans le Marché commun, ont dû se plier à la ligne des centristes qui rejettent l'idée d'une association économique de libre-échange (AEE) et ceux de la CEE. Les trois partis espèrent mettre en minorité M^{me} Brundtland — qui a réaffirmé son intention de ne pas démissionner — avec l'aide du Parti du progrès, le grand vainqueur des dernières élections. Dans ce cas, M. Jan Sjøen, le leader du Parti conservateur, deviendrait le troisième premier ministre conservateur de l'après-guerre.

F. N.

Le drame de l'île de Lérós

La Grèce malade de ses « fous »

ATHÈNES

de notre correspondant

« Lérós-l'enfer », « Lérós-camp de concentration », « Lérós-la honte », « le dépôt des âmes humaines », « la version grecque du « nid de coucou » : depuis deux semaines, la presse grecque consacre des reportages-flammes à l'île psychiatrique de Lérós, dans le Dodécannèse, où vivent mille cent trente-cinq aliénés dans des conditions squalides. Le scandale était connu depuis de nombreuses années, mais toujours soigneusement occulté. Il a refait surface après la « première page » que lui a consacrée, le 10 septembre, l'hebdomadaire technique *Observa*, alors que la Grèce s'apprête à accueillir, du 12 au 19 octobre, le Congrès mondial de psychiatrie.

Le centre thérapeutique d'Etat de Lérós, créé en 1957, comporte deux établissements : des anciennes casernes, tristes et grises, construites entre les deux guerres par les occupants italiens. Les bâtiments accueillent à Lakki, trois cent soixante-dix femmes, et à Lépidia plus de sept cents hommes. Pour l'ensemble de la communauté, il y a seulement deux psychiatres. Depuis sa fondation, prévue pour soulager les centres d'Athènes et de Salonique, « les bateaux des fous », comme les nomment les habitants de l'île, amènent à Lérós les malades les plus atteints, ceux dont les familles ne veulent plus entendre parler. Ils restent à l'enfermé dix ans, vingt ans, jusqu'à leur mort. Oubliés de tous.

Le pavillon 2 de Lakki offre l'image la plus dégradante : des

quatre-vingts malades de se réunir peu à peu dans la vie normale. Les plans prévus pour former une unité de formation professionnelle, une unité mobile pour la réhabilitation des malades et pour la mise en place des familles d'accueil ont été laissés en suspens.

« Bas les papiers de l'île, où à sa réhabilitation, non à son départ ! » Les employés du centre ont accueilli de pied ferme M. Evert lors de sa seconde visite à Lérós la semaine dernière. Car l'île vit de l'asile, et il n'est pas question pour ses mille cinq cents habitants de la fermer. Les cent trente-cinq hôpitaux, qui seraient plutôt pour, n'ont pas le droit à la parole. Sur les neuf cent soixante employés du centre, 90 % sont des habitants de Lérós, l'asile anglais dans ses murs plus de 30 % de la population active de l'île, souligne M. Eutychios Solomaki, représentant des employés au conseil d'administration du centre.

Le bruit démenté autour de Lérós a fait bouillir de colère et les journaux ont dénoncé les conditions tout aussi dramatiques qui prévalent notamment dans le grand centre psychiatrique de Daphni, près d'Athènes.

« Nous sommes tous coupables, les hommes politiques, le système social, les enseignants, les familles qui abandonnent leurs parents, notre société n'a pas été éduquée pour accepter en son sein ces malades », M. Evert a reconnu que le mal était profond et qu'il nécessitait un sursaut de la société grecque tout entière pour accepter ses « fous » et leur garantir des conditions humaines d'existence.

POLOGNE

Le premier ministre se rendra en visite en URSS

Le premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, effectuera une visite en Union soviétique, a confirmé, lundi 2 octobre, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Vadim Perfilov. Il a indiqué que les dates de cette visite faisaient actuellement l'objet de discussions avec les autorités de Varsovie.

Dès l'arrivée de M. Mazowiecki à la tête du gouvernement polonais, les dirigeants soviétiques avaient fait savoir qu'ils entendaient poursuivre « les relations d'amitié traditionnelles » avec l'Union soviétique, le nouveau premier ministre ayant, de son côté, donné l'assurance que la Pologne resterait fidèle à ses alliances. Cette visite n'en constituera pas moins une première : celle de l'accueil au Kremlin d'un dirigeant non communiste d'un pays « frère ».

Le processus de démocratisation auquel préside M. Mazowiecki devait recevoir, mardi, l'hommage du roi Juan Carlos et de la reine Sofia, en visite pour trois jours en Pologne. A Luxembourg, les ministres des affaires étrangères des douze pays de la Communauté européenne devaient approuver, mardi, un plan de 325 millions de dollars d'aide à la Pologne. La Suisse, de son côté, fait savoir, lundi, qu'elle envisageait de verser une aide alimentaire urgente d'un montant de 5 millions de francs suisses (environ 20 millions de francs).

Protestation roumaine

D'autre part, deux dirigeants communistes hongrois, M^{me} Geza Kotai, chef du département international du comité central, et Imre Szokai, son adjoint, ont confirmé, lundi, dans une interview publiée par l'organe du parti, que la Roumanie avait lancé, le 19 août dernier, un appel à des « actions spontanées » pour élever la mise en place d'un gouvernement non communiste en Pologne. « Nous avons répondu que le gouvernement en Pologne avait été formé par la voie parlementaire et que c'était au peuple polonais de décider de son avenir par des élections libres », ont déclaré les deux communistes hongrois. — (AFP, Reuters.)

D. H. K. N. Z.

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : une nouvelle rencontre entre Afrikaners et nationalistes noirs

Le pouvoir cherche à tester la volonté de dialogue de l'ANC

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Le chef de l'Etat sud-africain, M. Frederik de Klerk, a démenti, lundi 2 octobre, que son gouvernement « fut impliqué directement ou indirectement » dans des discussions avec le Congrès national africain (ANC). Dans un communiqué, le président a condamné le dialogue avec cette organisation interdite depuis 1960 en indiquant, qu'il avait pour résultat de « masquer la véritable nature d'organisations révolutionnaires et de promouvoir une image non méritée de respectabilité ».

M. De Klerk faisait référence aux discussions qui ont eu lieu, au cours du dernier week-end, dans les environs de Londres, entre une délégation de l'ANC, conduite par M. Thabo Mbeki, considéré comme le successeur probable du président de celle-ci, M. Oliver Tambo, et un groupe d'Afrikaners mené par M. Wimpie De Klerk, le frère du chef de l'Etat. Les deux

frères ont des positions politiques divergentes puisque M. Wimpie De Klerk est membre du Parti démocratique (gauche libérale). Ce n'est toutefois pas la première fois que celui-ci rencontre les dirigeants de l'ANC.

Travaux d'approche

L'information a provoqué quelques remous dans les milieux gouvernementaux, car certains membres de la délégation d'Afrikaners appartenant au secrétariat du Broederbond, cette confrérie secrète dont sont issus bon nombre de ministres et qui influence directement la politique du pays. Outre le frère du président, deux professeurs de l'université de Stellenbosch, berceau de l'âme afrikaan, M^{me} Sampie Terreblanche et Willie Esterhuysen, ainsi que le rédacteur en chef du journal *Die*

Burger, organe officiel du Parti national, faisaient partie du groupe.

Certes, il ne s'agit pas d'une délégation officielle du Broederbond, mais certains de ses membres sont considérés comme proches de M. Genet Viljoen, ministre du développement constitutionnel, dont la tâche principale est de trouver la voie pour entamer le dialogue avec le communisme noir. M. Viljoen a lui-même été, pendant six ans, de 1974 à 1980, le président du Broederbond, créé en 1918 et toujours considéré comme l'outil de réduction du régime.

En dépit du démenti du chef de l'Etat, cette prise de contact a difficilement pu avoir lieu sans la bienveillante complicité des autorités, qui cherchent à tester la volonté de dialogue de l'ANC. Il est probable que des contacts secrets aient déjà eu lieu dans le passé entre des personnalités du Broederbond et le mouvement nationaliste, mais ceux-ci ont toujours été démentés.

MICHEL BOLE-RICHARD

Le conflit du Sahara occidental

Le Polisario fait état de l'attaque d'un poste marocain

Une attaque menée le 24 septembre par le Front Polisario contre un poste d'observation marocain au Sahara occidental a fait quatre morts et autant de blessés dans les rangs de l'armée royale, selon un communiqué saharoui diffusé à Alger. Évoquant cette opération, le représentant du mouvement saharoui à Alger, M. Ibrahim Hakim, a déclaré lundi 2 octobre à la radio algérienne que,

même après la fin d'une trêve éphémère, en février, le Polisario avait continué à réduire ses activités militaires, gelant les offensives d'envergure et se limitant à des opérations d'« usure ». Cette « volonté de paix n'a malheureusement pas trouvé d'écho auprès du roi Hassan II », qui, selon M. Hakim, porte la responsabilité de la guerre et « de toutes ses répercussions ».

A TRAVERS LE MONDE

ISRAËL

Abie Nathan
condamné à six mois
de prison
pour avoir rencontré
M. Yasser Arafat

Le militant pacifiste israélien Abie Nathan, propriétaire de la radio « La voix de la paix », a été condamné mardi 3 octobre à six mois de prison ferme pour avoir rencontré le président de l'OLP Yasser Arafat, en violation de la loi anti-terroriste. Il est le premier israélien inculpé aux termes de la législation anti-terroriste de 1986. Il commencera à purger sa peine mardi prochain.

« Je ne cessais pas mon combat contre cette loi (anti-terroriste). Nous devons parler à l'ennemi. Il n'y a pas d'autres moyens. Ce ne sont ni nos frères ni leurs pères qui peuvent résoudre le problème », a déclaré Nathan au tribunal. Condamné en outre à un an de prison avec sursis, il réunit un maximum de trois ans de prison ferme.

LIBÉRIA

Monrovia
va reprendre
ses relations
avec Taïwan

Le Libéria et Taïwan renoueront officiellement leurs relations diplomatiques le 9 octobre, a annoncé, lundi 2 octobre, le président libérien Samuel Doe. Il a rendu public sa décision alors qu'il inaugurait un tronçon de route finissant à hauteur de 140 millions de dollars par Taïwan. Monrovia avait rompu avec Taïwan en 1977 pour reconnaître la Chine populaire. Faisaient auparavant référence à Pékin, M. Doe a affirmé que son pays était indépendant et qu'il était libre d'entretenir des relations ou d'accepter de l'aide de n'importe quel autre Etat. La Chine a fourni plus de 20 millions de dollars de prêts sans intérêts au Libéria, y a construit un stade et finance la construction des bâtiments du ministère de la santé. — (AFP.)

La décision de Monrovia intervient au lendemain de la célébration du quarantième anniversaire de la Chine populaire et à la veille de la fête nationale de Taïwan, qui

aura lieu le 10 décembre. La réaction de Pékin — qui refuse de reconnaître l'existence de « deux Chines » — risque d'être vive. D'autant que cet exemple risque d'être suivi, Taïwan disposant de beaucoup plus de capitaux pour séduire les pays du tiers-monde que Pékin.

MEXIQUE

Décès accidentel
de l'opposant
Manuel Clouthier

Avec la disparition de Manuel Clouthier, décédé dimanche 1^{er} octobre dans un accident de la route, l'opposition médicale vient de perdre un de ses dirigeants les plus populaires. Candidat à l'élection présidentielle de juillet 1988 pour le Parti d'action nationale (PAN, droite), Manuel Clouthier n'avait obtenu que 17 % des suffrages exprimés, mais il avait pris la tête de la croisade contre la fraude électorale, devenant ainsi une sorte de héros national.

Véritable force de la nature — il pesait plus de 100 kilos, — personnage truculent, au tempérament volcanique, « Maquiao » avait le sens de l'humour : au cours de la campagne électorale, il avait autorisé la publication de son curriculum vitae sous la forme d'une bande dessinée où il apparaissait sous les traits d'Obélix, du fait de la ressemblance physique, certes, mais aussi parce qu'il avait un peu de sang gaulois, ses ancêtres étant venus de France. — (Corresp.)

PÉROU

Nouveaux attentats
du Sentier lumineux

Des guérilleros du mouvement maoïste péruvien Sentier lumineux ont, dimanche 1^{er} et lundi 2 octobre, commis plusieurs attentats : la bombe dans la station touristique méridionale d'Ica et attaqué un poste de police dans une ville voisine, Paipa, faisant huit morts et treize blessés, a annoncé la police. A Ica, qui accueillera la semaine prochaine un sommet de sept présidents latino-américains, les rebelles ont fait exploser douze bombes, apparemment pour distraire l'attention des forces de l'ordre pendant qu'un autre groupe pénétrait dans la maison du recteur de l'université, dont le ont assassiné l'épouse. — (Reuters.)

ANGOLA : l'accident d'avion de Jamba

Des maquisards
de l'UNITA
se livraient
au trafic de l'ivoire

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Le fils du président portugais, M. João Soares, est toujours dans un état grave dans un hôpital de Proença. L'avion dans lequel il avait pris place, en compagnie notamment de deux députés portugais, s'était écrasé, mardi 26 septembre, peu après le décollage de Jamba, le quartier général de l'UNITA dans le sud-est de l'Angola. Les circonstances et les causes de l'accident n'ont pas été révélées. Mais le *Sunday Times* de Johannesburg croit savoir que le Cessna s'est abîmé dans la brousse parce qu'il était trop chargé en défenses d'éléphants.

Selon ce journal, l'appareil était piloté par un homme d'affaires portugais résident en Namibie, M. Joaquim Da Silva Augusto. Il y a quinze jours, l'un de ses avions a été intercepté avec l'un des plus importants chargements d'ivoire jamais saisis sur le territoire : neuf cent quatre-vingt-dix défenses. Vingt-cinq personnes ont été appréhendées. M. Da Silva Augusto possède en Namibie une chaîne de supermarchés et dispose d'un vaste entrepôt à Rundu, dans le Nord, à partir duquel il approvisionne l'UNITA en nourriture et en carburant. Ce n'est pas la première fois que le mouvement rebelle angolais est soupçonné de se livrer au trafic de l'ivoire pour financer son effort de guerre.

M. R. R.

afrique
asie
REPARAIT

- SÉNÉGAL-MALIBITANIE : Les secours du mal.
- CAMEROUN : Bell, le chat du vignoble.
- TCHAD-LIBYE : Accusé et après ?
- BURKINA-FASO : Sanglant engrenage.
- ALGÉRIE : 48 heures dramatiques.
- PALESTINE : L'attitude au quotidien.
- IRAN : Le commissaire remplace le soul.
- LIBAN : Les parains de la guerre.
- ANGOLA : Les mensonges de Savimbi.
- CÔTE-D'IVOIRE : Amer cacao, etc.
- NICARAGUA : Le double défilé de Tola.
- CAMBODGE : La veillée d'armes.

Une trentaine d'articles, de reportages et de rubriques dans la périodique *afrique-asie* le mieux informé et le plus lu.

le nouvel
afrique
asie

EN VENTE DES ALJOURD'HUI
DANS TOUS LES KIOSQUES
3, RUE DE METZ, 75019 PARIS
Tél. : 49-23-06-72

Madame, Monsieur, Aujourd'hui, l'Europe de l'épargne est née. Voici comment nous l'avons préparée.

1964
Paribas lance, en association,
LA PREMIÈRE SICAV,
société d'investissement
à capital variable,
nouvelle forme de placement
collectif de valeurs mobilières.

1968
Paribas crée ses premiers
FONDS LUXEMBOURGEOIS*
D'INVESTISSEMENT.
Ils sont aujourd'hui accessibles
aux investisseurs français.

1969
Paribas crée le
PALMARÈS DES SICAV
françaises, aujourd'hui référence
du marché. Vingt ans plus tard,
avec TGF, Paribas lance
Europerformance, première
société indépendante française
de mesure de performance.

1982
Paribas constitue
LE PREMIER OPCVM
DE COURT TERME
et
LES PREMIÈRES SICAV DESTINÉES
AUX ASSOCIATIONS

1984
Paribas filiale ses équipes
de gestion de valeurs
mobilières et crée
PARIBAS ASSET MANAGEMENT,
à Paris, Londres, Tokyo,
New York, Genève,
Luxembourg et Monaco.

1986
Paribas lance Paramérique,
première Sicav gérée par
MÉTHODE QUANTITATIVE.
Depuis trois ans, elle est en tête
de sa catégorie.

1987
Paribas crée Europhénix,
fonds luxembourgeois* de
300 millions d'Ecu,
investi dans les sociétés
bénéficiant des restructurations
et rapprochements préparant
L'EUROPE DE 1992.

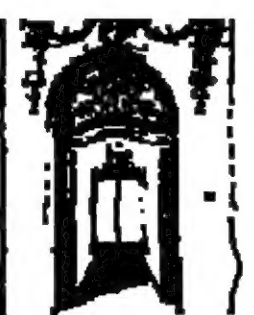
1988
Paribas lance France Index,
PREMIÈRE SICAV INDICIELLE,
sur le marché français,
à ce jour la plus importante.

1989
1^{er} OCTOBRE
Paribas gère un ensemble
de près de 100 Sicav et fonds
coordonnés,
français et luxembourgeois*,
répondant à tous les
besoins des investisseurs.

(*) Les OPCVM luxembourgeois coordonnés feront appel public à l'épargne en France après autorisation de la Commission des Opérations de Bourse.

Pour Paribas, l'Europe est une réalité quotidienne depuis 117 ans.

PARIBAS



3, rue d'Antin, 75002 Paris. Tél: (1) 42.98.13.77

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Les juifs soviétiques seraient les plus affectés par des restrictions à l'immigration

Washington ne veut pas que l'augmentation du nombre de réfugiés juifs pénalise les autres exilés. Son intention de contenir cette immigration est dénoncée par de nombreux congressistes.

WASHINGTON
correspondance

Après quinze ans de pressions sur le Kremlin pour obtenir un assouplissement de sa politique d'émigration, les Américains vont-ils fermer leurs portes à ceux qu'ils ont encouragés à quitter l'URSS ?

Dans la perspective d'un nouvel assouplissement au Kremlin, l'administration américaine prévoit que le nombre des émigrants soviétiques (juifs, Arméniens, pentecôtistes et membres d'autres minorités religieuses) augmentera sensiblement l'an prochain. Les autorités évaluent à deux cent mille pour l'ensemble du monde le nombre des demandes de visas qui seront refusées l'an prochain. Pour l'année fiscale commençant le 1^{er} octobre, l'ambassade américaine à Moscou estime que, sur les trois cent mille demandes qu'elle recevra, elle ne pourra accorder que quatre-vingt mille visas, soit une légère augmentation par rapport à l'an dernier (cinquante mille).

Les juifs soviétiques étant les plus nombreux des candidats à l'émigration (celle-ci est passée de huit mille en 1987 à dix-neuf mille l'an passé), seraient évidemment les plus affectés par les mesures envisagées par Washington. Jusqu'à présent, ils avaient été privilégiés. Certes, il y a un an, les juifs soviétiques n'étaient plus automatiquement acceptés comme « réfugiés ». Comme tous les autres, ils devaient au préalable convaincre les services d'immigration qu'ils étaient « sous la menace,

bien établie, d'une persécution ». Mais, en fait, ils restaient favorisés : moins de 20 % de leurs demandes ont été rejetées, alors que 75 % des requêtes des Arméniens l'ont été. Cette différence s'explique à la fois par les efforts des puissantes organisations juives américaines et par le désintérêt relatif des groupes arméniens.

Dans ce contexte, l'administration envisage de limiter à cinquante mille le nombre des juifs admis en qualité de réfugiés. Pour des raisons économiques et politiques (chaque réfugié représentant une dépense de 7000 dollars), Washington ne veut pas que l'augmentation des réfugiés juifs se fasse au détriment d'autres exilés — d'Amérique latine, d'Asie ou d'Afrique — qui ne disposent d'aucun soutien et sont peut-être plus « persécutés ». L'administration américaine estime d'autre part que 20 % des juifs soviétiques admis comme réfugiés doivent être exclus du soutien financier officiel.

A plus long terme, Washington souhaiterait la coopération d'autres pays. Les États-Unis, dit-on, ne doivent pas être le seul pays de destination des émigrants juifs. D'autre part, l'administration voudrait obtenir du Kremlin une loi qui permette de prévoir et de régulariser le nombre des émigrants. A ce moment-là seulement, l'amendement Jackson-Vanick, adopté par le Congrès en 1974, pourrait être levé avec, pour conséquence, d'assurer à Moscou des avantages douaniers et commerciaux.

Les Américains pourraient théoriquement compter sur l'aide d'Israël, prêt à accepter un plus grand nombre de juifs soviétiques. M. Shamir, premier ministre israélien, s'est plaint que l'administration leur offrait la liberté de choisir leur pays de destination. Ce libre choix, en effet, est défavorable à Israël. Dans la proportion de 90 %, les juifs soviétiques préfèrent aller aux États-Unis.

les juifs soviétiques préfèrent aller aux États-Unis.

Dans l'immédiat, Washington procède à un changement de procédures. Désormais, les demandes de visa présentées à l'ambassade américaine à Moscou seront immédiatement transmises à la capitale fédérale, qui décidera, en donnant la préférence aux personnes considérées comme « persécutées », comme les dissidents juifs ou les pentecôtistes. Ainsi seront évitées les longues files d'attente autour de l'ambassade à Moscou et, peut-être, les tentatives de corruption des policiers soviétiques (ceux-ci sont sollicités par certains, qui veulent passer avant les autres).

D'autre part, les juifs ne pourront plus quitter le pays avec un visa israélien, pour ensuite présenter, à Vienne ou à Rome, une demande de visa pour les États-Unis. Il en résulterait une économie de 30 millions de dollars.

Ces considérations financières sont jugées inadmissibles par un grand nombre de membres du Congrès, qui voudraient que, comme dans le passé, les juifs soviétiques soient automatiquement admis comme réfugiés.

HENRI PIERRE

■ 8 442 juifs ont émigré d'URSS en septembre, contre 6 756 le mois précédent, a annoncé un porte-parole de la Conférence nationale sur les juifs soviétiques (NCSJ), lundi 2 octobre à Washington. Ce chiffre est le plus important enregistré en un mois depuis dix ans (4 746 en octobre 1979). Le NCSJ, organisation américaine, indique que 41 886 juifs soviétiques sont partis depuis le début de cette année, ce qui permet de penser que le nombre record de 51 320, pour les douze mois de 1979, pourrait être dépassé en décembre prochain. — (AFP.)

HAÏTI : après la publication d'un calendrier électoral

La classe politique exprime sa déception

« Trop long, trop compliqué. » La classe politique haïtienne n'a pas caché sa déception après la publication du calendrier électoral qui devrait aboutir, dans un an, le 11 novembre 1990, au choix d'un nouveau président.

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial

Le compromis auquel est parvenu le Conseil électoral permanent (CEP) après de longues négociations avec le général Prosper Avril — au pouvoir depuis plus d'un an — prévoit que les Haïtiens commenceront par élire leurs conseils municipaux au mois d'avril prochain. Les élections législatives auront lieu en juillet et en août, à des dates différentes selon les départements. Les deux tours de l'élection présidentielle sont enfin prévus en octobre et novembre.

Pour Louis Déjoie, le leader populiste du Parti agricole et industriel national (PAIN), il s'agit d'« un calendrier bâclé dont le peuple ne veut pas ». Les dirigeants du centre et de la gauche modérée sont plus nuancés. « Mieux vaut un calendrier pas entièrement satisfaisant que pas de calendrier du tout », estime Marc Bazin, le président du Mouvement pour l'instauration de la démocratie en Haïti (MIDH, centriste).

Souhaitant que le calendrier proposé permettrait au gouvernement provisoire de rester encore dix-huit mois au pouvoir, le CONACOM (Congrès national du mouvement démocratique, gauche social-démocrate) demande au CEP de simplifier les opérations de vote et de raccourcir les délais afin d'aboutir à l'élection d'un président civil en mai prochain.

Plusieurs points importants ne sont pas réglés : à quelle date le président élu prendra-t-il ses fonctions ? Quelles seront les attributions de l'Assemblée émise pendant la fin de la période de transition ? Le document élaboré par le CEP a cependant été bien reçu à Washington, et le général Avril s'est empressé de lancer un nouvel appel à l'aide financière des États-Unis après sa publication. D'avantage que les États d'Amérique latine, c'est la situation économique qui préoccupe le pouvoir militaire.

La grève générale organisée le 27 septembre contre les mesures prises en accord avec le FMI a complètement paralysé la capitale et perturbé l'activité dans les provinces.

« La veille de la grève, un émissaire de la chambre de commerce est venu me demander discrètement de fermer boutique », raconte un commerçant de Port-au-Prince. Dans un communiqué qui a fait grand bruit, la chambre de commerce critique sévèrement « les mesures inflationnistes et ponctuelles » du gouvernement « qui déboucheront nécessairement sur une explosion sociale ».

Pénuries et hausses des prix

Les commerçants, qui ne trouvent plus de dollars pour régler leurs importations, suggèrent au gouvernement de lutter contre la contrebande et la corruption administrative pour dégager de nouvelles ressources au lieu d'accroître le poids de la fiscalité indirecte.

Pour la population, l'aggravation de la crise se traduit par la pénurie de produits tels que le sucre, l'huile, la farine ou le savon, et par la hausse constante des prix. Relativement épargnée jusqu'à présent, la classe moyenne voit son pouvoir d'achat rongé par l'inflation. Il a fallu retarder la rentrée des classes, qui, pour les familles pouvant se permettre d'envoyer leurs enfants à l'école, représente une dépense importante en frais de scolarité.

La réussite du premier congrès du Parti nationaliste progressiste révolutionnaire haïtien (PAMPRA), fondé il y a trois ans par Serge Gilles, constitue cependant un encouragement pour les partisans du changement démocratique. Le PAMPRA, membre de l'Internationale socialiste depuis juillet, a réuni le week-end dernier 2 300 délégués venus de toutes les régions de la République. Un événement dans la politique haïtienne dominée jusqu'à présent par les leaders autoproclamés et le clientélisme.

L'émergence d'un parti moderne se réclamant de la social-démocratie — qui a récemment marqué des points dans cette partie de l'Amérique latine avec l'élection de Michael Manley en Jamaïque et de Carlos Andrés Pérez au Venezuela — va sans nul doute contribuer à clarifier le paysage politique.

L'alliance du PAMPRA, dont 80 % des délégués sont d'origine paysanne, et du MIDH, mieux implanté chez les notables et dans la bourgeoisie urbaine, constitue une force qui, de l'avis de la plupart des observateurs, a de bonnes chances de remporter de prochaines élections.

JEAN-MICHEL CAROTT

■ ARGENTINE : Londres a autorisé le rapatriement des cadavres de l'ancien président Rosas. — Le rapatriement des cadavres de l'ancien président argentin Juan Manuel de Rosas, mort en exil, en Grande-Bretagne en 1871, a donné lieu, dimanche 1^{er} octobre à Rosario, à une cérémonie présidée par le chef de l'État, M. Carlos Menem. Le retour des cadavres de Juan Manuel de Rosas, « caudillo fédéraliste », qui avait tenté d'unifier les pays de la Plata, est considéré comme un geste de bonne volonté de la part de Londres, dans le délicat contexte des négociations entre les deux pays après la guerre des Malouines de 1982. — (AFP, Reuters.)

LA QUALITE DE VOTRE NE CHANGE LE PRIX DE VOTRE

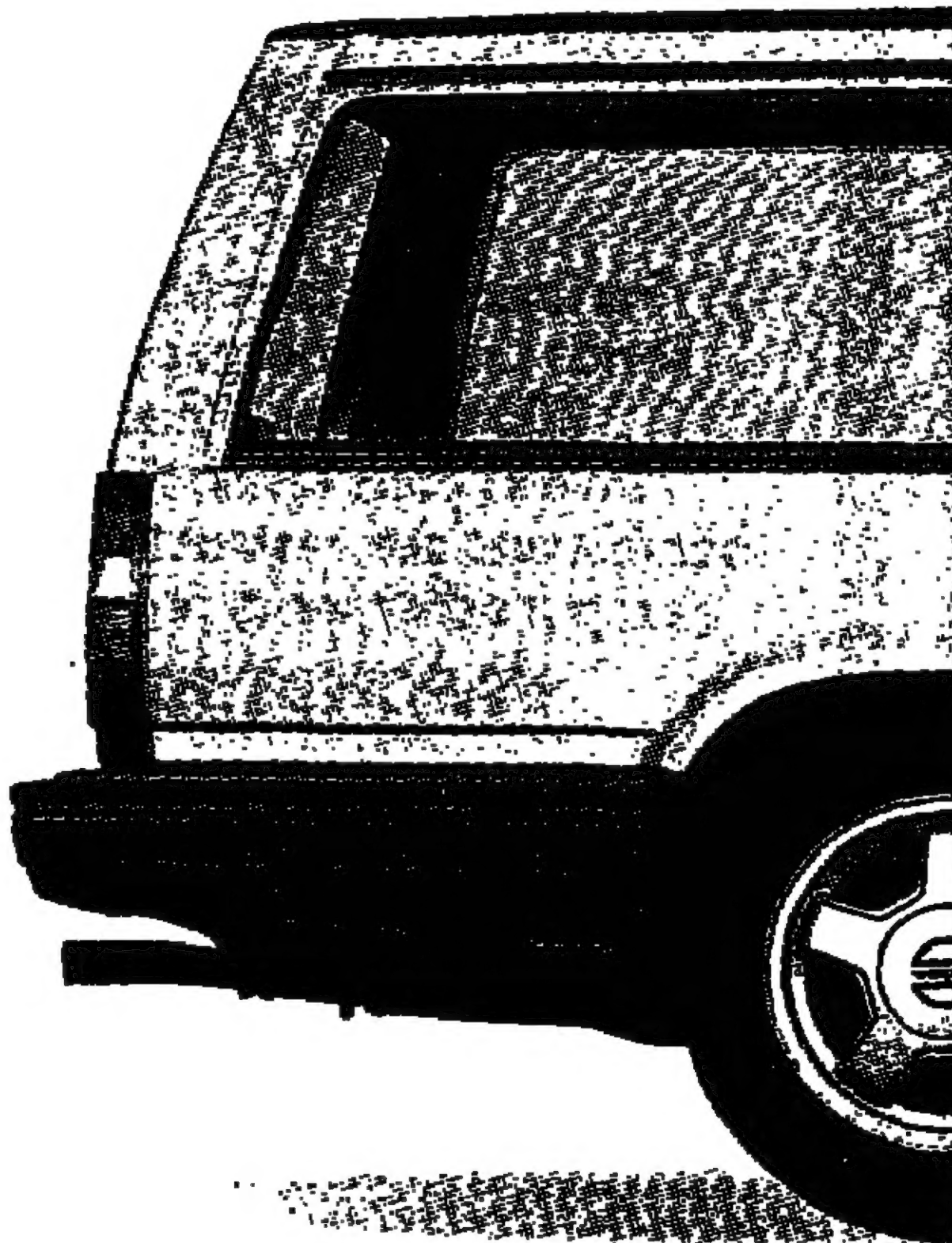
NOUVEAU POT CATALYTICUE.

La nouvelle 740 ne change pas, elle évolue. Comme sa nouvelle ligne, ou son dernier moteur 16 soupapes, son pot catalytique va dans le sens de l'histoire, du progrès. Chez Volvo cette préoccupation n'est pas récente et fait l'objet d'études approfondies depuis des années. Aujourd'hui, la nouvelle 740 est équipée d'un pot catalytique auquel on a adjoint une sonde Lambda qui permet la réduction des émissions de gaz sans altérer la puissance, son comportement, ses qualités exemplaires. Du reste, tout ce qui a contribué à sa légende est intact.

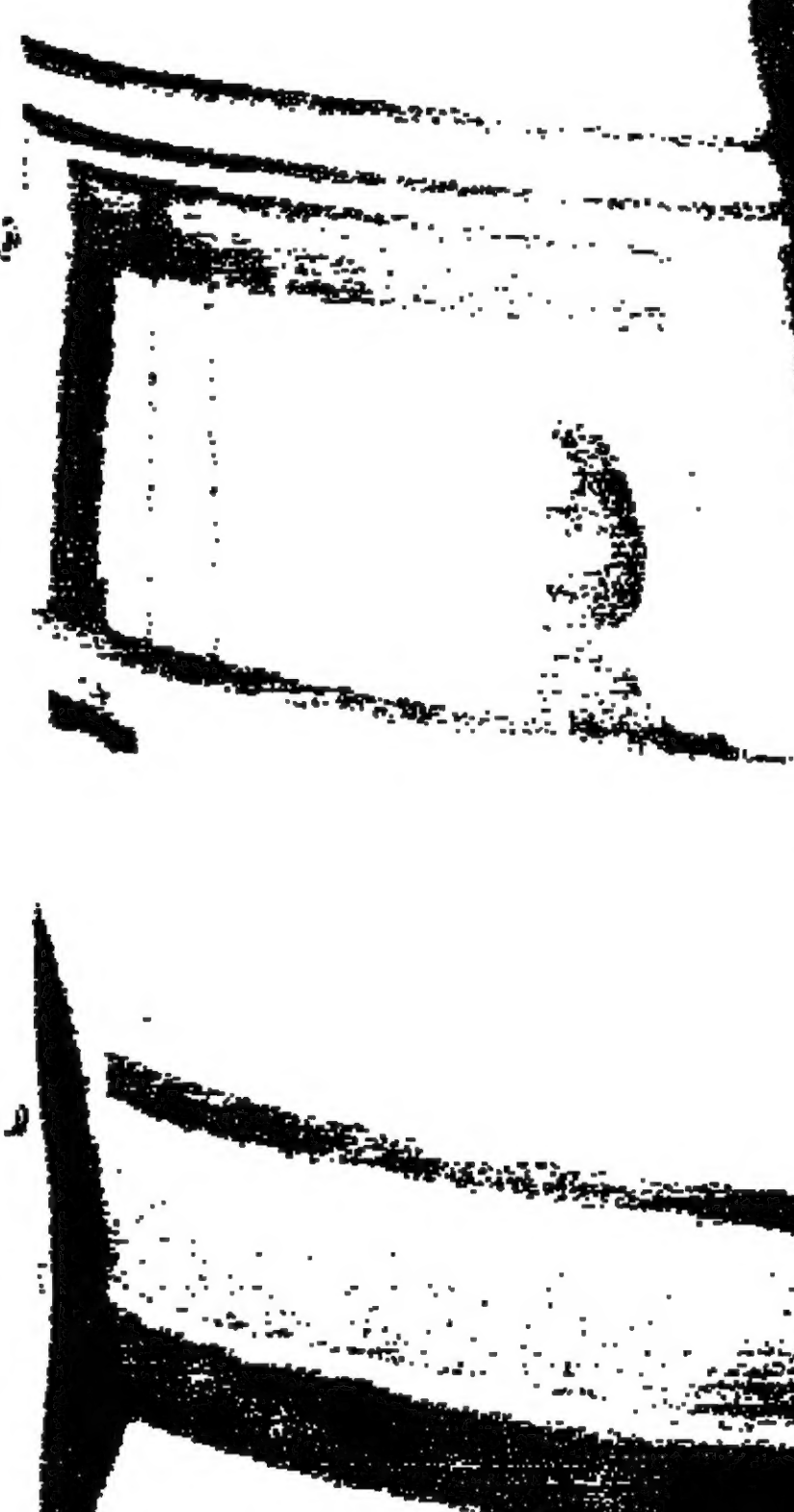
Son élégance rare, avec sa ligne originale profilée pour améliorer à la fois l'aérodynamisme, la stabilité au vent et le silence. Son confort, avec 5 vraies larges places habillées de tissus exclusifs ou de cuir, avec un système de ventilation réglable séparément pour chacun. Son espace, avec un volume intérieur qui accueille cinq adultes et 1.110 litres de bagages pour un encombrement rigoureusement identique à celui de la berline. Sa sécurité, avec un habitacle protégé par une armature rigide d'acier, des zones avant-arrière déformables, des renforts de porrières ou une colonne de direction fractionnable en cas de collision. Sa robustesse et sa longévité, avec une carrosserie garantie anti-corrosion 8 ans, une durée de vie moyenne de 20,7 années et une valeur de revente supérieure à celles de la plupart de ses concurrentes.

Et comme, pour Volvo, la protection de l'environnement n'est pas une idée nouvelle, l'équipement catalytique de la 740 millésime 90 ne souffre d'aucun supplément. Comme quoi l'évolution n'a pas de prix.

* Modèle présenté: 740 GLT 16S. Tarif au 08.09.89: 179 800 F.
Peinture métallisée en option. Garantie anti-corrosion 8 ans.



WIRONNE
S
WIRONNE



WIRONNE
S
WIRONNE

مكتبة الامم المتحدة

DIPLOMATIE

La recherche d'un règlement au Cambodge

Hanoï juge prioritaire la normalisation des relations avec la Chine

Tandis que les combats se poursuivent dans l'ouest du Cambodge, où Khmers rouges d'une part, maquisards nationalistes de l'autre, tentent de profiter du repli vietnamien pour gagner du terrain face aux troupes de Phnom-Penh, les Etats-Unis s'inquiètent d'une possible recrudescence du conflit. « Nous assistons à une période au cours de laquelle les forces en présence se jaugent pour la première fois en l'absence des troupes vietnamiennes », a déclaré, lundi 2 octobre à Washington, un responsable du département d'Etat. « Nous allons probablement assister à une intensification des combats », a-t-il ajouté.

HO-CHI-MINH-VILLE
de notre envoyé spécial

Une nouvelle négociation sur le Cambodge est imminente, estiment des sources vietnamiennes bien informées. C'est pourquoi, sans attendre la fin du retrait officiel de ses troupes, Hanoï a demandé à Paris, dès le 25 septembre, d'examiner la possibilité de réunir une deuxième conférence pour tenter d'aboutir à un règlement international.

Pour la diplomatie vietnamienne, la normalisation des relations avec la Chine demeure prioritaire. « La région est l'arrière-cour de la Chine, et nous n'avons pas les moyens de l'ignorer », explique-t-on de source officielle. Le désaccord sur le Cambodge reste, de loin, la principale pomme de discorde entre les deux pays. Mais il existe d'autres contentieux, en particulier celui ouvert en 1974, soit un an avant la victoire communiste au Vietnam, à propos des petits archipels de la mer de Chine.

Vietnamiens et Chinois se sont

officiellement rencontrés à trois reprises cette année, la troisième fois à Paris, juste après l'échec de la conférence sur le Cambodge. Depuis, le ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Nguyen Co Thach, a assisté à la réception offerte le 1^{er} octobre par l'ambassadeur chinois à Hanoï. En outre, le commerce officiel et la contrebande sont redevenus florissants sur la frontière entre les deux pays, où l'on s'était si violemment battu voilà dix ans. Mais aucune détente n'est envisageable tant qu'Hanoï et Pékin ne se seront pas entendus sur le Cambodge. Or la Chine accuse le Vietnam de maintenir trente mille soldats chez son voisin.

Pékin conserve d'importants moyens de pression sur un Vietnam qui cherche toujours à rompre son isolement. De Singapour à Bangkok, en passant par Kuala-Lumpur et même Djakarta ou Manille, une diaspora chinoise particulièrement dynamique joue, depuis vingt ans, un rôle crucial dans le développement rapide de la région. Ces Chinois d'entre-mer sont également les grands commerçants de Phnom-Penh et de Ho-Chi-Minh-Ville. S'ils n'ont guère de sympathie pour le régime de Pékin, ils entretiennent un tissu serré de relations économiques et commerciales avec leur pays d'origine.

Au Cambodge même, les Chinois disposent toujours d'une carte majeure avec les Khmers rouges, seule guérilla dangereuse pour l'armée de Phnom-Penh. Si la Thaïlande continue d'autoriser, ce qui est probable, le transit des armes livrées par Pékin aux Khmers rouges, ces derniers pourraient avoir les moyens de maintenir un niveau d'insécurité assez élevé pour empêcher la consolidation du régime de Phnom-Penh. Ce qui ne veut pas dire pour autant que la Chine les encourage à tenter des coups d'éclat, faiblement contre-productifs en raison de l'impopularité des Khmers rouges en Occident. Jusqu'ici, au contraire, Pékin a manœuvré pour que sa politique cambodgienne

bénéficie au moins de la neutralité occidentale et prive ainsi le régime de Phnom-Penh d'une reconnaissance internationale.

On s'attend donc, ici, que Pékin favorise le pourrissement de la situation au Cambodge, ainsi que le laissent déjà envisager les attaques de la guérilla dans l'ouest du pays. C'est pourquoi Hanoï n'a pas attendu pour tenter de reprendre ouvertement un dialogue qui n'est d'ailleurs pas entièrement rompu. M. Hun Sen, le premier ministre de Phnom-Penh, s'est notamment rendu, il y a deux semaines, à Bangkok pour s'entretenir avec les dirigeants thaïlandais. Phnom-Penh aurait également eu des contacts indirects avec les Chinois.

Le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge, dont la réalité est contestée par leurs adversaires, n'a pas mis fin à une partie de bras de fer entre Pékin et Hanoï, qui promet de se poursuivre dans les chancelleries comme sur le terrain. Le refroidissement très sensible des relations sino-vietnamiennes était intervenu dès 1972, quand M. Nixon avait été reçu à Pékin alors que les Etats-Unis continuaient de bombarder le Vietnam du Nord.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Tokyo accueille favorablement l'annonce d'une visite de M. Gorbatchev en 1991

TOKYO

de notre correspondant

L'annonce faite à New-York par le ministre des affaires étrangères soviétiques, M. Chevardnadze, à son homologue japonais, M. Nakayama, d'une visite de M. Gorbatchev au Japon en 1991 a été perçue à Tokyo comme le signe que Moscou entend faire entrer les relations entre les deux pays dans une « phase décisive ». Au ministère des affaires étrangères japonais, on ne s'attendait nullement à ce que cette visite soit annoncée sans aucune condition préalable.

M. Gorbatchev sera le premier secrétaire général du PC soviétique à se rendre au Japon. Quatre premiers ministres japonais (MM. Hatoyama en 1956, Tanaka en 1973, Suzuki en 1982 et Nakasone en 1985) ont fait le voyage de Moscou, mais aucun dirigeant du Kremlin n'est encore venu à Tokyo.

Le délai à sa visite s'explique, pense-t-on à Tokyo, par un calendrier chargé qui comporte entre autres un sommet avec le président des Etats-Unis et le congrès du PCUS, mais aussi par le désir des Soviétiques d'attendre une clarification de la situation politique au Japon après les élections législatives prévues avant l'été 1990. Au cours des prochains mois, Japonais et Soviétiques auront une série de

rencontres, parmi lesquelles la visite à Tokyo de M. Chevardnadze en mars qui permettront de préparer le terrain.

Avec la perspective de la visite de M. Gorbatchev, la grande question qui bloque les relations nippon-soviétiques — celle des quatre îles du sud de l'archipel des Kouriles occupées par l'URSS depuis 1945 et revendiquées par le Japon — revient d'actualité. Bien que Moscou n'ait donné aucune indication d'un assouplissement de sa position, il est clair que si M. Gorbatchev veut donner une impulsion décisive aux relations entre les deux pays, il doit faire un geste de conciliation. En même temps, les responsables japonais sont conscients que M. Gorbatchev est dans une situation trop délicate pour faire un grand pas à propos de ce que l'on nomme à Tokyo les « territoires du Nord » : des concessions impliquant une remise en cause des frontières définies en 1945, ne pourraient qu'encourager les mouvements autonomistes dans les Républiques baltes, par exemple.

Si les Soviétiques, désireux d'obtenir une plus grande coopération du Japon pour développer la Sibérie, doivent trouver une formule acceptable pour Tokyo, les Japonais sont aussi amenés à revoir leur position sur les « territoires du Nord ». Ils doivent décider s'ils entendent continuer à insister pour une restitution des quatre îles, ce qui signifie la stagnation des relations nippon-soviétiques ou bien s'ils souhaitent les développer et donc faire preuve de flexibilité.

Les quatre îles ne sont pas pour les Japonais une Alsace-Lorraine. C'est une question politique, en grande partie montée en épingle par Tokyo dans les années 50, qui pourrait fort bien être l'objet d'un compromis à partir du moment où existerait une volonté politique d'y parvenir. Ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent ni de la part des Japonais ni de celle des Soviétiques.

PHILIPPE PONS

En voyage officiel dans la capitale nipponne

M. Arafat met le Japon en garde contre le développement de son commerce avec Israël

En visite officielle à Tokyo, le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, a demandé, lundi 2 octobre, au Japon de jouer un rôle actif dans le processus de paix du Proche-Orient tout en le mettant en garde contre un développement rapide de son commerce avec Israël (qui a triplé au cours des quatre dernières années pour atteindre 1,1 milliard de dollars en 1988), estimant qu'une telle évolution n'était pas dans l'intérêt du Japon qui dépend de pays arabes pour l'essentiel de son approvisionnement en pétrole.

Une visite du ministre israélien des affaires étrangères, M. Moshe Arens est prévue à Tokyo pour le mois de novembre. L'ambassadeur israélien au Japon avait vivement protesté contre la venue de M. Arafat, estimant que cette visite ne pouvait que servir à « renforcer le terrorisme ».

Bien que considérant l'OLP comme le représentant légitime du peuple palestinien, le Japon n'a pas reconnu l'Etat palestinien. Lundi après-midi, M. Arafat a présidé une cérémonie au cours de laquelle les couleurs palestiniennes ont été hissées au siège de la représentation de l'OLP à Tokyo. Cette représentation, ouverte en 1977 sous l'appellation de « bureau de l'OLP », a officiellement pris le nom de « mission générale permanente de Palestine ». — (AFP.)

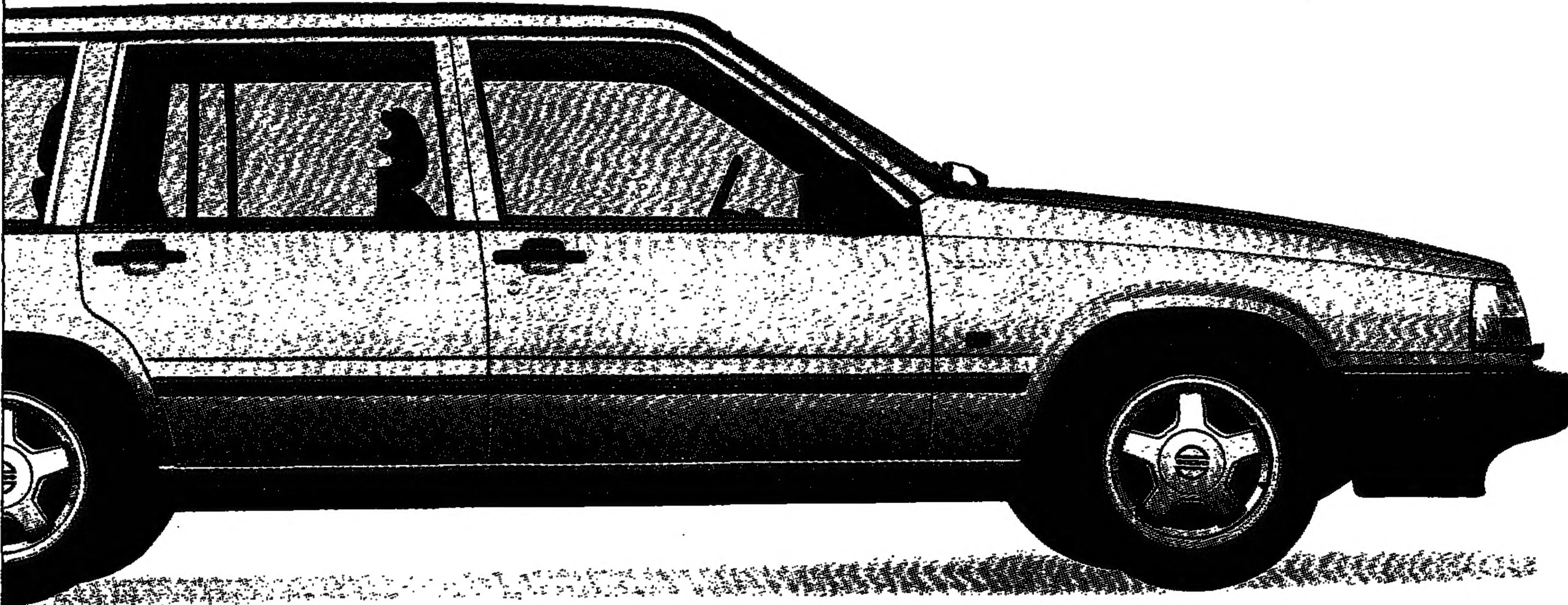
DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

TE DE VOTRE
NE CHANGE
IX DE VOTRE

ENVIRONNEMENT
PAS
ENVIRONNEMENT.



NOUVELLE VOLVO 740 5 PORTES:
A PARTIR DE 140700F*

270 concessionnaires et agents
VOLVO
Volvo France S.A. - 49 avenue d'Éna - 75116 Paris
Tél. 47.23.72.62

ASIE

Les syndicats japonais du crime

Suite de la première page

À l'événement traditionnel des activités (trafic des amphétamines, jeux clandestins, extorsions, prostitution), l'organisation a ajouté, comme les autres gangs nippons, une nouvelle forme de délinquance qui préoccupe la police : les crimes économiques (chantages, arbitrages divers, avec à la clé des menaces de violence, escroqueries).

Selon le dernier Livre blanc sur la criminalité, ces délits sont en augmentation rapide, au point qu'en mai dernier a été formée une commission nationale chargée de coordonner les activités des conseils préfectoraux de protection des entreprises.

Le Yamaguchi-gumi, qui est né dans les années 20 sur les docks de Kobe, sort renforcé d'une sanglante bataille de succession (25 morts et 71 blessés) déclenchée à la suite de la mort, en 1981, du grand « parrain » de l'après-guerre, Kazuo Taoka, qui avait fait de sa bande le plus grand syndicat du crime du Japon.

Ancienne et nouvelle manière

Ce que l'on nomme la « guerre d'Oseka » fut notamment marqué par l'assassinat, en 1985, du successeur de Taoka, Masahira Takenaka, tué dans la grande tradition du gangstérisme avec trois gardes du corps dans l'ascenseur de l'immeuble de sa maîtresse. Le Yamaguchi-gumi s'était alors scindé en deux : ceux qui s'opposaient à la désignation de Takenaka par la veuve du « parrain » avaient formé une autre organisation, Ichikawa, qui après cet assassinat fut battue à plate couture et dissoute en mai 1989.

Fédération de 740 bandes, réunies en une organisation de type pyramidal, le Yamaguchi-gumi a pratiquement doublé ses effectifs à la faveur de cette victoire. Un renforcement symptomatique du phénomène récent de regroupement de la délinquance en super-organisations. Près de la moitié des 86 500 gangsters connus de la police appartenaient désormais à l'un des trois grands syndicats du crime : Yamaguchi-gumi dans la région d'Oseka (Kansai), Sumiyoshi-kenjo et Inagawa-kai dans la région de Tokyo (Kanto).

La police du Kansai est sur le qui-vive et beaucoup plus « gênée » que par le passé, disent nos interlocuteurs yakuza. Dans ce bureau moderne aux parois de bois et aux profondeurs fauve de cuir, un petit immeuble blanc tout neuf trône les portraits de l'actuel chef du Yamaguchi-gumi et de ses prédécesseurs. L'homme qui dirige ce gang, dont le siège est en plein centre de Namba, un des quartiers nocturnes d'Oseka, passe pour le « faiseur de roi » qui a placé Watanabe à la tête de l'organisation. Ce « conseiller » a d'ailleurs des allures d'homme d'affaires que de yakuza tout qu'on se l'imagine traditionnellement. Comme le nouveau parrain qui n'a que quarante-huit ans, il est représentatif d'une nouvelle génération de truands, sans folklore et sans scrupules, mettant davantage l'accent sur l'efficacité que sur les traditions.

« Comme ailleurs, sous le vernis d'une sous-culture de bandits d'honneur qui s'estompent, le monde des yakuza a toujours été régi par le principe de violence. Aujourd'hui, l'argent et la force dominent », commente l'avocat Yukio Yamamachi, qui pendant plusieurs années fut le conseiller juridique du Yamaguchi-gumi.

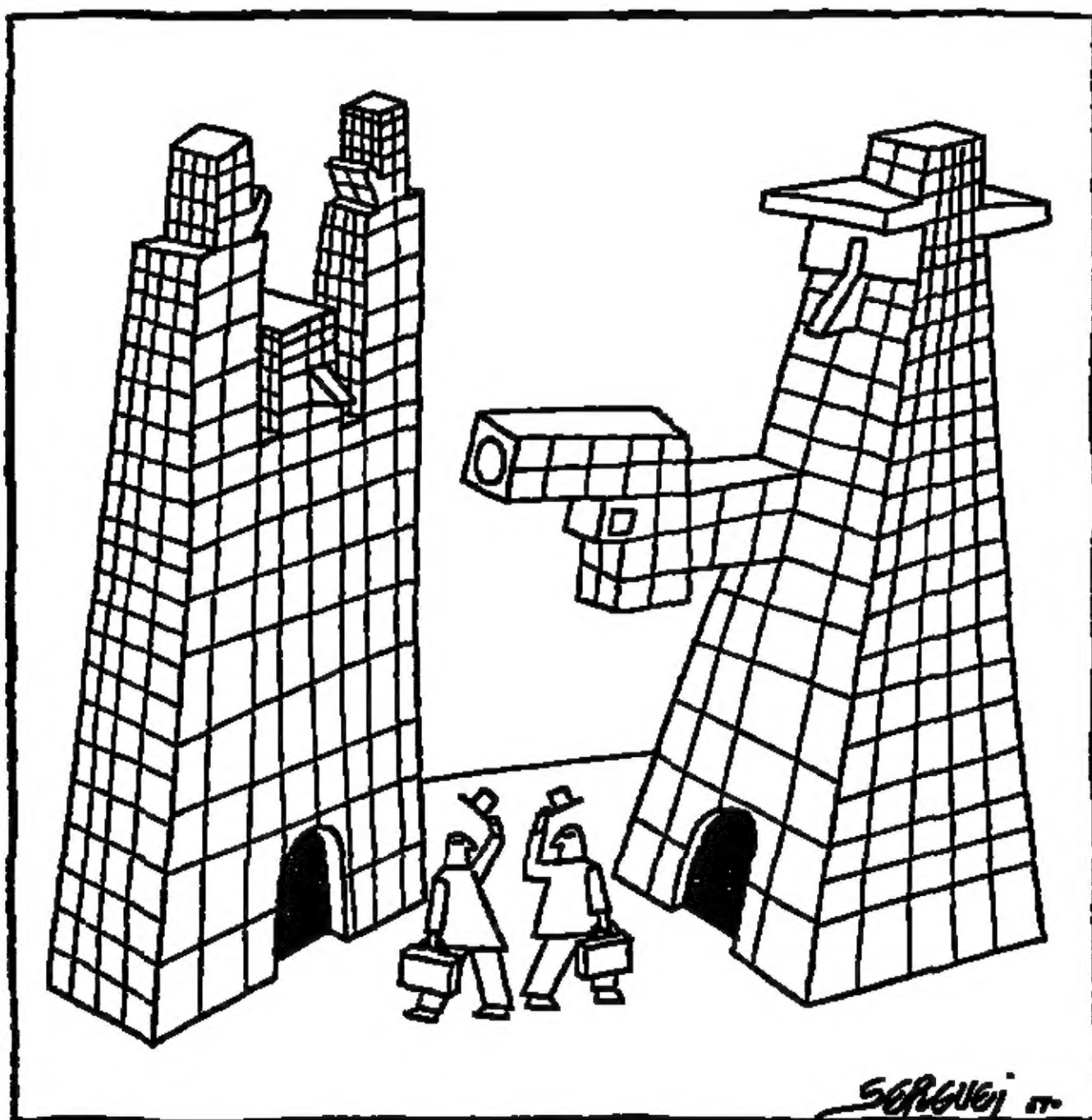
Un film, tiré de l'un de ses livres, *Kanashiki Hitman* (le Tueur solitaire), qui vient de sortir à Tokyo, retrace la vie d'un des hommes de main de l'organisation.

Le petit doigt coupé en signe de repentir pour un crime, les tatouages et autres signes caractéristiques des yakuza tendent à appartenir au passé. Le parrain devient un patron. Le vieux yakuza privilégie la puissance. Il recherchait moins le profit pour lui-même que la prime du pouvoir. S'il reste l'esprit de famille et un certain formalisme, les codes d'honneur ont vacillé. La quête du profit et du pouvoir sont désormais les priorités, comme le montre l'évolution du

délits (notamment des *saraki*, ou usuriers). Désormais, leur médiation s'étend aux arbitrages dans les accidents de la circulation (la plupart du temps au Japon, ils se règlent à l'amiable), à la liquidation de sociétés en faillite (en se substituant aux créanciers et en encaissant au passage une commission). En outre, ils interviennent, par l'intimidation, dans certaines transactions commerciales ou affaires boursières (achetant par exemple des actions d'une société puis demandant un solide « dédommagement » pour se retirer).

Truands et extrême droite

Le plus souvent les truands exercent leur chantage par le biais de pseudo-associations (de consommateurs par exemple) ou de partis politiques fantaisistes. L'extrême droite vociférante est liée à la pègre et constitue un instrument de chantage privilégié auprès des entreprises ou des



Yamaguchi-gumi. La guerre de succession qu'il vient de traverser illustre le conflit entre les deux « âmes » — traditionnelle et moderniste — de la pègre. La seconde l'a emporté.

Les fruits de la prospérité

Dans le bureau de l'inspecteur Itsuo Hakozaki, chargé de la lutte contre le banditisme à Kobe, est déployé un grand organigramme avec photos, noms et fonctions. Y figurent les 90 membres du Yamaguchi-gumi proprement dit : c'est-à-dire la bande mère, qui est au sommet de la pyramide et dont les membres sont eux-mêmes chefs de « familles », subdivisées en sous-groupes.

L'une des caractéristiques de la pègre japonaise est que les organisations criminelles sont parfaitement connues de la police. Toutes ont pignon sur rue. Officiellement, ce sont des associations d'entraide. La police arrête régulièrement leurs membres, mais parvient difficilement jusqu'aux chefs et ne peut en tout cas démanteler les organisations (selon la loi, seules celles qui ont un caractère subversif sont passibles d'une telle mesure).

Selon M. Hakozaki, la stabilisation du pouvoir au sommet de l'organisation, le renforcement des chefs (en particulier de l'état-major qui entoure Watanabe) et le gonflement des effectifs rendent le Yamaguchi-gumi plus dangereux. Surtout, l'organisation pénètre un « marché », celui des crimes économiques, qui rend l'action de la police plus difficile.

La nouvelle prospérité du Japon et l'énorme quantité de liquidités qui circule, l'amoralisme d'une nouvelle génération de brasseurs d'affaires pressés de réussir et talonnés par la concurrence ont favorisé le rôle de la pègre.

S'il ne faut pas exagérer la portée du phénomène, il se traduit néanmoins dans les statistiques : de 8 000 en 1980, le nombre des plaintes de victimes de « crimes économiques » est passé à 20 000 en 1988. Les truands sont traditionnellement partie prenante dans la spéculation foncière (soit comme hommes de main de promoteurs, soit directement sous couvert d'entreprises de construction). Ils sont aussi actifs dans la récupération des

banques. La victime qui craint que ce charivari, organisé devant son siège sous des prétextes divers, ne compromette sa réputation préfère payer. Les déboursés sont, certes, élevés, mais la contrainte, prenant la forme de « contributions politiques », la police peut difficilement intervenir.

Jusqu'à présent, les truands ne s'en prennent guère aux citoyens (les vieux yakuza avaient pour règle de ne pas troubler l'ordre social). En outre, ils étaient relativement peu, ce qui facilitait leur acceptation par l'opinion qui voyait en eux un mal inévitable. Les liaisons de la pègre avec le monde politique (auquel elle fournissait des briseurs de grève) et son « patriotisme » après la guerre dans la lutte contre les truands coréens et chinois ont été d'autres facteurs à l'origine de la tolérance dont elle bénéficiait.

Bien que ce passé s'estompé et que les liens avec la politique soient moins étroits, l'intégration sociale de la pègre n'en demeure pas moins profonde, car des citoyens ordinaires ont recours à ses « bons offices ». Récemment, le vice-président d'une entreprise importante a été arrêté pour avoir payé 100 millions de yens à des truands afin qu'ils empêchent un rival de prendre une participation dans le capital de sa société.

La loi, entrée en vigueur au milieu des années 80, destinée à éliminer les *sokai ya*, organisations qui contrôlent en sous-main les assemblées d'actionnaires des sociétés anonymes, a sans doute réduit leur rôle mais elle a aussi contribué à les « gangstériser » davantage. Dans leur cas aussi, il existe une complicité latente des entreprises, qui y ont parfois recours afin d'assurer le « bon ordre » des assemblées d'actionnaires.

Il tend à se créer ainsi dans la société une zone grise, à la limite de l'illégalité, constituée par une clientèle potentielle et occasionnelle de la pègre, celle-ci jouant un rôle de « lubrificateur social » : aux yeux de ceux qui sont pressés et peu scrupuleux, elle pallie les insuffisances légales ou les lenteurs bureaucratiques.

La pègre japonaise s'internationalise encore relativement peu comparée à ses homologues étrangères, et le « marché » du crime, au Japon demeure fermé.

PHILIPPE PONS

EUROPE 93

Eurochèques et transferts transfrontaliers

Les banques ignorent tout code de bonne conduite

La libération des mouvements de capitaux dans la CEE au 1^{er} juillet 1990 va grandement faciliter les activités des entreprises. Les services bancaires devront s'adapter afin d'améliorer et d'accélérer les transferts financiers. Ce formidable changement pourrait-il aussi bénéficier au consommateur européen ? La situation actuelle incite plutôt au pessimisme.

BRUXELLES
(Communauté européenne)
de notre correspondant

Quel est le ressortissant communautaire qui n'a pas eu des difficultés à utiliser ses eurochèques dans un autre Etat membre ? Qui ne se plaint du coût et de la lenteur des virements d'un pays européen à un autre ? Les exceptions doivent être rares. Seules quelques récriminations parviennent à Bruxelles tant l'obstacle paraît insurmontable et, surtout, tant la Commission européenne, ne disposant pas de moyens juridiques adaptés, est désarmée.

L'exécutif des Douze tente pourtant, mais de manière sporadique, d'apporter un peu de clarté dans les arcanes des banques. Une procédure pouvant conduire à la saisine de la Cour européenne de justice vient d'être engagée à l'encontre de l'Italie, à la suite d'une plainte d'Eurochèque International. Bruxelles reproche à Rome de percevoir une taxe fiscale sur l'encaissement des eurochèques par les touristes étrangers.

En réalité, c'est à propos des pratiques des banques françaises que les responsables communautaires ne décollent pas. Opposés au système eurochèque — parce que concurrent de celui du groupement de cartes bancaires (CV) —, les banquiers de l'Hexagone l'ont finalement accepté, mais à la condition de pouvoir prélever une commission. Cet arrangement — que Bruxelles dit ne connaître que depuis quelques mois — est illégal.

Des délais très difficiles

Le mécanisme Eurochèque repose sur le principe selon lequel il appartient au compte débiteur de supporter les frais de l'opération jusqu'à concurrence d'un montant de 200 francs (1 400 francs). Les banques françaises perçoivent par ailleurs des commissions comme elles l'entendent : les commerçants refusent, le plus souvent, les eurochèques des touristes étrangers car il leur est appliqué, en règle générale, une taxe comparable aux cartes accreditives (American Express, Diners Club, etc.) de 5 % à 7 % de la valeur de l'achat, contre 0,8 % à 1,2 % pour les cartes bancaires. Pour illustrer le tout, la revue *Banque* — la publication de l'Association des établissements français — refuse le paiement d'un abonnement par eurochèque.

La situation est d'autant plus paradoxale que le système Eurochèque est déjà une dérogation aux règles de concurrence en vigueur dans la CEE, puisqu'il s'agit d'une entente sur les commissions bancaires. L'exécutif européen a l'intention de régler le problème français à l'occasion du renouvellement de l'exemption. Pourra-t-il se montrer exigeant alors que le mécanisme est jugé très commode dans tous les pays du nord de la Communauté, en Grèce et au Portugal ? Comment expliquer aux consommateurs de ces Etats membres que la Commission interdit,

par souci de juridisme, le système Eurochèque ?

Il existe une règle commune à tous les organismes financiers : la fameuse « date de valeur ». Cette clause, contenue dans les conditions générales d'ouverture d'un compte courant — mais qui la connaît ? — permet aux banquiers de décaler la somme perçue le jour avant le retrait effectif, et les espèces versées vingt-quatre heures après l'opération. Cette pratique suscite souvent des écarts : les banques remontent à plusieurs jours pour les débits et attendent des délais comparables pour les crédits.

Ces abus ont fini par susciter la réaction de l'Association des consommateurs du Bade-Württemberg, qui a saisi le Tribunal constitutionnel de RFA. Les juges de Karlsruhe affirment, dans l'arrêt rendu en janvier dernier, que la caisse d'épargne de Heidelberg, que les banques doivent désormais créditer les comptes à vue de leurs clients le jour même où les versements en espèces sont effectués. Ils vont jusqu'à estimer qu'il s'agit de rémunération « camouflée » pour des opérations réputées gratuites.

Pour l'instant, la Commission n'est pas intervenue dans des cas similaires, probablement faute de plaignants. De toute façon, les experts européens se montrent circonspects, faisant valoir que les « conditions générales », acceptées

cinquante-six pays. Comme rien ne justifie le coût des transferts, même en tenant compte des opérations de change.

Selon l'étude du BEUC, un paiement normal d'un montant de 100 francs (700 FF) supporte des frais de 9 %. Ce taux n'inclut pas les coûts supplémentaires prévus sur le bénéficiaire, même si le donneur d'ordre prend la précaution d'effectuer un virement dit « franco », c'est-à-dire que les coûts de la banque d'arrivée sont délibérément pris en charge par l'ordonnateur.

Harmoniser les coûts

Toujours d'après les consommateurs européens, les Français, les Allemands et les Néerlandais perçoivent « systématiquement » des frais pour les paiements « franco ». « Comme si les banques appliquaient pour les transferts internationaux, note un haut fonctionnaire de Bruxelles, le régime qu'elles souhaitent pour les opérations internes ». Tout le monde se souvient de la bataille en France, mais aussi en Belgique, à propos du paiement du traitement des chèques.

N'avez pas la naïveté de poser la question du coût des transferts transfrontaliers pour les entreprises. La réponse est évidente pour les experts : « Les sociétés négocient les conditions en faisant

Cartes de crédit : chacun pour soi

Selon une enquête conduite par le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC), la concurrence ne joue pas, dans les pays de la CEE, dans le domaine des cartes de crédit. Le BEUC cite une foule d'exemples dont le plus significatif est celui du montant de la cotisation annuelle pour l'acquisition d'une Eurocard : 13 francs (1 euro = 7 francs) en Irlande, 19 francs en France, 38 francs en Belgique et aux Pays-Bas, 48 francs en RFA et 59 francs au Danemark. Par ailleurs, Eurocard accorde des facilités de crédit en Belgique et au Royaume-Uni mais pas

en RFA, au Danemark, en Irlande et aux Pays-Bas.

De leur côté, American Express et Diners Club exigent un revenu du double de celui demandé par Visa. Un dernier exemple : en cas de perte ou de vol d'une carte de crédit, le détenteur est responsable en Irlande, en Belgique (Eurocard) et aux Pays-Bas (Diners Club) de toute utilisation frauduleuse jusqu'à la déclaration de perte ou de vol. Dans les autres pays, cette responsabilité est toujours limitée.

M.S.

en principe par le client, couvrent les habitudes prises par les banques.

Cette manière de jouer avec les délais prend de l'ampleur avec les transferts transfrontaliers. Les résultats produits par le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC) à l'issue d'un sondage récent sont à peine croyables : un paiement d'Espagne vers la France, deux mois et demi ; un virement de la France vers le Portugal, cinq mois. Globalement, les cent quarante-quatre cas étudiés montrent qu'après l'Espagne et le Portugal ce sont les organismes français et allemands qui sont les plus lents (deux jours en moyenne). Pour les autres pays (Royaume-Uni, Danemark, Pays-Bas, Irlande), les délais sont sensiblement plus courts (de un à trois jours). Ce qui est vrai pour les virements l'est aussi pour l'encaissement des chèques étrangers (plus d'un mois pour les banques françaises).

À l'ère de l'informatique, rien ne justifie de longs délais. Les banques ont à leur disposition, outre le téléx, le système SWIFT, qui permet les transmissions électroniques entre deux mille banques de

jouer la concurrence. Aussi la Commission songe-t-elle à formuler, d'ici à la fin de l'année, une « recommandation » aux Douze afin que la transparence des frais et des délais soit assurée par les établissements au bénéfice du consommateur.

Il faut espérer que Bruxelles se montrera moins souple et plus convaincante que dans le cas de l'entente entre les banques néerlandaises sur le cours des devises. Ces dernières ont accepté de plus arrêter des taux de change communs mais d'établir tous les jours un fixing indicatif. Les organismes financiers belges exercent des pratiques comparables mais n'ont pas été inquiétés jusqu'à présent.

Avec l'Europe de 1993, qui invite à la mobilité des salariés, au libre établissement des professions libérales, au développement des échanges d'étudiants, les transferts d'argent entre Etats membres vont sans doute augmenter de manière très sensible. La Commission et les gouvernements des Douze pourront-ils faire accepter aux banques un code de bonne conduite ? Dans le cas contraire, le citoyen européen continuera de payer.

MARCEL SCOTTO

Calendrier

Mardi 3 octobre : Conseil « affaires générales » à Luxembourg. Les douze ministres des affaires étrangères avaient un programme chargé : ultime débat sur la directive « télévision sans frontières », l'aide à la Pologne et à la Hongrie, et les relations commerciales avec les pays du Golfe, le Japon et les Etats-Unis.

Vendredi 6 : Conseil « éducation » à Luxembourg et réunion informelle des douze ministres des transports à Paris.

De lundi 9 au vendredi 13 : session parlementaire à Strasbourg.

EN BREF

Comment entreprendre au-delà des frontières ? A l'occasion du Salon de la création, de l'innovation et du développement de l'entreprise, plusieurs débats auront lieu, du 6 au 10 octobre, au Parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris, sur les chefs d'entreprise face au marché européen : « Comment déclencher une procédure d'affiliés des PME-PMI en Europe », le 6 ; « Capital-risque pour les créateurs : est-ce mieux ailleurs ? » et « Pourquoi et comment une entreprise doit-elle trouver des partenaires européens », le 7 ; « Pourquoi attaquer rapidement le marché européen lorsque vous créez votre entreprise ? », le 10. Programme complet : tél. : 06-08-45-45 (numéro vert).

Conférence des experts-comptables. La Fédération européenne des experts-comptables (FEE) tiendra sa première conférence, du 17 au 19 octobre, à Bruxelles. La réflexion portera sur la préparation à l'échéance de 1993. Renseignements : FEE, 49, rue du Congrès, 1 000 Bruxelles. Tél. : 19-322-218-58-28.

Colloque sur les régions. Le groupe de recherche européen sur les milieux innovateurs (GREMI) organise à Louvain-La Neuve (Belgique), les 20 et 21 octobre, un colloque sur « les trajectoires régionales de développement et l'achèvement du marché intérieur européen ». Renseignements : RIDER, place Montequieu 1/14, B-1348 Louvain-La Neuve.

Le Monde
EN BANQUE
DE DONNEES

LE TEXTE INTEGRAL DU MONDE
INDEXE DEPUIS JANVIER 1987
EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL
OU VOTRE MINTEL

Pour tous renseignements :

SINORG CAM.
SERVEUR

Tél. : 1 45 38 70 71



1. **Identificação:** O presente documento é uma cópia autêntica do original, assinado e rubricado pelo Sr. [Nome Completo], [Cargo], [Instituição], em [Data].
 2. **Objeto:** Este documento trata-se de uma declaração de [Assunto Principal], emitida em conformidade com o [Referência Legal].
 3. **Declaração:** Declaramos que [Conteúdo da Declaração], sob as penas da lei.
 4. **Assinatura:** [Assinatura Manuscrita]
 5. **Rubrica:** [Rubrica Manuscrita]
 6. **Local e Data:** [Local], [Data].



POLITIQUE

La rentrée parlementaire

Débat difficile pour le gouvernement sur la réactualisation de la loi de programmation militaire

M. Michel Rocard va-t-il devoir engager la responsabilité du gouvernement (49-3), d'entrée de séance, sur le projet de réactualisation de la loi de programmation militaire ? Le débat, qui commence à l'Assemblée nationale, mardi 3 octobre, devrait confirmer une hostilité générale des oppositions au projet de M. Jean-Pierre Chevènement, arrêté, après arbitrage du chef de l'Etat.

A l'Europe 1, le ministre de la défense a expliqué, mardi 3 octobre, qu'il s'agissait « d'un consensus » l'arbitrage rendu avant l'état par le chef de l'Etat sur le montant global de 437,8 milliards de francs de la programmation militaire (le Monde du 23 septembre). M. Chevènement a ajouté que le gouvernement utiliserait « sans problème » l'article 49-3 de la Constitution. « Il y a une conjonction des extrêmes, a-t-il dit, ceux pour lesquels on n'en fait jamais assez, comme les amis de M. Chirac, et ceux pour lesquels on en fait trop, comme les amis de M. Marchais ».

Les députés centristes, encore disposés à y a quelques semaines à se montrer conciliants, envisagent de repousser ce projet. M. Raymond Barre, député apparenté UDC, aurait convaincu le groupe de s'opposer à la loi de programmation qui refusait de faire des « choix » pour se contenter d'une baisse de crédits de tous les grands programmes. « Il y a un risque de médiocrité générale », estime le président du groupe UDC, M. Pierre Méhaignerie.

Les experts consultés par l'UDC sur ce texte ont été particulièrement critiques. On sait, en outre, que le RPR et l'UDF, d'une part, et le PCF, d'autre part, ne voteront pas cette loi-programme.

L'opposition est d'autant plus ramassée contre le gouvernement, que celui-ci n'a prévu qu'une seule petite journée de débat. « Ce n'est pas très sérieux de mener un débat à la sauvette sur un projet de cette nature », estime M. Pierre-André Wiltzer (UDF-barrieste). Pour faire face à cette conjonction des

contraires, qui menace ce projet, le gouvernement pourrait être conduit à recourir pour la première fois de cette session au 49-3. Pour ce faire, les débats devraient être prolongés jusqu'à mercredi 4 octobre, après le conseil des ministres, habilité à autoriser le premier ministre à engager la responsabilité de son gouvernement.

Une autre solution, très délicate, consisterait à tenter de passer par le vote en jouant sur une poignée de députés non-inscrits, UDC et UDF, qui opteraient pour l'abstention ou un vote favorable. Le vote individuel, sans discipline de groupe, ayant été admis dans l'opposition, cela pourrait libérer certaines consciences.

Enfin, le ministre de la défense pourrait tenter de donner quelques satisfactions à l'UDC pour s'assurer de son abstention. Mais sa

marge de manœuvre est étroitement encadrée par l'arbitrage élyséen. Bref, la session s'engage difficilement, notamment pour le conseiller de Matignon chargé des questions parlementaires, M. Guy Carcassonne (voir son portrait).

Pour l'heure, le président du groupe centriste repousse l'idée du vote d'une éventuelle motion de censure en riposte à un 49-3. Il attend d'ailleurs de l'intergroupe UDF-UDC-RPR qu'il clarifie l'attitude de l'opposition vis-à-vis de la censure, afin que cette procédure ne soit pas banalisée. Une première réunion préparatoire de l'intergroupe — réunissant MM. Pierre Méhaignerie, Charles Millon et Bernard Pons — a eu lieu à l'Assemblée lundi 2 octobre, dans l'après-midi. Dès mardi, l'intergroupe devrait être opérationnel.

P. S.

Les députés adoptent la réforme de la protection maternelle et infantile

Les députés ont adopté, lundi 2 octobre, le projet de loi relatif à la protection de la famille et de l'enfance, présenté par M^{me} Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargée de la famille. Ce projet adopté en première lecture par le Sénat, le 2 mai dernier, réorganise les dispositions relatives à la protection maternelle et infantile afin de tenir compte des compétences nouvelles accordées aux conseils généraux par les lois de décentralisation.

Le texte prévoit également le renforcement de la surveillance de la grossesse — notamment le dépistage précoce des handicaps — et de la naissance, afin de « limiter les inégalités sociales qui demeurent en France face aux soins et à la politique de prévention », comme l'a souligné M^{me} Dorlhac.

La France connaît un taux de mortalité périnatale (décès de moins de sept jours) de 10,5 pour mille naissances (contre 7,9 en RFA et 7,4 en Suède), mais avec une forte variation selon les régions (de 13,2 pour mille à 7,4).

Nouveau carnet de maternité

Le taux de naissances prématurées, en diminution, reste élevé chez les femmes très jeunes ou de catégories sociales défavorisées. Le projet de loi instaure l'obligation d'un nouveau carnet de maternité dès 1990, afin de rassembler toutes les informations médicales et d'assurer un meilleur suivi de la femme enceinte.

Il réforme et simplifie le dispositif financier de remboursement obligatoire des examens pratiqués dans les services de protection maternelle et infantile : par ailleurs, il prévoit explicitement la participation des services de PMI à la prévention des mauvais traitements et la prise en charge des mineurs maltraités.

Les députés PS, RPR, UDF et UDC ont voté pour. Seul le groupe communiste a voté contre.

Guy Carcassonne, le « joueur » de Matignon

Depuis plus d'un an, le Palais-Bourbon est son tapis vert. L'hémicycle sa roulette, la confiance du premier ministre sa mise de départ... Conseiller du premier ministre pour les questions parlementaires, Guy Carcassonne, trente-huit ans, ne quitte jamais de l'œil la balle de Matignon quand elle tourne dans le cylindre du Parlement. Il ne part qu'une fois le bon numéro sorti. Au cours des deux dernières sessions, cette balle a parfois dû tourner longtemps avant de s'immobiliser enfin sur le numéro gagnant.

Mais deux sessions de suite, le pari a été gagné : Matignon est sorti sans dommage de la partie. Alors qu'il s'annonçait difficile il y a un an — faite de joueurs socialistes en nombre suffisants pour dominer numériquement — la balle s'est arrêtée seulement à trois reprises sur le 49-3.

Il est vrai que ce professeur de droit public non conformiste — mais pas anticonformiste — n'a jamais hésité à user de ses talents de technicien et de psychologue du jeu parlementaire pour accompagner un peu le sort... Ses mairies ? Les relations humaines, le contact direct avec l'opposition, le tout appuyé sur une connaissance du Parlement qui n'a rien à envier à celle de son ex-maître Chirac. Son goût pour les montages subtils permettant à chacune des parties de conserver la face lui a permis de résister jusqu'à présent sans faute.

L'homme est ficelles mais quand il « tape » la main d'André Lajoinie ou de Pierre Méhaignerie cela vaut la promesse de vente en grant d'un paysan sur un marché de Bretagne.

La jubilation intérieure

Poursuivi par une éternelle odeur d'eucalyptus qui s'échappe d'inévitables cigarettes indiennes Beedies, il a l'habitude de débouler, l'air caillou, dans les couloirs du Palais-Bourbon.

Les habitudes ne s'y trompent pas, la partie qui se joue alors dans l'hémicycle s'annonce sérieuse. Carcassonne est venu humer l'air. C'est le meilleur moment, les jeux ne sont pas faits, les mises commencent à tomber.

Dans les heures qui suivent, il va tenter de réduire au maximum le degré d'incertitude qui pèse sur le texte en discussion : négociation, persuasion, séduction et pression constituent son arsenal. Le plaisir et la jubilation intérieure commencent à frémir doucement avant l'ébullition. Les rôles se distribuent, les comparses se mettent en place. Pour un peu, Guy Carcassonne rédirigerait les dialogues des uns et des autres, pour que, en séance publique rien ne vienne trahir la course de la balle de Matignon.

C'est un « flambeur », mais les deniers qu'il a en main étant ceux de « son » premier ministre préféré, il n'est pas question de les dissiper. Il mise avec précaution, sait prendre des risques et reflète souvent la mise en prenant soin de reverser une partie du gain à l'opposition. Si c'est nécessaire, il bluffe et joue au poker menteur avec les hommes politiques comme avec les journalistes, pour lesquels il nourrit une admiration des plus mesurées. C'est un esthète du pouvoir, un raffiné, un joueur qui ne répugne pas à savourer seul — ou presque — le trait délicat, subtil, imperceptible qui entoure un montage parlementaire qu'il a soigneusement conçu, en faisant parfois la catastrophe... Délicieuse impression.

Il cultive avec soin les signes extérieurs d'une marginalité avouée, qui ne cachent pas complètement un doute existentiel. Feux d'été, il est effacé mais pas « polar ». Un visage à la Gabin d'avant-guerre, des yeux qui ont gardé intacte la leur inconscience du chahuteur qui fut viré de trois lycées parisiens, d'invariables tenues d'un mauvais goût soigneusement entretenu (chaussettes multicolores, cravates ornées de monstrueuses broderies court sur le col de la chemise...), Guy Carcassonne n'aime rien tant que la liberté.

La galère au premier rang

Liberté du scooter, qu'il n'a pas abandonné contre une voiture de fonction en arrivant à Matignon. Liberté chérie conquise avec l'acquisition de droit public (premier en 1983



devant son ami Olivier Duhamel. Liberté de continuer d'enseigner à ces « chères têtes blondes ». Plaisir d'emmener ses étudiants de troisième cycle à Matignon pour leur faire toucher du doigt l'un de ces lieux du pouvoir qu'il aime critiquer comme pour mieux s'efforcer de garder la distance ; mais lieu du pouvoir au sein duquel — parfois avec un brin de puerilité — il est ravi d'être, avec ce premier ministre auquel le lien des liens privilégiés tisse notamment quand il était à son cabinet au ministère de l'Agriculture.

Liberté de vivre avec Claire Bretecher, de s'évader du Paris politique avec elle pour Venise ou Belle-Ile : une forme d'hygiène de vie pour ne pas être « cocoré » à la vie politique.

Guy Carcassonne est devenu rocardien presque par hasard. Entré au PS en février 1974, il est recruté comme juriste par le groupe socialiste quatre ans plus tard. Un rocardien, Alain Richard, après l'avoir rencontré, l'avait remarqué et chaudement. Cela avait suffi pour l'acquiescer « rocardien ». Une équette pas toujours facile à porter à cette époque. Il en déduisit qu'un homme comme Michel Rocard, objet de tant d'opprobres au sein de son propre parti, ne pouvait pas être complètement mauvais. Il accepta et revendiqua l'équette qu'on lui avait collée à son arrivée. La conversation fut d'autant plus facile qu'il avait été nourri au lait mendeïste par sa mère (son père est mort des suites de sa déportation). Au groupe PS, « Carcassonne » pioche le règlement de l'Assemblée nationale, prépare des « coups » et des recours devant le Conseil constitutionnel, tout en faisant mille autres choses en même temps. Ce sera ensuite les contacts ministériels avec Michel Rocard et l'arrivée à Matignon un 10 mai 1988. Guy Carcassonne a alors, au cours d'une première réunion des principaux collaborateurs du tout nouveau premier ministre, cette phrase passée à la postérité : « Ça va être la galère, mais c'est quand même bien d'être au premier rang des repreneurs. »

PIERRE SERVANT

« La représentation nationale ne peut rester sans réagir... »

« Mais il ne se passe rien ici » commentait M. André Santini (UDF) en arrivant à l'Assemblée lundi 2 octobre en début d'après-midi. Un peu désemparé au profit du Sénat en ce jour d'ouverture de session, l'Assemblée ne fut toutefois pas oubliée des agents des impôts en grève venus manifester devant le Palais-Bourbon. Une occasion pour les dirigeants des groupes parlementaires qui retrouveraient avec délices la tribune solennelle de l'hémicycle, de commenter les conflits sociaux.

Evoquant la grève des ouvriers de Peugeot, MM. Louis Mermaz, président du groupe socialistes, André Lajoinie, président du groupe communiste, et Bernard Pons, leur homologue du RPR, ont renouvelé leur demande

d'ouverture de négociations. M. Jean Le Garrec, porte-parole du groupe socialiste, a exprimé, la « préoccupation » de son groupe face à la grève des fonctionnaires des impôts. Une délégation de manifestants fut d'ailleurs repue par M. Le Garrec en fin d'après-midi.

« La représentation nationale ne peut rester sans réagir face à la revendication salariale », a estimé M. Lajoinie, qui a présenté en séance une proposition de loi tendant à porter le SMIC à 6 500 francs. Une initiative spectaculaire mais vaine puisque M. Lajoinie ne pouvait ignorer que si les modalités du SMIC relevaient de la loi, son montant était fixé par voie réglementaire et échappait donc à la compétence du Parlement...

Le champ de manœuvre social

par Jean-Louis Andréani

A première vue, et même si l'auto-critique est permise, l'annonce de virage social effectuée par le RPR lors de ses journées parlementaires d'Arcachon peut susciter un certain scepticisme. A l'époque où M. Jacques Chirac disposait, à l'hôtel Matignon, d'une certaine marge de manœuvre pour déterminer la politique économique du gouvernement, de 1986 à 1988, le RPR n'a pas vraiment encouru le risque d'être pris pour le « parti du salariat ». Quitte à s'attirer les foudres des « compagnons », M. Michel Noir l'a reconnu sans ambages à Arcachon : « Vous savez, a-t-il dit, vendredi 29 septembre aux parlementaires du RPR, que le monde du

travail a une mauvaise image du RPR ».

Pourtant, les socialistes auraient tort de prendre à la légère l'esquisse d'une éventuelle nouvelle ligne du RPR. Qui aurait dit, en 1980, quand la majorité de droite adoptait le projet de loi « sécurité et liberté » que, devenue opposition, quatre ans plus tard à peine, cette même droite pourrait se poser, avec succès, en championne des libertés, face à une gauche accusée d'être « liberticide » ?

Il est vrai que, par les maladresses dont il a usé, à l'époque, le secret, les socialistes, alors alliés au PCF dans le gouvernement, avaient offert à leurs adversaires cet argument sur un plateau d'argent.

Depuis, les socialistes ont un peu appris. Mais la fermeté de M. Michel Rocard dans le traitement des conflits sociaux de la fonction publique, les insatisfactions persistantes que véhiculent les socialistes eux-mêmes, offrent, si le gouvernement n'y prend garde, un vaste champ de manœuvres aux oppositions de gauche et de droite.

Bien qu'il s'agisse de scrutins très locaux, la sévérité du recul socialiste dans les deux élections cantonales partielles (en Vendée et dans l'Eure) du dimanche 1^{er} octobre, n'est peut-être pas qu'anecdotique ou ponctuelle. Même si M. Rocard, trois jours avant, se félicitait que la majorité progresse à toutes les élections depuis 1988.

Dimanche, sur une petite échelle, les revers socialistes se sont accompagnés d'une légère progression du PCF. Mais pourquoi le RPR, lui aussi, ne tenterait-il pas de récupérer une partie du mécontentement social ? D'autant que s'ils décident de « mettre le paquet » sur ce terrain, certains des amis de M. Chirac savent comment mener une bataille sans s'embarrasser de chiffres inutiles et sans se priver de promesses elles, bien utiles.

Comme l'a dit, à Arcachon, M. Gabriel Kaspereit, député RPR de Paris : « Notre attitude doit être motivée par des impératifs politiques et par ces impératifs seulement... »

DÉFENSE

Le Chili veut acheter des missiles et des torpilles à la France

Le Chili discute avec la France de l'achat de missiles sol-air Mistral à très courte portée et de torpilles légères Murène, qui peuvent éventuellement être tirées à partir d'un hélicoptère.

Conçu par le groupe Matra, le missile anti-aérien Mistral est un système de défense contre des avions et des hélicoptères à très basse altitude. Il peut être monté sur des véhicules, des hélicoptères ou des navires de surface. Conçu par la direction des constructions navales à la délégation générale pour l'armement

et par la société Thomson-Cintra, la torpille légère Murène est destinée à la lutte contre les sous-marins d'attaque modernes et elle peut armer des hélicoptères (comme le Super-Puma, dont est déjà équipé le Chili), des avions de la marine ou des navires de surface.

Le Chili n'est pas placé sous embargo total de la part de la France. Des matériels défensifs peuvent lui être vendus. En revanche, la France a interrompu, il y a plusieurs années, des livraisons de chars AMX-30.

BAC + 2

4 ANNEES D'ETUDES EN FRANCE, EN EUROPE ET AUX USA :

- Une Ecole Internationale de Commerce et de Gestion
- 12 mois d'études en Europe et aux USA ; 18 mois de stages dans des entreprises françaises et étrangères
- Des débouchés professionnels dans la finance, l'exportation, le marketing.

Concours d'entrée 1989 : 11 octobre

INSTITUT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES
24, rue Léon Frot - 75011 PARIS - Tél. : 43 79 45 29
Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur

**CETTE ANNÉE JE DÉDUIS DE MES IMPÔTS
LE PRIX DE LA RENTRÉE SCOLAIRE.**

ELLES ASSURENT EN **RODIER**



POLITIQUE

La huitième élection de M. Alain Poher à la présidence du Sénat

Pour la huitième fois consécutive, M. Alain Poher a été élu président du Sénat le mardi 3 octobre à 4 heures du matin, après une longue séance de douze heures au palais du Luxembourg. Mais, pour la première fois, il n'obtient sa réélection qu'au troisième tour. Jamais il n'a pu approcher la majorité absolue des suffrages exprimés, il a donc dû se contenter d'une majorité relative. Surtout, sa victoire a été acquise contre ses propres amis de l'UDF, et du groupe

de l'Union centriste, dont il est toujours membre. Ceux-ci non seulement ne l'ont pas soutenu, mais ont présenté contre lui des candidats de poids, à l'allure parfaitement « présidentielle » : M. Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, sénateur de Paris, maire du seizième arrondissement, et M. René Monory, sénateur de la Vienne, ancien ministre.

Sa réélection, M. Poher ne la doit qu'au président du groupe M. Pasqua RPR, qui lui a

apporté tout au long des trois tours un soutien sans faille, malgré quelques réticences chez ceux qui ne pouvaient oublier le rôle joué par le président du Sénat, dans le départ du général de Gaulle en 1969, et chez ceux, qui comme leurs amis de l'UDF, espéraient une rénovation de la seconde chambre du Parlement. M. Charles Pasqua a su maintenir la discipline dans son groupe, montrant ainsi, que celui-ci est le plus puissant du palais du Luxembourg.

Il devrait maintenant faire sentir cette puissance dans la répartition des autres postes de direction du Sénat (vice-présidences, questure, présidences de commission), qui doit avoir lieu avant la fin de la semaine. Les conditions de la réélection de M. Poher sont telles qu'elles laissent présager de nombreux règlements de comptes au sein de l'Union centriste, entre les différents groupes composant l'UDF, et dans l'ensemble de la majorité sénatoriale.

La « vraie-fausse » victoire de M. Pasqua

par Anne Chaussebourg

M. ALAIN POHER avait fait de sa candidature une question d'honneur. Il est tout à son honneur d'avoir mené une bataille affective, psychologiquement et physiquement éprouvante. Moins glorieuse est la manière dont il a conservé une présidence qu'il déteste depuis vingt et un ans. Ironie de l'histoire : M. Poher avait été élu, en 1988, grâce à l'appui socialiste contre les gaullistes, accusés de menacer la seconde chambre du Parlement.

Cette fois, il l'a emporté grâce au RPR, contre les socialistes et la grande majorité de l'UDF avec un argument inchangé. Lundi 2 octobre, ne se présentait-il pas « pour aider l'institution qui est attaquée », en ajoutant : « Le reste, c'est de la fantaisie » ?

Les attaques et critiques dont le Sénat est la cible sont de deux ordres : d'une part sont mis en cause son fonctionnement interne, ses méthodes de travail et son déficit de communication ; de l'autre le mode d'élection de ses membres, la surprésentation des ruraux, qui fait du Sénat un conservatoire d'une France datée, et l'absence de

réflexion sur son rôle et ses fonctions.

Une partie de la majorité sénatoriale se retrouve avec le gauche pour partager ces griefs : mieux même, elle a tenté de lui redonner un sang neuf. Que la présidence du Sénat soit restée sourde à ces revendications explique en grande partie la fronde qui s'est manifestée dans les rangs de l'UDF.

Les contestataires ont perdu la bataille de la rénovation, mais le combat anti-Poher qu'ils ont mené ne peut manquer de laisser des traces. Le président sortant donnait comme principale raison à sa nouvelle candidature les risques de division de la majorité sénatoriale que son retrait ne manquerait pas de créer.

Ce ne sont pas des divisions qui se sont produites lundi, c'est une cassure. Celle-ci traverse sa propre famille politique : les centristes, déjà affaiblis par leur recul lors du renouvellement du 24 septembre, ne peuvent plus légitimement revendiquer comme étant l'un des leurs le troisième personnage de l'Etat. C'est pour eux un échec

d'autant plus grave que leurs différents candidats ont systématiquement été devancés par leurs alliés des Républicains et indépendants.

En apparaissant comme le candidat du RPR en général et de M. Charles Pasqua en particulier, M. Poher a tout simplement provoqué un phénomène de rejet au sein de l'UDF. Cette réaction négative aurait dû, pour devenir porteuse, faire abstraction des ambitions et rivalités personnelles. Sans doute, il n'est pas trop tard pour se confédérer contre M. Valéry Giscard d'Estaing de trouver un bon porte-parole. Mais en semi-sommeil depuis plusieurs mois, l'intergroupe de l'UDF au Sénat a révélé son impuissance. Un échec de plus à inscrire au passif de l'UDF.

Un bastion de l'opposition

Apparemment, M. Charles Pasqua s'en sort beaucoup mieux. Il a pris le risque de jouer Poher jusqu'au bout pour mieux lui succéder le jour venu, que ce soit dans six mois, dans un an ou dans trois ans. L'ancien ministre n'a pas ménagé

ses efforts auprès de ceux des sénateurs RPR qui, se sentant sans doute plus sénateurs que RPR, n'étaient guère tentés par cette stratégie. Reste que son ambition de faire du Sénat un bastion de l'opposition n'apparaît pas facilitée par les résultats des scrutins. Si tel était le cas, il s'agirait, pour M. Pasqua, d'une « vraie-fausse » victoire.

Les sénateurs de droite qui n'ont pas voté pour M. Alain Poher ont une autre conception de la place de leur assemblée. Se refusant à être le wagon de queue de leurs amis quand ceux-ci sont majoritaires à l'Assemblée nationale, ils ne veulent pas non plus, quand ces derniers y sont minoritaires, jouer le rôle de locomotive.

Il n'est pas finalement si surprenant qu'une opposition en plein désarroi sur le plan national cherche encore ses marques dans une assemblée parlementaire. Certains sont las d'attendre : ce qui s'est passé au palais du Luxembourg les incite à envisager de passer des paroles aux actes, par exemple en organisant un courant rénovateur transversal à tous les groupes du Sénat.



Soutien du RPR et division des centristes

Suite de la première page

Jean Arthuis ne se présente pas pour être élu, mais pour manifester que la propre famille du président Poher le rejette, et souhaite une modernisation de l'institution. La troupe centriste joue la provocation. Celle des républicains et indépendants prépare un ballet plus classique. Première scène : son ancien président, Philippe de Bourgoing, se lance. Il n'a jamais rien demandé à personne. Difficile d'écrire la même chose d'Etienne Dailly : depuis plusieurs semaines le vice-président se distinguait par de jolis pots de deux. Il veut se transformer en une singulière valse : quand il hésitait à se présenter, son collègue de groupe Jean François-Poncet, l'encourageait à y aller. La démarche n'était pas suicidaire. La preuve : « Si tu n'y vas pas, j'y vais ». Brutal changement quelques minutes avant l'ouverture du scrutin : le dévoué Etienne Dailly laisse sa place à Jean-François-Poncet.

L'ancien ministre de Valéry Giscard d'Estaing est cet plus que trouble ; il se réservait pour les tours suivants, quand devaient - enfin - apparaître les « vrais candidats » à la succession. A son corps défendant, le voilà associé à ceux qui ne devaient faire que le lever de rideau.

« La guerre permanente des droites »

Candidat à rien mais attentif à tout, Charles Pasqua a invité des ouailles à déjeuner à la mairie du sixième arrondissement. Il leur assène, ensuite, trois quart d'heure de sa façon persuasive, avant de déclarer clore une discussion qui n'a pas été ouverte. Pasqua-Poher, même combat ! Les états d'âme des « gaullistes », des rénovateurs, sont assignés à résidence. Ici, c'est la guerre permanente des droites, le reste est sans importance, ironise Yves Guéna (Dordogne). « Le reste », s'amuse, il est vrai, en bon ordre. Tous derrière Charles Lederman au PC. Tous avec Claude Estier au PS.

La comédie se donne dans l'immense salle des conférences, devenue, plus que jamais, salle des confidences, des commences, des turbulences.

Sous les ors séculaires du palais de Marie de Médicis, sur la large moquette cramoisie, se côtoient dans une atmosphère très IV^e République, sénateurs, anciens ou nouveaux, et tous les autres : familles montées à Paris, collaborateurs et collaboratrices ravies de s'aérer, et de soutenir leur « patron », journalistes attirés en nombre par cette révolte de palais annoncée.

Ainsi honoré, comme rarement, les locataires du palais du Luxembourg, offrent au public une galerie des plus variées. Il y a les blâmes, les ténors-doux qui ont déjà vécu pareil événement en 1968. Il y a les nostalgiques, tel cet historien de la franco-magnumerie : « Sous la Troisième, tout était réglé dans les loges, maintenant que celles-ci sont vides, voilà où l'on en est ». Il y a les réalistes, comme Jean-Claude Guéhen : « On se rue autour de l'Assemblée nationale, mais cela fait moins de bruit parce que là-bas, la moquette est moins épaisse ».

Il y a les indignés, tel Marcel Fortier (Indre-et-Loire) : « Schiété a osé me démarcher pour que je ne vote pas Poher. Cela me fait encore une raison de plus de voter Poher ». Il y a les laïques, comme Charles de Coët-Brisson (Loire-Atlantique) : « C'est pas brillant pour notre image ». Il y a les pressés, comme Louis Philibert, le socialiste orthodoxe sauvé des eaux maraichères. Il débarque au Sénat, mais ne tient pas à y passer la journée. La jaquette solennelle est un peu vaste mais dignement portée par le doyen d'âge, Geoffroy de Montalembert. Le discours est d'usage, le propos est traditionnel de défense et illustration du Sénat. On peut passer au vote. L'épée au côté, les ministres apportent respectueusement dignement l'urne et la déposent pieusement sur la tribune des orateurs. Le tirage au sort permet à Pierre-Christian Taittinger d'être le premier à glisser son bulletin dans une enveloppe, estampillée « président », déposée dans la salle des conférences, et à la porter jusqu'à l'urne. L'opération va durer une heure. Le dépouillement moté moins.

« Ils veulent me tuer »

A 17 h 30, le résultat peut être proclamé. Votants : 319 ; blancs ou nuls : 3 ; exprimés : 316. Alain Poher : 115 ; Claude Estier : 66 ; Philippe de Bourgoing : 50 ; Jean Arthuis : 40 ; Jean François-Poncet : 21 ; Charles Lederman (PC, Val-de-Marne) : 16. Ont aussi obtenu des voix, sans être candidats, Christian Poncelet (RPR, Vosges), Charles Pasqua (RPR, Hauts-de-Seine), 2. Geoffroy de Montalembert (RPR, Seine-Maritime) : 1 ; Maurice Schumann (RPR, Nord) : 1.

Comme aux abords du passage, chacun compte, recompte et con-

mente. Pour les uns, Alain Poher, avec 115 voix à la majorité de la majorité sénatoriale (230). Pour les autres, qui additionnent toutes les voix éparpillées sur les candidats non de gauche, 119 se sont manifestés contre lui, oubliant que les radicaux de gauche ont voté pour Jean François-Poncet. Chacun a le temps d'y réfléchir, puisque, après cette mise en bouche le deuxième tour n'est fixé, qu'après le dîner, à 22 heures.

Alain Poher, lui, a vite fait ses comptes. A la sortie de l'hémicycle il ne cache pas sa satisfaction ; il embrasse ses proches ; il tombe dans les bras de Geoffroy de Montalembert : « Vous avez été formidable ! On tient à vous garder pour la prochaine fois ». Sa réélection est une affaire de famille. Sa fille, Marie-Agnès, ses trois petits-enfants sont constamment à ses côtés. Précieux soutien car, contrairement à ce qu'il espère, le plus dur de la journée n'est pas derrière lui, il n'a plus de doute. Devant ses intimes, enfoncés, après le dîner dans le « cabinet des députés », à quelques pas de l'hémicycle, il dénonce l'« acharnement » de ses vrais-faux amis centristes. « Ils veulent me tuer », laisse-t-il tomber. L'entourage renchérit : « Il y a des choses que l'on peut comprendre, mais il y a des méthodes que l'on ne peut admettre ». On promet déjà des représailles. On assure qu'en cas de défaite, le président restera sénateur. A un photographe qui le presse, Alain Poher réplique : « Arrêtez de glâcher de la pellicule, tout cela ne sert plus à rien ».

Dinant, comme ils avaient déjeuné, chez « leur » questeur, André Fosset, poléiste ancien et actuel, les centristes passent au plat de résistance. Satisfait pour

Jean Arthuis, à la fois cheveu-léger et kamikaze, qui lui-même est tout content d'« avoir pris date ». C'est maintenant au tour des candidats dits sérieux. René Monory se lance. Des voix se font entendre : « Pour qui pas Daniel Hoefel ? ». Jean Lecanuet ajoute : « Il y aura trois candidats : René Monory, Daniel Hoefel et moi-même ». Ils recueillent, dans l'ordre, 30, 19 et 9 suffrages. Le vote est sans appel. Après Jean François-Poncet, un deuxième « papabile », Jean Lecanuet, est mis hors jeu.

« Un discrédit mérité »

« Dans une affaire aussi tordue, il faut bien qu'il y ait quelqu'un de salement bété », cette formule de portée générale d'un sénateur RPR, connaît bien des applications. Les républicains et indépendants, eux aussi passent aux choses sérieuses, heureux d'avoir manifesté l'unité de leur groupe au premier tour. Christian Bonnet (Morbihan) l'explique tout à trac : « Nous avons été les premiers à voter pour la chute de la maison Poher, nous avons présenté un candidat de principe qui ne blessait personne au premier tour, notre candidat du second ira jusqu'au bout. Ou nous gagnons, ou nous ne serons pour rien dans le discrédit mérité du Sénat ».

Pour déterminer ce candidat, il faudra deux tours : Marcel Lucotte, le président du groupe se présente. Pierre-Christian Taittinger (Paris) aussi, puis Jacques Larché (Seine-et-Marne) et Jean-Pierre Fourcade (Hauts-de-Seine). Au premier tour, ils obtiennent respectivement 16, 24, 6 et 5 voix. Au second, le sénateur de Paris l'emporte par 32 voix contre 19 à son président.

Dans le groupe Centre gauche du Rassemblement démocratique et européen, l'échec de Jean François-Poncet interdit de concourir au second tour. Même Jacques Fellier, leur ancien président, qui depuis le début de l'après-midi, délaissé le ministère de la coopération, préfère arpenter les couloirs d'une maison où il a siégé si longtemps, encourage ses amis à voter... une fois encore pour Alain Poher !

Charles Pasqua a enfoncé ses troupes autour d'un buffet froid. Et de répéter inlassablement : il y a eu des « imbéciles » au premier tour qui n'ont pas voté Poher, il ne doit plus y en avoir au suivant : l'important c'est l'unité du groupe ; chacun est donc à nouveau invité à se taire dans les couloirs. René Monory, lui, frétille : « Pour moi, c'est maintenant ou jamais ! ». Ses amis centristes veulent créer une « dynamique anti-Poher ». Il leur faut retarder le vote de trois quarts d'heure. Michel Pomiatowski, ex commissaire, constate : « Le cercle se resserre, et le centre s'obscurcit ».

22 h 30 : deuxième long défilé à la tribune. Mimut : un nouveau

tour pour rien. Votants : 320 ; blancs ou nuls : 1 ; exprimés : 319. Alain Poher : 108 ; Claude Estier (qui a bénéficié du retrait de Charles Lederman) : 85 ; Pierre-Christian Taittinger : 66 ; René Monory : 57 ; Geoffroy de Montalembert, Philippe de Bourgoing et Christian Poncelet, non candidats, ont chacun une voix.

Il y a toujours deux façons de compter. C'est pathétique, relève Etienne Dailly : « Poher devrait nous épargner la suite ». De groupe en groupe, les connaissances apprécient : « Les choses sérieuses commencent ». A l'UDF, on rêve : « Et si les socialistes venaient nous aider ? » - et on espère : Claude Estier arrache Pierre-Christian Taittinger à un importun, pour l'entraîner dans un salon discret.

« On a tout perdu »

Centristes ainsi que républicains indépendants usent du même escalier pour gagner chacun leur salle de réunion. Chez les premiers, l'ambiance est délétère : « On a fait battre un des nôtres, c'est un de nos amis qui va en profiter : nous, on a tout perdu ». Dernier vote au sein du groupe, 31 voix pour Pierre-Christian Taittinger ; 19 pour Alain Poher.

Retour au RPR. Le conclavé est continu. Pour tenter de calmer la grogne de sa base, Charles Pasqua teste, auprès des présidents des groupes UC et UREI, une possible candidature de Maurice Schumann, ancien président du MRP. L'appel tombe à plat. Mais ce changement de pied du RPR alourdit un peu plus le climat. N'ayant pas réussi à abuser ses troupes,

Charles Pasqua descend chez Alain Poher, en compagnie de Christian Poncelet. Au « président », il propose deux candidatures susceptibles de faire l'union : Maurice Schumann et Christian Poncelet. La réponse est nette : « J'ai été engagé dans cette affaire, j'y suis jusqu'au bout ».

Jusqu'au bout il ira donc. Le troisième tour sera le bon. Les socialistes, surveillés du coin de l'œil par Guy Carraussone, l'homme de Matignon, et par le directeur de cabinet du ministre des relations avec le Parlement, en discutent longuement : qui ou non faut-il empêcher la réélection d'Alain Poher. Trois ou quatre voix sont hésitantes, mais Claude Estier, fait remarquer : « comment, dans le contexte actuel, apporter nos voix à un grand capitaliste ? ». L'affaire est entendue, la droite devra régler ses comptes seuls.

2 h 35, troisième et dernier défilé pour voter. 4 heures : le résultat est proclamé. Votants : 320 ; blancs ou nuls : 3 ; suffrages exprimés : 317 ; Alain Poher : 127 ; Pierre-Christian Taittinger : 111 ; Claude Estier : 79. A la majorité relative, le président du Sénat se succède à lui-même pour la huitième fois.

Dans les couloirs Charles Pasqua exulte, éreinté les collaborateurs du miracle. Les centristes, eux, contenaient mal leur amertume, eux qui avaient espéré qu'un Sénat, la rénovation puisse manquer des points.

Contrairement aux apparences, un nouveau président du Sénat a peut-être été élu au cours de cette longue nuit : Charles Poher !

Résumé du service politique

Intérim

Dans le système bicaméral tel qu'il est régi par la Constitution de la V^e République, le Sénat n'est pas sur un plan d'égalité avec l'Assemblée nationale (vote des lois, impossibilité de mettre en cause la responsabilité du gouvernement, etc.). Mais le président du Sénat, troisième personnage de l'Etat, peut jouer dans certaines circonstances exceptionnelles un rôle décisif.

En cas de vacance de la présidence de la République ou d'empêchement dûment constaté par le Conseil constitutionnel, la plupart des fonctions du chef de l'Etat sont, en effet, provisoirement exercées par le président du Sénat.

L'enjeu symbolique de cet intérim, l'avantage politique direct que peut tenter d'en tirer le président du Sénat, rehausse considérablement la consistance de cette fonction.

Le Sénat trouve ainsi l'exécutoire contrepartie, autorisée par sa pérennité, de son incapacité de mettre en jeu l'existence du gouvernement.

M. Alain Poher a exercé deux fois l'intérim du chef de l'Etat : durant cinquante-trois jours (28 avril - 19 juin 1969), après la démission du général de Gaulle, et pendant cinquante-six jours (2 avril - 24 mai 1974), après la démission de Georges Pompidou. En 1969, il fut lui-même candidat à l'élection présidentielle et battu au second tour par Georges Pompidou.

L'hypothèse de l'élection à la présidence du Sénat de M. Charles Pasqua lors des derniers scrutins avait mobilisé l'attention de l'Elysée en raison même de l'importance de ce rôle rare et capital du président de la Haute Assemblée.

M. K.

POLITIQUE

Robert Vigouroux imperator !

Élu sénateur, le maire de Marseille impose son style. Cela ne va pas sans grincements de dents...
M. Pierre Mauroy essaie, lui, de remettre de l'ordre chez les socialistes locaux.

M. Mauroy a affirmé, jeudi 28 septembre, que lors de la prochaine élection législative partielle rendue nécessaire pour remplacer M. Jean-Claude Gaudin, élu au Sénat, le PS soutiendrait « un seul candidat, ou socialiste, ou majorité présidentielle ». Dans son discours de clôture des journées parlementaires socialistes, à Chartres, le premier secrétaire du PS a déclaré qu'il « fallait faire un geste ». « Je propose ce geste : que le maire de Salons-de-Provence, M. André Vallet, élu sur la liste Vigouroux, soit membre à part entière du groupe socialiste au Sénat et non pas apparenté », a-t-il déclaré. C'est chose faite depuis samedi (Le Monde daté 1-2 octobre.)

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Une seconde d'hésitation, une seule, et ils se sont tous levés. Cela tient de l'arrivée du proviseur dans une classe de système ou du chef de l'Etat au conseil des ministres. Entré à pas lents sur la scène, Robert Vigouroux, d'un geste, a fait rasseoir « ses » élus. Ensuite, comme un seul homme, tous ont frisé le torticolis pour contempler sur l'écran géant, situé derrière eux, les diapositives illustrant — quand la technique, ce soir-là déficiente, voulait bien le permettre — les propos de M. le maire de Marseille, sénateur des Bouches-du-Rhône.

En cette soirée du mercredi 27 septembre, entassés sur de raides gradins, sur la scène de l'Odeon de Marseille, les quatre-vingts élus de la majorité municipale vigouriste sont consumés de curiosité, et on les comprend : pour la première fois depuis sa triomphale ré-

lection de mars dernier, le maire, leur maire, a décidé de dévoiler ses « cinquante projets pour Marseille ». A qui ? Aux « décideurs » économiques, généralement invités dans la salle trop étroite. Et, accessoirement, à ses propres troupes qui, le matin encore, ignoraient le teneur du programme municipal et l'écouteront religieusement énumérer les rocade, parkings et autres tunnels qui formeront leur horizon dans les six ans qui viennent.

Rien de très nouveau, certes, dans les projets ainsi énoncés par Robert Vigouroux et qui amalgament sans distinction ce qui sort à peine du cerveau des fonctionnaires et ce qui commence déjà à sortir de terre. Rien d'autre, en fait, de la réhabilitation de la Canebière à l'agrandissement du port autonome, que les excellentes idées bloquées depuis des années dans les cartons de la mairie par l'aspérité financière de la ville et, accessoirement, par le psychodrame social-socialiste de trois ans, dont ils émergent à peine.

Non. La nouveauté, c'est dans la manière qu'il faut le chercher : dans cette méthode vigouriste qui n'a pas mis six mois à se trouver et qui semble pouvoir se résumer d'un mot : impériale. Marseille, en mars dernier, pouvait-elle craindre d'avoir élu un maire sous influence ? Ces craintes sont aujourd'hui dissipées et de quelle manière ! Non seulement Robert Vigouroux est affranchi de la vieille garde defferriste qui l'avait assis dans son fauteuil, renvoyant Edmonde Charles-Roux à sa littérature et Charles-Emile Loo à d'incertaines tentatives de sauvetage du « radeau de la Méduse » qu'est devenue la fédération socialiste. Mais il semble déployer une énergie inattendue à se défaire de ses propres amis.

Car la nouvelle majorité est aussi composée d'hommes et de femmes qui doivent tout au maire et à qui celui-ci s'ingénie à le rappeler jour après jour.

Ainsi, le premier adjoint, Albert Hini, a qui revient la lourde tâche de faire fonctionner la mairie lors des fréquents déplacements de Robert Vigouroux à l'étranger, ne possède-t-il en propre aucune délégation. Autre représentante éminente de la « génération Vigouroux », Jeanne Laffite, éditrice marseillaise bien connue et troisième adjointe, chargée du tourisme, se plaint de n'avoir pu approcher le maire en tête à tête que deux fois en six mois, « dont une fois vingt minutes à l'aéroport de Tokyo ».

Ressemblant encore sans doute doucement les avances que lui ont fait subir les pezzistes avant son élection de mars dernier, Robert Vigouroux a tout fait pour éviter que, dans son équipe actuelle, puissent se reconstituer baronnies et féodalités. Ainsi la délégation à l'économie est-elle partagée entre pas moins de quatre élus, de même que celle de la communication et... celle de l'urbanisme, manière aussi de tenter d'éviter que ressurgissent les fâcheuses pratiques du passé.

« Comme à Roland-Garros »

Le maire a catégoriquement refusé que naissent des groupes au sein de sa majorité. Les quatre-vingts élus de « Majorité Marseille » continueront donc de constituer un seul et même « super-groupe ».

On imagine sans peine que les séances du conseil municipal ne brillent plus guère par la turbulence. Le maire parle. Pour la forme, les communistes et les gauchistes lui donnent une réplique languissante. Michel Pozzati est plongé dans son journal. Quant aux vigouristes, « ils sont comme à Roland-Garros », raconte Charles-Emile Loo, ils regardent passer les balles.

Pour parvenir à neutraliser parfaitement sa propre majorité, le maire a continué d'appliquer la stratégie qui lui

a si bien réussi lors de sa réélection : le mutisme. On lui demande des rendez-vous : pas de réponse. On lui envoie lettres et notes — certains, croyant même rusé d'aller déposer leurs missives dans la boîte aux lettres de son domicile personnel : pas davantage de succès. « On a parfois l'impression d'avoir affaire à un autiste comme dans le film Rain Man », soupire un adjoint de la « génération Vigouroux ».

Pour mieux préserver sa sérénité, le maire a d'ailleurs prié tous ses adjoints, à l'exception du premier d'entre eux, de libérer les bureaux qu'ils occupaient traditionnellement dans la mairie centrale et leur a fait aménager des locaux, agrémentés d'une cafétéria, dans un bâtiment annexe. Fonctionnaires municipaux et collaborateurs directs du cabinet se sont précipités dans les emplacements ainsi libérés. Ils occupent désormais sans partage le premier rôle, aux côtés d'un maire qui rêve de gérer sa mairie « comme une entreprise » et dont le tout récent succès aux sénatoriales n'a rien fait pour diminuer la tendance naturelle à l'autoritarisme.

Une tendance dont vient de faire les frais le président du conseil général, l'excellent Louis Philibert, soixante-dix-sept ans, qui s'est cabré après que le maire eut paru lui dicter, comme à un conseiller municipal débutant, le montant de la contribution départementale à la construction d'une rocade à Marseille.

Tardif élan de vertu

Comment le mandarin silencieux ne se sentirait-il pas conforté dans son allérgie aux débats, vite assimilés aux bavardages ? La déroute de la liste socialiste « orthodoxe », pourtant conduite par le même Louis Philibert, defferriste historique — et qui ne se connaît guère d'ennemis dans le dépar-

tement, — est venue confirmer la leçon des municipales : comme leurs électeurs, les notables préfèrent encore un autocrate mutique à ce nœud de vipères qu'était devenue la fédération socialiste.

Cette fédération, aujourd'hui, n'existe plus. Son siège, rue Montgrand, est un vaisseau fantôme, où une poignée de permanents désenchantés protègent d'improbables visites plusieurs étages de bureaux désertés. Dans la perspective du congrès socialiste, les pezzistes d'hier se sont déchirés entre jospinistes et fabiusiens, et, sur leur radeau, ils s'entre-accusent amèrement de porter la responsabilité du naufrage. « Encore heureux que Vigouroux n'ait pas de fils en âge de lui succéder », soupire, pour se consoler, un secrétaire fédéral.

Dans un tardif élan de vertu, la fédération vient aussi de décider de faire réadhérer individuellement tous les militants du département, en les obligeant à acquitter leurs cotisations par chèques, directement adressés à la fédération, méthode censée barrer la route aux adhésions de complaisance. Sur les dix-huit mille socialistes que comptait théoriquement le département, seuls deux mille cinq cents, à ce jour, ont réadhéré selon ces nouvelles normes.

Que faire de cette maison maudite ? Curieusement, les médecins ne manquent pas autour de la table d'opération. De Charles-Emile Loo, un demi-siècle de socialisme dans les poches, jadis exclu pour cause de vigourisme et qui rêve d'une spectaculaire réintégration, à Philippe Sammarco, ex-dauphin de Gaston Defferre, qui s'obstine, comme toujours, à lancer dans le désert des appels à la raison et au dialogue avec le maître du jour. Mais, de quoi parler ? Savourant sa revanche, le neurochirurgien de la mairie se contente, pour l'instant, d'observer. Il est vrai, qu'il sait, lui, ce que come dépassé veut dire.

DANIEL SCHNEIDERMAN

Un suivi régulier de vos clients réguliers vous évitera bien des irrégularités de paiement.

Janvier : Monsieur B. fax pour se connecter au service de développement analytique. Conseil SCRL : on peut traiter à terme normal.

Avril : les ventes du 1^{er} trimestre sont inférieures aux prévisions. Conseil SCRL : évolution à suivre.

Juillet : le principal client de Monsieur B. veut de nouveau son bilan. Conseil SCRL : surveiller de près, comptant contesté.

Octobre : l'octroi d'un prêt de 5 MF veut améliorer le capital de Monsieur B. Conseil SCRL : traiter avec prudence, à court terme.

Première société française d'information économique, SCRL crée aujourd'hui l'« AS » : une analyse de solvabilité complète directement accessible par minitel, accompagnée d'un contrôle trimestriel systématique qui vous permet d'être in-

formé régulièrement pendant toute une année, de l'évolution de la solvabilité de vos clients. Le contrôle trimestriel « AS » de SCRL, c'est l'assurance d'avoir en main toutes les cartes pour bien connaître vos clients tout au long de l'an-

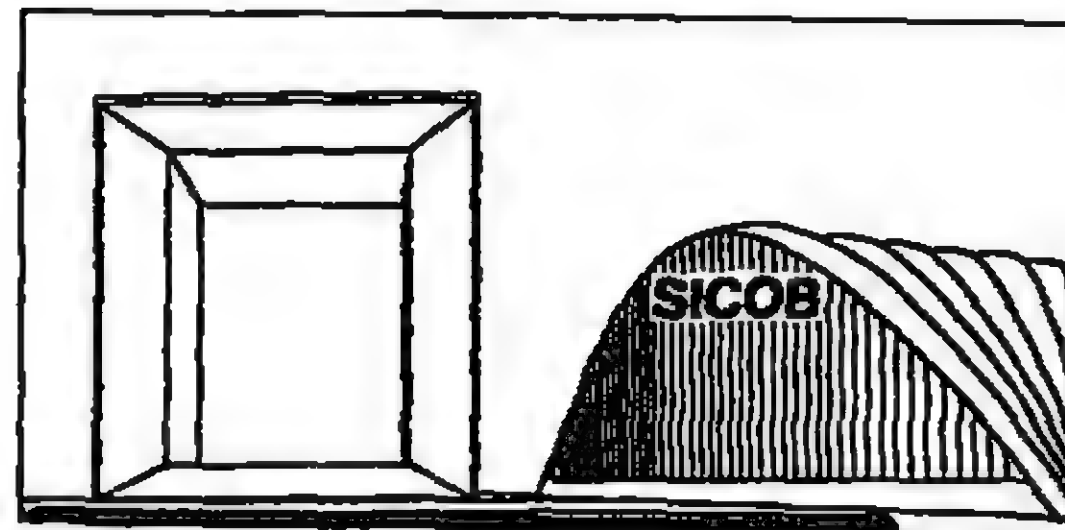
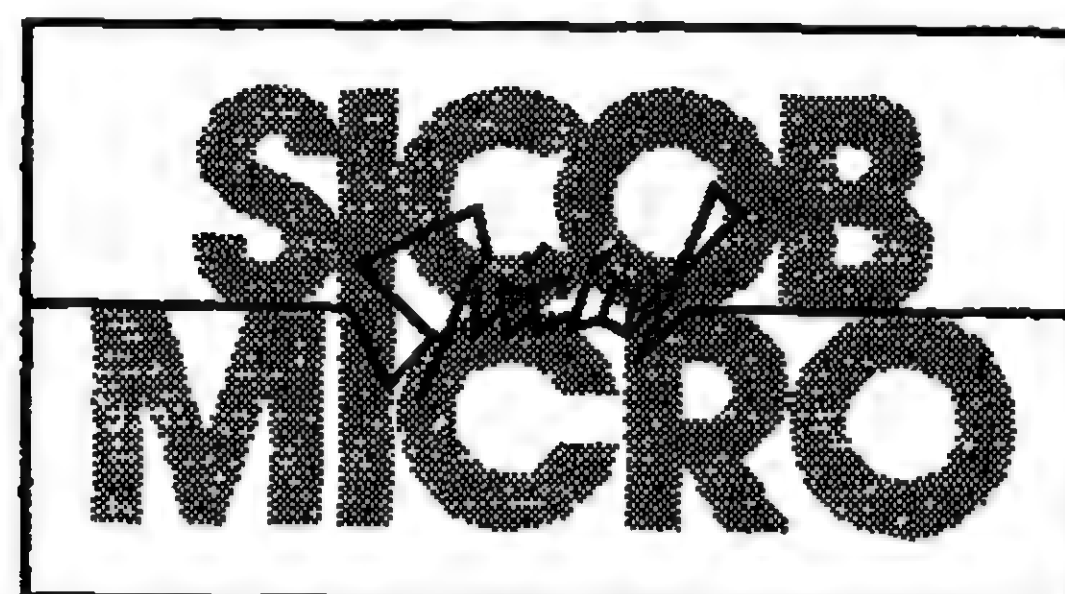
née et rester, en affaires, maître du jeu. Pour en savoir plus, tapez 3614 SCRL ou contactez-nous : SCRL, 5 quai Jaffé, 819 0061, 69255 LYON Cedex 09. Tél. : 72.20.10.00 (Province) ou 40.11.25.25 (Paris).

Pour que vos affaires restent des affaires.

CNIT PARIS LA DEFENSE

9-13 OCTOBRE 1989

LA MICRO INFORMATIQUE PROFESSIONNELLE AU



SPECIAL SICOB MICRO

Le rendez-vous d'automne des Constructeurs, Editeurs de logiciels, Sociétés de Services,

Distributeurs et Utilisateurs professionnels, pour faire le point sur l'offre d'un marché en évolution constante.

SPECIAL SICOB MICRO

L'événement de la Distribution avec les Assises Européennes de la Distribution Informatique Professionnelle, les 10 et 11 octobre

Pour tout renseignement : (1) 42.61.52.42

مكتبة الامن والاصل

14 Théâtre : La Soupe aux choux de J.-C. Grunberg
15 Les conflits dans les prisons

16 L'art contemporain à Dijon
17 « Dissonances » par R. Péro-Delach

12 Les Assises européennes de l'audiovisuel
28 Un entretien avec Yvan Lengl

Onze millions de livres dans les tours de Dominique Perrault

Bibliothèque de France : la querelle des chercheurs et des amateurs

Le public pourra juger sur pièces : les vingt maquettes des architectes qui ont travaillé sur le projet de la future Bibliothèque de France sont exposées à l'Institut français d'architecture. Le président de la République a choisi un site — Tolbiac — et d'un bâtiment ne calme pas pour autant la querelle qui oppose les tenants du « tout livre » d'abord destinée aux chercheurs et les partisans d'une médiathèque ouverte au plus vaste public. Mais cette année du Bicentenaire est aussi l'occasion d'évoquer les rêves architecturaux de la Révolution : le goût d'un ordre colossal, des ambitions démesurées, qui restèrent dans les cartons.

Les architectes, lauréats des grands concours, ont presque tous vu leurs châteaux de cartes dans les mois qui ont suivi le démarrage de leur chantier. C'est du moins ce qu'ils affirment. Les problèmes que rencontrent le plus jeune d'entre eux, Dominique Perrault — trente-six ans — sont immédiats. D'abord parce que le programme lui-même, mal ficelé au départ, est à géométrie variable. Il était prévu de loger dans la future Bibliothèque de France (l'abréviation TGB — pour Très Grande Bibliothèque — est désormais rigoureusement bannie par le ministère de la culture) de 3 à 4 millions de volumes. C'est aujourd'hui le triple qui vont quitter leurs rayonnages de la rue de Richelieu. Attention ! Ils sont à Tolbiac ? Rien n'est moins sûr.

Les partisans de la mise en site d'un certain nombre d'ouvrages, peu ou jamais demandés, sont nombreux. En particulier M. André Miguel, l'ancien administrateur de la Bibliothèque nationale aujourd'hui chargé d'une mission de réflexion sur l'ensemble des bibliothèques universitaires, et M. Emile Bianchini, le secrétaire d'Etat aux grands travaux. Ces siles seraient implantés à proximité de Paris. Les délais pour faire sortir un ouvrage enfoncé dans l'un de ces bunkers seraient de quarante-huit heures environ. Ce laps de temps paraît raisonnable au commun des mortels. Mais il semble tout simplement extravagant aux professionnels qui, aujourd'hui, voient rouge dès que l'attente dépasse les deux heures — un maximum à la Bibliothèque nationale, en période d'embouteillage. Des caprices de privilégiés, murmurent les « techniciens ».



Mme Elizabeth Badinter, historienne, avait déjà manifesté à plusieurs reprises son opposition au « silage ». Elle est revenue à la charge en ouvrant, à Nancy, « les livres sur la place », une manifestation dont elle est présidente. « On va enfermer les livres sous terre, à des kilomètres de Paris, c'est-à-dire à des kilomètres de l'usage », a-t-elle écrit. Ils seront mis à l'ombre comme des prisonniers, loin des yeux et du cœur. Et d'ajouter : « Quand on veut me rassurer en affirmant que les livres en silos seront ceux que personne ne demande jamais, je suis encore plus irritée. Tous les chercheurs savent bien qu'ils ont gagné leur journée quand, justement, ils découvrent leurs sources d'information encore ignorées des autres. »

France provoque chez certains de nos voisins, aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne, interrogations et même sarcasmes. Les Anglais, qui construisent à Londres, près de Saint-Pancras, une nouvelle bibliothèque, sont particulièrement vifs.

« On les aura les grenouilles »

Dans le quotidien du soir, *Het Parool*, d'Amsterdam, on peut lire sous la plume de M. J.-C. Wessolius : « De l'autre côté de la Manche où les Britanniques ont fait partager à leurs confrères français leur expérience, le programme français est regardé avec scepticisme. Ceux qui sont responsables du projet parisien réagissent avec un mépris souverain : « La British Library devient un gros tas de briques dans le voisinage d'une gare et d'une usine, dit M. Dominique Jamet, (...) qui n'a pas peur des formules tranchantes et des grands mots. Les Britanniques, toujours d'après Dominique Jamet, construisent une bibliothèque classique. En revanche le projet français est la modernité même. » « Avons-nous mérité cela, demande, déconcerté par tant d'impermanence, un responsable de la British Library qui a guidé plus d'une fois M. Dominique Jamet à Saint-Pancras ? Mais les Britanniques sont persuadés que l'avenir leur donnera raison. On verra bien qui aura le dernier mot, sur le ton de : on les aura les grenouilles. »

Mais les grenouilles, à défaut de roi, ont un président. Ce dernier est venu inaugurer l'exposition de l'Institut français d'architecture, où les vingt maquettes conçues par des architectes pour la Bibliothèque de France seront pendant trois semaines exposées au public. M. François Mitterrand devra-t-il intervenir dans le débat ? Rien ne le laisse supposer, même si l'on connaît son goût pour la chose imprimée. En attendant, l'équipe de M. Dominique Jamet a été renforcée par l'arrivée de M. Jean Gatténo, qui a quitté la direction du Livre. Les chercheurs anxieux trouveront peut-être, en la personne de cet anglicisant pince-sans-rire spécialiste de Lewis Carroll, un interlocuteur capable de débiter l'échec qui se joue du côté de Tolbiac.

ENMANNUEL DE ROUX

L'architecture des quatre coins du monde

Le président de la République a visité, lundi 2 octobre, l'exposition consacrée au concours de la Bibliothèque de France, présentée à l'Institut français d'architecture (IFA) jusqu'au 28 octobre. Il s'est entretenu avec les architectes présents et notamment avec le lauréat Dominique Perrault dont le projet — quatre tours de verre en forme de livres ouverts aux quatre coins d'une place croulée d'un vaste jardin — a rencontré une étonnante unanimité. Et cela tant parmi les membres du jury présidé par l'architecte Pei qu'auprès du public et des professionnels. Si bien, d'ailleurs, que ce concours ou plutôt ses résultats apparaissent par trop parfaits, par trop attendus. Comme si toutes les consultations dont a été, jusqu'à présent, marquée l'épopée des grands travaux n'avaient été que les répétitions de cette grande première.

Cette impression est encore renforcée à l'IFA par la présentation des vingt finalistes et lauréats de la compétition internationale à laquelle avaient initialement participé deux cent quarante-cinq candidats, individuellement ou en équipes, dont cent trente-neuf étrangers. La marque présidentielle a manifestement permis de donner, même si c'est sans excès, le coup de pouce financier qui était le bienvenu, rendant possible le rite spectaculaire qui fait passer l'austérité d'un concours. Ainsi l'uniforme plan imposé aux maquettes, la taille régulière des esquisses présentées, deviennent en elles-mêmes source de plaisir visuel, donnant à la théorie des projets une chair à la fois fermement et aimable. Ils restent irréels, le représentant pourtant un gelon supplémentaire précieux pour les professionnels dans cette course à la commande que beaucoup trouvent trop parsemée de concours trop souvent mal rétribués. Mais un tel problème ne s'est pas posé pour la Bibliothèque, bien sûr, le grand projet auquel le président paraît accorder la plus grande importance.

Si blancs soient-ils, ou parce qu'ils sont blancs, si sculpturaux soient-ils, ou parce que la présentation magnifie désormais, sauf pour Perrault (et encore...), la gratuité de leurs formes, ces projets seront sans doute difficiles à lire et à analyser par le public non familier des techniques de présentation architecturale. Il risque alors de regretter les formes simples qui sembleront lui donner une échelle acceptable, ou les formes complexes, parce qu'il percevra l'échelle de la maquette comme l'échelle du monde. En somme, un catalogue des tentatives quasi exhaustif qui, au fond, définit l'entrée en matière, le seul projet estimé évident — terme dont on ne saurait pourtant assez se méfier tant il est relatif.

L'éclectisme s'opposant naturellement à l'évidence, nous n'utiliserons pas non plus ce terme pour qualifier ces résultats finalistes du concours, ne serait-ce que parce que plusieurs des projets étaient « évidemment » incompatibles avec Paris et plus encore avec la population parisienne. Ainsi, parmi les quatre projets « sélectionnés » finalistes parmi les finalistes avant le dernier round, deux projets, à côté de l'évidence de Perrault et la grâce de Chua et Morel, étaient impossibles à accepter et à faire accepter. Ceux de Future Systems et de James Stirling, deux équipes qui ont pour point commun d'être britanniques. Et qu'on nous fasse la grâce de croire que ce serait là un hasard, non l'effet d'un respect particulier pour les goûts architecturaux du prince Charles. D'ailleurs, comme le prouve le concours de la Bibliothèque de France, nous sommes toujours en République...

F.E.

► Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon, Paris (6^e).

Les monuments de la Révolution

« Les architectes de la liberté » aux Beaux-Arts
Une exposition sous le double signe de la terreur et de la félicité

« Ah, Monsieur Ledoux, vous êtes un terrible architecte ! » s'exclame Louis-Sébastien Mercier dans ses *Tableaux de Paris*. Ce n'est pas là un compliment. L'homme de lettres précise d'ailleurs sa pensée en se lamentant de « voir les autels du fac métemorphosés en palais à colonnes, qui sont de véritables forteresses ». Malgré cette impression, qui n'évoque pas précisément l'idée de liberté, les barrières de Ledoux sont élevées en 1792 au rang de « Monument de la République », tandis que leur maître d'œuvre est emprisonné (de 1793 à 1795) et que leur commanditaire, Lavoisier, est guillotiné par la Terreur en 1794. On l'on perçoit que le titre affiché par l'École des Beaux-Arts, « Les architectes de la liberté », n'est pas franchement à l'abri des ambiguïtés, et que l'architecture est elle-même la chose la plus hypocrite qui soit.

De cette ambiguïté, Jean-Pierre Moullérou, commissaire de l'exposition avec Annie Jacques, est parfaitement conscient : « Il n'y aurait pas eu le Bicentenaire, nous aurions sans doute abouti à un titre plus sévère. » Ne serait-ce donc qu'une manière d'attirer le public ? Pas tout à fait, nous répond-il en égrenant, le sourire en coin, toutes les raisons d'exalter le thème de la liberté. A commencer, car une raison vaut mieux que plusieurs, par la liberté rendue à tous, dès 1790, de faire profession d'architecte. Reste que le thème est complexe, qui se donne comme

date-cadre d'un côté la destruction de la Bastille, un monument qui serait aujourd'hui classé, de l'autre l'année de la mort de Boule qui, après Blondel, incarne en cette fin de siècle l'esprit de l'Académie et de l'enseignement de l'architecture durant la fin de la royauté. L'exposition, pour déployer tous les aspects de l'architecture d'avant-garde décorative (dispositif architectural de Christian Germain), et pour accumuler les dessins les plus prestigieux venus des fonds les plus glorieux (Beaux-Arts, BN, Carnavalet, etc.), n'a pas été non plus conçue pour masquer de faiblesse pédagogique la difficulté du propos. C'est vrai qu'il est difficile de se retrouver entre ces traces anciennes, quelques 250 gravures, dessins et maquettes, souvent montrés, parfois édités, jamais rassemblés en si grand nombre. L'exposition est concentrée autour des projets nés des concours, mais jamais construits, de novations des idées, de monuments éphémères dressés à l'occasion des fêtes. Elle est axée sur le rêve de grands prédateurs de l'imaginaire comme Lequeux ou sur l'utopie pédagogique d'un grand enseignant comme Boullée.

Mais posons dès à présent ici la question principale sur laquelle est fondée cette affaire. Existe-t-il une architecture spécifique de la période de la Révolution ? Question subsidiaire, existe-t-il une architecture qui soit elle-même révolutionnaire, autrement dit qui soit de nature à changer le cours de la vie et le comportement des hommes ? Ce double dossier avait été ouvert par l'Allemand Emile Kaufmann en 1933, et surtout en 1952, dans un ouvrage fondamental intitulé *Le temple à la française* qui n'a été traduit en français qu'en 1978 : *Trois architectes révolutionnaires : Boullée, Ledoux, Lequeux*. On a pu retirer des travaux de Kaufmann qu'une coupure se serait produite dans la production architecturale pendant cette période terrore et glorieuse de l'histoire de France. Les développements de la recherche historique, tels que le montre bon gré mal gré l'exposition des Beaux-Arts, et l'histoire tout court, telle qu'une moindre neutralité politique nous permet de l'envisager, indiquent, d'une part, un processus beaucoup plus long et continu, qui puise ses racines dans tout le XVIII^e siècle et se poursuit d'abondance sous l'Empire et au-delà ; d'autre part, la malléabilité symbolique de l'architecture, les bâtiments étant prêts à accepter les significations les plus contradictoires selon les aspirations idéologiques de leurs usagers. L'exemple le plus célèbre en est bien sûr le Panthéon, passé sans rechigner du culte de sainte Geneviève à celui des grands hommes.

A quel usage l'Empire ou la Restauration auraient-ils voué ce qui est tout à la fois le cœur discret des beaux arts et l'enseignement, la façade de notre exposition ? Il s'agit du « temple à l'Égalité », projet de

Durand et Thibault, lauréats d'un concours lancé en mai 1794. Tout à la fois du néo-classicisme, les auteurs de ce temple, qui ne verrait jamais le jour, avaient pris en même temps la plus grande liberté par rapport aux modèles même les moins convenus, sans céder pour autant à l'utopie des colonnades infinies ou à la débauche néo-puriste du dôme et de la sphère, un des thèmes communs aux trois protégés de Kaufmann. Sur le mode classique du temple, Durand et Thibault imaginaient une formule à la fois austère et raffinée où les colonnes étaient remplacées par des piliers de section carrée (on retrouvera plus tard en Allemagne une inspiration similaire), terminés par des chapiteaux en forme de tête. Des têtes bien pleines qui avaient pour nom Civisme, Courage, Concorde, Travail, Économie, Sagesse. Comme quoi, l'idée qu'on se fait de liberté est, elle aussi, à géométrie variable. Sur l'architecture du temple la formule unificatrice : « Les vertus du peuple sont les plus fermes soutiens de l'égalité ». A l'intérieur, une statue de la Félicité publique. Werner Szombien, l'un des meilleurs historiens de l'architecture française, et qui apporte une notable contribution au catalogue, y verrait un exemple de projet où la structure constructive devient l'illustration d'une idée politique. FRÉDÉRIC EDELMANN Lire la suite page 14

CE MOIS-CI DANS

CHALLENGES

LE PLUS EUROPÉEN DES MAGAZINES ÉCONOMIQUES

IL FAUT AVOIR PEUR DES ALLEMANDS

ILS POURRAIENT NOUS MANGER TOUT CRUS DANS LE GRAND MARCHÉ DE DEMAIN. A MOINS QUE D'ICI LÀ, ILS NE NOUS LACHENT POUR UNE EUROPE QUI PENCHE À L'EST.

EXCLUSIF : 1992 PAR GIOVANNI ACNELLI ■ BATAILLE : POUR QUOI LA FNAC A PEUR DE VIRGIN ■ REVANCHE : LE RETOUR DE STEVE JOBS ■ PARI : Y A-T-IL UN CLIENT EN EUROPE ? ■ POLICE : LE SECRET INFORMATIQUE DU CAPITAINE BARRIL ■ ICONOCLASTE : LE MILLIONNAIRE QUI AMÈNE LA PUB À L'ÉCOLE ■ STANDING : LES VOITURES DES CADRES...

CULTURE

PHOTOGRAPHIE

Les maîtres de l'incroyable

Visions de l'enfer ou fables visuelles,
Molinier et Duane Michals plient le réel à leur image

Pierre Molinier naît à Agen le 13 avril 1900. C'est un vendredi saint. Il étudie chez les jésuites qui le destinent à la prêtrise. Vite révolté contre la religion, il suit des cours de dessin et investit son énergie dans la peinture qu'il pratique en autodidacte.

Après un court séjour à Paris, il s'installe à Bordeaux en 1923. Il fréquente les surréalistes, devient ami d'André Breton, Belmonet et Clovis Trouille. À partir de 1960, il traite par la photographie son fantasme d'être à la fois un homme et une femme. Sa première série réunissant sa poupée et des tableaux s'intitule « L'œuvre, le peintre et son fétiche ».

À la fois boudoir, chambre et atelier, la pièce où il vit lui sert de studio. Ses accessoires sont un paravent, un fauteuil, un lit de velours et un tabouret de bar. Talqué, masqué, entièrement rasé, nu, travestissant et fétichisme, comme sur une scène de music-hall, il accomplit à l'envers un strip-tease où il apparaît coiffé, gainé de cuir, en bas résille.

Des intermédiaires accomplis

Silhouette aux longues jambes soyeuses, perché sur des coarctés vernis, à talon aiguille, il se mme en pure apparence. Violant tabous et interdits, il s'élève de lui-même et libère en un rituel narcissique, sado-masochiste, les démons fabuleux de son inconscient.

Il a pour partenaire un mannequin de vitrine, grandeur nature, dont il assemble les membres selon sa fantaisie. À l'occasion, il engage aussi des modèles, travestis à son image, qui jouent à être lui et sur le corps desquels il monte sa propre tête.

Mythe androgyne, Molinier poursuit jusqu'au bout sa quête de l'absolu. Transfigurant la réalité, il use du photo-montage, retouche, contretype ou émascule, et utilise jusqu'à cinq intermédiaires qu'il accouple. Même dans ses compositions les plus hardies, il opère une distance entre sa réalité physique et la représentation de son image. Cette réflexion tragique sur l'iden-



« Moi en 1925 », par Pierre Molinier

tité est d'abord un fantastique travail sur l'illusion.

Ces visions obscènes, choquantes, ou bouleversantes, sont d'autant plus sidérantes que Molinier était un sexagénaire, un physique quelconque, plutôt insignifiant comme le révèle un portrait fait par Jean-Philippe Charbonnier. Le 3 mars 1976, il met fin à ses jours en se tirant une balle dans la tête. Sur sa porte, au troisième étage, il avait épinglé ces simples mots : « Je me tue. La clé est chez le concierge ».

On peut voir chez Samia Saouma les dernières créations de Duane Michals, « Hommage à la partie de moi-même qui, jusqu'à aujourd'hui, a su rester enfant ». Des créations dessinées, évadées d'un album d'images on croquées par l'auteur, dialoguant avec des personnages vrais.

Cette exploration poétique réunit en une seule œuvre, surimpressions et gravures découpées procure un bonheur égal à celui de la lecture des « fimericks » nonsensiques d'Edward Lear.

PATRICK ROEGERS

SADE
CONCERT D'ENFERS
Erzo Cormann
Philippe Adrien
Salle 1
du mardi au samedi 20 h,
dimanche 15 h 30
CARTOUCHERIE
la femme
LOC 43 28 36 36
Attention, les portes seront fermées
dès le début du spectacle.

Son œuvre photographique est estimée à environ quatre cent cinquante images, non signées mais tirées par lui et tamponnées. On peut en voir quarante, au format 13 x 18, sur chamois Agfa, aux tons crémeux, dans les deux salles du bel espace blanc récemment aménagé par Gilles Dusein (1). Pour changer de cette épreuve, on

(1) Pierre Molinier, Galerie Urbi et Orbi, 48, rue de Turin, 2^e étage, escalier B, Paris-3, jusqu'au 12 octobre. A lire aussi : Molinier, cent photographies érotiques - texte de Pierre Bourgeois, Images obliques.

(2) Duane Michals, « Upside down, inside out and backwards », Samia Saouma, 2, impasse des Bourdonnais, Paris-1^{er}, jusqu'au 30 octobre.

12^e FESTIVAL D'ART SACRÉ DE LA VILLE DE PARIS

6 OCTOBRE - 24 DÉCEMBRE
12 concerts - 3 offices 3 auditions d'orgue. Envoi gratuit du programme détaillé sur demande.
Renseignements : 42-77-19-90
ou 3615 MUSIK et 3615 BILLETTEL



ACTUELLEMENT

I WANT TO GO HOME

ADOLPH GREEN
GERARD DEPARDIEU

REALISATION
ALAIN RESNAIS

SCÉNARIO ET DILOGUES
JULES FEIFFER

ORCHESTRE
PHILHARMONIQUE
DE RADIO FRANCE
MAREK JANOWSKI DIRECTEUR MUSICAL

DIRECTION
MICHIOYOSHI INOUE

VENREDI
6 OCTOBRE
20H30

THÉÂTRE DES CHAMPS ÉLYSÉES

日仏現代音楽祭

CONCERT FRANCO-JAPONAIS DE MUSIQUE CONTEMPORAINE

DEVY ERLIH, VIOLON

MINORU NOJIMA, PIANO

MAITRISE DE RADIO FRANCE

DUTILLEUX

L'ARBRE DES SONGES
CONCERTO POUR VIOLON
ET ORCHESTRE

MATSUMURA

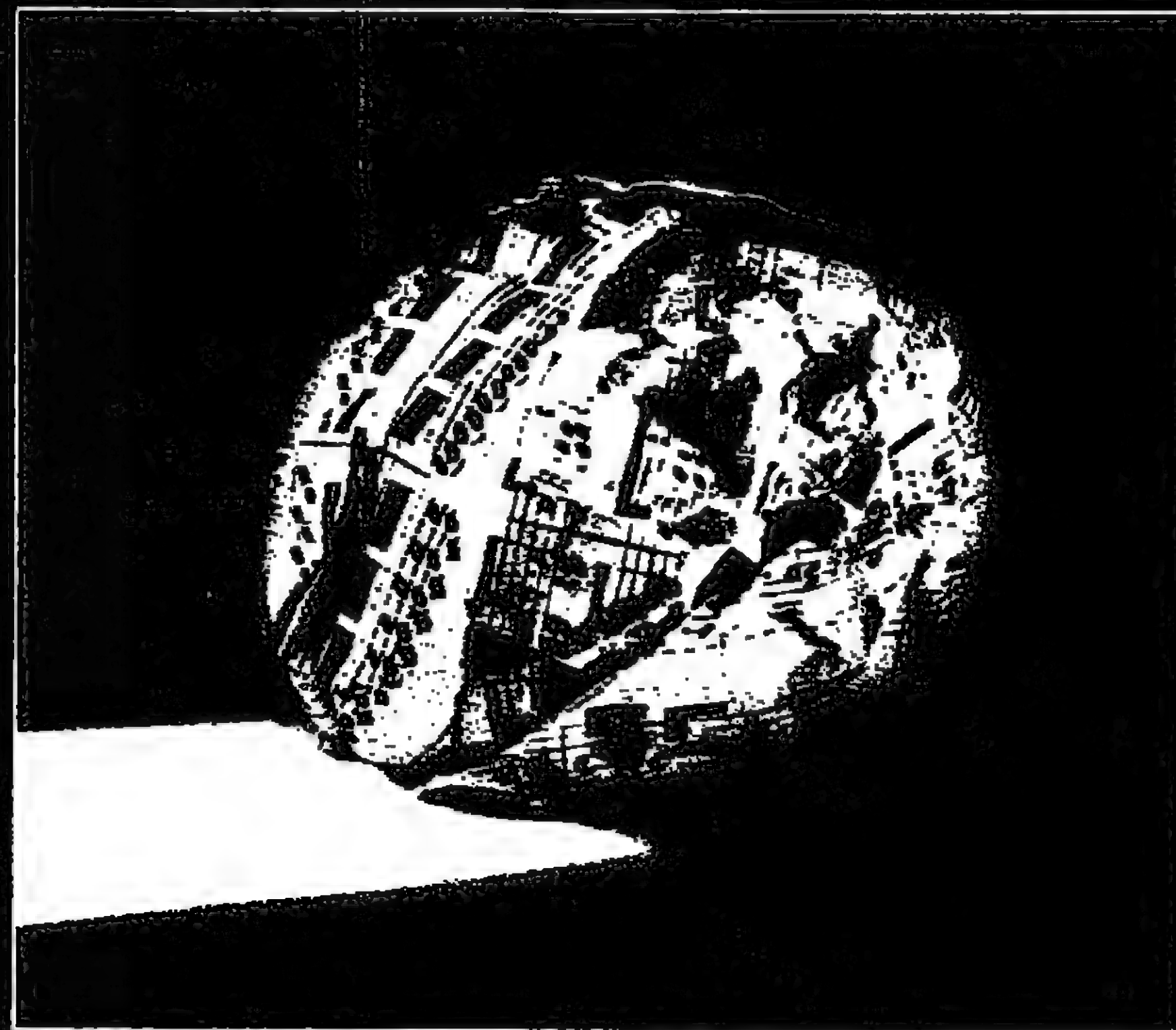
CONCERTO POUR PIANO
ET ORCHESTRE N°2
(1^{re} AUDITION EN FRANCE)

MIYOSHI

KYOMON POUR ORCHESTRE
ET CHOEUR D'ENFANTS
(1^{re} AUDITION EN FRANCE)

RENSEIGNEMENTS, LOCATION ET VENTE DES PLACES

RADIO FRANCE 42.30.23.08
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES 47.20.36.37
PARIS 42.33.43.00



LA FONDATION TOTAL POUR LA MUSIQUE
ET LE FESTIVAL D'AUTOMNE 1989
Cycle de créations

La commémoration du bicentenaire de la Révolution Française a fait peu de place aux commandes d'œuvres artistiques nouvelles. La Fondation Total pour la Musique a souhaité honorer l'acte de naissance d'une société renouvelée, par un geste qui souligne que l'avenir de notre culture est toujours, dans sa continuité et ses ruptures, en gestation.

Partageant cette approche avec le Festival d'Automne à Paris, la Fondation Total pour la Musique a décidé de s'associer à lui dans un important programme de commandes et de créations d'œuvres nouvelles, de quelques-uns des plus marquants parmi les compositeurs d'aujourd'hui : Pierre Boulez (*Explosante-Fixe*) Jean-Claude Eloy (*Rossini*), chants de libération pour deux voix solistes de femmes), Helmut Lachenmann (*Quatuor à cordes*), Philippe Manoury, et Marco Stroppa.

La Fondation donne ainsi une impulsion plus grande, mais aussi plus de visibilité à une politique déjà éprouvée en faveur de la musique contemporaine.



**Vous vous interrogez
sur votre avenir :**

Secrétariat d'État au Plan

X^e PLAN

1989-1992

LA FRANCE / L'EUROPE

Préface de
Michel Rocard

Des réponses précises sur :

- La croissance
- Le partage social
- L'éducation
- La recherche
- L'aménagement du territoire
- La protection sociale
- Le rôle de l'État.

**Le
LIVRE
de
POCHE**

Vient de paraître

CULTURE

VENTE

L'art contemporain à Drouot

La peinture et la sculpture modernes ont de nouveau la cote... mais les Français ne sont pas joueurs

Considérée financièrement comme peu sûre, la peinture européenne des trente-cinq dernières années est aujourd'hui en passe de combler son retard à Paris comme à Londres. La vente de Sotheby's en juin dans la capitale britannique l'a confirmé : le produit total s'est élevé à plus de 104 millions de francs, un record pour une vente de ce genre en Europe avec seulement 4,7 % d'augmentation. Fait nouveau, les Japonais s'y sont intéressés.

A Paris, à l'occasion de la Foire Internationale d'art contemporain, les ventes aux enchères d'œuvres contemporaines vont se multiplier à Drouot. M^{re} Charbonneau présente surtout des œuvres de peintres confirmés tandis que M^{re} Bristel a judicieusement réparti sa vente entre « classiques » et valeurs montantes. L'étude Hoebeux et Contrier, sous l'égide de Paris Auction, continue de défendre la jeune sculpture même si, de l'avis de l'expert Roberto Fieschi, « nous sommes obligés de nous orienter vers des ventes plus classiques par

obligation et non par goût, car il faut pouvoir entrer dans ses frais ».

Les toiles froissées de Simon Hamat et les œuvres de l'italien Valerio Adami s'arrachent presque aussi cher en galerie qu'aux enchères. Les laïcs pour compte des années 50 retrouvent la faveur d'un public laissé K.O. par les prix d'un Atlan, ou d'un Sonlages. Même Mathieu voit sa cote s'emballer. Il y a dix ans, un format moyen ne dépassait guère les 40 000 francs. Aujourd'hui ses prix ont été multipliés par cinq. Les compositions de Roger Bisière qui valaient aux alentours de 10 000 francs en 1979, se négocient autour de 200 000 francs, voire 500 000 francs !

Les œuvres de Beuys, star de l'art conceptuel allemand, s'arrachent à Londres comme à Paris ou à New-York. En juin à Londres, Christie's lui a entièrement consacré une vente. 80 % des lots ont trouvé preneurs. Les Japonais ont

acheté la célèbre photo en couleur Kunst = Kapital où Beuys posait devant le squelette d'un dinosaure (plus de 352 000 francs). Il y a un an, Marie-Hélène Grinfeder, expert à Drouot en art contemporain, avait toutes les peines du monde à convaincre des collectionneurs français à acquérir une de ces œuvres pour 1 000 francs ! « A l'inverse des Allemands, des Belges ou des Américains, l'acheteur français n'est pas joueur », explique-t-elle. « Il attend que l'artiste soit reconnu pour commencer à spéculer ».

Pourtant, le marché parisien peut receler quelques surprises. La peinture américaine contemporaine, inabordable aux États-Unis, est encore sous-cotée à Paris. Les sculptures de Louise Nevelson ou les toiles de Julian Schnabel, star, il est vrai déclinant, de la jeune peinture américaine, ne rencontrent que très peu d'intérêt de ce côté-ci de l'Atlantique. Pour le plus grand bonheur d'une poignée de marchands américains, qui y voient

l'occasion de faire de belles affaires. L'un d'eux en a fait récemment l'expérience en achetant une toile de Larry Rivers pour 660 000 francs dans une vente aux enchères à Paris. Ce tableau devrait se négocier aux États-Unis aux alentours des 880 000 francs.

ALICE SÉDAR

► Ventes : M^{re} Charbonneau, le 7 octobre à Drouot-Montaigne, à 20 h 30 ; M^{re} Loudmer, le 8 octobre, à Drouot-Richelieu à 11 heures et à 14 heures ; M^{re} Rogeon, le 8 octobre à Drouot-Richelieu, à 14 h 30 ; M^{re} Bristel, le 9 octobre à Drouot-Montaigne, à 21 heures ; Paris Auction (sculptures) à Drouot-Richelieu, à 14 h 30 ; M^{re} Chayette-Carmet, le 11 octobre à Drouot-Richelieu, à 14 h 30 ; M^{re} Cornette de Saint-Cyr, le 11 octobre à Drouot-Montaigne, à 20 heures ; M^{re} Perrin Royere Lajeunesse, 22 octobre à Versailles.

ARTS

Henri Goetz, alchimiste de la gravure

*Inventeur d'une nouvelle technique de gravure
il est aussi un alchimiste de la couleur*

Tout s'annonçait sous les meilleurs auspices pour fêter, le 29 septembre, les quatre-vingts ans d'Henri Goetz. L'artiste avait même contribué à la préparation de la triple exposition prévue dans trois galeries, voire à l'illustration d'une monographie monumentale (1), lorsqu'il a brutalement devancé l'appel.

On pourra se demander pourquoi ces manifestations, désormais hommages funèbres, sont, pour au moins les deux tiers, consacrées au Goetz graveur, alors que, dans sa production, ne transparaît nul hiatus formel entre ses huiles, ses pastels, ses dessins et ses estampes, de la même venue, des mêmes fournées. L'œuvre gravée est, il est vrai, d'une richesse folle. Et d'autres raisons militent en faveur de cette relative préférence, surtout celle de l'invention par Henri Goetz de la gravure au carborundum, ce puissant abrasif fixé sur la surface de la planche et permettant de sublimer la composition en relief à la composition traditionnelle en creux.

Mais Goetz n'est pas seulement le père du procédé, qui dorénavant porte son nom, initié par son épouse Christine Boumeester à tous les secrets de l'estampe, il aimait aussi se colletter avec les exigences de la pointe sèche, du burin, de l'eau-forte, de l'aquatinte. Au vu des fruits de tant d'expériences, on ne leur cherchera plus d'autres raisons d'être que celles, d'ordre expressif, qui ont poussé cet alchi-

miste à mettre tout son savoir et tout son savoir-faire au service d'un *peintre-graveur* à part entière, à rivaliser avec l'éclat de ses toiles, à venir ses estampes, ses « multiples », de tons incantés, adoucis, plus subtils, plus veloutés, plus suaves que ceux mêmes de son favori, le pastel.

Il n'a poursuivi en effet ses travaux d'inventeur que pour les utiliser en faveur d'une inspiration plus inventive encore dans sa gestation de formes et de couleurs, avec le refus de toute virtuosité. Qu'on en juge devant les œuvres exposées, qui mettent au jour un monde grouillant d'objets insolites non identifiables, d'une inépuisable diversité, baigné d'une lumière infuse.

Héritage d'un passé surréaliste (ou apparenté), cette « cosmologie intérieure » en gravitation perpétuelle, cet univers parallèle conçu et réalisé au contact de la vie, fait coexister les formes rigides, les arêtes coupantes, les pointes acérées et les formes molles, l'arsenal

► Galerie AA, 39, avenue Junot (entrée 2, rue Juste-Métivier), jusqu'au 14 octobre.

Galerie L'Œil dense, 4, Rue Campagne-Première, jusqu'au 11 octobre.

Galerie Artuel, 31, Rue Guénégaud, jusqu'au 21 octobre.

(1) « Goetz », par Jean-Pierre Gessy, 208 pages. Éditions du Cercle d'Art.

► Vente pour Nîmes. — Le 8 octobre prochain à 20 h se tiendra, au palais de Tokyo, une vente aux enchères au profit de la ville de Nîmes, victime de graves inondations il y a juste un an. A l'initiative d'Adrien Maeght, et avec le concours de Robert Delpire, directeur du Centre national de la photographie, de nombreux artistes se sont mobilisés.

Les fonds recueillis serviront à la reconstruction de l'Ecole Marguerite-Long.

► Expositions : du 4 au 6 octobre à Paris, de 17 heures à 19 heures et du 7 et 8 octobre, de 10 h 30 à 17 heures au palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, 75016.

HORACE

DE PIERRE CORNILLE
PRÉCÉDÉ DE
HORACE DE WEINER MÜLLER
MISE EN SCÈNE, BRIGITTE JACQUES

CO-PRODUCTION
THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT
COMPAGNIE PANDORA

LOCATION / RENSEIGNEMENTS
47.27.81.15
SALLE GEMIER
DU 4 OCTOBRE
AU 11 NOVEMBRE
1989

THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT

RESERVEZ
VOS PLACES

THEATRE

LA MORT DE DANTON
GEORG BUCHNER
KLAUS MICHAEL GRUBER
THEATRE DES AMBASSADES
10 OCTOBRE

DIE AFFÄRE RUE DE LOURCINE
EUGÈNE IANIGRO
KLAUS MICHAEL GRUBER
SCHLAUBACH / LAPOSTOLLE
10 OCTOBRE

LE CHEMIN SOLITAIRE
ARTHUR SCHNITZER
LUC BONDY
THEATRE DES AMBASSADES
10 OCTOBRE

POUR QUI HABITEZ LE TEMPS
VALERE NOVARINA
THEATRE DE LA BASILLE
10 OCTOBRE

DIE MARQUISE VON O
HANS JÜRGEN SYBBERG
SCHLAUBACH / LAPOSTOLLE
10 OCTOBRE

DANCE

TANCO ARGENTINO
LUCIA SELVIA - HECTOR OREZZOLI
THEATRE ANCIEN
10 OCTOBRE

BOLIGAS DUM AND DANCERS
THEATRE ANCIEN
10 OCTOBRE

MUSIQUE

PIERRE BOULEZ
THEATRE DU CHATELET
10 OCTOBRE

42.96.96.94
LOCATION / RENSEIGNEMENTS - PREC - PAR CORRESPONDANCE
AD - VERMOREL / 10, RUE DE RIVOLI PARIS 1^{er}

COMMUNICATION

L'adoption de l'Eurêka audiovisuel

L'ensemble des pays européens décident de soutenir leur production d'images

Eurêka Audiovisuel est né, mardi 2 octobre, lancé solennellement à Paris par vingt-six pays européens décidés à doter le vieux continent d'une stratégie offensive dans la bataille mondiale des images. Une déclaration commune signée le même jour par les ministres compétents et le président de la Commission de Bruxelles lui a donné l'indispensable onction politique, tandis que trois cents professionnels en jetaient les bases concrètes. L'aboutissement attendu des premières Assises européennes de l'audiovisuel.

Aux trois cents experts rassemblés, samedi 30 septembre, pour la séance inaugurale, le président François Mitterrand avait lancé un défi : « Je fais l'inventaire des problèmes. A vous de trouver des solutions. Vous êtes là pour cela. » Alors se sont ouverts les débats. Débats arides, techniques, difficiles, consacrés aux « structures du marché », aux « instances de régulation », aux « technologies avancées » ; débats passionnés aussi, houleux parfois, à la limite de l'invective.

Les points de vue les plus opposés se sont affrontés, aiguillés par les rivalités nationales, compliqués par les problèmes linguistiques, sous-tendus par les intérêts corporatistes et les enjeux financiers. Quelle tournure pouvait donc prendre la synthèse de ces travaux.

prévue pour la cérémonie de clôture ?

En jouant sur la fibre européenne, une touche d'anti-américanisme et l'attachement au patrimoine linguistique et culturel, la politique a repris ses droits. Tranchant avec l'image libérale de la Commission de Bruxelles, M. Jacques Delors, son président, a pris fermement position : contre l'abandon de l'audiovisuel aux seules lois du marché. « La culture n'est pas une marchandise comme les autres. (...) La politique de l'audiovisuel doit être traitée comme un problème de société. (...) Il n'y aura pas de protection du marché européen, mais pas davantage de laissez-faire. Je dis aux États-Unis : Arrêtez-vous le droit d'écouter, de percevoir nos traditions ? Certes. Il n'y a pas une, mais plusieurs identités européennes, mais chacun de nos pays doit pouvoir défendre sa culture. Qu'au moins, on nous laisse le temps de la faire. » Et d'annoncer son intention de proposer, lors du prochain conseil européen de Strasbourg en décembre, le vote d'une enveloppe de 250 millions d'écus (1,7 milliard de francs) sur cinq ans pour soutenir une stratégie audiovisuelle européenne.

La salle, qui venait d'accueillir avec une certaine réserve le discours industriel des rapports des trois groupes de travail, applaudit. Le cinéaste Étienne Scola allait le séduire plus encore avec ses appels lyriques pour la défense de la création, son souhait — irréaliste — d'un ministère de la culture européenne et son feu vert inattendu pour la directive « Télévision sans frontières ».

Qui peut l'oublier, cette directive — à l'origine au printemps dernier — dont l'ombre a hanté les assises et qui suscite mille rumeurs ? Passera, passera pas ? Les pronostics, mendiés, étaient bien incertains et variaient selon les interlocuteurs.

Les plus optimistes parlaient sur le retour en grâce d'un texte-compromis. Les pessimistes, eux, croient savoir que le président Bush a personnellement écrit à M. Thatcher pour que les Britanniques torpillent le texte ; et murmurent que les Portugais vacillent à leur tour, séduits par une offre opportuniste d'investissements américains.

Favoriser la coopération

Ce vote, auquel le conseil des ministres européens devait procéder le 3 octobre, M. Roland Dumas l'a évoqué à son tour. Visiblement satisfait du ton pris par la cérémonie de clôture et heureux que « les acteurs de l'audiovisuel européen aient fait revenir la balle dans leur camp », le ministre a assuré que la France consacrerait 100 millions de francs par an au financement d'Eurêka audiovisuel. Sans prétendre faire la liste de toutes les initiatives conçues par les groupes de travail, M. Dumas en a cité deux ou trois : les accords cinéma-télévision, le renforcement des ententes entre chaînes publiques, les projets de télévisions européennes thématiques (Euronews, Musica), les rapprochements entre

les écoles spécialisées ; enfin, la création d'un Observatoire européen de l'audiovisuel, capable de collecter les informations et statistiques existantes pour favoriser la coopération entre les professionnels des différents pays.

La structure Eurêka ? C'est elle qui veillera au suivi des différents projets, animée par un secrétariat permanent et formée par un comité de coordinateurs issus de chaque pays. Des Douze, bien sûr ; et des autres adhérents du Conseil de l'Europe, rejoints par la Hongrie, la Pologne et l'Union soviétique.

ANNICK COJEAN
et PIERRE-ANGEL GAY

La déclaration commune du 2 octobre

Les objectifs d'Eurêka audiovisuel sont d'encourager :

« L'émergence d'un marché audiovisuel plus transparent et dynamique à l'échelle européenne ;

« Le lancement d'actions et de projets concrets de coopération intéressant l'avenir de l'industrie audiovisuelle européenne de programmes, y compris sous ses aspects technologiques, avec pour objectif de renforcer la capacité de création et de production des entreprises européennes et de promouvoir leur compétitivité ;

« La distribution la plus large des programmes européens, la multiplication des échanges intra-européens et l'accroissement de la place de l'Europe sur le marché mondial ;

« Le développement et le rayonnement le plus grand de la production des pays à aire géographique ou linguistique restreinte en Europe ;

« La promotion des technologies européennes, notamment la TVHD, pour la production et la diffusion des films et programmes audiovisuels ;

Est créé : « Un Comité des coordinateurs Eurêka audiovisuel, composé des représentants des gouvernements des États participants et de la Commission des Communautés européennes ;

« Il lui appartient de proposer, en tant que de besoin, la convocation de conférences ministérielles en vue d'adopter de nouvelles orientations ou mesures susceptibles de promouvoir Eurêka Audiovisuel. »

Face aux sirènes américaines et japonaises

par Jean-François Lacan

La Communauté européenne a ouvert ses guichets pour répondre au grand défi audiovisuel. 1,7 milliard de francs seront distribués aux cinq ans à l'ensemble des pays qui, au-delà des Douze, adhèrent à Eurêka et veulent renforcer leur production. C'est moins, sans doute, que les 7 milliards souhaités par M. François Mitterrand mais déjà quatre fois plus que l'actuel programme Media 92. La somme n'est pas négligeable, surtout si s'y ajoutent d'éventuelles contributions nationales. Elle devrait permettre au Vieux Continent de défendre ses images et ses cultures face à l'hégémonie américaine et à la nouvelle offensive japonaise dans les médias.

Mais l'accès aux guichets ne se fera pas sans conditions. L'Europe audiovisuelle est un tout. M. Jacques Delors l'a fermement rappelé le 2 octobre à Paris : l'aide à la production ne se conçoit pas sans le soutien aux normes européennes de la télévision haute définition et l'adoption des règles communes de la directive.

L'avertissement du président de la Commission de Bruxelles s'adresse à tous ceux qui seraient tentés de se laisser séduire par les sirènes américaines et refuseraient leur soutien aux efforts des industriels européens sur un marché de la haute définition évalué à plus de 70 milliards de francs par an.

Mais il s'agit surtout d'un pressant appel à l'unité autour de la

directive « télévision sans frontières » qui suit son ultime examen de passage le mardi 3 octobre à Luxembourg. Gouvernement et groupes de communication américains multiplient leurs pressions pour que les Européens ne se dotent pas de règles communes protégeant leur marché. La promesse d'une alliance privilégiée avec Hollywood peut faire des ravages dans les rangs des Douze. Il suffit de quelques défections pour que la troisième pierre de la construction audiovisuelle européenne s'effondre compromettant largement l'ensemble du projet. Après deux ans de rêves, de débats et de polémiques, les Douze sont aujourd'hui au pied du mur.

En butte à un procès intenté par Salman Rushdie

L'existence de « Passages » menacée

Le mensuel *Passages* est assigné en justice le 4 octobre par l'auteur des *Versets sataniques*, Salman Rushdie, et par son éditeur français, Christian Bourgois. Ce procès a pour origine la publication en juillet dernier par *Passages* d'extraits des *Versets*, illustrés de manière scatologique par le dessinateur Willem.

A la suite de plaintes déposées par Christian Bourgois, qui n'avait pas délivré d'autorisation de publication d'extraits d'un livre qui était alors sur le point d'être mis en vente, et de plaintes déposées par Salman Rushdie, « profondément choqué par les dessins de Willem » selon les termes de son avocat, M. Jean-Claude Zyberstein, *Passages* avait retiré des kiosques les exemplaires qui s'y trouvaient encore et en avait fait enlever les pages incriminées (le *Monde* du 31 juillet). Il avait aussi fait retirer trois mille affichettes publicitaires. Le bilan de cette opération a coûté 250 000 F au mensuel.

Le magazine avait fait constater par huisserie que le retrait des pages mises en cause avait bien été réalisé. Et à la suite de discussions entre Christian Bourgois et Alain Touraine, président des lecteurs de *Passages*, ainsi que de la publication d'articles reconnaissant l'erreur commise, le mensuel pensait en rester là. Une assignation à jour fixe courait cependant toujours.

Le 4 octobre, l'éditeur des *Versets* demandera un franc symbolique à *Passages*. Salman Rushdie quant à lui réclamera 150 000 F de dommages et intérêts ainsi que la publication du jugement dans cinq titres, ce qui représenterait une charge de 100 000 F pour le jour-

nal, à laquelle s'ajoutent 25 000 F de frais.

Pour Emile Mallet, directeur du mensuel, « ce nouveau procès menace l'existence de *Passages* ». « Nous avons reconnu une erreur, le livre n'est pas vendu et aucune association musulmane ne nous a infligé de procès », plaide Emile Mallet. Il estime que, au-delà de la plainte de Salman Rushdie, « ce que l'on veut faire disparaître c'est la liberté de ton de *Passages* ». « Mensuel lancé fin 1987 et vendu à quarante mille exemplaires, désireux de « fêter un regard juif sur l'actualité », *Passages* a toujours adopté une position libérale qui, selon Emile Mallet, « heurte l'establishment juif et non juif ».

Un dialogue s'est engagé entre l'avocat de Salman Rushdie et de Christian Bourgois et celui de *Passages* qui pourrait déboucher le jour du jugement sur une solution à l'amiable.

Y. M. L.

Une journée « Presse-Europe » le 6 octobre à Paris. — Un colloque sur l'avenir de la presse et sur les conditions de développement d'un marché européen de la communication se tiendra le vendredi 6 octobre à Paris et permettra de nombreuses rencontres, entre éditeurs et représentants de l'administration française et de la CEE. Plusieurs thèmes seront discutés en ateliers parmi lesquels : le développement des groupes internationaux de la presse et les règles de concentration ; « le statut des journalistes » ; « la construction d'un espace postal européen » ; « les enjeux européens de la publicité » ; « l'impact des nouvelles techniques sur le fonctionnement des

Pierre Bouteiller nommé directeur des programmes de France-Inter

Un journaliste subjectif

Le journaliste et producteur Pierre Bouteiller, cinquante-quatre ans, a été nommé directeur des programmes de France-Inter par le PDG de Radio-France, M. Jean Mahieu.

Tôt ou tard, il devait y arriver. Pierre Bouteiller a tout du baroudeur des ondes avec le sens (le goût ?) des responsabilités en plus.

Radio-France (après Europe 1 où il travailla de 1958 à 1969), Bouteiller connaît bien. Les conseils tout d'abord, que pendant douze ans, de 1970 à 1982, il arpentait assidûment pour présenter quotidiennement son magazine si réputé pour son impertinence et sa curiosité. Les placards aussi, où de 1982 à 1988 il paie justement cette impertinence caractéristique. Bon-

estrueries de presse... Cette manifestation à laquelle participera M. Catherine Tasca, ministre déléguée chargée de la communication, est organisée à l'initiative du Syndicat de la presse parisienne, sous l'égide de la Fédération nationale de la presse française. Tél. : 46-24-98-30 (organisation), 40-71-05-40.
■ Aventure FM devient Maxximum. — Après un temps d'hésitation, de nombreuses études et tests de nom, RTL a décidé de rebaptiser la station FM acquise cette année et tête de pont d'un réseau en cours de constitution. Aventure FM (105,9 MHz à Paris) devient donc Maxximum (avec deux x).

che coasse (fini les billets d'humour), on le retrouve relégué à la fin de semaine, hebdomadairement toujours, pour un magazine (au budget réduit) et sur France-Musique. Il succède ainsi en 1982 à François-Régis Bastide au « Masque et la Plume » où il imprime sa marque.

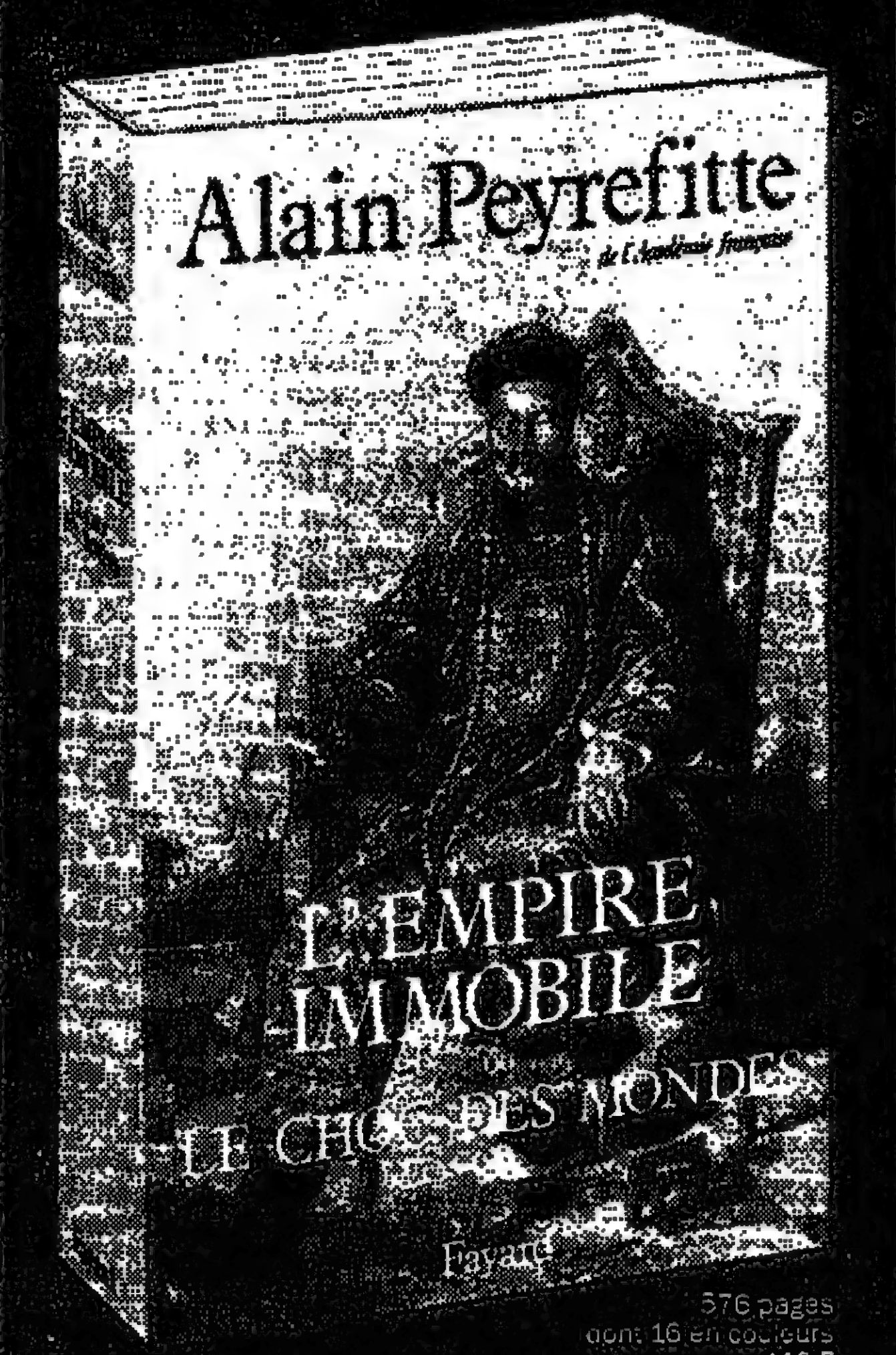
En 1981-1982, période délicate, ment tourmentée, on le retrouve à la direction des variétés de TF 1. Il boucle les règles établies, fait tout haut ce que tout le monde dit tout bas : il supprime par exemple les sacro-saints concours de l'Eurovision, déplace les barons du samedi soir (les Carpentier à l'époque), fait revenir Jean-Christophe Averty, même une politique de coproduction active « au service du public », loin « des intérêts mercantiles ». L'expérience ne dura qu'un an, écourtée par Hervé Bourges. En 1988, Bouteiller retrouve son magazine radio quotidien et, depuis 1987, il anime également « Club 6 », sur M 6.

Le style, la griffe de Pierre Bouteiller c'est avant tout l'éclectisme culturel. Aux traditions rubriques théâtre, cinéma, littérature, il ajoute volontiers celle de la mode, de la table et, plus récemment encore, celle des coulisses de la politique. Toujours en marge de la stratification audiovisuelle, il se définit comme « journaliste subjectif ». Un Dico Quichotte face à ce qu'il mettait à jour dans « les Voix de la France » (1) : le « règne de l'insupportable ».

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) Un livre écrit avec Alain Seday.

Une fabuleuse sonime, un livre-clef, un tour de force.
Pierre-Jean REMY, *Le Monde*.



Moi, j'ai trouvé ce livre vraiment extraordinaire. Cela m'a appris mille choses... Je rêve d'un film fait à partir de votre livre.
Bernard PIVOT, *Apostrophes*

Exceptionnel... splendide.
Jean-Robert ARMOGATHE, *La Croix*

Superbe! Extraordinaire!... Fantastique... Inouï.
Lucien BODARD, *Le Point*

M'a ébloui.
Pierre-André BOUTANG, *Océaniques, FR3*

De cet ouvrage dense, passionnant et précieux, le lecteur sort éberlué.
Hélène CARRERE d'ENCAUSSE, *Le Figaro Littéraire*

Une main de maître. On reste stupéfait.
Jean CAU, *Paris-Match*

La réussite est totale. Ce qui est vraiment sans pareil, c'est marier à ce point la science et l'art de conter.
Pierre CHAUNU, *France Catholique*

Extraordinaire histoire, d'un bout à l'autre passionnante.
Jean-Pierre ELKABACH, *Europe 1*

Voilà le livre le plus fort sur le Bicentenaire : celui de la liberté en acte, de l'énergie créatrice de l'Occident.
FAVILLA, *Les Echos*

Peyrefitte choisit l'altitude... La théorie impressionne.
Philippe FRANCHINI, *L'Express*

Ces pages, aussi denses que lumineuses, émerveillent.
Marcel JULLIAN, *Le Parisien*

Scintillant d'anecdotes... Fascinante plongée... Eblouissantes variations.
Jean LACOUTURE, *Le Nouvel Observateur*

Une prodigieuse aventure... Un immense talent.
Jean d'ORMESSON, *La Revue*

Un extraordinaire coup de projecteur sur une merveilleuse et surprenante histoire.

Georges SUFFERT, *Le Figaro Magazine*

FAYARD

SOCIÉTÉ

Le conflit des personnels pénitentiaires

La laborieuse recherche d'une issue honorable

Ainsi qu'aucune amorce de dialogue ne semble près de s'établir entre les personnels pénitentiaires et le ministère de la justice, soixante-six établissements étaient touchés par le mouvement de protestation (contre vingt-deux la veille). Dans quinze prisons, les forces de l'ordre et l'armée ont été requises. Le mouvement a gagné Bastia, Ajaccio, Perpignan et Mende et s'est aggravé aux Baumettes où une soixantaine de surveillants ont déposé les clés. On souligne, au ministère de la justice, que sur 206 révocations envoyées, 57 agents ont repris le travail après avoir utilisé le délai de réflexion de 12 heures qui leur était accordé.

« En sortir le plus vite possible » : dans un bel ensemble, tout le monde est d'accord. Le ministère de la justice, drapé dans une fermeté qui lui pèse, les syndicats, qui aimeraient bien mettre un terme à un conflit explosif — on ne peut jamais exclure un incident grave lorsque la tension est aussi vive en prison — les surveillants qui ont déposé les clés et tournent autour de leur boîte aux lettres en attendant leur révocation, ceux qui travaillent normalement et se font traiter de « jaunes » par leurs collègues, et les détenus qui ne s'habituent pas toujours au rythme « newlook » de la vie carcérale imposée par la plus grave crise qu'aient connue les prisons depuis 1957.

En sortir, mais comment ? La fièvre contestataire ne s'est pas calmée : 66 prisons sur 180 sont touchées. Dans 15 d'entre elles, ce sont les forces de l'ordre qui ont pris la place des surveillants. A une dizaine de reprises, dans les dernières vingt-quatre heures, la police ou les gendarmes mobiles

ont dû intervenir pour rétablir l'ordre.

Les révocations continuent de pleuvoir, et les congés de maladie de complaisance se multiplient. Dans un bruit de bottes, l'armée, les CRS et les gendarmes, souvent sous les quolibets, ont pris la place des surveillants. Le GIPN (groupe d'intervention de la police nationale) a même dû intervenir à Douai pour débouquer la porte de la prison, souillée dans la nuit par des surveillants. L'un d'eux s'était enchaîné aux grilles. Les policiers ont utilisé l'échelle des pompiers pour entrer dans la prison. Au cri de « Libérez le milliard », des détenus de Strasbourg se sont emparés des CRS et ne sont remontés dans leurs cellules que pour fuir les gaz lacrymogènes. A Marseille, un syndicaliste de FO et un gradé se seraient battus à coups de combiné téléphonique.

Dans le même temps, place Vendôme, les structures de crise une fois mises sur pied, on continue de marteler que « l'on est ouvert au dialogue sans préalable ». En

signe de bonne volonté, M. Pierre Arpaillange a reçu lui-même, le 2 octobre en fin de matinée, une vingtaine de gradés de Fresnes. Courtois comme à son habitude, le ministre de la justice a dû être si conciliant que les gradés sont sortis en affirmant que le ministre était prêt à lever les révocations. La nouvelle a couru tous les établissements pénitentiaires, dopant les énergies. Mais il y avait malentendu : et l'on ne saura jamais si M. Arpaillange s'est mal exprimé ou si les gradés ont seulement entendu ce qu'ils voulaient bien entendre. Mais le mal était fait. Un nouveau « contact » entre le ministre et les fonctionnaires.

« Comme un poisson dans un champ de blé »

A Matignon, même si l'on est plus préoccupé du conflit des impôts, on regarde cette nouvelle crise d'un mauvais œil : comment le sursis d'écrou des surveillants, en l'absence de la police, lorsqu'ils s'engagent dans une révolte aux allures de mutinerie et

se débrouillent pour faire faire leur travail... par des policiers ?

La gestion de cette crise, que l'on a laissée au ministre de la justice, y est considérée comme l'exemple parfait de ce qu'il ne fallait pas faire : monter la barre si haut que l'on ne peut revenir en arrière sans bafouer l'autorité de l'Etat. Mais les syndicats, eux aussi, sont « coincés ». M. Jacques Vialettes, secrétaire général de FO, a beau écrire au ministre pour lui demander de mettre fin à son détachement syndical et de le révoquer lui aussi, il ne peut se réjouir — alors qu'il est, lui, épargné — de voir ses « petits gars », comme il dit, se retrouver par centaines au chômage. M. Désiré Deransy, le représentant de la CGT, a beau dire que les surveillants « ont une pêche terrible » et que « le rapport de forces n'a jamais été aussi bon », lui qui était hostile au blocus des parloirs, à la prise d'otages des détenus, est bien obligé de « couvrir » l'attitude de ses troupes sur le terrain : par exemple à l'hôpital des prisons de Fresnes, bastion de

la CGT, où le piquet de grève fait la loi, en refusant les admissions...

Alors, en sortir, mais comment ? Selon le joli mot du directeur d'un important établissement de la région parisienne, aujourd'hui, dans cet « état de crise », jamais vu, en prison « on est comme un poisson dans un champ de blé ». Et l'on s'installe dans l'invraisemblable. Dans cette prison, l'encadrement a pris le soin de donner une « formation accélérée » aux gendarmes mobiles. La situation a été expliquée aux détenus et à leurs familles, qui n'ont pas rechigné.

Dans quelques jours, les forces de l'ordre seront rodées et remplaceront les surveillants : preuve imparable que si vraiment ceux-ci vont trop loin, on pourra se passer d'eux. Le temps qui s'écoule joue contre tout le monde : contre les surveillants, qui, avec les moyens qu'ils utilisent, ne parviennent pas à convaincre de la sincérité de leur détresse ; contre le ministre, qui, une nouvelle fois, s'enlise dans une crise — et c'est la troisième en un an — qu'il n'a pas su désamorcer.

AGATHE LOGEART

A la Santé par temps de crise

Ceux qui remplacent les surveillants « grévistes » assurent, avec difficulté, dans un calme précaire, le fonctionnement minimal de la prison.

Lundi 2 septembre, la nuit tombe sur la maison d'arrêt de la Santé, à Paris. Il est 19 h 30. Les 1 855 détenus sont désormais en cellule et plus rien ne bouge dans les deux quartiers de détention. Réunis dans le bureau du directeur de l'établissement M. Jean Macé, les directeurs et sous-directeurs qui se sont occupés des détenus toute la journée se laissent aller quelques instants. Soulagés. Malgré la désertion de plus d'une centaine de surveillants le matin même, la journée s'est, une nouvelle fois, déroulée sans incidents. Un véritable tour de force : sur les 201 agents qui devaient prendre le service lundi, à 7 heures, 42 seulement, se sont présentés devant les portes de la maison d'arrêt. A peine un quart des effectifs habituels.

Directeurs et sous-directeurs passent en revue les petites atrocités du jour : les consignes mal transmises, les phrases mal interprétées, les cohabitations difficiles. Tous sont épuisés : depuis les premiers dépôts de clés, le mercredi 27 septembre, ils ont travaillé quinze heures par jour sans s'accorder la moindre pause : arrivés à 6 heures, le matin, en compagnie des rares surveillants présents, pour « ouvrir » la détention une heure plus tard, ils ont organisé les promenades, distribué les repas, mis en place les parloirs du début de l'après-midi, surveillé les allées et venues, et « fermé » la détention, le soir, après les derniers mouvements. Sans compter ceux qui attendent les fourgons du Palais de justice, qui amènent, tous les soirs, après 20 heures, les nouveaux arrivants et les « extraits » de la maison d'arrêt. « Nous sommes fatigués, disent-ils simplement. Il faut s'occuper de la détention dans des conditions très difficiles, avec des gens qui n'ont pas l'habitude de travailler en prison. »

Les premiers « renforts » sont arrivés dès le déclenchement du mouvement, il y a maintenant cinq jours : 16 élèves sous-directeurs de la promotion en cours de formation à l'école nationale de l'administration pénitentiaire (ENAP), six directeurs et sous-directeurs venus de la Chénodière ou d'autres établissements, 15 militaires arrivés lundi matin et bien sûr, des CRS. Une et parfois deux compagnies veillent, depuis mercredi dernier, sur la « sécurité » de l'établissement.

Une mise en place à 7 heures, une relève à 13 heures : les CRS sont parfois plus de 200 derrière les murs de la maison d'arrêt.

Regroupés dans les couloirs des bâtiments de détention, ils ont gardé leurs uniformes bleu marine et leurs matrasques à portée de main. Les CRS ont refusé de se séparer de leurs armes : depuis leur arrivée à la Santé, ils accompagnent les mouvements des détenus avec leurs pistolets au ceinturon, ce qui leur interdit de circuler seuls dans les couloirs de la maison d'arrêt. Ils ne sont jamais moins de trois. La supériorité du système de surveillance mis en place depuis les premiers abandons de postes n'en est pas améliorée et le port de ces armes en fait frémir plus d'un.

Un air d'improvisation

CRS, élèves sous-directeurs, militaires : tous ces nouveaux venus dorment à la détention un curieux air d'improvisation. Beaucoup ont eu du mal à se repérer les premiers jours et les derniers arrivants se promènent encore dans les couloirs avec des mines de visiteurs. « En temps normal, les gens vont et viennent en détention mais ils savent ce qu'ils ont à faire et cela se voit, explique un sous-directeur. Maintenant, je crois tous les jours dans les couloirs des gens qui ont l'air de chercher leur chemin. » Les grilles sont, désormais, ouvertes par des sous-directrices de l'ENAP, vêtues de blouses blanches marquées d'un badge « Administration pénitentiaire » et des commissaires de police en civil circulent dans les bâtiments. Lorsqu'ils remontent de promenade, les détenus croisent parfois des militaires en tenue kaki chaussés de solides rangers : ce sont eux qui distribuent les médicaments dans les cellules en compagnie des infirmiers de la prison. Les uniformes, eux-mêmes, sont parfois trompeurs : les élèves sous-directeurs de l'ENAP enfilent la veste bleue des surveillants tous les matins avant de partir accomplir leur tâche dans les étages. « Il est difficile de garder ses anciens repères », conclut un sous-directeur. Il faut bien se dire qu'ils ne correspondent plus à grand-chose. »

Peu à peu, les tâches ont été réparties entre tous. Aux surveil-

lants présents les « grilles » et les « tables », les postes de surveillance du rez-de-chaussée. Aux CRS, la « présence dissuasive en détention ». Les quinze militaires arrivés lundi, dans la matinée, se sont chargés de la distribution des repas, de la saisie de données informatiques, et de l'organisation des « cantines » des détenus. Les élèves de l'ENAP, eux, remplacent les surveillants absents aux grilles et dans les étages en compagnie des directeurs et sous-directeurs. Quant au personnel socio-éducatif, il a été chargé, samedi dernier, d'aller chercher le courrier des détenus au centre des PTT de Paris-Brune. La maison d'arrêt « tient » grâce aux bonnes volontés : les surveillants non grévistes n'ont plus d'horaires et le directeur adjoint vient aider à fouiller les détenus avant et après les parloirs de l'après-midi.

Pourtant, ces derniers jours, « l'essentiel » a été préservé. « Nous faisons notre possible », explique le directeur, M. Jean Macé. Le fonctionnement se rapproche au maximum de la normale ». Les promenades sont parfois écourtées mais elles ont lieu tous les jours, le matin et l'après-midi. Le courrier a été distribué et surtout, les parloirs ont pu être maintenus. Samedi, les deux cents familles venues à la Santé ont toutes pu entrer et le système des rendez-vous téléphoniques suspendu ce week-end a été rétabli lundi dans la journée : quatre-vingt-cinq familles ont ainsi pu se rendre aux parloirs. Mais l'état d'urgence ne peut aller sans sacrifices : depuis le dépôt des clés, les douches sont rares et l'infirmerie ne répond qu'aux urgences et aux « cas lourds ». Les ateliers ont tous été interrompus et la maison d'arrêt n'offre plus d'activités socio-éducatives ou culturelles. Cellules, promenades, parloirs : les allées et venues sont désormais réduites au minimum.

L'ensemble « tient », mais l'édifice reste fragile. Comment exclure la fatigue et l'épuisement ? Comment demander aux rares surveillants qui prennent leur service de venir des journées et parfois des nuits entières sous les quolibets de leurs camarades, qui patientent à l'entrée de la Santé afin de déjouer les non-grévistes à coups de sifflets ? Tous sont à bout : les surveillants, qui travaillent souvent de sept heures du matin à sept heures du soir, les élèves

sous-directeurs de l'ENAP, qui auront une petite matinée pour se reposer mardi, mais aussi les directeurs et sous-directeurs qui vont devoir continuer à organiser les promenades et fouiller les détenus quinze heures par jour si le mouvement se poursuit. Dans les couloirs de la maison d'arrêt, la tension est parfois très vive : la moindre maladresse est source de conflit et tous savent qu'ils ne pourront tenir ainsi des semaines. Quant aux problèmes de sécurité, en particulier la nuit, ils rendent bon nombre de responsables fort inquiets.

Depuis l'envoi des cinquante-neuf premières lettres de révocation visant le personnel de la Santé, dix-neuf agents sont revenus travailler. Mais souvent, leur retour ne règle pas grand-chose : beaucoup continuent à protester à l'intérieur des murs de la prison en traînant volontairement les pieds. Ils sont à leur poste, c'est vrai, mais certains en profitent pour tenter de convaincre, une dernière fois, leurs collègues non grévistes de les rejoindre en déposant aux aussi les clés. La « reprise » quand elle a lieu se fait à reculs.

Les détenus, eux, n'ont pas bougé, ou presque. Tout juste une soirée de vacance entre les portes des cellules jeudi dernier, alors que les parloirs n'avaient pu être rétablis. Samedi, à l'approche des visites, la détention était à nouveau « tendue » mais la fièvre est retombée dès que les rencontres avec les familles ont pu avoir lieu. « Le calme est toutefois précaire », commente un sous-directeur. Nous sommes à la merci d'un incident. Un mot de trop, un geste vif, un refus mal accepté, et la détention pourrait brutalement s'enflammer. D'autant que la face-à-face détenus-CRS n'est guère rassurant. Même si l'administration veille à ce qu'il n'y ait jamais seuls face aux détenus. Les CRS sont pourtant là, à deux pas, tous les jours avec leur casque et leur matrasque au ceinturon. Comment se prémunir contre les incidents ? A la Santé, il est désormais des images étranges : depuis le dépôt des clés, il y a maintenant cinq jours, Philippe Bidard, qui est accusé d'avoir tué deux gendarmes et deux CRS, fait, tous les matins, sa promenade sous le regard de CRS armés postés le long des murs de la cour.

ANNE CHEMIN

Dans « le Quotidien de Paris »

M. Chalandon : « Les surveillants sont allés trop loin... »

M. Albin Chalandon, garde des sceaux du gouvernement de M. Jacques Chirac, a défendu, mardi 3 octobre dans le *Quotidien de Paris*, le programme de quinze mille places supplémentaires engagées alors qu'il dirigeait la chancellerie. Critiqué par le député socialiste, M. Gilbert Bonnemaison, qui voit dans ce programme l'une des sources du conflit actuel (le *Monde* du 3 octobre), M. Chalandon a estimé : « M. Pierre Arpaillange devrait se féliciter de mon action. » « J'ai enfin réglé un problème qui s'est aggravé au fil des décennies, a-t-il expliqué. J'avais affirmé, à l'époque, que l'état de nos prisons violait les droits de l'homme. Je le maintiens.

Mon projet des quinze mille places devait y remédier. »

M. Chalandon affirme qu'il percevait déjà, chez les surveillants, « un certain malaise » lorsqu'il était garde des sceaux. « J'avais des contacts fréquents avec les personnels pénitentiaires, souligne-t-il, et je pense que je leur avais donné le sentiment de les comprendre. Aujourd'hui, les gardiens doivent avoir l'impression que le gouvernement s'intéresse davantage aux détenus qu'à eux. C'est dommage. Cependant je trouve que les surveillants sont allés trop loin dans la manifestation de leur mécontentement en n'assurant plus un service minimum. Ils avaient certes d'autres moyens d'action. »

Les attentats racistes contre les foyers SONACOTRA

Le responsable d'un syndicat policier lié à l'extrême droite placé en garde à vue

Secrétaire général de la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP), l'inspecteur principal Serge Lecanu a été interpellé, lundi 2 octobre, dans le courant de l'après-midi, dans le cadre de l'enquête sur les attentats racistes commis, en mai et décembre 1988, contre deux foyers SONACOTRA à Cannes et à Cagnes-sur-Mer. Placé en garde à vue dans les locaux de la 6^e section de la direction centrale de la police judiciaire, à Paris, l'inspecteur Lecanu pourrait être rapidement déféré devant M. Jean-Pierre Muraux, juge d'instruction chargé, au tribunal de Grasse, du dossier SONACOTRA.

Quatorze personnes, toutes militantes d'extrême droite, sont déjà inculpées et, pour la plupart, écrouées, pour ces attentats (deux morts et treize blessés). M. Claude Cornilleau, président du Parti nationaliste français et européen (PNFE), groupuscule néo-nazi auquel appartiennent plusieurs des inculpés, a été écroué le 17 septembre dernier.

L'inspecteur Lecanu était recherché par le juge d'instruction depuis le 17 septembre, date à laquelle M. Muraux, après avoir ordonné une perquisition dans les locaux de la FPIP, avait délégué à son encontre une commission rogatoire afin de l'interroger sur ses liens avec le PNFE. Il semble que l'enquête ait permis d'établir que l'inspecteur Lecanu, membre proche du Front national, était, depuis plus d'un an, l'un des responsables du parti de M. Cornilleau. A ce titre, il aurait participé à plusieurs des séminaires organisés par le PNFE au château du Corvire, à Verson (Loir-et-Cher) (le *Monde* du 26 septembre). C'est d'après les enquêteurs, au cours de ces réunions qu'aurait été donné le conseil d'attribuer les attentats contre les foyers SONACOTRA à des organisations juives et sionistes. A Cagnes-sur-Mer, des tracts indiquant que « l'Islam périt par le sang versé d'Israël » et portant la

croix de David avaient effectivement été retrouvés après l'attentat revendiqué par un mystérieux « Groupe Massada ». Les enquêteurs n'avaient, à l'époque, accordé aucun crédit à cette revendication.

D'autres interpellations, notamment dans les milieux policiers proches de la FPIP, pourraient suivre celle de M. Lecanu.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Par arrêt contradictoire, rendu le 10 décembre 1988, devenu définitif, la cour d'appel d'ALIX-EN-PROVENCE, 2^e chambre, a déclaré MOROSINI Franco, né le 29-10-1924 à BUSTO ARSIZIO (Italie), demeurant 27, bd Albert-1^{er} à MONACO (Principauté), coupable d'avoir entre 1974 et 1979 commis le délit de NON RESPECT DES LOIS et REGLEMENTS concernant les relations financières à l'étranger, en vertu des art. 1, 2, 3 du décret du 24-11-1968 et 459 du code des douanes et l'a condamné à la peine de 18 mois d'emprisonnement, avec sursis et a ordonné la publication de l'arrêt dans *Nice-Matin* et le *Monde*. Pour extrait conforme.

Cour d'appel de Besançon, Chambre correctionnelle. — Par arrêt contradictoire du 9 juin 1988, pourvoi en cassation rejeté le 17 mai 1989, M. SAYAG Claude, né le 27 octobre 1930, demeurant 37, rue Traversière à Paris (12^e), a été condamné à 18 mois d'emprisonnement avec sursis — action domaniale : 269 229 F d'amende et 269 229 F pour tenir lieu de confiscation — Incapacité d'exercer les fonctions d'agent de change, d'être directeur des affaires de commerce, tribunaux de commerce et conseils de prud'hommes et à l'insertion dans les journaux : *Est-Républicain*, *Fays de France-Costé*, *le Progrès*, *le Monde* pour le délit de : INFRACTION à la législation et à la réglementation des relations financières avec l'étranger, en ne respectant pas les obligations de rapatriement de valeurs détenues à l'étranger, péna et réprimées par l'article 459 du Code des douanes. Pour extrait conforme LE GREFFIER EN CHEF.

Le Monde PUBLICITE LITTÉRAIRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

هذه امانة الامل

SOCIÉTÉ

JUSTICE

En marge de l'affaire Bruno Dassac

Un avocat proche de M^{me} Cons-Boutboul suspendu par le conseil de l'ordre

Le conseil de l'ordre du barreau de Paris a récemment suspendu un avocat, M^{me} Pierre Delphy, pour une durée de un an. La sanction a été prise dans la plus parfaite discrétion. M^{me} Delphy a fait aussitôt appel.

M^{me} Delphy n'est pas un tueur du barreau. Efficace et plaidant peu, il préfère rester dans l'ombre. Pourtant, un dossier judiciaire à multiples facettes, l'affaire Perrot-Boutboul, pourrait porter son nom sous les feux de l'actualité. M^{me} Delphy était, en effet, le défenseur de M^{me} Marie-Elisabeth Cons-Boutboul lorsque, en 1981, alors avocate et accusée d'escroqueries par les Missions étrangères de Paris, ses anciens clients, elle fut poursuivie devant le conseil de l'ordre et radiée. L'affaire, à l'époque, ne fit guère de bruit. Le parquet, pour des raisons mystérieuses, omit d'ouvrir une information pour escroquerie et le conseil de l'ordre s'abstint, lui, de faire la publicité de sa décision. Mais l'on devait repérer de M^{me} Delphy après le meurtre de Jacques Perrot, gendre de M^{me} Marie-Elisabeth Cons-Boutboul, le 27 décembre 1985.

Stagiaire auprès de M^{me} Delphy lors de ses débuts professionnels, dans les années 60, M^{me} Cons-Boutboul était devenue l'une de ses proches, s'installant dans le même cabinet que son ancien patron. C'est d'ailleurs là qu'elle travailla, pendant plus de dix ans, le dossier des Missions de Paris qui devait lui valoir sa radiation. Les relations entre les deux avocats auraient pu en rester là. Mais tous deux étaient déjà amis et le dementèrent.

Le soir de l'assassinat de Jacques Perrot, M^{me} Cons-Boutboul était en compagnie de sa fille Daria chez M^{me} Delphy. Raison pour laquelle le juge d'instruction en charge du dossier, M. Alain Verleone, interrogea les uns et les autres puis procéda à une perquisition dans le cabinet de l'avocat. Ce fut le début de ses ennuis actuels.

Alors que le magistrat, accompagné, pour la bonne règle, d'un membre du conseil de l'ordre, M^{me} Roger Dommit, perquisitionnait, le 11 février 1986, dans le cabinet de M^{me} Delphy, ce dernier tenta de camoufler un dossier. Le juge s'en aperçut et saisit les documents. Il s'agissait de relevés mensuels de comptes bancaires suisses au nom de M^{me} Cons-Boutboul et de sa fille Daria. A la stupeur du représentant du conseil de l'ordre, la suite de la perquisition devait révéler que le cabinet de M^{me} Delphy, en contradiction avec les règles déontologiques, était en fait le siège d'une société commerciale, l'Ascom, aux activités fort diversifiées. L'Ascom louait, achetait et vendait des véhicules automobiles, du matériel de génie civil et militaire, des pièces détachées pour machines agricoles ou engins de travaux publics. Elle se livrait aussi à des opérations de courtage national et international, notamment avec l'Algérie.

Conseil de discipline

Le 21 mars 1986, le conseil de l'ordre ouvrait une information disciplinaire à l'encontre de M^{me} Delphy. Neuf mois plus tard, en janvier 1987, un rapport concluait au renvoi de l'avocat devant le conseil de discipline qui se réunissait le 17 février 1987. Tout accusé a le droit de faire valoir les éléments qu'il juge utiles, pour sa défense et la règle veut encore plus lorsqu'il s'agit d'un avocat jugé par ses pairs. Ce jour-là, M^{me} Delphy demanda un sursis à statuer pour pouvoir présenter à ses juges de nouvelles pièces. Sursis accordé : le conseil de l'ordre, particulièrement scrupuleux, fit procéder à l'audition de nouveaux témoins et à l'examen détaillé de la comptabilité de M^{me} Delphy. Des vérifications qui durèrent deux bonnes années et qui permirent à l'avocat de continuer ses activités.

La décision de le suspendre vient finalement d'être prise plus de trois ans après le début des premières poursuites disciplinaires et l'appel qu'il a formé doit prolonger la procédure.

De son côté, M^{me} Cons-Boutboul, emprisonnée à la maison de Rouen et inculpée, depuis le 8 juin 1989, de complicité dans le meurtre de Bruno Dassac, truant retrouvé assassiné dans les eaux du port de

Havre le 5 mai 1988, se défend, elle aussi, pied à pied, opposant de fortes et constantes dénégations à tous les éléments avancés par les policiers chargés de l'enquête. Une pugnacité encore illustrée par un récent exemple : alors que les enquêteurs, outre la déposition formelle d'un proche témoin, possèdent plusieurs enregistrements des conversations téléphoniques qu'elle eut avec Bruno Dassac, il faudra deux mois au juge d'instruction du Havre, M. Michel Beaulier, pour que l'inculpée admette enfin avoir connu Bruno Dassac.

Chercher l'argent

Ne rien céder et jouer de toutes les ressources de la procédure. Marie-Elisabeth Cons-Boutboul, après un premier rejet, confirmé en appel, d'une demande de mise en liberté, a engagé aussitôt un pourvoi devant la Cour de cassation. Puis elle a entrepris une action en suspension légitime contre le juge instructeur, au motif que ce dernier aurait manqué d'éléments pour justifier son inculpation et sa mise en détention.

Dans le dossier de l'assassinat de Jacques Perrot, confié à M. Alain Verleone, juge d'instruction à Paris, M^{me} Cons-Boutboul n'est que témoin. Un témoin qui ignore, comme d'ailleurs Daria Boutboul, partie civile que pour cette raison le juge Verleone se garde de convoquer, ce que contiennent les procès-verbaux.

Les investigations des enquêteurs pourraient, dans cette affaire, se résumer en une formule : chercher l'argent. Depuis quatre ans, c'est en tout cas la seule méthode qui ait donné quelque résultat. Dernière découverte : un compte en Suisse ouvert au nom d'un ancien médaillé olympique, mais utilisé surtout par Marie-Elisabeth Cons-Boutboul. Marcel Rozier, champion olympique de saut d'obstacles à Montréal, en 1976, et titulaire d'un compte ouvert à la Allgemeine Bank Nederland de Genève, a assuré, à la sortie de son audition par les policiers du SRPJ de Rouen, que « les gens sont mal informés », mais les liens entre M^{me} Cons-Boutboul et lui demeurent.

Cette découverte est due à la perspicacité de la justice suisse qui a accepté d'en faire bénéficier le juge d'instruction français. Entre 1985 et 1989, Marie-Elisabeth Cons-Boutboul avait fait, sur son compte, une dizaine d'opérations d'un montant de près de 2 millions de francs français. Un citoyen suisse, ancien fondé de pouvoir à la banque Clariden de Genève, Michel Constantin, avait joué les intermédiaires. Sous le nom de code de Nitram, il avait fait plusieurs retraits et versements au bénéfice de l'ancienne avocate. Il semble bien que Marcel Rozier n'ait prêté son compte bancaire que par complaisance, pour permettre à une amie de continuer ses affaires. Particulièrement surveillé depuis le meurtre de son gendre, Marie-Elisabeth Cons-Boutboul, en effet, avait sollicité ses comptes bancaires qui risquaient d'être découverts par la police.

Le médaillé de Montréal n'a pu, en revanche, expliquer les motivations psychologiques qui l'ont poussé à faire confiance à une femme déjà convaincue d'escroquerie par ses pairs.

Fondé de pouvoir dans une banque genevoise privée, Michel Constantin n'avait, jusqu'en juillet dernier, jamais manqué de fidélité à Marie-Elisabeth Cons-Boutboul. Régulièrement, il lui apportait en France de l'argent frais, sans même que ses frais de voyage soient remboursés. Dès le lendemain du meurtre de Jacques Perrot, les enquêteurs, qui avaient découvert l'un des comptes de M^{me} Cons-Boutboul, avaient fait interroger Michel Constantin à Genève. A quatre reprises, ce dernier avait nié connaître l'ancienne avocate. Récemment une cinquième fois, après le meurtre de Bruno Dassac cette fois, il a finalement reconnu avoir versé, sur la demande de Marie-Elisabeth Cons-Boutboul, quelque 140 000 francs sur le compte de Bruno Dassac.

Michel Constantin qui est, depuis, inculpé de faux témoignage n'a pas fourni d'explication sur ce transfert de fonds.

GEORGES MARION

FAITS DIVERS

Huit jeunes gens interpellés dans l'Isère pour piratage informatique

« Le passage du jeu au vol »

Depuis le début de l'année, les gendarmes de Saint-Marcellin (Isère) ont interpellé huit jeunes âgés de dix-sept à vingt ans. Il leur est reproché d'avoir piraté plusieurs centaines de jeux informatiques. L'un d'eux a été inculpé de contrefaçon et placé sous contrôle judiciaire. Alors que le piratage bénéficie d'une certaine indulgence auprès du public, qui ne déteste pas voir des « petits génies » triompher des verrous industriels, cette affaire, dont le préjudice s'élève à plusieurs centaines de millions de francs, vient rappeler que l'on ne badine pas avec le droit d'auteur, même en matière de jeu.

LYON

de notre bureau régional

« Ils ne pensaient pas à mal ! » protestent les parents des jeunes pirates interpellés par l'unité de recherche de la gendarmerie de Saint-Marcellin. De toute façon, la copie de disquettes est courante : il suffit d'ouvrir la presse spécialisée pour découvrir des conseils de piratage. De fait, certains journaux n'hésitent pas à tirer « Crackes avec plus d'astuce ! » et à fournir des indications permettant de « débloquer » les protections posées sur les disquettes. Tous les lecteurs de ces revues savent que les

annonces proposant des échanges de logiciels sans préciser la mention « originaux » concernent des copies.

C'est « surtout pour s'amuser », estiment les enquêteurs, que Cyrille s'est livré à un piratage qui lui vaut, aujourd'hui, d'être inculpé de contrefaçon, importation et exportation d'ouvrages contrefaits, et d'en courir une peine allant de trois mois à deux ans de prison. Ce jeune homme, âgé de dix-neuf ans, élève « sans histoires », selon ses professeurs, en CAP d'imprimerie dans un lycée professionnel de Grenoble, est un passionné d'informatique. Il passait un certain nombre d'heures sur son ordinateur, à L'Albion, une bourgade de 350 habitants proche de Saint-Marcellin, où habitent ses parents.

Cyrille achetait des jeux coûtant entre 300 F et 4 000 F, faisait sauter leur protection, les dupliquait et les revendait au chiffrage de leur prix à d'autres « mordus » de l'informatique, presque tous équipés d'un ordinateur Atari 520-ST, au prix relativement modeste. Sept d'entre eux se trouvaient dans la région, en Isère et en Savoie. Mais les jeunes pirates ne se contentaient pas de copier : ils communiquaient surtout par l'intermédiaire de revues spécialisées.

La vente des disquettes dupliquées semble avoir fait bouillir de la neige : les enquêteurs ont retrouvé au domicile de Cyrille des correspondances

avec des Suisses, des Belges, des Allemands, des Danois ou des Suédois. Ce sont d'ailleurs des douaniers suisses qui, après avoir repéré un colis suspect, ont alerté la police française. Le paquet, expédié de Vinay, dans l'Isère, contenait 18 disquettes et une lettre portant l'adresse de « the CKD-international », nom du réseau animé par Cyrille. Par la suite, les enquêteurs ont retrouvé plusieurs centaines de disquettes piratées, mais ils pensent qu'il en auraient découvert bien plus s'ils avaient suivi toutes les ramifications du réseau.

Pas de génie dans la copie

Quatorze sociétés françaises de conception de jeux informatiques auraient fait les frais de l'opération, estiment les gendarmes de Saint-Marcellin. L'une d'elles, Infogrames, établie à Villeurbanne, a reconnu ses propres logiciels, bien que leur en-tête ait été modifié. Celui-ci était le plus souvent remplacé par la mention « CKD-international » et accompagné d'un message en anglais indiquant : « Le groupe des crackers CKD est fier de vous présenter le jeu Y. Jeu cracké par Z. Remerciements à N. pour la fourniture du programme original... »

Infogrames estime avoir subi un très lourd préjudice financier : les logiciels, dont le développement coûte environ 1 million de francs et demande un an de travail, étaient, en effet,

copiés dès leur lancement et vendus sur un marché parallèle. « Notre industrie risque de mourir du manque de protection », indique le PDG d'Infogrames, M. Christian Bonnell. Si la loi autorise la reproduction d'une disquette, à des fins de sauvegarde, elle interdit de refaire la matrice d'une disquette et de commercialiser les duplicatas.

Pour refaire une matrice, il faut isoler la protection mise sur la disquette, la supprimer et lui substituer un programme-écran. Ce démontage demande une bonne quarantaine d'heures de travail, estime M. Bonnell. « Il s'agit d'une bonne connaissance des systèmes informatiques, mais il n'y a pas besoin d'être génial pour faire ça. C'est dans la création que s'exerce le génie, pas dans la copie. »

Infogrames s'est portée partie civile pour rappeler qu'il existe un droit d'auteur en matière de création informatique. « Nous sommes désolés que des jeunes se retrouvent dans cette situation. Nous ne souhaitons pas qu'ils aillent en prison. Nous proposerons, par exemple, qu'ils fassent un travail d'intérêt général dans notre société. Et s'ils sont vraiment géniaux, nous n'hésiterons pas à les embaucher, déclare M. Bonnell. Mais nous voulons que les parents, les éducateurs et les enseignants prennent enfin conscience qu'en piratant des programmes on passe du jeu au vol. »

RAFAËLE RIVAIS

DIAGONALES

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

Il y a toujours moyen de dialoguer

LE PRÉSENTATEUR. — Bienvenue sur le plateau de « Parions-en ». Si y a une chose qui donne l'exemple, en cette rentrée difficile, c'est bien la nôtre, en montrant qu'il y a toujours moyen de dialoguer... Qu'est-ce qu'il y a encore ?

LA FEMME - QUI - NE - PENSAIT - QU'À - L'ARGENT. — Un ouvrier comme mon mari gagne 4 800 francs par mois. On peut vivre avec ça, je vous pose la question, on peut vivre ?

LE PRÉSENTATEUR. — Vous l'avez déjà dit. Il faut que nous avançons.

LA FEMME - QUI - NE - PENSAIT - QU'À - L'ARGENT. — 4 800 francs pour cinq personnes, je voudrais vous y voir !

LE PRÉSENTATEUR. — Vous savez la parole... Sont donc réunis pour débattre, et je les en remercie, un cadre non grégeois, M. Le-voix-de-son-maitre, un conseiller « managérial », un philosophe « nouveau », un psy « d'industrie », un représentant du gouvernement, et un économiste « distingué », qui nous dira si une augmentation massive comme celle qui est demandée ne risque pas...

LA FEMME - QUI - NE - PENSAIT - QU'À - L'ARGENT. — 4 800 francs par mois, vous trouvez ça juste ?

LE PRÉSENTATEUR. — Si cette augmentation, dis-je, est compatible avec l'état du marché mondial. Qui veut prendre la parole ?

LA FEMME - QUI - NE - PENSAIT - QU'À - L'ARGENT. — Même pas 5 000 !

LA VOIX-DE-SON-MAITRE. — Je voulais juste faire observer en commençant que l'atelier HC1 a été entièrement repeint en vert pâle et que...

LA FEMME - QUI - NE - PENSAIT - QU'À - L'ARGENT. — Je reconnais Monsieur, c'est lui qui est venu chez nous le lendemain que mon mari a été blessé, pour lui dire de retourner tout de suite à l'usine, sinon... et aussi de « bien voter » aux élections syndicales, c'est lui...

LA VOIX-DE-SON-MAITRE. — Je venais prendre des nouvelles, et voilà le remerciement !

LA FEMME - QUI - NE - PENSAIT - QU'À - L'ARGENT. — Si on parlait chiffres ?

LE PRÉSENTATEUR. — Vous vous êtes largement exprimés, là-dessus : il n'y a pas que les chiffres, dans le monde en mutation où nous sommes.

LA VOIX-DE-SON-MAITRE. — Je vous remercie de le souligner. Tenez : la direction du personnel a été remplacée par une direction des relations humaines. Ce n'est pas une révolution, ça ?

CONSEILLER MANAGERIAL. — L'idée est même venue de notre cabinet ! Il n'y a pas de doute que l'avenir n'est plus aux relations rigides du passé. Une structure dialogale doit être mise en place, etc...

LA FEMME - QUI - NE - PENSAIT - QU'À - L'ARGENT. — Ça ne changera rien au fait que 4 800 francs, c'est 4 800 francs !

LE PSY-INDUSTRIEL. — Ces revendications quantitatives cachent en réalité une pulsion parricide, qui prend chez Madame un caractère répétitif, compulsif, quasi hystérique. A travers le patron qu'elle accuse à la honte de trop gagner et à la faillite, c'est le père que Madame veut supprimer. Et à travers le père, bien sûr, c'est la rationalité industrielle qui est visée, l'institution sociale tout entière.

LA FEMME - QUI - NE - PENSAIT - QU'À - L'ARGENT. — Ça veut dire quoi, tout ça ? 4 800 francs, je voudrais vous y voir !

LE PHILOSOPHE NOUVEAU. — Je remercie notre psychologue de déceler les vrais enjeux sous-jacents, les non-dits de cette criallerie narrative. A entendre Madame, à voir le ridicule que ses chiffres jettent sur nos analyses post-modernes, on se croirait revenu au temps maudit de Brecht, dont je croyais pourtant avoir prouvé, dans Brecht est mort, qu'il menait droit au totalitarisme. Vous désirez ressusciter la lutte des classes, Madame, c'est ça ? C'est le Goulag que vous voulez ? Dites-le !... Voilà ce que c'est, Monsieur le Ministre, de décorer les marxistes Dort et Garraïn !

LA FEMME - QUI - NE - PENSAIT - QU'À - L'ARGENT. — C'est qui ? Nous, c'est les salaires qui vont pas, un point c'est tout.

LE PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT. — Je tiens à préciser que je ne suis pas ministre, seulement attaché de cabinet. Nous voilà loin du vrai débat, n'est-ce pas vrai ? L'Etat ne saurait intervenir dans une négociation privée. Nous sommes pour le dialogue, c'est pour nous une ardente obligation ; mais nous sommes aussi pour les grands équilibres économiques et pour le respect des règles. Nous sommes dans un pays de droit, etc...

LA FEMME - QUI - NE - PENSAIT - QU'À - L'ARGENT. — C'est un pays comme vous dites, quand une famille doit se débrouiller avec 4 800 francs ? Si j'avais su, j'aurais pas voté pour vous. 4 800 francs, c'est décent, ça ?

LE PRÉSENTATEUR. — Nous allons devoir retourner à Cognac-Jay pour les résultats du Loto, alors, vous qui êtes économiste, un mot de conclusion.

L'ECONOMISTE DISTINGUÉ. — Je vais vous surprendre, mais quoi !, il n'y a pas d'avance vers l'Europe, qui est à nos portes, ni vers la fin du siècle, qui, je ne crains pas de le dire, est pour demain, il n'y a pas d'avance significative, et je pèse mes mots, si on n'admet pas que 4 800 francs, bon, d'accord, c'est pas beaucoup...

PLUSIEURS. — Quel courage !

LA FEMME - QUI - NE - PENSAIT - QU'À - L'ARGENT. — Qu'est-ce qu'il dit ?

L'ECONOMISTE DISTINGUÉ. — Mais il est vrai aussi qu'un bon patron, c'est d'abord une question de talent, et le talent, comme l'a reconnu un très haut personnage de l'Etat, ça se paie ! Ainsi, moi, je ne rougis pas de...

LA FEMME - QUI - NE - PENSAIT - QU'À - L'ARGENT. — Et comment ça va, comme vous dites, pour poser des rivières ? 4 800 francs, ça veut dire quoi ? Qu'on est des moins que rien, des merdes ?

L'ECONOMISTE DISTINGUÉ. — Je ne vous ai pas interrompu. Il est vrai aussi que nous ne pouvons faire abstraction de l'environnement international. Nous sommes en état de guerre économique. Ce n'est pas de ma faute si l'augmentation des faillites coûte plus cher que celle des foras. Les pauvres ont contre eux d'être trop nombreux...

PLUSIEURS. — Quelle objectivité !

L'ECONOMISTE DISTINGUÉ. — Si nous lâchons sur les salaires, l'inflation annulerait l'effet produit, le marché tomberait aux mains des Japonais, et des dizaines de milliers d'emplois disparaîtraient. C'est cela que vous voulez, chère Madame ?

LA FEMME - QUI - NE - PENSAIT - QU'À - L'ARGENT. — Ça que je veux, c'est plus de 4 800 francs ; la reste...

LE PRÉSENTATEUR. — Eh bien voilà, je crois que nous avons fait le tour de la question et que tout le monde a pu largement s'exprimer. Je vous donne rendez-vous mardi prochain pour un nouveau « Parions-en » consacré aux huiles solaires. En attendant, voici votre journal, avec, je crois, deux bonnes nouvelles pour nos téléspectateurs...

LA FEMME - QUI - NE - PENSAIT - QU'À - L'ARGENT. — Pour nos salaires ?

LE PRÉSENTATEUR. — La Bourse enregistre une hausse sensible, et l'anticyclone des Apatos nous promet un week-end ensoleillé. C'était : « Des augmentations de salaires, pour quoi faire ? ». Bonne nuit à tous. A vous les studios !

LA FEMME - QUI - NE - PENSAIT - QU'À - L'ARGENT. — 4 800 francs, c'est normal, ça ?

UNE VOIX. — Coupez !

SOCIÉTÉ

SCIENCES

Coup d'envoi en Californie d'un projet colossal

Des centaines de généticiens vont mettre en carte le patrimoine héréditaire de l'humanité

Le premier congrès international sur le projet américain « Génome humain » est réuni à San-Diego (Californie) du 2 au 4 octobre. L'objectif de ce programme est de dresser la carte du patrimoine héréditaire de l'espèce humaine, avec des conséquences médicales, scientifiques et éthiques encore incalculables.

SAN-DIEGO (Californie)

de notre envoyée spéciale

La plus grande aventure biologique du siècle se joue sans doute là, à quelques kilomètres du désert mexicain. Plusieurs centaines de généticiens y sont venus du monde entier pour jeter les bases d'un des programmes les plus ambitieux que la science ait jamais conçus : localiser, identifier et, à terme, analyser l'ensemble de nos gènes, ces fragments d'ADN (acide désoxyribonucléique) qui forment l'alphabet de la vie tout au long de nos quarante-six chromosomes.

Il y a vingt ans, l'idée même d'une telle entreprise relevait de la science-fiction. Aujourd'hui, grâce au formidable développement de la biologie moléculaire, le décryptage du livre des gènes humains n'est plus qu'une question de temps, et de moyens. A la clé, la compréhension et le dépistage, voire la prévention, des milliers de maladies génétiques humaines répertoriées à ce

jour, et un outil d'une puissance sans précédent pour mieux connaître — de la différenciation sexuelle au vieillissement, en passant par l'évolution des espèces — les mécanismes moléculaires du vivant.

Aux Etats-Unis, d'où tout est parti, institutions gouvernementales et privées se déclarent prêtes à investir, pour les quinze années à venir, quelque 3 milliards de dollars (plus de 18 milliards de francs) pour l'exploration du génome humain. Mais le pari sera tenté à l'échelle planétaire. Passés les premiers tâtonnements et les inévitables hésitations, les communautés scientifiques du monde entier se sont lancées dans la course, comme en témoigne la présence de quelque cinq cents congressistes cette semaine à San-Diego.

Cancer, diabète, hémophilie...

Cent millions de dollars (650 millions de francs) distribués par la seule année 1989 par le National Institute of Health (NIH) et le département pour l'énergie américaines. 15 millions d'euros (plus de 150 millions de francs) proposés pour les trois ans à venir par la Commission des Communautés européennes, dans le cadre du grand programme « Médecine prédictive ». Un projet à long terme étudié par le gouvernement japonais, tablant sur l'investissement d'un milliard de dollars.

CAMPUS

L'Observatoire prend forme

Annoncé en fanfare, le 29 septembre 1988, par le premier ministre et le ministre de l'éducation, l'Observatoire national de la vie étudiante va-t-il enfin voir le jour ? Créé, sur le papier, par un arrêté de février 1989 qui en fixait la mission et la composition, confirmé dans son principe par la loi d'orientation sur l'éducation votée en juin dernier, cet Observatoire émerge lentement des limbes.

M. Lionel Jospin vient seulement de signer l'arrêté nommant, pour trois ans, un membre de son conseil. Il sera présidé par M. Etienne Trocmé, ancien président de l'université Strasbourg II et ancien premier vice-président de la Conférence des présidents d'université. Autour de lui, on compte dix représentants du monde étudiant nommés sur proposition de leurs syndicats (quatre de l'UNEF-ID, deux de l'UNEF-SE, un du CELF, un de l'UNI et deux des associations indépendantes), deux représentants des mutualités étudiantes (UNEF et SMEREP) et sept personnalités de l'enseignement supérieur (parmi lesquelles M. Georges Bertrand, président de l'université Toulouse-Le Mirail, M. Nadine Forest, présidente de Paris-VII Jussieu, et M. Hubert Couderme, ancien président de Paris-XI-Orsay). MM. Robert Poujade, maire de Dijon et Bernard Derosier, président du conseil général du Nord, représenteront les collectivités locales.

Il reste à nommer les douze membres du conseil scientifique qui sera chargé de lancer des appels d'offres auprès d'organismes de recherche susceptibles de réaliser des études sur la vie étudiante. Un crédit de 2 millions de francs est inscrit au projet de budget de 1990, notamment pour financer ces enquêtes.

G. C.

Francophonie

Parallèlement au Festival théâtral de francophonie, l'université de Limoges organise jusqu'au 14 octobre plusieurs colloques, sur un thème francophone, ou réunissant sur des thèmes généraux des enseignants et des chercheurs francophones. Au programme : « L'Espace juridique francophone et les droits de l'homme » ; « La terminologie et le vocabulaire littéraire francophone » ; « La français au Moyen-Orient » et un rassemblement d'écrivains de langue française d'une vingtaine de pays, en présence du ministre de la francophonie, M. Alain Decaux.

* Université de la francophonie, UER de lettres et sciences humaines ; campus de Vauxcelles, 87000 Limoges. Tél. : 55-01-26-19.

Droit de l'agriculture

Un DESS de droit de l'agriculture est créé à l'université de Paris-I. Il prépare notamment à des emplois dans les chambres d'agriculture, les syndicats de gestion, le notariat, les avocats et experts agricoles, les groupements professionnels...

* Université Paris-I, Centre panthéon. Bureau 308, 12, place du Panthéon, 75231 Paris Cedex 05. Tél. : 46-34-97-52 (14 heures à 17 heures).

ISTH INSTITUT DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES DEPUIS 1954.

"Aux étudiants BACHELIERS, en TERMINALES ou en UNIVERSITÉ, HK"

qui se destinent à l'entrée en AP de SCIENCES PO l'ISTH propose deux nouvelles formules de préparation méthodologique adaptées en "COURS DU SOIR" à dater du 15 novembre prochain.

RÉUNIONS D'INFORMATION ET DE CONSEILS PERSONNALISÉS

les 4, 9 octobre et 7 novembre au Centre AUTELIL
6, avenue Léon-Henry, 75016 Paris à 18 h 15
Tél. pour participer à 45.35.59.35 et 42.24.10.72

yens (520 millions de francs) pour les dix prochaines années. 20 millions de roubles (plus de 200 millions de francs) consentis par les autorités soviétiques... L'exploration de notre hérité sera longue, coûteuse et internationale, mais l'enjeu est colossal, et les connaissances déjà acquises sont en croissance exponentielle.

Sur les 50 000 à 100 000 gènes contenus dans nos chromosomes, seuls 64 étaient identifiés en 1973. Douze ans plus tard, on en comptait plus de 1 000. A ce jour, 4 500 ont été identifiés et 1 500 localisés de façon plus ou moins précise. Et les recherches s'accroîtront encore dans les années à venir, puisque chaque gène repéré sur un chromosome permet d'en découvrir un autre à proximité.

Du cancer au diabète, en passant par l'hémophilie, la myopathie de Duchenne ou la maladie d'Alzheimer, on recense actuellement trois mille cinq cents maladies humaines dans lesquelles sont impliqués des défauts génétiques. Pour le moment, seuls les gènes correspondant à quelques dizaines d'entre elles ont été localisés, isolés et étudiés. Mais, là encore, les recherches s'accroîtront, comme en témoigne l'identification, annoncée il y a quelques semaines, du gène de la mucoviscidose.

Or connaître la structure du gène responsable d'une maladie signifie pouvoir déchiffrer la fonction pour laquelle il est programmé. Et donc, à plus ou moins long terme, déchiffrer les rouages biochimiques de la pathologie dans laquelle il est impliqué. La cartographie et l'analyse des gènes humains apparaissent ainsi particulièrement prometteuses pour le diagnostic et le traitement d'innombrables maladies héréditaires devant lesquelles la médecine se trouve aujourd'hui désarmée.

Six mille hommes pendant dix ans

Reste l'ultime étape, le plus ambitieux avant de ce gigantesque pari : le séquençage intégral de l'ADN humain — autrement dit, le décryptage, une à une, des trois

milliards et demi de paires de bases (les composants élémentaires de l'ADN) contenues dans nos chromosomes. De quoi remplir deux mille volumes de cinq cents pages chacun, et mobiliser, au rythme actuel des techniques, près de six mille hommes à temps plein pendant dix ans... Le projet va, cette fois, bien au-delà de la cartographie des gènes proprement dite, puisque ces derniers ne représentent, en l'état actuel des connaissances, que 10 % de la totalité de l'ADN. Quant au rôle des 90 % restants... il est pour l'essentiel inconnu.

Proposé en 1986 par les Etats-Unis, le projet de séquençage du génome, contrairement à la cartographie physique des gènes, n'est pas encore véritablement sorti des cartons. Sans même parler de sa finalité — à quoi servirait le listing de ce programme informatique dont on ne connaîtrait pas les instructions ? — de nombreux obstacles techniques entravent encore sa réalisation. Mais les congressistes réunis à San-Diego s'accordent à penser qu'il ne s'agit là encore que d'une question d'années, quelques décennies au plus. En Europe comme aux Etats-Unis, plusieurs équipes commencent déjà à « se faire la main » sur de petites portions de chromosomes humains, ou encore sur l'ADN de micro-organismes, tels la levure ou le colibacille. Enfin, le projet de séquençage de génomes humains s'est déjà officiellement, en septembre 1988, d'une structure internationale. Human Genome Organization (Hugo), qui se chargera de favoriser la communication et la coordination des travaux mondiaux dans ce domaine.

Tout cela n'ira pas, on le devine, sans poser d'inévitables problèmes éthiques et moraux. Quelle politique de santé, quelles discriminations professionnelles et sociales risquent de surgir si chaque individu se retrouve doté d'une carte génétique ? Aux plans légal, éthique et philosophique, les portes de nos chromosomes s'ouvrent sur un monde encore inconnu.

CATHERINE VINCENT

CATASTROPHES

Un an après la catastrophe qui l'a frappée

La ville de Nîmes étudie un plan anti-inondations

Le 3 octobre 1988, Nîmes était inondée par un torrent furieux. Le bilan de cette catastrophe a été de onze morts, cinquante mille sinistrés, et 4 milliards de francs de dégâts.

Commentant ce bilan, le lundi 2 octobre, M. Jean Bonquet, maire (UDF) de Nîmes, a rendu hommage à la solidarité des Français : cinq mille personnes sont venues de toute la France pour aider à remettre en état la commune et plus de 70 millions de francs sont arrivés sous la forme de plus de cent quarante mille chèques. En revanche, M. Bonquet attend toujours le dédommagement de l'aide de 100 millions de francs accordés par l'Etat : seuls 30 millions ont été perçus.

Une polémique oppose le maire au président du conseil général, M. Gilbert Baumez (maj. prés.). Le premier reproche au second une mauvaise répartition des aides financières, d'un montant de 16,8 millions de francs, reçues par l'assemblée départementale. M. Bonquet a saisi le procureur de la République en juillet dernier. Le président du conseil général a affirmé que toutes les « affectations d'argent avaient été faites en séance publique et votées à l'unanimité » et qu'il allait « saisir la Cour régionale des comptes afin qu'elle vérifie la destination des sommes recueillies par le conseil général, mais aussi par la ville de Nîmes ».

Zèle fiscal en Guadeloupe

De nombreux foyers guadeloupéens ont reçu, juste après le passage du cyclone tropical Hugo, dans la nuit du 16 au 17 septembre, une demande de paiement concernant des retards de versement de l'impôt sur le revenu. Selon un fonctionnaire du Centre des impôts de Pointe-à-Pitre qui désire garder l'anonymat, plus de 10 000 lettres recommandées auraient été envoyées par l'administration. Ainsi, au Moule, l'une des communes les plus dévastées, une restauratrice qui vient de perdre une maison centenaire — son outil de travail — se voit obligée de payer « sous trois jours » près de 20 000 francs... sous peine de saisie.

RELIGIONS

La visite de l'archevêque de Cantorbéry au Vatican

Anglicans et catholiques constatent leurs désaccords

Le mariage n'est pas pour demain. Les « deux fiancées », catholique et anglicane — pour reprendre l'image employée au Vatican par le Dr Robert Runcie — se sont séparés, lundi 2 octobre, sur un constat de désaccord, malgré une volonté de dialogue et des progrès dans le rapprochement entre les deux Eglises.

ROME

de notre correspondant

Après quatre jours d'échanges et six entretiens privés, « la question et la pratique de l'admission des femmes à l'ordination dans quel-ques provinces de la communion anglicane empêchent la réconciliation entre nous », ont déclaré dans un communiqué conjoint le primat anglican, archevêque de Cantorbéry, et Jean-Paul II. Certes, reconnaissent-ils, « des progrès ont été faits en direction d'un accord sur la signification de l'Eucharistie et de l'ordination ». Mais « ces différences dans la foi reflètent d'importantes différences théologiques et nous encourageons les membres de la commission internationale anglicane-catholique [chargée d'étudier et d'aplanir les divergences doctrinales entre les deux Eglises...] à ne pas les minimiser ». Simultanément, poursuit le communiqué, « nous les exhortons aussi à n'abandonner ni leur

espoir ni leur travail pour l'unité. Au début du dialogue, établi ici à Rome en 1966 (...), personne n'avait vu clairement comment les longues divisions héritées du passé seraient dominées et comment l'unité dans la foi pourrait être atteinte ».

Le Dr Runcie et Jean-Paul II l'avaient humblement : « Nous n'apercevons pas nous-mêmes une solution à cet obstacle » (l'ordination des femmes). Mais ils affirment « solennellement » se « réengager personnellement », « ainsi que ceux que nous représentons, à la restauration de l'unité visible et d'une pleine communion ecclésiastique ».

Accusé de « trahir le protestantisme » par le pasteur irlandais Ian Paisley — qui a bruyamment manifesté sa colère à Rome durant toute la visite de l'archevêque anglican —, le Dr Runcie, au cours d'une brève conférence de presse, a précisé qu'en se prononçant dimanche pour la « primauté universelle du pape » sur tous les chrétiens, il n'avait pas l'intention de violer la constitution du Royaume Uni. Celle-ci fait en effet de la reine l'autorité suprême de la confession anglicane. « Je me réfère à un leadership spirituel du pape », a répété le Dr Runcie. Dans mon esprit, cela n'implique pas une suprématie temporelle et ne suggère pas non plus que le pape doive administrer les affaires de l'Eglise d'Angleterre. »

P. C.

Un œcuménisme par le haut

Après quatre siècles d'ignorance et d'anathèmes, le dialogue a progressé entre les héritiers d'Henri VIII et l'Eglise romaine, mais la réconciliation n'est pas pour demain. La visite officielle du docteur Runcie au Vatican — la première du chef de l'Eglise anglicane depuis douze ans — a confirmé le rapprochement œcuménique amorcé par la rencontre de 1986 entre son prédécesseur, le docteur Ramsey, et Paul VI. Mais elle a aussi montré la fragilité et les limites de ce dialogue.

Jean-Paul II avait fait, le premier, le pèlerinage de Cantorbéry, en 1982. Le primat de l'Eglise anglicane, qui vient de lui rendre la politesse, a accompli à son tour un geste riche en symboles en assistant, à la basilique Saint-Pierre, à la messe du pape. Sur sa lancée, il a exprimé le souhait de voir l'évêque de Rome, comme au temps de l'Eglise indivise, jouer d'une « primauté universelle » sur l'ensemble du monde chrétien, comme signe visible de restauration de l'unité.

de Léon XIII déclarant, en 1896, invalides toutes les ordinations anglicanes, est restée en vigueur.

La déclaration commune publiée lundi prend acte de ces divergences et même de leur aggravation. La communion anglicane reconnaît à chacune de ses Eglises membres le droit d'ordonner des femmes prêtres et même, depuis un an, des femmes évêques. Parce qu'elles contredisent les traditions catholique et orthodoxe, ces ordinations féminines constituent un obstacle majeur sur la route de l'unité. Jean-Paul II vient de le rappeler avec fermeté, mettant ainsi l'archevêque de Cantorbéry dans une situation encore plus intenable qu'avant : attaqué sur sa droite par les extrémistes protestants anti-papistes, le docteur Runcie l'est aussi sur sa gauche par les partisans de l'ordination des femmes dans l'Eglise d'Angleterre.

HENRI TINCQ.

EN BREF

□ Un astronaute européen sur la navette américaine en 1991. — Claude Nicollier, quarante-cinq ans, astronaute de l'Agence spatiale européenne (ESA), de nationalité suisse, a été désigné pour embarquer comme « spécialiste mission » sur le vol STS 46 de la navette spatiale américaine. Au cours de cette mission prévue en principe à partir du 15 mai 1991, et qui devrait durer sept jours, l'espèce la plus large dans l'espace la plate-forme automatique Eureka de l'ESA destinée à la réalisation d'expériences en microgravité.

□ Restaurant scolaire en grève à Saint-Germain-en-Laye. — Mille sept cents élèves du lycée Marcel Roby de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) sont mis à la diète forcée, à partir de mardi 3 octobre, par suite de la grève des agents cuisiniers de cet établissement. La grève ne concerne pour l'instant que le restaurant scolaire, mais la malaise touche trente-six agents de service chargés de l'entretien, de la sécurité et du chauffage de cette cité scolaire qui compte plus de deux mille deux cents élèves. Trois postes d'agents ont été supprimés à la dernière rentrée, alors que cent soixante-dix élèves supplémentaires étaient accueillis. Les élèves ont été priés d'apporter un « repas froid ».

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE chaque mercredi (éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82. Poste 4138

كذلك في الحقل

SCIENCES • MEDECINE

Radioactivité : les académiciens ne suivent pas les verts

Malgré l'incertitude des chercheurs, l'Académie des sciences estime que les normes françaises sur les faibles doses donnent « une marge de sécurité appréciable »



Mine d'uranium à Pierrefeu (France)

QUELS sont les effets des « faibles doses » de radioactivité ? Existe-t-il un seuil à partir duquel on peut considérer le risque comme négligeable ou, éventuellement, nul ? Ces questions divisent les experts depuis près de quarante ans. Mais la polémique a rebondi, il y a peu, avec la publication de données scientifiques nouvelles, qui amènent certains spécialistes à préconiser un abaissement des limites légales d'exposition aux radiations. La CIPR (Commission internationale de protection contre les rayonnements ionisants), qui émet les recommandations sur ces normes — généralement adoptées ensuite par les différents pays — se penche à nouveau sur le sujet pour sa réunion annuelle, cette semaine, à Oxford (Grande-Bretagne).

En France, M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, a demandé il y a quelques mois à l'Académie des sciences de se livrer à un exercice similaire. « Il nous fallait un avis de scientifiques indépendants sur une discussion entre experts un peu trop confuse et sans guide », explique-t-il au ministre. Un point de vue précieux dans la mesure où un débat sur l'énergie devrait avoir lieu fin novembre à l'Assemblée nationale, alors que M. Curien doit préparer avec M. Roger Fauriol, ministre de l'Industrie, une communication sur l'avenir de l'électromécanique et du CEA. Des sujets qui provoqueront probablement des questions sur la sécurité.

L'Académie des sciences a constitué une commission composée de médecins et de physiciens, présidée par le professeur Jean Bernard, et composée de MM. André Blanc-Lapierre, Raymond Castaing, Pierre Galle, Raymond Latarjet et Maurice Tubiana. Dans leur projet de rapport, soumis pour avis à plusieurs

spécialistes français et étrangers, les académiciens rappellent les incertitudes qui pèsent sur les effets réels des faibles doses de radiation. En attendant d'autres études plus précises, écrivent-ils, « il nous paraît prématuré d'accepter des limites actuelles qui « donnent déjà une marge de sécurité appréciable ». Cependant, concluent les académiciens, « il apparaît dès maintenant justifié de limiter, autant qu'il est raisonnablement possible, les irradiations des travailleurs, et plusieurs mesures pourraient être prises en ce sens ».

Un seuil de nocivité ?

Les dangers des radiations sont connus depuis le début de ce siècle, dès que les rayons X, découverts par Röntgen en 1895, furent utilisés. Ce sont même les sévères atteintes cutanées et les leucémies découlant des premières radiographies qui ont convaincu les autorités de la nécessité d'instaurer des normes et de créer la CIPR en 1928. Cela dit, la radioactivité — les scientifiques parlent de « radiations ionisantes » — fait partie de la nature. Entre rayons cosmiques, radioactivité du sol et radon (1), un individu « moyen » reçoit chaque année une « dose » de 2,5 millisieverts (2), plus de trois fois certaines limites réglementaires.

Ce « fond de rayonnement naturel » représente 2/3 des rayonnements reçus chaque année par l'homme de la rue. Ces statistiques concernent évidemment un hypothétique « individu moyen » dont l'existence est purement abstraite. Et, entre un villageois de la brousse africaine, un riverain de Tchernobyl, un travailleur du nucléaire ou un médecin radiologue, les doses reçues varient considérablement.

La désintégration des atomes des substances radioactives produit en

effet des particules qui « bombardent » les cellules vivantes et, selon les cas, les tuent, cassent l'ADN de leur noyau et les rendent éventuellement cancéreuses, ou les traversent sans causer de dommages. L'effet des radiations ionisantes dépend donc du nombre de cellules touchées, donc de l'intensité du « bombardement ». Si les dégâts causés par les fortes doses sont bien connus — et incontrastés, — il n'en est pas de même des faibles doses. Pour certains experts, ils ne peuvent pas être nuls. D'autres soutiennent, que, même lors de toute radiation, les cellules de notre corps meurent et se renouvellent en permanence, et que les chaînes d'ADN possèdent une certaine capacité (limitée) de « réparation spontanée ». Un « seuil » de nocivité pourrait donc exister, selon eux. Certains vont même jusqu'à affirmer qu'une irradiation légère pourrait avoir des effets bénéfiques, c'est l'« hormésis ». Une hypothèse qui n'a jamais été considérée comme valable scientifiquement et qui a été très peu étudiée, malgré certains phénomènes curieux, observés en laboratoire.

Les « cobayes » d'Hiroshima

Pour tenter d'éclairer le débat, les scientifiques ont lancé la plus grande enquête épidémiologique jamais réalisée dans le monde, sur les deux cent cinquante mille survivants des explosions atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki. Environ quatre-vingt-dix mille d'entre eux, soigneusement sélectionnés, sont suivis médicalement depuis maintenant plus de quarante ans. Une étude particulièrement soignée : à la fin des années 50, on est allé jusqu'à faire explorer des bombes nucléaires dans le désert du Nevada pour mesurer en « vraie grandeur » les doses qu'elles avaient reçues en fonction de leur distance au centre de l'explosion, et pour tenir compte de l'absorption des

murs. Deux maisons japonaises remplies de capteurs furent construites spécialement sur le champ de tir. Des « modèles » informatiques prennent en compte la position des individus (d'après leurs souvenirs) au moment de l'explosion, la distance de la source, l'environnement dans lequel ils se trouvaient, le taux d'absorption des différents organes du corps selon le type de rayonnement, etc. Au total, trois minutes de traitement par personne suivent un gros ordinateur !

C'est à partir de ces données, confrontées à celles d'autres études, sur les travailleurs exposés professionnellement, ou les malades traités par irradiation, par exemple, que les membres de la CIPR ont établi leurs normes. Ces dernières ne sont cependant que le résultat d'une série d'estimations. Premier problème : les résidents d'Hiroshima et de Nagasaki ont subi une irradiation forte ou moyenne, ou faible mais courte. Qu'en est-il des effets des irradiations faibles mais prolongées, ou fragmentées (comme pour les travailleurs intervenant sur des réacteurs) ? On n'en sait trop rien, sinon qu'elles sont moins nocives. « Le facteur de correction est sans doute compris entre un demi et un dixième », lance un expert, désabusé. Dans le doute, la CIPR a extrapolé linéairement la dose indiquant la relation dose-effet pour les irradiations fortes, estimant se donner ainsi une bonne marge de sécurité.

Le coefficient de risque d'induction d'un cancer entraînant la mort a ainsi obtenu à été ensuite comparé aux taux de mortalité par accident dans les industries réputées « sûres », comme la métallurgie par exemple, considéré comme un « niveau de risque acceptable ».

Les limites ainsi tracées ne constituent donc nullement un seuil au-dessous duquel le danger est nul. Elles délimitent, en revanche,

un risque qui, dans l'état actuel des connaissances scientifiques, peut être considéré comme statistiquement égal ou inférieur à celui des activités industrielles courantes. On peut en déduire ainsi, que, tant que ce seuil n'est pas dépassé, la fabrication d'électricité dans les centrales nucléaires ou la radiographie qui permet de détecter une fracture ne sont pas plus dangereuses que la plupart des activités quotidiennes de l'homme de la rue. Les normes proposées par la CIPR sont actuellement de 50 mSv par an pour les travailleurs, et de 1 mSv par an pour la population générale. (La différence s'explique par le fait que la population est susceptible de subir ce niveau toute une vie vingt-quatre heures sur vingt-quatre, alors que les travailleurs ne sont exposés que huit heures par jour pendant quarante ans, au maximum.)

L'effet Tchernobyl

Jusqu'en 1987, la CIPR précisait que la limite de 1 mSv pour le public pouvait être dépassée temporairement jusqu'à 5 mSv en cas d'accident (c'est le seuil à partir duquel les populations de Tchernobyl ont été évacuées). Mais cette précision a disparu de ces dernières publications, et la tendance est actuellement à un abaissement des normes. De nouvelles études ont en effet montré que la marge que les membres de la CIPR avaient voulu se donner est probablement inférieure aux premières estimations.

Ces dernières sont, de plus, basées sur des observations du panel d'Hiroshima et de Nagasaki datant de 1976. Or des résultats récents montrent que, si les effets tératogènes (malformations à la naissance) sont probablement moins importants qu'on ne l'avait craint, le coefficient cancérogène pourrait être multiplié par quatre avec l'apparition des cancers tardifs. Pour tenter de recomposer ces résultats, le CIRC (Centre international

de recherche sur le cancer, dépendant de l'OMS) a entrepris une étude portant sur plusieurs milliers de travailleurs du nucléaire, dont les résultats devraient être publiés fin 1990 ou début 1991.

Soulignant les incertitudes qui pèsent sur les observations d'Hiroshima et de Nagasaki, les académiciens français estiment qu'il conviendrait d'attendre la publication de travaux comme ceux du CIRC, et d'autres portant, par exemple, sur les suites de Tchernobyl, avant d'envisager une modification de normes déjà dotées, selon eux, de solides marges de sécurité. Un certain nombre d'experts internationaux réclament, en revanche, une réduction de ces seuils d'un facteur d'au moins 2,5. S'ils ne contestent pas le flux scientifique qui continue de régner sur les effets réels des faibles doses malgré les nouvelles données, ils refusent de voir réduire ces fameuses marges, jugées raisonnables en 1977. De plus, soulignent-ils, la mortalité due aux risques professionnels a diminué de près de moitié en France, passant de 1,4 décès pour 10 000 en 1976 à 0,72 en 1987. Il est donc logique, selon eux, de considérer que la notion de « risque acceptable » a évolué dans les mêmes proportions.

L'Académie des sciences reste à contre-courant de la tendance générale, et ce rapport ressemble fort à une arme de guerre du « lobby » nucléaire pour faire pression sur la CIPR, lance un expert en radioprotection désignant restant anonyme. Avant de reconnaître qu'il s'agit là d'un débat « philosophique, ou plutôt politique au sens large » beaucoup plus que scientifique. Mais, face à la cascade des partisans de la révision des normes, portés par la montée des Verts et l'« effet Tchernobyl », les industriels ont des intérêts économiques sérieux à défendre. Car, si les ouvriers et les techniciens du nucléaire, dans leur grande majorité, restent en deçà des doses maximales (2,2 mSv en moyenne à EDF), certains travaux, comme les réparations de réacteurs et, surtout, l'extraction dans les mines d'uranium, deviendraient beaucoup plus coûteuses et difficiles si les normes étaient revues à la baisse. Cela pose, quelle que soit son issue, l'existence même de ce débat constitue déjà un point extrêmement positif. Et il serait souhaitable que des discussions aussi chaudes aient lieu autour des dangers d'autres substances cancérogènes et tératogènes, en chimie par exemple.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Les radiations d'origine naturelle se décomposent comme suit (pour un « individu moyen ») : radiocativité de certaines substances se trouvant naturellement dans le corps 0,3 mSv ; rayons cosmiques, 0,3 mSv ; rayonnement tellurique (venant du sol), 0,7 mSv ; inhalation du radon, un gaz rare exhalé par certaines pierres utilisées pour la construction, 1 mSv. Selon la nature du sol, les radiations telluriques, et surtout les taux de radon dans les habitations, peuvent varier considérablement.

(2) Le Sievert (anciennement rem, le rem : 1 rem = 10 millisieverts) mesure l'équivalent de dose « biologique ». Il permet de comparer l'effet produit sur l'organisme d'une même dose délivrée par des rayonnements ionisants de nature différente.

Les habits neufs du diabète

Après des années d'immobilisme, plusieurs découvertes importantes ont amené à une approche nouvelle du diabète. La vie des malades s'en trouve-t-elle modifiée pour autant ?

C'ÉTAIT une maladie vieillotte, et même un peu honteuse, figée dans des traitements qui ne semblaient pouvoir bouger. Une série de découvertes ont transformé cette image du diabète, qui bénéficie aujourd'hui des méthodes diagnostiques les plus avancées, issues de la biologie moléculaire. Des techniques ambitieuses de traitement sont à l'étude, et l'approche traditionnelle de la maladie est en pleine révision. Cette impression était particulièrement nette au vingt-cinquième congrès de l'Association européenne pour l'étude du diabète auquel ont participé à Liège plus de trois mille spécialistes.

L'histoire du diabète est calquée sur celle d'une hormone, l'insuline, indispensable au métabolisme des glucides et sécrétée par le pancréas. Dès 1923, année où elle est isolée, les diabétiques peuvent, grâce à l'insuline, échapper à une mort certaine. Pour révolutionnaire qu'il soit, ce traitement n'évite pourtant pas les complications catastrophiques de la maladie, et, pendant de longues années, les diabétiques moururent d'insuffisance rénale, aveugles et amputés des membres inférieurs.

Ce tableau est aujourd'hui obsolète. Une série d'étapes, fondamentales, pratiques et technologiques ont marqué l'histoire moderne du diabète et changé son image.

Ce fut d'abord la mise en évidence du rôle de l'élevation du glucose sanguin dans l'apparition des complications du diabète. Cette découverte, qui ouvrait la voie à la surveillance nationale de la glycémie et des apports de glucides, menait fin à des années de traitement empirique. Ce fut aussi l'industrialisation, dans les années 60, d'un diabète longtemps silencieux, indépendant de l'insuline (diabète de type II). Moins grave que le diabète insulino-dépendant, cette maladie n'en est pas moins soumise aux mêmes contraintes de surveillance et de régime.

Plus près de nous, plusieurs avancées allaient radicalement transformer la vie des diabétiques. Il s'agit notamment de l'accès mis par les médecins sur l'éducation de leurs malades. Une véritable révolution silencieuse où les Américains ont inventé des budgets considérables sans parvenir, jusqu'à présent, à définir une méthodologie satisfaisante. Plus encore, c'est l'apparition d'appareils permettant

aux diabétiques de surveiller eux-mêmes leur glycémie quotidienne, et donc d'adapter leurs doses d'insuline, qui va bouleverser les conceptions d'un traitement pratiquement immuable pendant cinquante ans. Cette découverte technologique, qui fait du malade un acteur de sa maladie et un partenaire de son médecin, ouvre, pour certains, l'ère de la diabétologie moderne.

Parallèlement, l'insuline, et plus précisément son mode de production, bénéficiait de la révolution du génie génétique. Cette hormone, dont certains craignaient l'épuisement des stocks mondiaux, est aujourd'hui produite en quantités infinies à partir d'une bactérie au patrimoine génétique modifié. Le groupe américain Lilly va d'ailleurs implanter prochainement en Alsace la première usine européenne produisant de l'insuline par génie génétique.

De l'insuline sans injection

Reste le problème des voies d'administration de l'insuline sur lequel s'opposent parfois médecins et malades. Si le malade rêve d'échapper aux contraintes de la piqûre d'insuline et des contrôles

sanguins quotidiens, les spécialistes, quant à eux, exigent des contrôles stricts et des injections d'insuline fréquentes. Ces exigences sont moins inconciliables qu'il n'y paraît, et les pompes à insuline pourraient bien, dans un avenir proche, satisfaire à la fois médecins et malades.

Pourtant force est de constater que les obstacles à une large diffusion de ces pompes sont loin d'être levés : sur 200 000 Français traités à l'insuline, 1 200 seulement sont porteurs d'une pompe. Dotée d'un système mécanique ou électronique, insérée sous la peau ou accrochée en bandoulière, la pompe permet d'injecter au patient des médicaments — et notamment de l'insuline — par quantités programmées. Dernier cri technologique en matière d'administration médicamenteuse, « la pompe à insuline n'est pourtant, souligne le professeur Gérard Cathelin (hôpital Saint-Louis, Paris) qu'une seringue améliorée. On attend encore le système perfectionné qui saura mesurer la glycémie et, en fonction de ce taux, programmer automatiquement les doses d'insuline à injecter ».

Lire la suite p. 22

cinquante ans de recherche

CNRS

FORUM CNRS - ENTREPRISES

organisé par
LE CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

à la
Maison de la Chimie
28 bis, rue Saint Dominique
75007 PARIS

Les 6 et 7 Novembre 1989

LES RELATIONS CNRS - ENTREPRISES UNE REALITE, DES PERSPECTIVES

Recherche et compétitivité des entreprises
Le dialogue Recherche - Industrie
PME et Création d'Entreprise. Les Grandes Entreprises et le CNRS.

Renseignements : D'ARFORUM
CNRS - JSqual Anatole France 75700 PARIS

BULLETIN D'INSCRIPTION à retourner à l'adresse ci-dessus :

NOM	SOCIETE
Adresse	

Je m'inscris au FORUM CNRS - ENTREPRISES, les 6 et 7 Novembre 1989
Je joins un chèque de FF.CC. comprenant les frais d'inscription et de déjeuner
SOMITIC (CNRS et Associés) 25087TC (Entreprises)

Une alimentation de bon sens

Pour réduire les risques de cancer, les spécialistes ont peu de certitudes. Ils conseillent surtout de manger de façon équilibrée et sans excès.

Le public américain commence à y être habitué, les Européens un peu moins : chaque année ou presque, outre-Atlantique, une grande institution médicale ou scientifique — l'Académie des sciences, le National Cancer Institute, le Surgeon General, l'American Cancer Society, etc. — publie des recommandations alimentaires visant à réduire le risque de cancer. Largement médiatisées, ces documents préconisent surtout de réduire la consommation de matières grasses et de consommer davantage de fruits, de légumes frais et d'aliments riches en fibres. Il s'agit en général des controverses, certaines médecins, diététiciens ou professionnels de l'industrie alimentaire faisant valoir que ces recommandations se fondent plus sur des présomptions que sur des preuves.

Les 21 et 22 septembre dernier, à l'Institut Karolinska de Stockholm, quelques-uns des meilleurs spécialistes mondiaux de ces problèmes se sont réunis pour faire le point sur l'état d'avancée des recherches en matière de nutrition et de cancer. Leur constat est unanime : les certitudes sont rares. Le grand épidémiologiste anglais Richard Peto a beau répéter que 10 à 70 % des cancers pourraient avoir une origine alimentaire, force est de constater que rien aujourd'hui de scientifique n'est établi ne permet d'établir pareille affirmation.

A vrai dire, deux coupables seulement ont été reconnus : l'alcool tout d'abord, surtout lorsqu'il est combiné à l'usage de la cigarette, accroît le risque de cancer de la cavité buccale, du larynx et de l'œsophage en particulier ; l'obésité ensuite, qui semble tout particulièrement exposer au cancer de l'utérus et à celui de la vésicule biliaire.

Pour le reste, il ne s'agit donc que de présomptions. La preuve scientifique de l'existence d'un lien de causalité entre ces composantes alimentaires — qui favorisent ou au contraire qui préviennent l'apparition d'un cancer — n'a jusqu'à présent pu être apportée. On peut

néanmoins les classer par ordre de présomption décroissante :

— les fruits et les légumes frais : leur consommation régulière protégerait, tout au moins en partie, contre l'apparition de plusieurs cancers comme par exemple ceux de l'estomac et du larynx ;

— même chose pour les vitamines A et C ainsi que pour le carotène, qui auraient un rôle protecteur contre les cancers du poumon et de l'estomac ;

— une alimentation riche en fibres (céréales en particulier) serait susceptible de diminuer le risque d'apparition des cancers du côlon ou du rectum.

Reste enfin le difficile problème des matières grasses : pour de nombreux spécialistes, forts de plusieurs études de corrélation, il n'y a pas de doute : c'est dans les pays

où l'on mange le plus gras (Pays-Bas, Grande-Bretagne, Danemark, Nouvelle-Zélande) que l'incidence des cancers du côlon, du rectum et du sein est la plus forte. A Stockholm, plusieurs chercheurs, à commencer par W. Willett (Boston), n'étaient pas de cet avis. Selon ce dernier, études à l'appui, il n'y aurait en particulier aucun lien entre la quantité de matières grasses consommées et le risque de cancer du sein.

Alcool et tabac

Dans ces conditions, on pourrait penser qu'il est extrêmement difficile, en termes de santé publique, d'élaborer un message à la fois précis et scientifiquement fondé. La chance, si l'on peut dire, veut qu'en matière de prévention il

existe une certaine cohérence entre le cancer et les maladies cardiovasculaires. C'est-à-dire que ce qui vaut pour les uns vaut sans doute pour l'autre. Par exemple, si le rôle néfaste des graisses est sujet à caution dans le cancer, en revanche il ne fait plus de doute que le cholestérol est un des facteurs de risque principaux des maladies cardiovasculaires. On pourrait dire, bien entendu, la même chose du tabac et de l'alcool. Faute donc de prévenir spécifiquement, et à coup sûr, l'apparition de certains cancers par une alimentation appropriée, on peut, sans risque de se tromper, faire d'une pierre deux coups et, en mangeant d'une manière équilibrée et sans excès, réduire les risques de deux des pathologies les plus fréquentes.

Cette situation, qui du point de vue de la santé publique ne pose

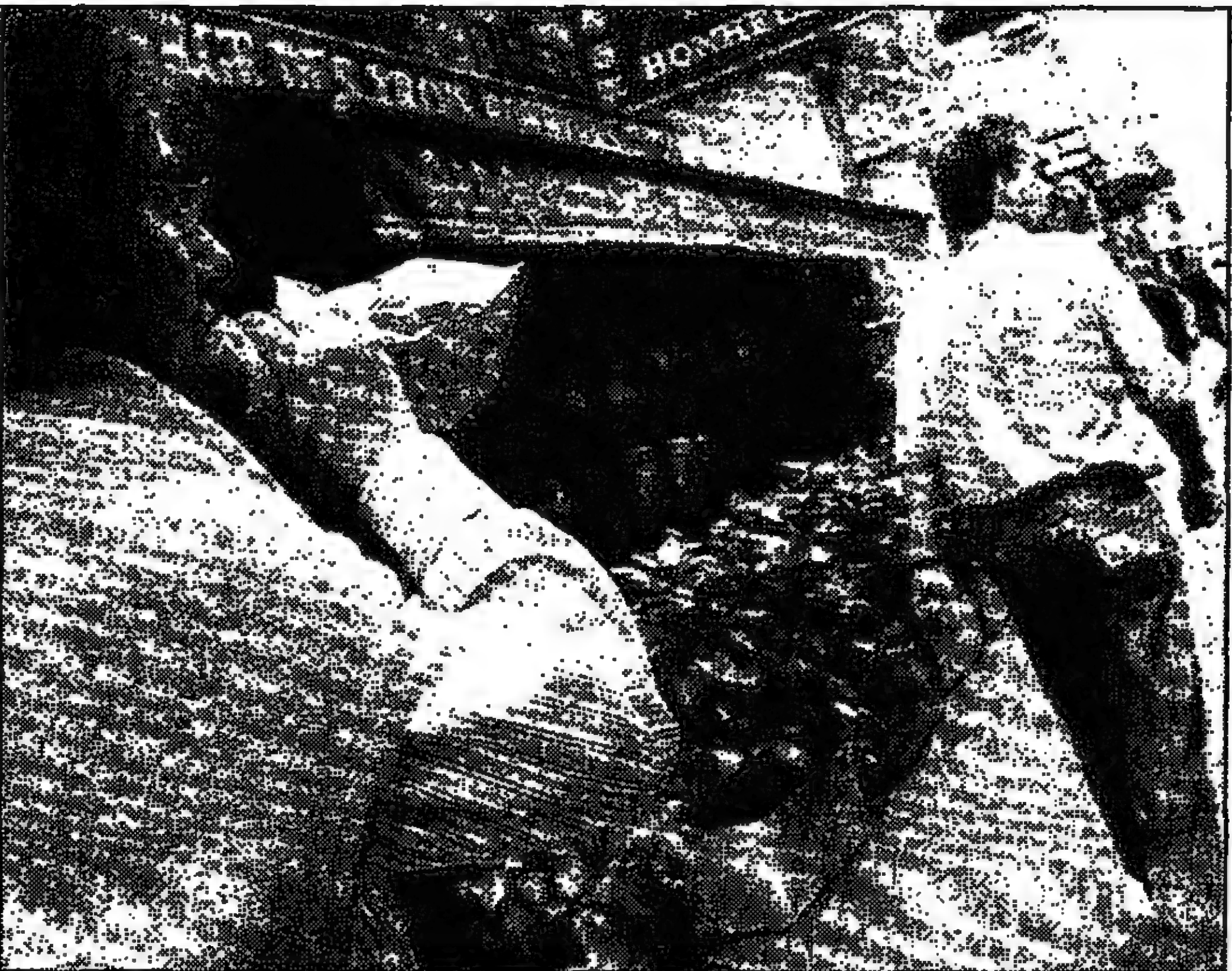
guère de vrais problèmes, est pour les chercheurs peu satisfaisante. « Nous aimerions, explique le docteur R. Saracci (Centre international de recherche sur le cancer, Lyon), pouvoir établir avec certitude à la fin du siècle toutes les recommandations alimentaires pour tous les types de pathologies chroniques. En outre, il serait souhaitable d'affiner nos données quantitatives, ce qui suppose la mise en œuvre de vastes études prospectives, très coûteuses et dont les résultats ne seront connus que dans plusieurs années. »

La question vaut à tout le moins d'être posée : les études expérimentales ou épidémiologiques ne permettant pas d'apporter la preuve absolue que l'on doit manger moins de graisses, consommer plus de vitamines, de fruits, de légumes, faut-il mettre en œuvre de vastes études prospectives sur différents

régimes et l'apparition des maladies chez des individus normaux, sachant que de telles études nécessitent le suivi de plusieurs dizaines de milliers de personnes pendant au moins dix ans ? Faut-il même aller plus loin et réaliser des études d'intervention qui consisteraient par exemple à prescrire à un groupe de personnes un régime très pauvre en graisses et à un autre groupe un régime très riche en graisses ? On voit bien les problèmes, en particulier d'ordre financier et éthique, que cela pose.

Dans l'attente de résultats de plusieurs études en cours aux États-Unis, on se contentera donc des « recommandations » publiées ici ou là, en sachant que si elles ne reposent pas forcément sur des faits scientifiques étayés, elles sont tout de même de bon sens que l'on a tout intérêt à respecter.

FRANCK NOUCH



Néfaste « food »

Il ne faut pas se faire trop d'illusions : la disparition des fast-foods n'est pas pour demain. Chaque seconde, environ deux cents personnes aux États-Unis avalent un hamburger. Au total, outre-Atlantique, 45,8 millions de personnes, soit un cinquième de la population américaine, ont choisi ce type de restauration. De 1970 à 1980, le nombre des fast-foods est passé de 30 000 à 140 000 et leur chiffre d'affaires a augmenté de 300 %. Des écoles, des collèges, des lycées, des bases militaires ont maintenu leur fast-food. En France, mais avec retard, un phénomène similaire est en train de se produire.

Cette civilisation du « Mc-Do », qui va de pair, selon les sociologues, avec l'augmentation du nombre des personnes vivant seules et avec l'accroissement de la proportion des femmes qui travaillent, peut-elle avoir des conséquences sanitaires néfastes ? Va-t-on bientôt s'apercevoir que fast-food rime avec athérosclérose, cancer, obésité ou déficit en vitamines ?

Dernièrement, les plus hautes autorités médicales américaines, à commencer par l'US Surgeon General et le National Institute of Health, ont incité les Américains à réduire dans leur alimentation la teneur en matières grasses et en sel et à accroître les apports

en fibres, en vitamines A et C, et en calcium.

La Société médicale du Massachusetts a voulu se rendre compte, en allant enquêter dans différents fast-foods, de l'apport sur le terrain, de ces consignes (1).

Les résultats, comme on pouvait le craindre, ne sont guère encourageants. Ainsi, 40 à 55 % des calories contenues dans les hamburgers proviennent des matières grasses (l'American Heart Association recommande que cette proportion n'excède pas 30 %). Autre exemple : les « mets » typiques des fast-foods ont une faible teneur en calcium, ce qui, explique le rapport américain, pourrait à la longue exposer au risque d'ostéoporose.

Face à un tel constat, les médecins américains en appellent à la responsabilité des fabricants, en leur demandant d'améliorer la qualité nutritionnelle de leurs produits. En outre, ils souhaitent voir afficher la composition exacte des différents « plats » proposés, de manière que les consommateurs puissent choisir en connaissance de cause.

F. N.

(1) Ce rapport fait l'objet d'un long article dans le *New England Journal of Medicine* daté 14 septembre.

PARIS-LONDRES

1h45
entre Roissy
et Victoria Station?
Si j'avais su
je n'aurais pas acheté
"A la recherche
du temps perdu."



HORAIRES VALABLES JUSQU'AU 28.10.1989 INCLUS			
PARIS COG 1 / LONDRES GATWICK		LONDRES GATWICK / PARIS COG 1	
JOURS	HEURE	JOURS	HEURE
DU LUNDI AU VENDREDI	06H45	DU LUNDI AU VENDREDI	06H45
DU LUNDI AU SAMEDI	09H00	DU LUNDI AU SAMEDI	09H00
DU LUNDI AU SAMEDI	10H10	DU LUNDI AU SAMEDI	10H10
DU LUNDI AU SAMEDI	14H30	DU LUNDI AU SAMEDI	14H30
DU LUNDI AU SAMEDI	18H30	DU LUNDI AU SAMEDI	18H30
DU LUNDI AU SAMEDI	20H30	DU LUNDI AU SAMEDI	20H30
DU LUNDI AU SAMEDI	21H30	DU LUNDI AU SAMEDI	21H30

air europe

La Business Class de ceux qui savent.

Les habits neufs du diabète

Suite de la page 21

Ces systèmes, les « sensors », sont actuellement à l'étude, et des pompes totalement automatisées ont été implantées avec succès chez l'animal.

L'implantation d'une pompe automatique régnant en maître absolu sur le métabolisme des glucides suscite cependant des inquiétudes quant à sa fiabilité et à sa sécurité : une panne du système et une fuite d'insuline mettent en effet le malade en danger de mort par coma hypoglycémique. C'est sans doute l'obstacle majeur qui reste à surmonter.

Enfin, pour améliorer le confort des patients, les spécialistes étudient actuellement la possibilité d'administrer de l'insuline sans injection par simple passage à travers la peau : la voie nasale (par pulvérisation) semble prometteuse, encore que son action paraît plus brève et moins précise que la voie injectable.

Comme d'autres maladies, le diabète a également bénéficié des progrès des transplantations. Très spectaculaires, les greffes de pancréas — un millier réalisées à ce jour dans le monde — et les injections de cellules sécrétant de l'insuline ont pour objectif de pallier définitivement le déficit en insuline. La plus séduisante de ces techniques consiste à greffer des cellules des îlots de Langerhans, la zone du pancréas qui sécrète l'insuline. Elle soulève néanmoins de nombreuses difficultés pratiques. Comment isoler et purifier ces cellules ? Où trouver des donneurs ? Enfin, bien que partiellement résolu, les problèmes de rejet sont loin d'être maîtrisés, même si les essais chez l'animal s'avèrent très prometteurs. Les cellules greffées sécrètent effectivement l'hormone pancréatique. « Il s'agit de méthodes encore expérimentales, explique le professeur Cathelin, en ces lieux du jour où un

diabétique ira sans souci se faire greffer un pancréas.

Alois que progressaient les techniques thérapeutiques, de nombreuses équipes se sont attachées à découvrir l'origine du diabète. Le professeur Jean Dausset mettait en évidence, grâce au système HLA, un marqueur témoin d'une prédisposition génétique de la maladie. Par ailleurs, on sait aujourd'hui que le diabète met en jeu des anomalies immunitaires semblables à celles des maladies auto-immunes, où les cellules toxiques sont plus nombreuses que les cellules protectrices : ce déséquilibre serait responsable de la destruction, par le système immunitaire, des îlots de Langerhans, et du tarissement de la sécrétion d'insuline.

De ces travaux dérivent les expérimentations thérapeutiques de ciclosporine, un médicament utilisé pour bloquer les réactions immunitaires précoces et le rejet des greffes. Les expérimentations, commencées dès 1984, sont aujourd'hui interrompues : personne ne connaît les effets à long terme de l'administration prolongée de ciclosporine. De nouveaux protocoles, utilisant des substances moins toxiques dérivées des huiles de poisson, devraient débiter très prochainement.

Greffes, traitements immunosuppresseurs, les enjeux de demain sont clairs. Il s'agit, ni plus ni moins, d'émanciper les diabétiques de leur dépendance à l'insuline. Pourrait les capotir mis en ces nouveaux traitements tardent à se concrétiser.

Pour un temps encore, les diabétiques doivent se contenter des progrès accomplis dans d'autres domaines, certes moins spectaculaires mais qui n'en constituent pas moins une révolution : la maîtrise des complications, et plus particulièrement la prévention de la cécité, des atteintes rénales et des membres inférieurs, ont changé le pronostic et le cours de la maladie. La meilleure preuve en est la récente décision de l'UAP de modifier les contrats d'assurance-vie des diabétiques : depuis avril 1989, les diabétiques indemnes de complications ne sont plus astreints à une surprime.

BÉATRICE BANTMAN

CE MOIS-CI DANS

SCIENCE **S'AVENIR**

DOSSIER SPECIAL

NEPTUNE

ADIEU VOYAGER-2

Toutes les photos
et le bilan de douze années
de découvertes

AU MEME SOMMAIRE

ARCHEOLOGIE : SUR LA PISTE
DU PREMIER AMERICAIN

sens

SCIENCES • MEDECINE

L'épopée du mètre

Le bicentenaire du système métrique décimal vient d'être célébré à Paris. C'est une longue histoire, jamais finie...

QUE la place de la Bastille soit le symbole de la Révolution française, personne ne songerait à la contester. Mais que la place Vendôme, haut lieu de la bijouterie de luxe, le soit aussi, de quoi surprendre. Pourtant, sur cette place bien sage que ceinturent des immeubles cossus, subsiste le vestige d'une révolution plus silencieuse, mais tout aussi profonde et tout aussi universelle que celle de 1789. Celle de la mise en place du système métrique décimal, dont le bicentenaire vient d'être célébré, à Paris, par le Comité international des poids et mesures et le Comité international de métrologie légale, en présence du ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux, et de celui de la Justice, M. Pierre Arpailleur.

La, au 13 de la place Vendôme, à gauche de l'entrée du ministère de la Justice, existe une plaque de marbre soignée sous une vitrine. Sous l'inscription « Mètre », explique M. Louis Marquet, président de la société métrologique de France, apparaît « le tracé en creux, limité par deux talons, d'un mètre divisé en dixièmes. Le décimètre le plus à droite était lui-même divisé en centimètres ». Ce vestige, vieux de deux siècles, est l'un des rares survivants des seize mètres étalons en marbre — un second est encore visible sur la façade des communs du Petit Luxembourg, à droite du porche d'entrée du 36 de la rue de Valenciennes — que l'Agence temporaire des poids et mesures, mise en place par la Convention, avait décidé de « placer dans les lieux les plus fréquentés de Paris (1) ».

Quelques excès de longueur

Ces quelques « monuments peu considérables » sur la base desquels « serait fixé ou simplement tracé un mètre » se dressent, selon l'Agence, « d'être assez apparents pour attirer la curiosité et assez solides pour résister aux injures de l'air et aux atteintes de la malveillance ». Ainsi devaient-ils permettre de familiariser le peuple avec les nouvelles unités de mesure de longueur et à tout un chacun de vérifier que son instrument de mesure était en accord avec les vœux de l'Assemblée nationale constituante bien décidée, à partir de 1790, à mettre fin au désordre et à la confusion régnant alors en France dans le domaine des poids et mesures.

La révolution du mètre était en route. Du moins sur le papier. Sur le

conseil de l'Académie des sciences, il avait en effet été décidé de réviser pour définition du mètre « la dix millionième partie du quart du méridien terrestre entre le pôle Nord et l'équateur ». Le mètre naissait donc en ce mois de juillet 1792, et deux astronomes, Méchain et Delambre, se voyaient confier la charge de calculer de la façon la plus précise la valeur de ce mètre à partir de mesures de l'arc de méridien existant entre Dunkerque et Barcelone. Mais leurs travaux s'éternisant, remarque Louis Marquet, « la Convention, pressée de réaliser l'uniformité des poids et mesures pour faciliter la libre circulation des grains, lance le nouveau système métrique par la loi du 1^{er} août 1793 et la loi du 18 germinal an III (7 avril 1795) en créant un mètre provisoire » défini à partir de la mesure du méridien effectuée... cinquante ans auparavant !

C'est sur cette base que seront construits et installés, avec retard, entre février 1796 et décembre 1797 — en même moment de la mauvaise qualité du marbre initialement fourni, — les seize mètres étalons destinés à la ville de Paris. Aussi ne faut-il guère s'étonner que ces mètres-là aient pu présenter quelques excès de longueur (de l'ordre de 0,32 millimètre), auxquels s'ajoutent désormais les effets cumulés de ceux qui, venant contrôler leurs mètres rigides, ont fini par écarter quelque peu les talons marquant les limites exactes des mètres de référence installés dans Paris. Certains n'atteignent pas d'ailleurs à dire que ces excès en force ont peut-être donné aux mètres de mesure un demi-millimètre ou un millimètre de plus. C'est pratiquement le cas de celui de la place Vendôme, dont la cérémonie d'installation du 27 septembre 1989 a pu montrer qu'il mesurait, à un demi-millimètre près, 1,0021 mètre. Pas si mal pour un vieillissement de deux cents printemps.

A l'époque de la Révolution, cet « à-peu-près » fut de peu d'importance, même si, dès le 4 messidor an VII (22 juin 1799), les savants déposèrent aux Archives de la République les étalons définitifs en platine du kilogramme et du mètre, fruits des travaux de Méchain et Delambre. Car, s'il a fallu dix ans pour créer un système et donner ainsi corps à la demande que Talleyrand et Prieur avaient faite en 1790 devant l'Assemblée constituante en faveur de poids et de mesures uniformes pour tout le pays, force est de constater qu'il faudra quarante ans pour



l'imposer définitivement en France (2). En effet, si, dès 1800, remarque Louis Marquet, « le système métrique décimal est bari », il est également clair qu'il suffit de mettre en place « un corps de fonctionnaires compétents et une fabrication de nouveaux instruments permettant le remplacement des anciens pour le faire appliquer », il apparaît aussitôt que l'on manque de crédits pour cela.

En outre, si « les régimes politiques changent, les habitudes restent les plus fortes ». Le recul des pouvoirs publics en 1800 et 1812, appuyé par le public qui estime qu'il faut « apprendre le grec pour faire ses achats chez l'épicier », et conjugué aux incertitudes dérogatoires de l'ici et là, entraîna une confusion telle qu'il fallut réagir.

Mais ce n'est qu'avec la loi du 4 juillet 1837 que le système métrique allait être rendu obligatoire en France à compter du 1^{er} janvier 1840. Désormais, le débat portera surtout sur l'amélioration de la définition du mètre et la recherche d'un phénomène universel permettant de le décrire. Les mesures de Delambre et Méchain sur un arc du méridien terrestre étaient de cette nature. Elles

avaient donc donné au pays un mètre théorique, immuable, résistant en principe aux outrages du temps, et un mètre plus pratique représenté par le mètre en platine déposé aux Archives. Mais ce mètre utile, dont dérivèrent pendant près d'un siècle tous les mètres construits, se révéla par la suite trop court de deux dixièmes de millimètre.

De nouveaux étalons

C'était inacceptable. « Le mètre des Archives, explique M. Pierre Gosselin du Bureau international des poids et mesures, n'était pas un étalon de très haute qualité métrologique (...), et les diverses nations n'étaient pas très heureuses de devoir aller chercher leur étalon aux Archives de la République française ». C'est la raison pour laquelle un mouvement international prit corps vers 1867 en vue d'une internationalisation du système métrique et de la préparation de nouveaux étalons. Ainsi naquit le fameux mètre étalon en platine iridié — le prototype international — conservé au pavillon de Breteuil, à Sèvres.

S'il permettait de gagner en précision sur celui des travaux de Méchain et Delambre, « il manquait cependant une régression en regard aux principes originaux de la Révolution qui voulaient que le mètre soit défini, non par deux traits fins gravés sur une règle, mais par un phénomène universel et reproductible », note M. Philippe Berthod, directeur de la sous-direction de la métrologie.

Aussi divers scientifiques émettent-ils l'idée, à la fin du dix-neuvième siècle, de recourir, pour définir le mètre, à de très phénomènes, qui, comme l'interférométrie, permettaient d'effectuer des mesures extrêmement précises en utilisant la raie rouge de la lumière émise par une lampe à cadmium. Malheureusement, cette raie n'était pas assez fine, pas assez monochromatique pour concurrencer le prototype international du mètre. Mais le débat était lancé, et les progrès accomplis après la deuxième guerre mondiale dans les domaines de la spectroscopie et de la physique atomique permirent, en 1960, de retenir la raie orange émise par un atome de krypton 86 pour mètre en place un nouvel étalon de longueur. La pureté spectrale de cette radiation lumineuse est en effet si fine qu'elle

permet d'atteindre une précision de 0,01 millièmes de millimètre sur un mètre !

C'est ainsi que le mètre devint « la longueur égale à 1 650 763,73 longueurs d'onde dans le vide de la radiation correspondant à la transition entre les niveaux 2p10 et 5d5 de l'atome de krypton 86 ». On ne pouvait rêver plus simple ! C'était hélas oublier que le laser, source de lumière merveilleusement monochromatique, venait de naître. Les métrologistes n'attendaient pas se passer d'un si bel outil. La tentation était bien trop grande de remplacer la raie du krypton 86 par celle du nouveau laser. Mais c'était s'exposer aussi à de fréquents changements en fonction des progrès rapides que les lasers risquaient de faire. Aussi, lors de la XVII^e Conférence générale des poids et mesures, réunie à Paris en octobre 1983, les représentants de quarante-six États décidèrent-ils de relier la définition du mètre à une constante fondamentale de la physique (la vitesse de la lumière) et non à une transition atomique d'un atome choisi parmi de nombreux autres.

Le 20 octobre 1983, il fut donc décidé — et pour de très longues années puisque la vitesse de la lumière n'est pas près de changer — que « le mètre serait la longueur du trajet parcouru dans le vide par la lumière en 1 299 792 458 secondes ». Nous voilà rassurés. Enfin du solide, puisque la précision de la définition du mètre a gagné un facteur 30 par rapport au krypton 86, qui lui-même avait amélioré d'un facteur 20 à 50 les mesures fournies par l'étalon en platine iridié. Reste que cette universalité du mètre reconnue par tous est très relative : de l'autre côté de la Manche, on mesure toujours en mesures impériales, et, outre-Atlantique, on jongle avec les pieds carrés, les inches, les gallons et les miles, qu'ils soient nautiques ou ordinaires...

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) De ces deux mètres de marbre, seul celui de la rue de Valenciennes est sur son site original, même si, à quelques années, il a été descellé, puis recollé lors des travaux de rénovation du bâtiment qui l'abrite. Quant à celui de la place Vendôme, il semble qu'il ait été placé là en 1848, après avoir été enlevé de son emplacement d'origine, où il était peut-être devenu inutile.

(2) Loin à ce sujet l'article de Louis Marquet paru en octobre 1982 dans le Bulletin du Bureau national de métrologie.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente sur saisie au palais de justice de Créteil (94), le jeudi 12 octobre 1989 à 9 h 30
STUDIO à VINCENNES (94300)
14, RUE VICTOR-BASCH et AVENUE AUBERT SANS HÉRIÈRE
4 étages porte face sur rue à g., sur paille : 1 pièce s. d'eau, WC
Mise à Prix : 60 000 F. S'adresser : M^{rs} MAGLO, avocat, 4, allée de la Toison d'Or à Créteil (94000), tél. : 49-88-81-85, M^{rs} EL MANSOURI, avocat, 24, avenue Victoria à Paris (17), tél. : 42-36-77-50 ou 42-36-35-27.

Vente au palais de justice de Paris le jeudi 12 octobre 1989 à 14 h 30
APPARTEMENT à PARIS (19^e)
62, avenue St-Jacques et 104, rue Georges-Landreaux
MISE à PRIX : 300 000 F
S'adresser à M^{rs} Bernard de SARRAC (SCFP de SARRAC-A. JAUNEAU) avocat à Paris, 42, avenue George-V, tél. : 47-20-52-38
Uniquement de 10 h à 12 h, M^{rs} CARRASSET-MARTILLER syndic

Vente sur saisie immobilière au palais de justice de Paris, le jeudi 12 octobre 1989 à 14 heures, en 2 lots
DEUX STUDIOS à PARIS (11^e)
125, rue du Faubourg-Saint-Antoine
MISE à PRIX : 100 000 F chaque lot
Pour tous renseignements, s'adresser à la SCP COURTEAULT, LECOQ, BRADAUD-DUMAS, SCP d'avocats, 17, avenue de Lamboille, PARIS (10^e).
Tél. : 45-24-45-40.

Vente sur saisie immobilière, au palais de justice de BORIGNY le MARDI 17 OCTOBRE 1989, à 13 h 30
UN PAVILLON 4 P.P. à LIVRY-GARGAN (93)
40 bis, avenue Jean-Zay
S'adresser : M^{rs} BOURGEOIS, avocat, 3, avenue Germain-Papillon à ALLAIN-SOUS-BOIS (93)
Tél. : 48-65-62-68. M^{rs} BOURGEOIS et VIDAL DE VERMOREL, avocats, 55, bd Maubert, 75006 PARIS - Tél. : 45-22-04-36. VENTES sur place, le 5 octobre 1989, de 14 heures à 15 heures.

Vente sur saisie immobilière au palais de justice de PARIS, le jeudi 12 octobre 1989 à 14 heures en 1 lot
APPARTEMENT à PARIS (20^e)
dans un ensemble immobilier dénommé « résidence de Lorient »
42, rue de la Chine et villa industrielle sans n°
situé au rez-de-chaussée du b't. 1, en C, porte à droite, comp. entrée, cuisine, 3 pièces principales, salle d'eau, WC, rangement, dégarment, dressing, nichoir UNE CAVE située au 2^e s/sol du b't. 1, portant le n° 65. Un EMPLACEMENT POUR VOTURE AUTOMOBILE portant le n° 101 en plus du 3^e s/sol du b't. 1.
MISE A PRIX : 250 000 F
S'adresser pour tous renseignements : Au cabinet de la SCP SCHMIDT GUIBÈRE, société d'avocats, 76, avenue de Wagram à PARIS (17^e). - Tél. : 47-63-25-24.

Vente sur pub. judiciaire au palais de justice de Paris, le jeudi 9 octobre 1989 à 14 h
STUDIO à PARIS (17^e)
4, RUE ARTHUR-RUIRE, 2 étages (b't. sur cour), 19 m² env. et cave en sous-sol
MISE à PRIX : 190 000 F
S'adresser à M^{rs} COPPER ROYER, avocat à Paris (17^e), 42, rue Amphil à Paris (17^e).
Tél. : 46-22-26-15. Pour visiter sur place le 5 OCTOBRE 1989 entre 14 h et 15 h.

Vente sur pub. jud. au pal. de just. de Paris, le jeudi 9 oct. 1989 à 14 h, en 2 lots
à PARIS 17^e, 62, RUE DE LA JONQUIÈRE
en 2 lots, rue de la Jonquière, 1^{er} étage, b'chaine A sur rue, UNE PIÈCE et UN APPARTEMENT (40 m² env.) avec cave en sous-sol
MISE à PRIX : 25 000 F et 300 000 F
S'adresser à M^{rs} COPPER ROYER, avocat à Paris (17^e), 42, rue Amphil à Paris (17^e).
Tél. : 46-22-26-15. - Pour vis. sur place 5 OCTOBRE 1989 entre 10 h et 12 h.

Vente sur saisie au palais de justice de Paris, le jeudi 12 octobre 1989 à 14 h 30
IMMEUBLE à PARIS (15^e)
22, rue DURANTON comprenant PAVILLON (b't. sur cour) avec JARDIN Côté 1 à 70 m² en 1 chambre, salle à manger, 1^{er} et 2^e s/sol, 1^{er} étage, b'chaine A sur rue, salon, cuisine, office, dégarment, WC, vestiaire et à la suite, GARAGE et BANGAR.
2^e étage : 3 chambres, salle de bains, pendoir, TERRASSE à la suite.
MISE à PRIX : 2 000 000 F
S'adresser à M^{rs} Michel LEIDOVICH, avocat associé, 52, bd Malesherbes à Paris (8^e).
Tél. : 48-87-73-87.

Vente sur saisie immobilière au palais de justice de NANTERRÉ le jeudi 12 octobre 1989 à 14 h, en 1 lot
MAISON D'HABITATION à COLOMBES (Hauts-de-Seine) 114, rue Hoche
de construction moderne composée de 2 étages, 5 pièces principales avec cuisine, salle de bains, WC
MISE à PRIX : 300 000 F
S'adresser pour tous renseignements : Au cabinet de M^{rs} Catherine DENNERY-HALPHEN, avocate, 12, rue de Paris à 92100 BOULOGNE
2^e Au cabinet de la SCP SCHMIDT GUIBÈRE, société d'avocats, 76, avenue de Wagram à PARIS (17^e). - Tél. : 47-63-25-24.

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

PARIS-LONDRES

Authentique breakfast anglais à bord?

Si j'avais su je serais parti à jeun.

Il y a deux types d'hommes d'affaires. Ceux qui ne savent pas et ceux qui savent qu'avec Air Europe ils seront vraiment traités en businessmen, d'un bout à l'autre de leur voyage.

- Dès l'aéroport : salon privé, enregistrement 10 minutes avant le départ.
- A bord : cabine "Business Class" séparée, fauteuils espacés, breakfast complet, excellente cuisine, bar gratuit, hôtesses jeunes et charmantes, avions de moins de deux ans.
- Après le vol : liaison directe Gatwick-Victoria Station tous les quarts d'heure, en 30 minutes.

Et ce n'est pas tout : à partir du 29 octobre Air Europe augmente ses fréquences, vous propose 6 vols aller-retour par jour aux meilleurs prix du marché (Classe Affaires : 1990 F aller-retour). So what... ne dites plus "Si j'avais su !".

Consultez votre agence de voyages ou Air Europe : (1) 49 27 91 00.

air europe

La Business Class de ceux qui savent.

MOIS-CLIQUE

INCE SA VENT

OSSIER SPECIAL

EPTUNE

DIEU VOYAGER-2

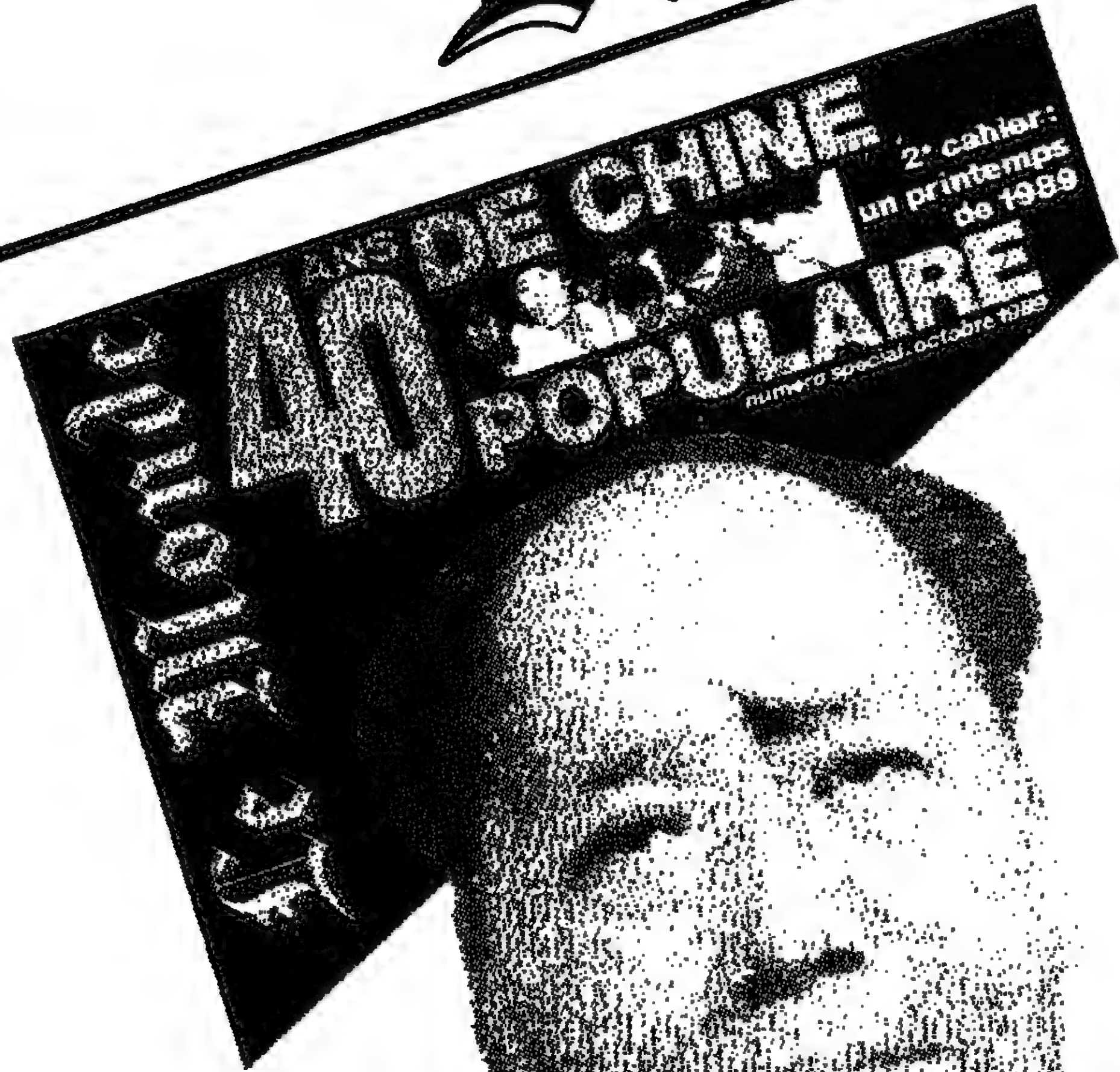
Prenez les photos de vos chers amis de vacances

CHASSE

EOLOGIE : SUR LA PSE

PREMIER AMERICAIN

Le Monde



40 ANS DE CHINE POPULAIRE



NUMÉRO HORS SÉRIE
48 PAGES - 28 F

L E MONDE a rassemblé dans ce numéro hors série un ensemble d'articles publiés dans ses colonnes. Des reportages sur le vif, des analyses et des commentaires de ses envoyés spéciaux au moment des faits restituent avec précision le climat de l'époque : de la réforme agraire à la planification, du libéralisme des « Cent Fleurs » à la révolution culturelle, de l'alliance soviétique à la guerre froide avec les Etats-Unis, de la disparition du « Grand Timonier » à l'ouverture sur le monde extérieur.

Le Monde consacre aussi 12 pages de ce numéro aux tragiques événements du printemps de 1989 en retraçant l'explosion populaire, l'arrivée des chars à Pékin et la répression qui suivit. L'histoire tourmentée de la Chine communiste, avec des portraits de toutes les grandes figures, une chronologie détaillée des événements et une carte en couleurs de la Chine.

nombreuses
photos
et les
meilleurs articles
de Robert GUILLAIN

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

40 ANS DE CHINE POPULAIRE

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____
LOCALITÉ _____
Nbre d'ex. _____ X 33 F (frais port inclus) : _____ F
Pour les DOM-TOM et l'étranger, nous consulter :
Bulletin et règlement à retourner à :

LE MONDE
Service vente au numéro
7, rue des Italiens
75427 Paris Cedex 09

مكتبة العالم

AGENDA

CARNET DU Monde

— Le président
Et le conseil d'administration de
l'université de la Sorbonne-Nouvelle.
Le directeur,
Le conseil
Et tous ses amis de l'Institut
d'études théâtrales,
ont la tristesse de faire part du décès de

Richard MONOD,
maître de conférences
à la Sorbonne-Nouvelle,
survenu le 1^{er} octobre 1989.

— Le conseil
Et le secrétariat du département
LAEC de l'université Paris-III,
ont la tristesse de faire part du décès de
leur ami et collègue

Richard MONOD
qui y a consacré toute sa générosité et
de toute son intelligence en tant
qu'enseignant et membre du conseil
pédagogique.

— M. et M^{me} Fernand Pfend,
M^{me} Isabelle Dubreuil,
Le conseil d'administration,
Le directeur,
Le personnel
Et les élèves de l'Institut national des
jeunes aveugles.
Le conseil d'administration de
l'Association des jeunes aveugles,
Le conseil d'administration de la
Société de placement et de secours en
faveur des élèves et anciens élèves de
l'Institut national des jeunes aveugles.

Informant qu'une messe sera célébrée
le samedi 7 octobre 1989, à 10 heures,
en la chapelle de l'Institut national des
jeunes aveugles, 56, boulevard des
Invalides, Paris-7^e, à l'initiative de

Daniel PFEND,
administrateur de l'Institut national
des jeunes aveugles,
vice-président de l'Association
des jeunes aveugles,
ancien vice-président
de la Société de placement
et de secours en faveur des élèves
et anciens élèves de
l'Institut national des jeunes aveugles,
décédé le 8 août 1989.

— Paule et Albert Bonnet,
Leurs enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Andrée RADUREAU,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier des Palmes académiques,
inspectrice honoraire
de l'éducation nationale,

survenue le 2 octobre 1989, en son domi-
cile, 65, boulevard Soult, à Paris-12^e.

La cérémonie religieuse sera célébrée
en l'église de Saint-Sulpice, Paris-12^e, le
mercredi 4 octobre, à 8 h 30.

Lycée Pierre-de-Coubertin,
1, chaussée de Paris,
77100 Meaux.

— M^{me} Jean-Louis Tixier-Vignancour,
née Lecerrier,
M. et M^{me} René Tixier-Vignancour
et leurs enfants,
Flavie et Jean-Luc,
M. et M^{me} Gilbert Tixier
et leurs enfants,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Jean-Louis
TIXIER-VIGNANCOUR**,
avocat à la cour d'appel de Paris,
ancien membre du conseil de l'ordre,
ancien député,
croix de guerre 1939-1940,
survenu à Paris, le 29 septembre 1989,
dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célé-
brée le jeudi 5 octobre, à 10 h 30, en
l'église Saint-Nicolas-du-Charbonnet,
Paris-5^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière
d'Osny (Eure), dans la plus stricte
intimité.

« J'ai mené le bon combat,
j'ai achevé ma course,
j'ai gardé la foi. » Saint-Paul.

(Le Monde daté 1^{er} octobre.)

Anniversaires
— Le 3 octobre 1983
Pierre BERTIN
(XSS)
nous quitte.

Il est demandé une pensée amicale à
ceux qui l'ont connu, aimé et
dévoient fidèles à son souvenir.

— Pour le vingt-neuvième anniver-
saire de la subite disparition de

Boris LEBOVIC,
ingénieur publicitaire FTP
dans la Résistance en Belgique,
une pensée est demandée à tous ceux
qui l'ont connu, en associant à son sou-
venir celui de sa sœur

Engèle,
morte à Moscou en 1988.

— À la mémoire de

Georges-Alexandre OLIVETTI
qui nous a quittés le 4 octobre 1983,
une messe a été célébrée à Rouen dans
l'intimité.

Communications diverses

— Cécile Bernard-Lazare. « Des
jeûnes polonais en quête de leur passé ».
La projection du film de Robert Bolek,
« Réfugiés polonais d'Allemagne, ap-
pétit d'origine polonaise », sera suivie
de la présentation de l'ouvrage de
Nicole Lapierre, « Le silence de la
mémoire, histoire des juifs de Ploetz ».
Les auteurs participent aux débats
qui seront dirigés par Pascal Huezou,
psychanalyste. Jeudi 5 octobre, à
20 heures, 10, rue Saint-Clément, 75003
Paris.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5101

VERTICALEMENT
I. Endroits où l'on dépense
beaucoup en faisant les
courses. — 2. Fait des nœuds
solides. Agent de transmis-
sions. — 3. Rejoignit le troupeau.
Cité italienne. — 4. Marquer un
temps d'arrêt. Va droit au
chœur. — 5. Était réservé aux
grandes personnes. Réagit bête-
ment. — 6. Donne le mauvais
exemple. Douche froide. — 7. Fou... rouge. Préposition. — 8. Tout de même pas de quoi se
vanter la face ! — 9. Vieilles au-
dessus de certaines épouses. Qui
peut donc en vouloir.

HORIZONTALEMENT

I. Ses piles font généralement
long usage. — II. Sensible aux
chocs. — III. Permet de prendre
des mesures. Où l'on doit faire
face à certaines charges. — IV. N'a
pas une bonne place. Ennemie de
la paix. — V. Fit démanier l'auto-
mobile. Inutile de compter sur eux
pour en savoir plus. — VI. Il peut
être dangereux de les mener à
l'équipement. — VII. Opère selon
certains critères. Pronom. —
VIII. De quoi faire des boulettes.
Faites par celui qui est à côté de la
plaque. — IX. En guerre. Casiers
que l'on aime voir pleins. — X. A
son approche, mieux valait faire le
sourcil levé. Article. — XI. Va au
diable.

Solution du problème n° 5100

Horizontalement
I. Tablier. — II. Ivre. Tifs. —
III. Ris. Héros. — IV. Edme. Elu. —
V. Bussard. La. — VI. Ouf ! Lui. —
VII. Ut. Dura. — VIII. Créole. Ré. —
IX. Hic. Etna. — X. Ocre. Robe. —
XI. Neutron.

Verticalement
1. Tire-bouchon. — 2. Avicul-
trice. — 3. Braise. Ecu. — 4. Le.
Ma. Do. Et. — 5. Hercule. —
6. Été. Réfro. — 7. Rire. Lé.
Non. — 8. Folle. Rab. —
9. Osseuse. Eu.

GUY BROUTY

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : **P** Signalé dans « le Monde radio-télévision » **F** Film à évaluer **N** Ou peut voir **N** Ne pas manquer **N** Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 3 octobre

TF 1
20.35 Cinéma : Attention bandits. **F**
Film français de Claude Lelouch (1987).
22.30 Magazine : Ciel, mon mardi !
0.00 Journal et Météo.
0.20 Série : Intrigues.
0.50 Série : Mémoires.
1.10 TF 1 nuit.

A 2
20.35 Les dossiers de l'écran :
Le passage du Rhin. **F**
Film français d'André Cayatte (1960).
22.40 Portrait : Charles Aznavour
face aux téléspectateurs.
Le chanteur et acteur en direct de Nîmes.
23.30 Informations : 24 heures sur la 2.
23.50 Météo.
23.55 Soixante secondes.
Nicolas Todorov, historien.

FR 3
20.40 La dernière séance :
1^{er} film : L'arbre de vie. **F**
Film américain d'Edward Dmytryk (1967).
Avec Montgomery Clift, Elizabeth Taylor.
23.30 Dessins animés.
23.50 Journal et Météo.
0.15 **P** 2^e film :
La chatte sur un toit brûlant. **F**
Film américain de Richard Brooks (1968).

CANAL PLUS

20.30 Sport : Football.
Championnat de France : Toulon-Nice.
22.35 Flash d'informations.
22.40 Cinéma :
Quelques jours avec moi. **F**
Film français de Claude Sautet (1988).
0.45 Cinéma : Lucky 13. **F**
Film américain de Mark Griffin (1983).

LA 5

20.40 **P** Cinéma : Hombre. **F**
Film américain de Martin Ritt (1960). Avec
Paul Newman, Frederic March, Richard Boone.
Un western qui reste, curieusement, imper-
issable.
22.35 Rallye des pharaons.
22.40 Série : L'enfer du devoir.
23.30 Magazine : Nomades.
0.00 Journal de minuit.

M 6

20.30 Feuilleton : La clinique
de la Forêt-Noire.
22.10 Magazine : Ciné 6.
22.30 Cinéma :
Le fils de Spartacus. **F**
Film italien de Sergio Corbucci (1962). Avec
Steve Reeves, Gloria Maria Canali.

0.10 Six minutes d'informations.

LA SEPT

20.30 Documentaire : Life string.
22.00 Films d'animation : Images.
22.30 Documentaire : Paroles d'otages (2).
23.30 Documentaire : Nathalie Sarraute,
conversation avec Claude Regy.
1.15 Documentaire : Le fantôme
des Champs-Élysées.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel sciences.
La production à l'Opéra Bastille.
21.30 Les nouvelles maisons de retraite
(rediff.).
22.40 Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 2 avril des Piques
musicales à Aix-les-Bains) : Requiem en fa
mineur, de Biber; Histoire de la jeunesse et vic-
torieuse résurrection de notre sauveur Jésus-
Christ et Magnificat allemand, de Schütz, par
l'Ensemble vocal Fauré, Maréchal, l'Ensemble
vocal Heinrich et l'Ensemble 415, dir. Michel
Daudin.
23.07 Club d'archives. Hommage à André
Navarra (1). Chœurs de Couperin, Schumann,
Boccherini, Schubert, Fauré, Saint-Saëns.

Mercredi 4 octobre

TF 1

17.45 Série : Hawaii, police d'Etat.
18.40 Avis de recherche.
18.45 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.15 Jeu : La roue de la fortune.
19.45 Tirage du Tac-O-Tac.
19.55 Le bébé show.
20.00 Journal, Météo, Tapis vert et Loto.
20.45 Variétés : Soirée soignée.
Invités : Linda de Souza, Jean Marais. Variétés :
Enrico Macias, Yves Van Haver, Hervé, Star-
mania, Cold cut, Shéhé, Jason Donovan.
Séquence : Jacques Brel.
22.35 Magazine : Ex libris.
Portraits de femmes. Expliquez-moi : Laura
Betti (Madame), Isabelle Dufrenoy (Ultra vio-
let), Choucha Douchkova (Les herbes
amères), Exécuteur libre : A New York, chez la
romancière Toni Morrison; Exploration :
Picasso.
23.30 Journal et Météo.
23.50 Série : Mémoires.
0.15 Série : Intrigues.
0.40 Documentaire : Histoires naturelles.
1.10 TF 1 nuit.

A 2

17.15 Magazine : Graffiti 5-15.
18.10 Série : Les voisins.
18.35 Jeu : Des chiffres et des lettres.
18.55 NC.
19.00 Série : Top models.
19.25 Jeu : Dessinez, c'est gagné !
20.00 Journal et Météo.
20.35 Sport : Rugby.
Présentation du match France-Lions britannique
avec Mireille Mathieu. Match à 20.45.
22.25 Flash d'informations.
22.30 Magazine : Place publique.
Thème : Les meubles en France.
23.50 Informations : 24 heures sur la 2.
0.10 Météo.
0.15 Soixante secondes.
Gilles Pontecorvo, cinéaste.
0.20 Magazine : Figures.
Invité : Raymond Devos.

FR 3

15.00 Questions au gouvernement
à l'Assemblée nationale.
17.00 Flash d'informations.
De 17.05 à 18.00 Amuse 3
17.05 Petit ours brun.
17.06 Inspecteur Gadget.
17.10 Les petits malins.
17.30 Auto vélo bravo.
17.35 David le gnome.
18.00 Magazine : C'est pas juste.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
19.58 Dessin animé.
Denver, le dernier dinosaure.
20.05 Jeux : La classe.
20.35 Spectacle : XIV^e Festival interna-
tional du cirque de Monte-Carlo.
22.00 Journal et Météo.
22.25 Magazine : Océaniques.
Portrait souvenir : Georges Simenon
(2^e partie).
23.20 Cinéma : L'air du crime. **F**
Film franco-allemand d'Alain Klier (1984).
0.55 Musiques, musiques.

CANAL PLUS

En clair jusqu'à 21.00

18.15 Dessins animés : Ça cartoon.
18.30 Top 50.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
21.00 Cinéma : Le dernier match. **F**
Film américain de John Hancock (1973).
22.30 Flash d'informations.
22.40 Cinéma : Savannah. **F**
Film français de Marco Pico (1987).
0.20 Cinéma : Drôles d'espions. **F**
Film américain de John Landis (1985) (v.o.).
1.55 Magazine : Journal de l'art.

LA 5

17.30 Magazine :
En route pour l'aventure.

Audience TV du 2 octobre 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REÇU LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	80.3	Rose fortune	Top models	actual. régionales	Nulle part	Happy days	Magnus
		17.4	4.5	18.9	3.2	3.8	3.3
19 h 46	84.2	Rose fortune	Dominique	19-20 Infos	Nulle part	Bar mitchell	Magnus
		26.7	6.8	9.2	4.5	2.7	4.4
20 h 18	86.8	Journal	Journal	La classe	Nulle part	Journal	M ⁶ est servi
		27.8	15.1	10.8	3.0	5.4	4.9
20 h 35	70.4	Peau café	Haine vécue	Ass. malades	La jeune fille	Coucheur	Coplan
		15.6	12.3	21.9	3.8	11.1	7.4
22 h 8	63.1	Communication	Haine vécue	ASS. malades	La jeune fille	Coucheur	Coplan
		6.3	12.6	22.2	4.0	10.8	7.2
22 h 44	31.3	Spécial à la une	Prof. comique	Sat 3	Land sports	Madlock II	Terror au...
		12.0	6.7	4.3	2.4	3.7	2.3

"Vous n'auriez pas un bon film X ? Ce n'est pas pour une amie, c'est pour moi."

ELLES ASSURENT EN RODIER



SPORTS

TENNIS

Un entretien avec Ivan Lendl

« Tout faire maintenant pour gagner Wimbledon »

Ivan Lendl a gagné, le 1^{er} octobre, à Bordeaux, le quatre-vingt-unième titre de sa carrière. Mais cette victoire est sans doute la dernière acquise sur terre battue pour longtemps par le numéro un mondial. Le Tchèque, qui s'est engagé avec réticence dans le nouveau circuit ATP, fera l'impasse sur les Internationaux de France 1990 pour mieux préparer Wimbledon.

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

« C'est sur le central de Roland-Garros que j'ai disputé ma première grande finale en 1981, et c'est là que j'ai triomphé pour la première fois en grand chelem trois ans plus tard. Cela crée des liens », nous a dit Ivan Lendl, au château du Haillan, où Claude Beuz, le président des Girondins de Bordeaux, l'a accueilli pendant la durée de l'Open passingshot. « En lire simplement les comptes-rendus, l'année prochaine, chez moi, à des milliers de kilomètres sera sans doute une expérience déroutante. Paris me manquera. Mais j'ai toujours été prêt à accepter des sacrifices pour atteindre un but. Même si je vois la vie en termes nettement plus nuancés, la tentation sonne ! » Et de rire à gorge déployée.

Ivan Lendl a le don de lancer des rires qui décoiffent ses interlocuteurs aussi sûrement que ses accélérations surprennent ses adversaires. Volontiers sarcastique voire blessant il y a quelques années, Lendl voit maintenant d'un œil narquois son propre personnage et s'en amuse.

Il vient d'épouser Samantha Frankel, qui était sa compagne depuis une demi-douzaine d'années : « La décision de me marier a été prise en dehors de toute considération sur ma carrière. Je voyais ma vie privée autrement à l'approche de la trentaine. Samantha et moi voulons des enfants. L'absence de Lendl à Roland-Garros permettrait aux deux époux de rester ensemble pour un heureux événement au printemps... »

Lendl s'est toujours penché sur les décisions stratégiques de sa carrière avec la minutie d'un avocat qui examine un contrat. Quelques considérations historiques ont également fait pencher la balance en faveur d'un printemps sur l'herbe.

Huit tournois dans l'année

En 1975, Borg n'avait pas atteint la finale à Paris, et l'année suivante il n'y participait pas. « Voilà les deux premières années de son double. Après, il pouvait viser bien plus tranquillement le simple cumulé des titres. Pour Wimbledon, le plus dur était fait. Santana ne joua pas non plus à Paris l'année de sa victoire à Wimbledon. Pour tous les joueurs de terre battue, l'adaptation à l'herbe est forcément plus longue. Techniquement, ce qui me manque encore ? Sans doute la vivacité des gestes et le déplacement en retour de service. Mon manque d'efficacité dans ce domaine est bien plus crucial qu'une quelconque faiblesse en service/volée. J'y travaillerai. »

On peut lui faire confiance. A partir de la mi-avril, en Nouvelle-Zélande et en Australie, où il espère retrouver Pat Cash pleinement rétabli, ensuite aux États-

Unis, en compagnie de quelques herbivores irréductibles comme Van Rensselaer et Annaccone, avant de participer à deux tournois britanniques dans le Queens, la longue quête de sa consécration sur gazon se déroulera ainsi sur deux mois et trois continents.

Elle sera reconduite « pour un an ou cinq, le temps qu'il me faudra. Qu'est-ce que ça change dans le bilan d'un champion s'il a remporté Roland-Garros ou l'US Open trois fois ou cinq, l'Open d'Australie une fois ou deux, qu'il soit resté numéro un trois ou quatre ans, s'il lui manque, en fin de compte, le titre de Wimbledon ? L'essentiel est de réussir ce que vous n'avez jamais pu réaliser auparavant. »

Plus personne, en fait, n'est parvenu à un accomplissement complet. « De Connors à Borg, de Vilas à McEnroe et Wilander, en attendant Becker et Edberg, aucun champion moderne depuis l'Australien Laver (à une époque où trois titres majeurs se gagnaient sur l'herbe) n'a pu acquiescer, même sur la durée de toute une carrière, les quatre volets du grand chelem. »

S'il avait le choix, Lendl ne jouerait au maximum que huit tournois officiels dans l'année en dehors des tournois majeurs. Pour 1990, année inaugurale du circuit dirigé par l'Association des joueurs (l'ATP), les dix premiers mondiaux avaient espéré, milliardaires bagarres de la balle jaune, une « réduction de peine ». Le circuit actuel exige de chacun un minimum de quatorze tournois en tout. Appliqués à un système d'ancienneté, l'ATP demandera, en dehors des quatre tournois du grand chelem, huit participations à Connors, neuf à McEnroe, dix à Lendl et onze aux « jeunes » Edberg et Becker.

« Le règlement ne me convient pas, mais je m'y plierai. Je considère

notamment que quinze tournois, c'est beaucoup trop. Mais, comme je l'ai répété maintes fois, il ne faut pas compter sur moi pour mener une révolte. On nous a présenté cela comme un engagement qu'il fallait honorer car le circuit en dépendait, et on nous a dit qu'il était trop tard pour faire marche arrière. Les jeunes ont compris qu'il faudra vivre en 1990. Pour la suite, on verra. L'idéal serait la liberté totale de choix, mais je crois aussi que l'on devrait au moins réfléchir sur la possibilité de circuits autonomes en Europe et aux États-Unis, comme pour le golf. »

L'ATP et le secret fiscal

L'échéance pour la signature des nouveaux contrats était fixée au 2 octobre. Elle a été repoussée pour pouvoir remanier quelques clauses. L'une d'elles avait provoqué une certaine effervescence : elle touchait au secret fiscal.

« L'ATP prétendait avoir le droit d'examiner nos déclarations d'impôt, d'exercer un contrôle continu sur nos finances personnelles. Ce que je fais de mon argent ne regarde personne. Pourquoi saurait-on les résumés ou les échecs de mes investissements dans l'immobilier ? J'ai refusé de signer. Imaginez seulement que cela tombe dans le domaine public ! Que je vote étaler dans les journaux les flux et les reflux de mes affaires. Grand Dieu ! Vous imaginez les procès ! Le boucan ! Cela ne vaut pas le coup. Pour personne. »

Derrière ce texte, n'y avait-il pas une tentative de l'ATP de braver d'éventuelles garanties, théoriquement bannies d'un circuit où une vingtaine de tournois offriront au moins un million de dollars de prix chacun ? « S'il s'agit de chercher des dessous-de-table, pourquoi n'auraient-ils pas le droit d'examiner plutôt la comptabilité des organisateurs ? »

MARC BALLADE.

Hunt, le phénix

Le Grand Prix tennistique est mort. Ou plus exactement il sera mort après le Tournoi des maîtres, en décembre prochain. Tué par le nouveau circuit de l'Association des joueurs, le tour ATP. Cette disparition va avoir une conséquence surprenante : la renaissance des tournois WCT (World Championships Tennis).

Ces trois initiales avaient fini par devenir si discrètes qu'elles semblaient ne plus exister, complètement phagocytées par le Grand Prix. Pourtant elles avaient été l'occasion d'une des plus grandes batailles qui aient animé le monde du tennis professionnel au cours des années 70. Le milliardaire texan Lamar Hunt avait créé en 1967, à coups de dollars, un circuit parallèle et parasite que les instances officielles du jeu n'avaient eu de cesse d'éliminer avant de l'absorber en 1984.

Mais en 1988, à l'initiative de son nouveau directeur, Hamilton Jordan, conseiller à la Maison Blanche sous l'administration Carter, l'ATP a décidé de redistribuer les cartes du tennis professionnel en son faveur. Le conseil professionnel va donc disparaître à la fin de l'année en même temps

que le circuit qu'il organisait, le Grand Prix.

Cela signifiait-il également le sabotage définitif de la WCT ? C'était mal connaître Lamar Hunt. Puisque l'ATP ne faisait pas de place à ses tournois dans son nouveau calendrier, il a tout simplement profité des dispositions plus souples que naguère à l'égard des exhibitions pour relancer son circuit personnel. Il y aura donc quatre tournois WCT en 1990, deux en simple (Forest Hills et Scottsdale) et deux en double (Dallas et Londres), dotés chacun de 300 000 dollars minimum, dont 100 000 au vainqueur.

Avant même d'avoir débuté, le tour ATP se retrouve ainsi confronté aux mêmes problèmes que le Grand Prix : comment obtenir des joueurs qu'ils participent à au moins onze tournois dans la saison (sans compter les quatre épreuves du Grand Chelem) quand il y aura des dollars faciles à prendre dans des compétitions sans conséquences sur leur classement ? En voulant innover, l'ATP risque de renvoyer le tennis professionnel dix ans en arrière.

ALAIN GRAUDD

DEMAIN DANS Le Monde

ENQUÊTE

L'ALGÉRIE, UN AN APRÈS LES ÉMEUTES

Le 6 octobre 1988, l'état de siège était décrété à Alger après des affrontements entre jeunes manifestants et forces de l'ordre. Aujourd'hui, qu'en est-il des « réformes politiques » promises par le président Chadli Bendjedid ?

LE MONDE CAMPUS

LA RENTRÉE UNIVERSITAIRE

Conséquence logique de l'augmentation du nombre des bacheliers : les universités sont prises d'assaut. Campus présente les moyens mis en œuvre pour améliorer la situation.

LE MONDE ARTS-SPECTACLES

« SEXE, MENSONGES ET VIDÉO » de Steven Soderbergh

Exclusif : rencontre avec les quatre interprètes principaux de ce film qui a obtenu la Palme d'or au Festival de Cannes 1989.

L'Épargne préférée... par plus de 2 500 personnes chaque jour.

Rentabilité, souplesse, liberté... En matière financière, il est toujours possible de se surpasser. Le Crédit Agricole vous le prouve encore aujourd'hui avec Varius.

Varius, c'est l'assurance d'une bonne rentabilité (taux minimum garanti 7,25 %), l'avantage de pouvoir disposer de 50 % de votre argent dès la fin de la première année, la liberté d'épargner sans limite, le choix du rythme de versements de vos intérêts.

Varius, c'est sûrement pour vous !

Pour en savoir plus et recevoir gratuitement une documentation Varius, appelez le : 05.30.10.10.

N° Vert 05 30 10 10

APPEL GRATUIT



COPIES COULEURS
Canon LASER
COPIES DE PLANS
JUSQU'À 84 x 120 CM
RANK XEROX 2080 3080
P.A.O.
AVEC VENTURA
ET ÉDITION LASER
ETRAVE REPRO
38, AV. DAUMESNIL - 43 47 21 32

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montreuil, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDPUB 286 136 F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-51

ABONNEMENTS
BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	790 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 406 F
1 an	1 380 F	1 380 F	1 900 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements Tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

30 M. Antoine Riboud à l'Antenne 2
Bâtiments construits et transformés

30 Les médecins et les dépenses de santé
42 Soutien de la production à Millepinte

46 Marchés financiers
47 Bourse de Paris

BILLET

Sans complexe

Il l'a dit ! Le montant de son salaire : 5 790 000 F en 1988 pour M. Antoine Riboud, PDG de BSN, sur le 5, M. Pierre Bérégovoy annonçait le sien : 4 100 000 F par mois, dont 6 000 F pour le Parti socialiste.

Au train où vont les choses, va-t-on désormais se présenter : « Un tel, tant par an », un peu comme aux États-Unis ? On n'en est pas encore là, mais, lundi soir, tout le monde, après l'affaire de la déclaration d'impôt de M. Calvet, attendait M. Riboud sur ce terrain brûlant.

Première remarque : à l'aune du PDG de BSN, M. Calvet, avec ses 2 200 000 F par an, n'est qu'un va-nu-pieds. Deuxième remarque : M. Riboud, qui s'empresse de rappeler le montant de l'impôt payé à l'État, 55 %, et ne possède que 0,2 % du capital de BSN, précise que son salaire est indexé sur les bénéfices de son groupe depuis vingt ans, et, là-dessus, « n'a aucun complexe ». Si d'autres patrons le suivent dans ce genre d'information, une ère nouvelle va vraiment s'ouvrir... Les questions brillantes de salaire mises à part, le préfixe Antoine, avec ses soixante et onze printemps et sa prolongation de mandat jusqu'à quatre-vingts ans, a offert aux téléspectateurs l'image d'un patron absolument atypique, primesautier, anticonformiste, bien différent du Jacques Calvet un peu compassé qui s'exprimait, il y a un an, à cette même « Heures de vérité ».

Son métier, BSN, c'est sa vie, sa religion. En deux heures d'émission, il a trouvé le moyen de citer cinq fois son yaourt Danone, six fois sa bière Kronenbourg, sans oublier plusieurs de ses « chers » produits : les champagnes Lanson et Pommery, l'eau d'Évian, la moutarde Amora, etc. « Chaque fois que je le peux, je vends ma carne », a-t-il coutume de répéter. Ce petit homme au visage tout plissé qui s'était fait siffler à Marseille, en 1972, par l'assemblée du patronat pour ses idées sociales « avancées », n'a cessé de plaider pour le dialogue, pour les négociations avec les syndicats, allusion au conflit Peugeot, qui le rend « malheureux ». Faisant preuve d'une supériorité habillée, il réussit, malgré les efforts de ses interlocuteurs, à ne jamais vraiment désavouer Jacques Calvet « qui aime Peugeot ». Sacré Antoine !

Malgré la réunion entre M. Calvet et les syndicats

Les salariés de Peugeot poursuivent leur grève à Mulhouse et à Sochaux

Malgré la réunion organisée, le lundi 2 octobre à Paris, au siège de Peugeot, entre M. Jacques Calvet, PDG de PSA, et les syndicats, la grève a été reconduite à Sochaux et à Mulhouse où l'occupation de la forge se poursuit mardi dans la matinée. M. Calvet propose l'ouverture de discussions à condition que les grévistes cessent d'être actés illégaux.

Accueillie comme une concession (des cris de joie ont été entendus lundi 2 octobre au matin à Mulhouse et à Sochaux), la réunion à laquelle M. Jacques Calvet, PDG de PSA, a convié les syndicats le même jour au siège du groupe, à Paris, n'a pas vraiment permis d'obtenir un dénouement négocié du conflit. M. Calvet a proposé à ses interlocuteurs un marché qui les a plutôt déçus : ouverture de « discussions » à condition que cessent « toutes les occupations illégales des locaux de travail » et que soit assuré le « respect de la liberté et du droit du travail ». En clair, on ne discutait que si la forge de l'usine de Mulhouse est évacuée par les grévistes. « Si ces conditions sont réunies, et peuvent être considérées mardi, j'ai demandé à M. Roland Vardaneas, directeur central du personnel d'Automobiles Peugeot, de recevoir les organisations syndicales des mercredi pour les écouter et dialoguer avec elles », a précisé M. Calvet.

Toutefois, les explications avancées par le PDG de PSA — risques de violences, atteintes à la « liberté du travail » — ne sont pas très convaincantes. Durant la toute première semaine, les grévistes de Mulhouse n'ont, en effet, jamais bloqué les chaînes de montage et il a fallu attendre la troisième semaine pour qu'ils occupent la fonderie. Pourqu'il, alors, M. Calvet n'a-t-il pas lancé son invitation plus tôt, lorsque les probabilités qu'il invoque n'avaient pas lieu d'être ?

En intervenant directement, M. Calvet a aussi tenté de retourner à son avantage la personnalisation d'un conflit qui, jusqu'alors, ne lui était guère profitable. Si le PDG lui-même reçoit les syndicats, n'est-ce pas de sa part le signe d'une authentique volonté de dialogue ? « Nous avons fait un pas et avons ouvert, car il est très rare de pouvoir rencontrer directement le président », commentait d'ailleurs un syndicaliste, quelque peu impressionné au sortir de la réunion.

Néanmoins, les syndicats n'ont pas caché qu'ils étaient déçus et les premières réactions à Mulhouse, où notre correspondant nous signale que l'occupation de la forge a été reconduite mardi, indiquent que les grévistes le sont également. « Nous sommes revenus à la case départ, il n'y a toujours pas de négociation », a estimé un représentant de la CFDT, alors que la CGT parle de « verrouillage ».

FO et la CFIC n'ont pas mieux accueilli les propositions du PDG. Il

est vrai que ce dernier, en élevant la forge de Mulhouse au rang de symbole de la grève, prend le risque évident de renforcer le déterminisme de la situation. Seule FO-Sochaux a décidé de suspendre le mouvement mercredi « pour laisser une chance au dialogue ».

Le changement d'attitude de M. Calvet — qui refusait jusqu'à présent de recevoir les syndicats — a été mesuré tantôt le matin : les participants à la réunion de 17 heures n'ont été avisés qu'à 10 h 30, alors que deux avions spécialement affrétés les attendaient sur l'aéroport de Bâle-Mulhouse, le retour de Paris étant programmé en début de soirée. Quant à la présence « en vedette américaine » du PDG, elle n'a, elle aussi, été annoncée qu'un tout dernier moment. Une mise en scène destinée à bien montrer que M. Calvet, devenu en quelques jours un « anti-modèle », reprend l'initiative pour débloquer le conflit.

Si l'arrêt se poursuit encore parvenant à convaincre les grévistes, M. Calvet pourra au moins se consoler en constatant que M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Économie, fait preuve de compréhension à son égard. Interrogé lundi soir sur la Cinq, M. Bérégovoy a souligné qu'il avait « préféré qu'il n'y ait pas de grève de la part de Peugeot, mais il a ajouté que « la liberté du travail doit être assurée » et que « celui qui n'est pas gréviste doit pouvoir travailler ». Il est vrai que M. Bérégovoy, aux prises avec ses turbulents agents des impôts, a lui aussi quelques soucis.

J.-M. N.

Le congrès du SCI à Venise

La chimie européenne doit se concentrer

Quelle industrie chimique pour l'Europe avec la création du marché unique le 1^{er} janvier 1993 ? Tel a été le thème sur lequel ont planché, lundi 2 octobre, de nombreux chimistes européens, américains et japonais, réunis à Venise pour leur grand-messe annuelle organisée par le SCI (Society for the Chemical Industry, section européenne).

VENISE

de notre envoyé spécial

M. Jacques Puéchal, PDG d'Atocem (groupe Elf), a été le premier à refuser de se livrer à ce petit jeu, ne serait-ce qu'en raison d'un nouveau et prochain réaménagement de la chimie française.

Les orateurs se sont néanmoins accordés à reconnaître que l'acte unique allait constituer une chance pour le secteur. Pour M. Malpas, président du SCI, il y a déjà à cela une raison essentielle : « Les succès rencontrés par la chimie européenne sont désormais les meilleurs enregistrés dans le monde ».

M. Giorgio Porta, vice-président de Ferruzzi Agricola Finanziaria, holding coiffant les groupes italiens Ferruzzi et Montedison, est formel : « Le marché unique favorisera l'accélération du progrès ».

l'autre groupe chimique italien Enimont (1), s'est déclaré, lui, persuadé qu'avec la levée des barrières douanières de nouveaux marchés vont inévitablement se créer. L'environnement étant promis à devenir l'un d'entre eux et non des moindres.

Tous les orateurs ont cependant souligné que les industriels vont devoir d'abord achever leur restructuration, surtout en Italie et en France. « Les opérateurs sont encore trop nombreux », et les capacités dans la chimie sont encore excédentaires.

Avant que l'acte unique ne devienne une réalité, la course au gigantisme va se poursuivre. En 1988, 240 opérations de fusion et d'acquisitions ont eu lieu en Europe, portant sur 134,2 milliards de dollars, dont 100 opérations à caractère domestique (59,6 milliards de dollars), 101 de nature transatlantique (Europe-Amérique du Nord pour 52,6 milliards de dollars), 24 seulement entre pays européens (13,2 milliards de dollars) et 15 concernant des opérations entre l'Europe et l'Asie (18,8 milliards de dollars).

ANDRÉ DESSOT
Lire la suite page 30

(1) Enimont regroupe les intérêts de la chimie de l'ENT et de la chimie lourde de Montedison.

INSOLITE

Truelle-story

Contrairement à une idée largement répandue, les secteurs du bâtiment et des travaux publics, après plusieurs années de crise, sont en expansion et créateurs d'emplois. Les chefs d'entreprises ne trouvent pas sur le marché les spécialistes et les personnels qualifiés dont ils ont besoin en dépit d'un intense effort d'information et de formation auprès des jeunes.

Les éditions Nathan, dans leur collection *Le Guide des métiers* essaient d'aller à l'encontre de ce courant et viennent de publier un livre intitulé *Bâtisseurs, des métiers d'avenir*. Et pour illustrer concrète-

ment l'ouvrage, la maison d'édition a eu recours à l'expérience, aux techniques et aux réalisations de la société CBC (Compagnie générale de bâtiment et de construction), l'une des principales sociétés françaises de cette branche. Pour être plus accessible tout en restant technique, le livre est construit sous la forme d'un roman-photo qui met en scène plusieurs personnages (le promoteur, l'architecte, le chef de chantier, le conducteur de travaux, le coffreur, l'ingénieur contrôleur de qualité). L'ensemble immobilier, qui constitue le « noyau » du roman s'appelle La Quirinal...

Désaccord sur le surcoût du tunnel sous la Manche

On savait depuis la mi-juillet qu'Eurotunnel, le concessionnaire de l'ouvrage trans-Manche, les entreprises (Transmanche Link-TML) chargées de le creuser et les deux cents banques internationales ayant apporté un prêt géant de 50 milliards de francs n'étaient pas d'accord. Motif : le tunnel sous la Manche coûtera plus cher parce que le matériel roulant, qui y circulera, dépassera de 3,5 milliards de francs, et que les entreprises de

travaux publics estiment que l'équipement des tunnels et les gares terminales seront plus onéreux que prévu.

Dans un communiqué publié le lundi 2 octobre, Eurotunnel fait état d'un désaccord persistant sur l'estimation du surcoût qui pourrait dépasser, en 1993, date de mise en service du tunnel, les 10 milliards de francs, l'addition finale passant de 60 à 70 milliards de francs. Eurotunnel et

TML ont demandé au pool des cabinets de consultants, le maître-œuvre, de rapprocher leurs points de vue avant le 15 décembre.

Si un accord est atteint à la fin de l'année, les fonds complémentaires pourraient être apportés à 75 % par le syndicat bancaire et à 25 % par une augmentation de capital, qui interviendrait en 1990 ou en 1991, le tout étant complété par une dette « subordonnée », c'est-à-dire remboursable après les prêts principaux.

Lire, page 44, l'entretien avec M. André Bérard, président français d'Eurotunnel.

Extérieur, toutes...

Dopés par des profits retrouvés et la perspective du marché unique de 1993 les grands groupes français multiplient les acquisitions à l'étranger

Bull a annoncé, lundi 2 octobre, le rachat des micro-ordinateurs de l'américain Zenith pour 4 milliards de francs. Il y a une semaine, Michelin avait acquis Uniroyal-Goodrich, le deuxième fabricant américain de pneus pour 10 milliards de francs. Il y a deux semaines, Rhône-Poulenc engageait 3,5 milliards pour acheter les activités chimiques de RTZ et GAF puis, cela ne lui suffisait pas, soumettait sa filiale Mélior dans la conquête des vaccins Comsanig. Cet été, l'assureur Victoire avait racheté l'allemand Colonia et Elf avait réussi une OPA sur l'américain Pennwalt. La liste n'est pas exhaustive et elle continue de s'allonger : Thomson est en quête d'une entreprise d'électronique militaire en Europe, Uzinor, d'un sidérurgiste américain... Les grandes entreprises françaises ont mangé du lion.

D'après une étude de la Banque de France, 43 % des soixante-dix grands groupes français ont réalisé une opération d'acquisitions depuis deux ans (1). Si l'on ôte EDF, GDF, SNCF de la liste pour ne retenir que les groupes du secteur concurrentiel, le résultat est qu'ils sont en grande majorité passés à des offensives de vaste ampleur.

Après dix ans de restructuration et de coupes claires, les entreprises

ont retrouvé depuis deux ou trois ans des niveaux de profits qui leur donnent des moyens de songer de nouveau au développement. Or elles tirent de la crise la conviction qu'elles doivent se placer, chacune dans son métier, dans le petit peloton de tête, pour aborder les années 90, avec sérénité. Le chiffre d'affaires du chimiste Rhône-Poulenc, par exemple, n'est que le tiers de ses grands concurrents allemands. Sans acquisition, le français sera bientôt distancé.

Même constat pour Bull dans les ordinateurs ou pour Thomson dans l'électronique militaire. Cette recherche angoissée d'une « taille critique » se double d'une farouche volonté de s'internationaliser et de prendre pied dans les marchés développés européens et nord-américains. Les leçons sont tirées des années 70 pendant lesquelles les firmes françaises avaient profité des marchés ouverts par les pétrodollars, sans prévoir que le prix du brut pourrait retomber.

Il y a dix ans, la liste des firmes françaises, numéro un, dans ce trio mondial dans leur secteur était toute faite : Pont-à-Mousson dans la fonte, Bic dans les stylos billes... Rapidement, on tombait sur le numéro un mondial du champagne, du camembert ou du bérêt

basque ! Aujourd'hui, Michelin, Pechiney, Thomson, CGE, Saint-Gobain, l'Air liquide, Lafarge... les médaillés français sont nombreux. En 1982, qui pouvait croire que Bull se hisserait au septième rang de l'informatique mondiale ? Les français rattrapent brillamment leur handicap et ont de moins en moins à envier Daimler, Siemens ou Philips.

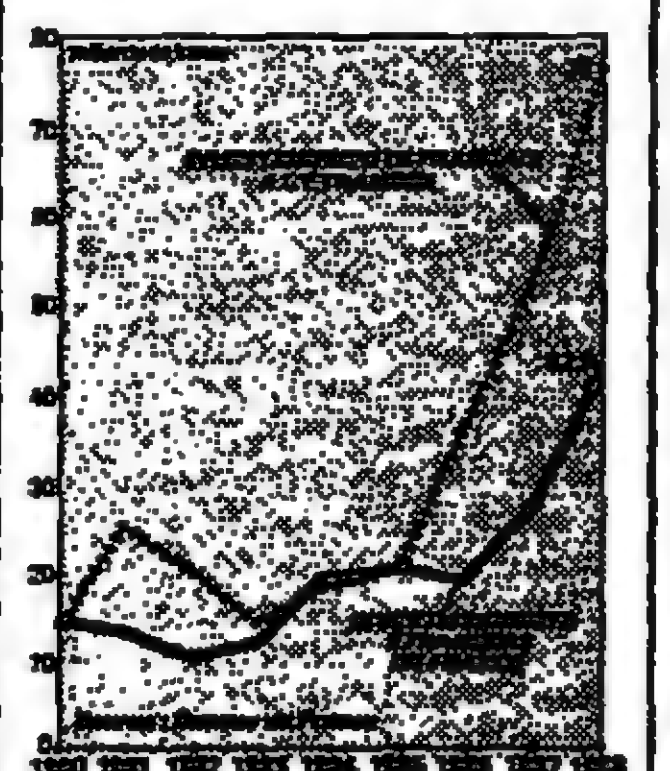
Les investissements de toutes les entreprises françaises à l'étranger ont crû de 80 % en 1986, puis de 44 % en 1987, et encore de 45 % l'an passé pour atteindre le record de 76 milliards de francs (voir graphique). En 1989 devrait s'achever sur une nouvelle progression. Il faut noter que les investissements étrangers en France progressent aussi (+ 54 % en 1988 à 42,3 milliards de francs).

Mais tandis que les flux s'équilibrent en 1980, désormais les firmes françaises rachètent plus les autres qu'elles ne sont rachetées ou dépassent plus hors des frontières que le pays ne reçoit.

ERIC LE BOUCHER
Lire la suite page 44

(1) La croissance externe des entreprises françaises à l'étranger : diagnostic rapide de l'exercice 1988. Août 1989. Banque de France.

Le boom des investissements français à l'étranger



Depuis trois ans, les Français multiplient les investissements à l'étranger. Ces derniers sont passés de 20 milliards de francs en 1985 à 76 milliards de francs l'an dernier. Ce boom s'explique par les importantes acquisitions des groupes industriels. En 1988, la Banque de France en a recensées une dizaine ayant entraîné une mise de fonds supérieure au milliard de francs.

DYNASTEURS

LE MENSUEL DES ECHOS

Débat

1990 la récession

Et aussi

- Faut-il vendre la Seita ?
- L'art de la compensation
- Le trafic des antiquités
- L'après-Boulez a commencé

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ÉCONOMIE

Avec le rachat de l'activité informatique de Zenith

Bull deviendra le sixième constructeur mondial d'ordinateurs

Dès sa nomination le 26 juin dernier à la tête du groupe Bull, M. Francis Lorentz avait clairement affirmé ses ambitions : porter son groupe au cinquième rang mondial de l'informatique en 1995. Pour le onzième constructeur mondial, une telle progression ne pouvait se réaliser qu'à travers des acquisitions. L'annonce lundi 2 octobre du rachat de l'activité micro-informatique de Zenith vient confirmer cette stratégie.

Le choix de cette société n'a pas de quoi surprendre. Si globalement les ventes d'ordinateurs subissent un tassement, selon la société d'études de marché Dataquest, elle ne devrait croître que de 4,3 % en Amérique du Nord entre 1989 et 1993 — en revanche le creneau des micro-ordinateurs affiche une meilleure santé que l'ensemble de la famille sur la même période. Dataquest prévoit une croissance de 13,6 %. Or sur ce marché Bull avait une position relativement faible. Il s'y était pourtant intéressé tôt, dès 1978, en prenant le contrôle de RZE, société française conceptrice du Mical, premier

micro-ordinateur commercialisé dans le monde. Dès 1983, le groupe devait conforter ses positions dans ce domaine en rachetant deux autres constructeurs français Seams et Transac. La société n'était pourtant pas arrivée très loin. Bull ne détient que 2,1 % du marché des ordinateurs personnels en Europe.

De son côté, Zenith, à l'origine constructeur de postes radio, est désormais unique fabricant américain de téléviseurs, s'étant lancé dans les années 70 dans une politique de diversification qui l'avait conduit à acheter, en 1979, à Schlumberger Ltd, Heath Company, un fabricant d'ordinateurs en kit. Ce devait être la base de son activité dans la micro-informatique. Parti plus tard que Bull, il devait, en revanche, se développer plus rapidement sur ce marché. Avec un chiffre d'affaires 1988 de 1,4 milliard de dollars — soit environ 9 millions de francs — (dont 500 millions de dollars de vente au gouvernement américain), réalisé avec quatre mille personnes, Zenith détient 5 % du marché mondial. C'est même cette activité qui, avec une rentabilité nette avant impôt de 4 %, a permis au constructeur de limiter ses pertes en 1987 (19,1 millions de dollars) et de renouer avec les

profits en 1988 (11,7 millions de dollars). Mais, dans des secteurs aussi consommateurs de capitaux, il devenait difficile de couvrir deux lièvres à la fois. Pour être à même de financer des développements dans la télévision haute définition, Zenith se sépare aujourd'hui de sa micro-informatique.

Des architectures différentes

Selon M. Lorentz, le groupe Bull devrait réaliser, grâce à cette acquisition, un chiffre d'affaires de 7 milliards de dollars en 1989, dont 2 milliards de dollars aux États-Unis, ce qui le placerait au sixième ou septième rang mondial des constructeurs d'ordinateurs et au sixième rang des constructeurs de micro-ordinateurs professionnels, avec 5 % à 6 % du marché. Les gammes de produits des deux constructeurs sont relativement complémentaires. Zenith est dans le peloton de tête des fabricants d'ordinateurs portables, un marché dont Bull était absent et dispose également de micro haut de gamme. Sur les ordinateurs de bureau de milieu de gamme, les offres des deux constructeurs se chevauchent. Mais ils ont chacun opté pour des architectures diffé-

rentes, architectures MCA (dans la lignée d'IBM) pour Bull, architecture EISA pour Zenith, qui fait en effet parti du clan des constructeurs ayant refusé de suivre la norme IBM (le Monde du 15 septembre 1988).

Le rachat de Zenith reste encore soumis à l'approbation des actionnaires de cette société, le protocole d'accord définitif ne pourra donc être signé que vers la fin novembre. Selon M. Lorentz, « Zenith Data System demeurera une société autonome au sein du groupe. Le management actuel restera en place ». L'usine Bull de Villeneuve-d'Ascq, dans le Nord deviendra le centre de production des micro-ordinateurs Mical et Zenith pour toute l'Europe.

Cette acquisition, dont le coût devrait avoisiner 635 millions de dollars sous réserve d'ajustement sur la base de la valeur au moment de la signature finale, sera financée pour moitié environ sur les fonds propres de Bull (en particulier grâce à une émission d'obligations perpétuelles de 250 millions de dollars réalisée en 1986) et pour moitié grâce à des prêts consentis par un syndicat bancaire conduit par la BNP et Morgan.

A. K.

SOCIAL

La négociation de la convention avec l'assurance-maladie

Les médecins confrontés à la maîtrise des dépenses de santé

Les médecins libéraux ne peuvent plus se dérober à la maîtrise des dépenses de santé. Cette évolution, mais aussi le délicat réajustement entre secteur 1 (honoraires remboursables) et secteur 2 (honoraires libres), dominent la négociation de la convention médicale entre les médecins et l'assurance maladie.

Qu'il s'agisse des trois caisses d'assurance maladie (CNAMTS pour les salariés, CANAM pour les non salariés et Mutualité sociale agricole) ou des syndicats médicaux (CSMF, FMF et MG-France), tout le monde est d'accord : le plus dur reste à faire. L'accord-cadre laborieusement élaboré le 6 juillet dernier pour aménager la convention de 1985, laisse les négociateurs au milieu du gué. Ceux-ci ont moins d'un mois pour parvenir à un accord car la nouvelle convention régissant les rapports entre médecins et Sécurité sociale doit, en principe, être impérativement bouclée avant le 1^{er} novembre pour entrer en application le 1^{er} janvier 1990.

Catalogue de bonnes intentions, le texte de juillet explore tout de même des pistes qui, pour la première fois, impliquent directement les médecins libéraux dans la maîtrise des dépenses de santé. Ainsi, les signataires prévoient d'établir conjointement des références médicales nationales sur l'évolution des actes médicaux, les prescriptions pour les hospitalisations. Au plan local, des indicateurs affinés seraient mis en place mais l'accord-cadre reste dans le flou sur les critères à retenir, l'interfessionnement des médecins ou, au contraire, les sanctions à prendre si telle ou telle variable dépassait excessivement.

L'objectif de la CNAMTS, qui espère « gagner » 9 milliards de francs en trois ans la dérive des dépenses de santé, est encore loin d'être à portée de main.

Les syndicats médicaux sont prêts à respecter un certain nombre de contraintes, mais ils veulent des garanties sur leurs honoraires et leurs avantages sociaux. Autant de demandes qui posent directement l'épineuse question de l'équilibre entre secteur 1 et le secteur 2. Or, ce dernier, toutes les parties en présence en conviennent, atteint un seuil qui ne doit pas être franchi. Les médecins du secteur 1 honoraires libres (26,3 % des 101 700 praticiens) ont vu leur nombre progresser de 18,7 % entre 1985 et 1988 alors que l'effectif de leurs confrères du secteur à honoraires opposables (68 % de l'effec-

tif) n'augmentait que de 1,7 %. Cette situation a donné naissance aux fameuses « zones d'ombres » qui se caractérisent par la quasi-impossibilité de se faire soigner localement par un médecin appliquant des honoraires remboursables. « La multiplication de zones géographiques où (...) il n'existe plus de véritable libre choix compromet gravement l'équilibre et la survie du système conventionnel », souligne d'ailleurs l'accord-cadre de juillet.

Rééquilibrer en honoraires remboursables

Médecins, la CSMF et la FMF redoutent d'assister à un « procès » du secteur 2. Elles estiment, avec MG-France, que la priorité doit aller à une réévaluation sensible des honoraires remboursables, premier pas indispensable pour rendre le secteur 1 plus attractif.

Selon la CSMF, la revalorisation de la consultation — dont la dernière remonte à septembre 1987 — constitue « un préalable » car « le gouvernement doit payer le prix d'une médecine de qualité ». MG-France, qui regroupe des praticiens généralistes, appelle de son côté, les médecins à fermer leurs cabinets le 18 octobre prochain si, d'ici là, les caisses d'assurance maladie et l'État n'ont pas fait part de leurs intentions en matière d'honoraires ainsi que d'avantages fiscaux et sociaux.

Pourtant, l'accord-cadre laisse entrevoir plusieurs solutions pour rééquilibrer les deux secteurs : imposer l'application des tarifs conventionnels pour les urgences, les gardes ou les personnes remboursées à 100 %, modifier les dépassements d'honoraires en fonction de l'équilibre local entre les secteurs 1 et 2. Mais on est encore loin du compte.

D'ici à la fin du mois, la négociation de la convention médicale 1990 risque fort de ressembler à une partie de bras-armé. Considéré par les syndicats, comme une dernière extrémité le refus de signer — qui obligerait le gouvernement à prendre des mesures unilatérales — est une éventualité que les syndicats n'excluent pas formellement. Néanmoins, ils admettent que, pour conserver à terme les avantages particuliers du système français — large secteur libéral, couverture sociale importante, liberté d'installation — les médecins devront accepter que changent certaines règles du jeu. Il reste à savoir jusqu'où ils acceptent d'aller.

JEAN-MICHEL NORMAND

Les déclarations du PDG de BSN à Antenne 2

« La logique du personnel n'est pas toujours en symbiose avec la logique économique »

affirme M. Antoine Riboud

Au cours de « L'heure de vérité », du 2 octobre, M. Antoine Riboud, PDG de BSN, a notamment déclaré, à propos des rapports entre l'économie et le social : « Il y a deux logiques. La logique économique, qui est implacable, qui est, dans un système nouveau, l'économie de marché, alors qu'autrefois on était en économie de produits. Et puis vous avez la logique de travail, la logique du personnel. Alors, est-ce que vous arrivez à faire coïncider ces deux logiques ? Ça, c'est toute ma thèse. Et puis il arrive des moments où il faut faire des

choses graves. Pourquoi ? Parce que la logique économique l'emporte. Moi, j'ai restructuré le verre plat. J'ai fermé vingt et un fours de verre à vitre, obligation (...). » La lutte des classes a énormément diminué », a ensuite expliqué M. Riboud, ajoutant : « Cela existe, mais, aujourd'hui où le machine est remplacé par un ordinateur, cela change complètement cette notion de lutte des classes. Je préfère employer le mot de « logique ». La logique du personnel continue à être une chose qui n'est pas toujours en symbiose

avec la logique économique, et par conséquent il y a des heurts ».

A propos des syndicats, le président de BSN a déclaré : « Je considère que la classe ouvrière, le personnel, a besoin de contrôle de transmission. » « L'ignorance économique de la classe ouvrière, si- il ajout, en termes de logique économique, est aussi grande que l'ignorance de la sociologie de la classe ouvrière et du personnel des patrons. Les seuls qui peuvent servir d'état-tampon, les seuls avec qui on peut en permanence dialoguer, ce sont les syndicats. »

La chimie européenne doit se concentrer

Suite de la page 29

En d'autres termes, chacun cherche à renforcer ses positions, en prenant solidement pied outre-Atlantique. Le marché américain ne reste-t-il pas le plus important du monde ? A cet égard, M. Puchal, a chiffres à l'appui, justifié le besoin de la chimie française de changer de dimension. En RFA, les quatre premiers groupes ont un poids énorme (39 % de l'activité chimique allemande), contre 25,2 % aux États-Unis pour les cinq premières compagnies et de 21,8 % en Grande-Bretagne, également pour les cinq premières entreprises. Dix-neuf tombe à 14 % en France pour les seuls quatre grands groupes, qui comptent la chimie nationale. C'est notoirement insuffisant même si « la chimie française n'a plus », d'après M. Puchal, « rien à envier à ses grands concurrents en terme de profits ». Même aussi malgré les efforts exercés outre-Atlantique pour élargir l'implantation française. Grâce aux récentes acquisitions de Rhône-Poulenc, l'ensemble de la production de la chimie française sur le sol national n'est plus que de 61 % (71 % en 1980). Dans le même temps, cette proportion est passée de 5,7 % à 11,6 % aux États-Unis.

Changer tous les jours

Et le Japon ? M. Shigekuni KaWamura, président du groupe japonais Daihatsu (deuxième fabricant mondial d'engins), s'est ingénié à souligner les bons sentiments nourris par ses compatriotes, après avoir longtemps expliqué la façon dont son groupe avait pris le contrôle aux États-Unis de Sun Chemicals et de Reichhold, des opérations qualifiées par lui de « purement défensives ». Quant au marché japonais « il est ouvert ». L'assistance a beaucoup ri. En définitive, le mot de la fin est revenu paradoxalement à M. G. Porta, qui avait ouvert le débat : « L'avenir appartient aux firmes prêtes à changer tous les jours. Et 1992 n'est pas le bout du chemin » a rappelé Lord Cockfield considéré comme l'architecte du pacte unique, en conclusion des travaux du Congrès.

ANDRÉ DESSOT

(Publié)

RECTIFICATIF A L'APPEL D'OFFRES

SOFITEX du 9-09-89 pour la fourniture d'engrais et d'insecticides au Burkina-Faso :

- Date limite de dépôt des offres reportée au 16-10-89.
- Renseignements complémentaires M. Bérout/CFDT. Tél. : (1) 43-59-53-95.

« Les gens sont contents de l'intéressement, mais c'est donné comme un cadeau »

répond un salarié du groupe

« S'il fait comme Calvet, demain on est en grève ! » Depuis dix ans qu'il travaille chez Amora, la fameuse firme de condiments dijonnais, cet employé à la production n'avait pas vraiment envie de regarder son patron à la télévision. Il ne l'a jamais rencontré et il n'aime pas les émissions politiques. Et pourtant il a regardé jusqu'à la fin et écouté avec attention et précaution les propos de « Papa BSN, un ancien ». « Il a parlé de la place des jeunes dans l'entreprise, sans diplôme, et qui avaient réussi », a-t-il noté. Mais, pour lui, « dans le groupe, désormais, il y a des emplois réservés à ceux qui sortent des grandes écoles. Au détriment

de la bonne marche de l'entreprise ».

Il reconnaît que l'arrivée de BSN chez Amora, employant neuf cents personnes, a été « un sauvetage technologique. Aussi, l'informatique est venue à notre secours avec des installations gérées par des gros ordinateurs ». A propos de l'intéressement, la moulture lui a un peu monté au nez : « Les gens sont contents, mais c'est donné comme un cadeau, sans discussion. Et, en cas d'accident du travail, d'arrêt de maladie, le bénéfice est amputé ! copieux-t-il. La religion BSN, c'est valable pour la formation. Mais, par exemple, ici à Dijon, entre Malle

et Amora, deux entreprises du groupe, il n'y a pas de liaison. Chacun reste dans son cocon. »

En revanche, pour un jeune cadre du marketing, M. Riboud sait « préserver les entreprises dans leur culture, dans leur implantation locale », mais l'urgence de l'internationalisme lui semble difficile à mener. Sorti d'une grande école, il a remarqué au dire de son patron une « certaine démagogie vis-à-vis des syndicats », mais apprécie que, pour réussir dans l'entreprise, « il faut plusieurs casquettes ». « Il y a peut-être un seul, mais il est plus ouvert qu'on ne le pense », conclut-il.

Boursin chez Unilever

Après plusieurs mois de négociations, le groupe anglo-néerlandais a annoncé le 2 octobre cette acquisition, dont le montant n'est pas publié. Comme par ses fromages à l'ail, aux fines herbes et au poivre, l'entreprise familiale Boursin a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 300 millions de francs et un bénéfice net d'environ 37 millions, et emploie cent soixante personnes. Boursin détient environ un tiers du segment du marché français de sa spécialité et peut se targuer de bonnes ventes à l'étranger, notamment en Grande-Bretagne, dans le Benelux, en Suisse et aux États-Unis. Ses exportations s'élèvent à 2 milliards de francs.

Pour Unilever, qui outre sa spécialisation dans les détergents, produit et commercialise aussi des fromages, l'acquisition de Boursin correspond au développement de sa politique de marques. Ce groupe fabrique déjà une large gamme de fromages basés calcium et de fromages riches en acides gras polyinsaturés. Mais pour Unilever, le rachat de Boursin constitue surtout une solide base pour entrer sur le marché français des fromages.

EN BREF

□ Important contrat pour Spie-Capag en Colombie. — Spie-Capag, filiale à 100 % de Spie Batignolles (groupe Schneider), vient de se voir confier, par la société privée colombienne Oleoducto de Colombia SA — elle-même filiale à 51 % d'un groupe de sociétés pétrolières internationales (Shell, Exxon, Elf...) et à 49 % de la société nationale colombienne Ecopetrol — la réalisation de l'oléoduc Vasco-Covinas. Ce projet comprend l'engineering, les achats de fournitures et la construction de près de 500 kilomètres de pipeline ainsi que la construction d'une station de pompage de Vasco et d'un terminal pétrolier de stockage à Covinas. Le contrat se monte à 1 milliard de francs et sera réalisé en association avec la société argentine Techint. Le financement associe la France, l'Argentine et les États-Unis.

□ Deux Airbus pour American Airlines. — American Airlines a

commandé deux Airbus A300-600 R dont six en option. Le montant du contrat avoisinerait 5,3 milliards de francs. Les premiers exemplaires de ces appareils seront livrés en 1991. Ces gros porteurs à rayon allongé seront affectés au réseau des Caraïbes et équipés de réacteurs General Electric CF-6. Les deux avions commandés porteront à trente-sept le nombre des A300-600 exploités par American Airlines.

□ Lufthansa achète treize et un Boeing. — Le groupe Lufthansa (Lufthansa Leasing, Condor et Lufthansa) a passé commande de onze Boeing 757 et de vingt Boeing 737 pour un montant d'environ un milliard de dollars (6,4 milliards de francs). Les premiers appareils seront livrés en 1991. Avec cette commande, Lufthansa devient le plus important client de Boeing en dehors des États-Unis.

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36 15 LE MONDE

Société filiale d'un groupe industriel international leader sur son marché, recherche pour son Département Céramiques Industrielles

CADRE TECHNICO-COMMERCIAL
FRANCE ET EXPORTATION

Au sein du Service Commercial, en liaison étroite avec les services R&D et Fabrication, il assumera une double mission :

- entretien et amélioration d'un portefeuille existant ;
- développement de nouvelles affaires auprès de la clientèle High Tech.

Idéalement, ce poste conviendrait à un ingénieur de formation mécanique ou matériaux, ayant 5 ans d'expérience de la vente de produits techniques. Un ingénieur débutant - de valeur - pourrait toutefois remplir ce poste après une période initiale de formation.

Anglais courant indispensable, connaissance de l'allemand appréciée.

Poste ville sud-ouest.

Ecrire sous réf. 40 C 1445-9M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

L'EMBALLAGE : UN SECTEUR D'AVENIR

Un des "Grands" européens dans le domaine de l'emballage (800 personnes, CA 450 MF), doté d'équipements performants et ayant une politique d'investissement tournée vers la haute technologie (automatisme, robotique) offre un poste très formateur et évolutif au sein d'une de ses 3 usines d'un

JEUNE INGENIEUR
AM, IDN, HEI, INSA...
désireux de faire carrière en production

Ce poste s'adresse à un candidat disposant d'une première expérience de 2 à 3 ans acquise en milieu industriel, éventuellement débutant s'il a pu, lors de ses stages, faire preuve de ses aptitudes aux réalisations concrètes et de son goût pour la vie en usine.

Directement rattaché au Directeur d'usine, il débute par le démarrage et la mise en route de nouvelles installations puis se verra confier la responsabilité d'un secteur de fabrication ainsi que celle de l'ensemble des investissements et des travaux neufs.

De larges perspectives d'avenir sont ouvertes au sein des différentes usines de la société pour un candidat dynamique et animateur alliant à des qualités de rigueur d'excellentes capacités relationnelles et souhaitant évoluer vers des responsabilités d'encadrement.

Poste situé à proximité d'Orléans.

Ecrire sous réf. 39C 1470-9M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Valeo

Eclairage
signalisation

Notre branche est leader européen dans la fabrication de projecteurs et de feux de signalisation. Elle recherche, pour étoffer ses structures d'usines

DEUX JEUNES INGENIEURS
FORT POTENTIEL

ASSURANCE QUALITE

Rattaché au responsable du service qualité de l'unité de Blois (800 personnes), il animera la mise en œuvre de la démarche Assurance Qualité pour les produits destinés aux constructeurs français.

Son action s'exercera auprès des services Conception, Industrialisation et Présérie. En relation fréquente avec les clients, il sera également une force de proposition d'amélioration des outils et des méthodes.

Ingénieur diplômé (AM, UTC, INSA...) il possèdera une première expérience qualité et/ou méthodes. Rigoureux, pragmatique, il disposera de bonnes capacités relationnelles.

Réf. 40 B 1550 - 9M

ETUDES ET DEVELOPPEMENT

Au sein de l'unité d'Evreux, il participera dans une première période à un groupe "Analyse de la valeur" des produits existants afin d'optimiser le coût et la fiabilité.

Cette mission très formative pour un jeune ingénieur mécanicien diplômé débouchera à court terme sur une fonction études produits nouveaux ou méthodes.

Réf. 40 B 1551 - 9M

Pour ces deux postes, la maîtrise de l'anglais et un bon potentiel permettront des évolutions de carrières motivantes au sein de la Division en France et à l'étranger.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, en précisant la référence, à notre Conseil, Cabinet ETAP 71, rue d'Auteuil 75016 Paris.

Discrétion absolue

etap

Valeo

L'Equipe Automobile

Lafarge
Coppee

ALLIA, l'un des premiers européens de l'équipement pour salle de bains et cuisine, filiale d'un des leaders de l'industrie Française (ciment, matériaux, bioactivités), CA 23 milliards, effectif 22 500 personnes.

Cette société connaît une forte croissance avec comme partenaire un grand groupe japonais. Dans notre usine de Vendôme, nous développons de nouveaux produits mettant en œuvre de nouveaux matériaux. Nous recherchons

INGENIEUR 3-4 ANS D'EXPERIENCE POUR

PILOTER L'INDUSTRIALISATION
ET LES INVESTISSEMENTS

Notre responsable d'industrialisation sera chargé de :

- mettre en place les nouvelles fabrications (gammas, modes opératoires, choix des procédés et des matériels, implantation...);
- optimiser les procédés existants;
- réaliser les travaux neufs.

Ce poste est réservé à un ingénieur ayant une première expérience professionnelle réussie en industrialisation, optimisation de process, conduite de pilotes et ayant mis en œuvre des méthodes modernes d'optimisation et de productique. Il témoignera de dynamisme, de créativité et de sens du progrès.

Larges perspectives d'évolution dans un groupe qui sait gérer les carrières de ses cadres.

Poste basé à Vendôme.

Ecrire sous réf. 21B 1413-9M. Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

M-R FINANCE

L'établissement Financier
de la Société de Bourse,

MEESCHAERT-ROUSSELLE
recherche

RESPONSABLE
DU DEVELOPPEMENT
CLIENTELE ENTREPRISES

De formation Ecole de Commerce, (HEC, ESCAE, etc) à 27-28 ans, vous avez acquis une expérience significative de la vente (crédit, assurance...) et vous manifestez un intérêt tout particulier pour l'activité financière.

Dans un contexte de challenge à haut niveau, et dans le cadre d'une large autonomie d'action et de moyens, vous aurez pour mission de développer, d'animer une clientèle d'entreprises exigeantes (Directeurs financiers, trésoriers) et devrez satisfaire leurs attentes en matière d'ingénierie financière, à partir d'instruments sophistiqués tels que CAP, FLOOR, SWAP, etc...

La rémunération attractive est composée d'un fixe et d'un intéressement directement lié à vos résultats.

Envoyer C.V. + photo et salaire actuel à Bernard CEYROLLE s/réf. RD. - MEESCHAERT-ROUSSELLE 16, Bd Montmartre - 75009 PARIS

WANG

Vous offre un tour du monde
de l'informatique en 90 jours.

DIPLOMÉS ESC DÉBUTANTS, MIAGE, ECOLES D'INGÉNIEUR 1^{re} EXPÉRIENCE

8^e constructeur informatique

que américain, 50 millions de C.A., 28000 personnes

une offre globale de

système de haute technologie

de la mini-informatique

l'imagerie électronique

des architectures

seaux. Wang

finance internationale

toute simplicité

3 mois de formation rémunérée avant d'intégrer l'une de nos agences à Paris et en province: voilà ce que nous vous proposons pour aborder votre avenir dans notre entreprise.

90 jours pour vous former de manière théorique et pratique au marché de l'informatique, aux solutions Wang, aux techniques commerciales et à notre entreprise. Les moyens de devenir rapidement un professionnel de haut niveau.

Ingénieurs Commerciaux

Jeunes diplômés ESC, votre mission sera de rechercher et coordonner des grands projets auprès des sociétés les plus importantes.

Ingénieurs Technico-Commerciaux

Miage, Ecole d'Ingénieur, vous justifiez d'une première expérience acquise au sein d'une SSII. Vous apporterez une assistance technique indispensable à nos clients pour la concrétisation et le suivi de grands projets.

Merci d'adresser votre candidature avec prétentions à Françoise Bonne, Wang France, 78/80, avenue Gallieni, 93174 Bagnolet Cedex ou appelez notre numéro vert: (1) 05.30.50.00.

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Banque régionale de l'Ouest de la France,
nous appartenons au Groupe CREDIT MUTUEL
5^e réseau bancaire français et nous recrutons un

RESPONSABLE du service juridique et fiscal

De formation juridique supérieure, type DESS droit des affaires ou fiscalité appliquée, après une expérience d'au moins 5 ans en entreprise (de préférence dans le secteur bancaire), vous souhaitez accroître vos responsabilités.

Votre autorité naturelle enrichie de votre technicité et de votre savoir faire de juriste, vous permettront de remplir avec succès une double mission :

- assurer, à la tête d'une équipe, la responsabilité du service juridique et fiscal (suivi des sociétés du groupe, règlement des problèmes de droit bancaire et de droit du crédit...)
- intervenir personnellement dans le domaine de l'ingénierie financière : montage d'opérations, optimisation de l'organisation juridique et fiscale du Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, et photo sous réf. MD 0210 à CREDIT MUTUEL Direction des Ressources Humaines - 43, bd Volney - 53002 LAVAL cedex

Crédit Mutuel
une banque à qui parler

Organisme Professionnel National
Quartier Etoile
recherche

un juriste débutant H/F pour son service des Prix et de la Concurrence

Votre formation juridique (DESS ou DEA) vous a permis d'acquies de solides connaissances en droit de la concurrence et de la consommation, et vous voulez vous impliquer dans un poste où vous saurez vous faire apprécier pour vos compétences.

Efficace et dynamique, l'esprit curieux et ouvert, vous vous intégrez avec aisance et prendrez rapidement en charge le traitement des consultations écrites et orales relatives à la concurrence et à la consommation.

Vous acquerez progressivement les connaissances indispensables en matière de prix (index, révisions).

Ce poste est à pourvoir rapidement.

Pour nous rejoindre merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 288 à C.J. - 15, rue Pétrarque - 75116 Paris

Chantal Kenvyn

DIRECTEUR COMMERCIAL

VOTRE MISSION : Véritable patron sur la France et rattaché à la Direction Europe, vous définissez en relation avec elle la stratégie commerciale spécifique au marché français et mettez en place de façon autonome les plans nécessaires à la dynamisation et au développement des ventes et de la rentabilité.

VOTRE PROFIL : Environ 35 ans, de formation supérieure (Ecole de Commerce, Gestion), vous avez acquis une expérience minimum de 4 ans dans une fonction commerciale pour des P.G.C. distribués en circuits G.M.S. (centrales, hypers, supermarchés...). Vous avez prouvé vos capacités d'homme d'affaires et d'homme d'encadrement. Votre anglais est courant.

NOUS VOUS PROPOSONS : Après une période d'intégration, d'importantes responsabilités liées à un nouveau challenge. La structure et les moyens d'un groupe multinational, un poste autonome dans lequel vous valorisez votre expérience et votre charisme pour réussir.

Intéressé par ce poste, adressez CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL, 95 avenue Victor Hugo, 95503 RUEIL MALLMAISON CEDEX sous réf. 62.2924 LM portée sur la lettre et l'enveloppe.

Mercuri Urval

INGENIEUR ou PHARMACIEN

à 30 ans... prenez en main un des services clés de notre site de production

Filiale d'un grand Groupe International nous employons 800 personnes en France. Nous devons notre réussite à notre capacité d'innovation mais aussi à l'engagement de nos collaborateurs impliqués.

A la suite de l'évolution du Responsable du Service Conditionnement de notre site de production (350 personnes) d'Orléans, nous recherchons aujourd'hui son remplaçant, notre nouveau

RESPONSABLE SERVICE CONDITIONNEMENT

Animant une équipe de 80 personnes, vous assurerez le conditionnement de nos produits dans le respect permanent du planning de production, des impératifs pharmaceutiques, des standards de qualité et optimiserez les moyens mis à votre disposition.

Agé d'environ 30 ans, vous avez une formation de Pharmacien ou d'Ingénieur généraliste et une première expérience réussie de ce type de fonction dans le secteur pharmaceutique, chimique, cosmétique, agroalimentaire... Votre sens de l'organisation, votre goût pour la technique, votre savoir faire relationnel seront autant d'atouts pour réussir aujourd'hui dans cette mission et évoluer avec nous.

Christiane CHARBONNE, notre conseil, attend votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. ORSCILM à : RPC - 74, rue de la Fédération - 75016 PARIS.

Raymond Poulain Consultants

**ETUDES
et CONCURRENCE ...**

un tremplin dans notre Groupe (5 Milliards de C.A.) n°2 Mondial d'un secteur en très forte croissance :

créer le Département analyse de la concurrence et études marketing, au sein de la Direction Marketing International.

Vous analyserez les différentes stratégies de développement international de la concurrence (produits, investissements industriels, données financières) et développerez la cellule études (définition et mise en place de nouveaux outils marketing).

Votre sens de la communication sera un atout pour animer une équipe jeune et motivée et jouer un rôle d'expert auprès de nos filiales étrangères.

Vous avez environ trente ans, une formation supérieure technique ou commerciale et êtes parfaitement Bilingue Anglais. Vous souhaitez valoriser une expérience marketing solide acquise en entreprise ou en cabinet comme consultant.

Merci de nous adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous la référence 2002 à :

EUROPA - 12, rue Desaix - 75015 Paris
qui le transmettra en toute confidentialité.

ROCHE Division F. HOFFMANN-LA ROCHE & Cie
VITAMINES ET CHIMIE FINE.

ingénieur agronome

nutritionniste et formulateur

Rattaché au Responsable Assistance Technique Développement de notre Département Nutrition Animale, vous aurez pour mission :

- d'assurer la formulation et l'optimisation des aliments composés demandés par la clientèle (prémix et aliments minéraux, aliments composés)
- de proposer des améliorations ou des nouveautés dans le domaine de la diététique
- et d'apporter un appui technique en clientèle en collaboration avec notre équipe commerciale.

Ingénieur Agronome (ou Vétérinaire), Zootechnicien, vous possédez nécessairement une expérience de la formulation d'aliments finis et de prémix, acquise, de préférence, dans une firme service, ainsi qu'une connaissance approfondie de la nutrition animale.

Outre de solides connaissances scientifiques, vous devez faire preuve d'aisance dans les relations et la communication pour dialoguer avec vos clients et responsables commerciaux.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à la Division du Personnel PRODUITS ROCHE - 62, bd du Parc - 92621 NEUILLY SUR SEINE Cedex.

BRED

Spécialiste financements Immobiliers

Paris

1^{re} Banque Populaire et 8^e Banque française, nous avons avec 3 300 personnes et près de 200 agences en Région Parisienne, Normandie, Antilles et Réunion, multiplié par 5 en 10 ans nos résultats nets et nos dépôts.

Notre Département Immobilier au sein de la Direction des Grandes Entreprises renforce son équipe en intégrant un nouveau Collaborateur.

Chargé de créer des relations avec de nouveaux clients professionnels de l'immobilier et Responsable d'un Fonds de Commerce existant, vous en assurerez le développement et la gestion. Directement rattaché au Responsable du Département Immobilier vous intervenirez à tous les stades de la relation commerciale, de l'étude de faisabilité au montage et à la mise en place des dossiers dans un souci de croissance, d'efficacité et de rentabilité.

30 ans environ, diplômé d'enseignement supérieur, (Sciences Po, E.S.C, Maîtrise de gestion...), vous avez acquis une bonne expérience des crédits immobiliers au sein d'une banque ou d'un établissement financier spécialisé.

De tempérament commercial, vous associez au sens du risque, des qualités de rigueur et de méthode.

Votre capacité d'adaptation, vos résultats vous permettront d'évoluer dans notre Groupe aux activités diversifiées.

Merci d'adresser lettre, CV, photo sous référence RC 248/3 (à noter sur courrier et enveloppe) 79/83 rue Baudin 92309 Levallois Perret Cedex.

BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice

Diriger une agence de publicité spécialisée à Lille, +300 KF

AVENIR-HMR, filiale des groupes de communication HAVAS et UNITED COMMUNICATION, recherche pour son agence COMMUNICO NORD le Directeur. Spécialisée dans la publicité de recrutement et la communication interne et institutionnelle d'entreprise, COMMUNICO NORD est une S.A. conviviale de 10 «pros». Très performante, notre agence a conquis en région Nord-Picardie, au terme de cinq années d'existence, la première place dans son domaine d'activité.

Si vous êtes un homme de communication motivé, diplômé d'études supérieures plutôt commerciales, âgé d'au minimum 30 ans et si vous possédez une expérience de trois ans ou plus dans un poste à responsabilités (agence, annonceur ou régie publicitaire), nous vous proposons la direction de notre agence à Lille. A terme, notre Président basé à Paris, vous sollicitera pour la DIRECTION GENERALE de ce centre de profits.

Merci d'écrire (lettre, C.V., photo) à : M. le Président, COMMUNICO-HMR, 159 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY - Confidentialité garantie.

COMMUNICO

LILLE - BORDEAUX - TOULOUSE - NICE

هناك امه الاصل

INGENIEURS
URBANISTES

302

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Vanderlande

INGENIEUR COMMERCIAL

Filiale d'un Groupe européen (6 Sociétés, 375 MdF de CA), notre vocation est la conception de systèmes automatisés de manutention dont nous réalisons les installations utilisées dans les grands secteurs industriels (Agro-alimentaire, Automobile, Electroménager) et dans le tertiaire (Aéroports, Messagerie, VPC). Pour étoffer notre force de vente, nous recherchons :

Mission : vous aurez à développer des relations auprès d'industriels, à analyser leur besoins d'équipements, à élaborer avec l'appui des Ingénieurs de notre Bureau d'Etude des propositions, à vérifier la faisabilité financière et à conduire les négociations jusqu'à la conclusion des contrats d'une valeur le plus souvent supérieure au million de francs.

Profil : votre formation technique ou votre expérience acquise dans les biens d'équipement contribuera à votre compréhension des problèmes posés par notre clientèle. Votre dynamisme commercial, vos qualités relationnelles, et vos talents de négociateur garantiront votre réussite. Vous n'avez pas moins de 28 ans et bénéficiez d'une première expérience; vous parlez convenablement Anglais.

Nous offrons : une opportunité de carrière passionnante, de larges délégations, une rémunération attractive. Le poste est basé dans le Sud Parisien et comporte de fréquents déplacements en France.

Ecrire avec C.V. + prétentions + enveloppe à votre adresse, sous référence RL/LM1 à

PARIS
LILLE
LYON
NANCY

michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Groupe International, **AKZO** Division Peintures
recherche dans le cadre de son expansion

INGENIEURS DE RECHERCHE PHYSIQUE-CHIMIE

"Participez à la réalisation de projets et secondiez nos chefs de laboratoires"

Aujourd'hui, après une formation d'ingénieur chimiste valorisée ou non par une première expérience en industrie chimique de préférence, vous recherchez une mission à responsabilités aussi bien techniques qu'humaines.

Dans un contexte International, vous seconderez nos chefs de laboratoires R & D et participerez à la réalisation complète de projets, en liaison avec nos services commerciaux et nos clients.

Animateur d'une équipe de techniciens, vous veillerez aux bonnes relations avec les différents services notamment fabrication et qualité.

Ces postes, basés à proximité de Chantilly (60), sont ouverts à des perspectives de développement motivantes et sont également des étapes clés pour la maîtrise de votre carrière.



INGENIEUR CHEF DE PROJETS TRAVAUX NEUFS

"Managez des projets techniques très variés"

Votre formation de type INSA, ou génie chimique, UTC vous pousse à rechercher un poste à larges responsabilités.

Responsable des projets qui vous sont confiés (construction de nouveaux ateliers, installation de nouvelles technologies) dans le cadre de l'extension de notre site industriel, vous établissez les cahiers des charges, réalisez les appels d'offres, assurez le suivi technique et financier des projets.

Vous bénéficiez dans cette mission de l'aide d'un BE spécifique. Autonome et homme de terrain, votre esprit rigoureux (délais et coûts) est complété par le sens de la communication.

La pratique de l'anglais est un atout. Merci d'adresser votre candidature en précisant le poste de votre choix à Bernard JARRY AKZO Division Peintures BP 4 - 60160 MONTAIGNE.

DEVELOPPEZ VOTRE SENS MARKETING !

Le Département TRANSMISSION d'ALCATEL CIT (3 500 collaborateurs dont 800 Ingénieurs et cadres) conçoit, développe et produit des systèmes de télécommunications sur supports physiques (cuivre et fibre optique) pour liaisons terrestres et sous-marines, des équipements de transmission de données et des réseaux câblés de vidéo-communications.

ACHETEUR

Vous participerez activement à la politique des achats du groupe, en particulier avec nos filiales européennes (Allemagne, Espagne, Italie, Belgique). Diplômé d'une école supérieure, vous justifiez d'une première expérience réussie technique et/ou commerciale dans les télécoms, les produits et logiciels informatiques, les composants électroniques ou les circuits intégrés. Vous avez une bonne pratique du marketing achat, de la vente et du management.

Votre sens commercial et votre esprit d'initiative vous mettent à l'aise dans la négociation et la prise de décisions.

La connaissance de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand souhaitée.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V., photo), sous réf. DCAM-01, à Catherine BONNIER - ALCATEL CIT - Département Transmission - B.P. 6 - Nozay - 91620 LA VILLE-DU-BOIS.



ALCATEL
CIT

CONFORAMA

LE PAYS OU L'AVENIR EST OUVERT

Leader sur un marché porteur : l'équipement de la Maison, CONFORAMA recherche dans le cadre de son développement, plusieurs

ORGANISATEURS

Vous venez d'obtenir votre diplôme Grande Ecole de Commerce, ou ingénieur + IAE, ESC, IESTO (niveau Bac + 4).

Nous vous proposons au sein de la Direction des Systèmes d'Informations des missions d'organisation et de formation.

Vous évoluerez vers la conception, la définition et la documentation d'applications informatiques et de procédures d'organisation.

Vous travaillerez en étroite collaboration avec des utilisateurs et des informaticiens. Basé à MARNE LA VALLEE, ce poste implique de fréquents déplacements en province. Pour l'un de ces postes, LA MAITRISE DE LA LANGUE ESPAGNOLE EST NÉCESSAIRE.

Envoyer C.V., détails, photo et prêt à CONFORAMA Mme IACOSTE 80 bd du Mandinet - LOGNES 77432 MARNE LA VALLEE CEDEX 2.

JM. BRUNEAU

LE N°1 DE L'ÉQUIPEMENT DE BUREAU PAR CORRESPONDANCE

400 PERSONNES - LES ULIS 91 (Banlieue Sud)
recherche

Directeur exploitation logistique

Occupant un des postes clés de l'entreprise, assure la réalisation des objectifs commerciaux définis avec la Direction.

Organise et supervise le traitement du flux "produits" dans son intégralité : Approvisionnement - Réception - Magasin - Préparation de commandes - Expédition ou Livraison.

Témoignant d'une grande ouverture d'esprit vis à vis des hommes et des techniques, il partage avec un encadrement motivé l'animation d'un ensemble de 170 personnes.

De formation supérieure, commerciale ou ingénieur - 40 ans environ - il bénéficie d'une expérience confirmée dans la distribution et a participé à des réalisations logistiques réussies. Ses capacités techniques et d'études lui seront nécessaires pour entreprendre des développements très prochains.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 854, à :

Claudine GALLET
Ressources Humaines
3, rue Cornille
75006 PARIS.

GEO



prima

Femme
ActuelleTele
Loisirs

Vendredi

prima recherche JOURNALISTE ET ANIMATRICE

Chef de service "maison"

Vous avez au moins cinq ans d'expérience du journalisme pratique en décoration/bricolage/jardinage/cuisine.

Vous êtes une organisatrice, privilégiez le travail d'équipe et savez coordonner les relations entre les différentes fonctions qui concourent à la réalisation d'un journal.

Créative, vous êtes sensible au visuel et saurez faire valoir votre talent au sein de la rédaction du premier mensuel féminin.

Envoyez votre dossier (lettre manuscrite / CV, photo et prétentions) sous référence PRIO à PRISMA PRESSE - Direction des Ressources Humaines - 6, rue Daru - 75008 Paris.

Europcar

Directeur organisation et informatique d'Europcar France

Rattaché au Directeur Général vous prenez en charge l'ensemble des projets "informatique et organisation" de la Société :

Le plan informatique (projets, moyens, structures...)

L'animation de l'équipe d'études (15 personnes)

La production

Le comité d'organisation de la Société...

et participez pour votre part au développement informatique du Groupe.

En fait, les orientations, les actions, les idées et les réalisations... c'est vous.

Vous avez 35 ans environ, un passé informatique très actuel à ce niveau de responsabilité, dans un environ-

nement international, gros systèmes IBM (3090 AS 400...).

Votre connaissance de l'activité de service et votre parfaite maîtrise de l'anglais sont indispensables.

De grands projets sont en cours... vous pouvez vous réaliser avec nous à partir de ST-QUENTIN-en-YVELINES.

Merci d'adresser votre dossier complet, sous la

réf. M 1157 P, à Olivier

Chaumette, OC CONSEIL,

15 rue du Louvre, 75001

Paris.

PARIS
LONDRES

Biens d'équipement industriels : directeur commercial à Reims

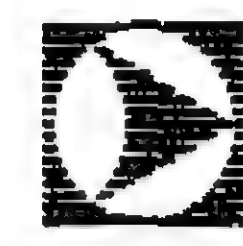
350 KF

Solide implanté sur les marchés industriels de l'agro-alimentaire, en France et à l'étranger, nous concevons et fabriquons des matériels de manutention continue et des lignes de conditionnement de technologie avancée. Innovateurs et réputés, nos produits font appel aux techniques de pointe de la robotique et des automatisations. Notre développement nous conduit à renforcer notre organisation : nous recherchons le Manager à qui nous confierons la Direction de notre structure commerciale.

A la tête d'une équipe d'une quinzaine de personnes, vous déterminez les objectifs commerciaux. Homme de terrain et organisateur, vous orientez l'action de nos Ingénieurs Technico-Commerciaux. Taciturne et stratège, vous savez aussi analyser nos positions, prendre du recul pour mieux nous projeter sur les marchés futurs. Membre du Comité de Direction, vous définissez, en accord avec notre Président, la politique commerciale de l'entreprise dans un esprit marketing très opérationnel.

35 ans, voire un peu plus, diplômé d'une Ecole de Commerce, vous avez acquis une solide expérience d'animation d'équipe et de développement de produits industriels dans le secteur des biens d'équipement. Homme de contact, convivial et très relationnel, vous savez vous impliquer au quotidien, mais aussi vous montrer prospectif et capable de percevoir l'évolution de notre marché. Nous attendons un homme désireux de s'investir pleinement et durablement dans ses fonctions. Anglais vivement souhaité. Véhicule de fonction.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous réf. RC 210/1 LM (à noter sur courrier et enveloppe) 79/83 rue Baudin 92309 Levallois Peret Cedex.



BERNARD JULHIAT RESSOURCES HUMAINES

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice

هذه امانة الأصل

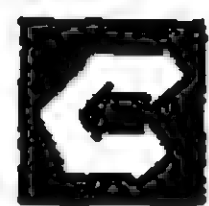
Le Monde
CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 TM

HAY MANAGEMENT CONSULTANTS

Jeune D.R.H. 300 KF+

Rattaché à une Compagnie Multinationale, CHEP FRANCE gère des flux de matériel de maintenance adaptés aux contraintes de logistique des entreprises. CHEP FRANCE est une jeune Société de Services, sans concurrence sur son marché, qui représente aujourd'hui un C.A. de 250 000 KF avec un effectif de 300 personnes (dont 20 % de Cadres).



Chep France

performance/communication interne... il devra participer à l'élaboration d'une politique sociale et humaine et assurer sa mise en œuvre tout en maintenant sa propre équipe (4 à 5 personnes). Sa réussite professionnelle sera liée à son dynamisme et une adaptabilité exigée par l'expansion rapide de l'Entreprise.

Envoyer C.V., photo, salaire actuel, sous la référence 890508, à notre Conseil.

Hay Managers

13, rue Alphonse de Neuville - 75017 PARIS

DIRECTEUR DE SALON HAUTE TECHNOLOGIE

Sud de la France - Ce salon de la haute technologie de renommée internationale recherche son directeur d'exploitation. Rattaché au commissaire général, il sera le négociateur privilégié des grands comptes français et étrangers. Homme de marketing, il déterminera la stratégie commerciale, afin de favoriser au mieux le développement et l'évolution du salon. Il supervisera l'ensemble de la logistique. Il dynamisera une équipe de 13 personnes composée de commerciaux France et export, de responsables techniques et communication. Il effectuera de fréquents déplacements en France et à l'étranger.

Agé d'au moins 35 ans, de formation supérieure type ingénieur, il possède une bonne connaissance de la haute technologie ainsi qu'une expérience significative du management et de l'export. Une excellente pratique de l'anglais est indispensable. La connaissance d'une deuxième langue est vivement souhaitée. La rémunération sera de l'ordre de 325.000 francs + avantages en fonction de l'expérience du candidat. Ecrire à Brigitte LEMASSON en précisant la référence A/T7307M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.94. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

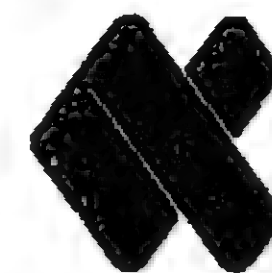
Logiciels Microsoft
Nous civilisons la micro-informatique.

Responsable des Services Généraux

1^{er} éditeur mondial de logiciels, la croissance soutenue de MICROSOFT en France implique notamment la construction d'un ensemble immobilier intelligent de 9 000m², opérationnel en 1990. Prendre en charge les achats, gérer les bureaux actuels et la logistique nécessaire aux fonctions d'accueil et de communication, accompagner la nouvelle implantation en contrôlant l'avancement des travaux, telles sont les principales missions que recouvrent la création du poste de Responsable des Services Généraux, rattaché au Directeur des Opérations. De formation supérieure, votre expérience dans une fonction similaire vous a préparé à rejoindre un groupe international pour lequel la pratique de l'anglais est nécessaire.

Notre Conseil établira les premiers contacts. Adressez votre dossier de candidature et votre rémunération sous réf. 329 à :

ALPHA CDI
181, avenue Charles de Gaulle
92200 NEUILLY SUR SEINE.



ALPHA CDI

STRATEGIE,
QUALITE, PRODUCTIVITE,
COMMUNICATION,
MANAGEMENT DES RESSOURCES
HUMAINES

15 CONSULTANTS H/F

28 - 32 ans

diplômés Grandes Ecoles

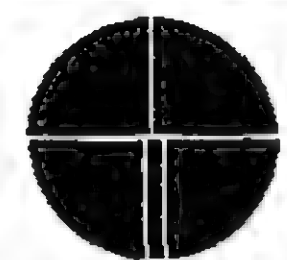
faisant preuve d'ouverture, d'une disponibilité géographique, intellectuelle, sociale et désireux de s'intégrer à des projets très divers où ils interviendront sur le terrain en apportant des solutions efficaces avec des méthodes spécifiques.

Nous recherchons en particulier :

- Des ingénieurs ayant une réelle expérience en milieu industriel. Compétents en matière de production et de qualité, une pratique de l'informatique serait un atout.
- L'un des consultants recrutés sera basé dans notre filiale de Lorraine.
- Des hommes de gestion ayant déjà abordé l'entreprise sous l'aspect stratégique.
- Des hommes de sciences humaines et de communication possédant une expérience significative de Gestion de personnel.

Si vous êtes motivés par la diversité et la complexité des interventions qui vous attendent auprès de nos clients et prêts à réussir l'évolution des organisations qui nous consultent, venez rejoindre nos équipes.

Merci d'écrire à : EUREQUIP - Service du Personnel - 19, rue Yves du Manoir 92420 VAUCRESSON. Nous étudierons ensemble votre projet en toute confidentialité.



EUREQUIP

Marketing bancaire



Nous sommes un important groupe financier, spécialisé dans le financement automobile. Nous souhaitons étoffer notre Direction du Marketing et recherchons pour son Département Etudes et Recherches un jeune

CHARGE D'ETUDES
HEC, ESSEC, ESCP...

Vous réalisez des études de marché, analysez l'environnement national et international, étudiez le positionnement de nos produits et intervenez dans la conception de certains projets pour lesquels vous élaborez des prévisions de rentabilité. La forte dimension relationnelle de la fonction nécessite d'excellentes qualités de contact.

Vous avez acquis pendant 2/3 ans une première expérience marketing vous permettant de maîtriser les techniques d'analyse de marché et souhaitez intégrer un groupe jeune, riche en perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 9097 M à notre conseil SENANQUE - 103, rue La Fayette - 75010 Paris.

Sénanque

BOSSARD CONSULTANTS

CABINET DE CONSEIL EN MANAGEMENT LEADER SUR SON MARCHÉ

étend ses activités de MAINTENANCE INDUSTRIELLE dans les secteurs de l'industrie, des hôpitaux et des collectivités locales.

Pour faire face à ce développement, nous recherchons un

CONSULTANT DE HAUT NIVEAU
EN ORGANISATION ET MANAGEMENT INDUSTRIEL

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, environ 35 ans, avec une expérience réussie dans le domaine de la maintenance (de préférence en cabinet de conseil).

Vous serez dans un premier temps associé au "business-plan" Maintenance. A terme, vous pourrez prendre la direction du Département Maintenance ou créer un département connexe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) s/réf. BCI/GSM à : Florence HADJAB - BOSSARD CONSULTANTS 12 bis, rue Jean Jaurès - 92807 PUTEAUX CEDEX.



Groupe FINALP

Société privée française (de 200 personnes), nous mettons notre professionnalisme dans la conception, la fabrication et la commercialisation de biens d'équipement et de consommables au service d'une ambition internationale (doublement de notre chiffre en 3 ans).

Nous créons le poste de

INTERNATIONAL BUSINESS EXECUTIVE MANAGER

Directeur des affaires internationales

Ce collaborateur direct de la Direction Générale du Groupe sera responsable du développement de nos activités hors de France. Il sera d'emblée chargé de guider et superviser l'expansion de nos filiales commerciales implantées en RFA et aux USA ainsi que de notre société d'exportation. Il épaulera leurs jeunes dirigeants auprès desquels il sera le relais opérationnel de la Direction Générale du Groupe.

Il valorisera avec eux nos savoir-faire et les fruits de notre recherche. Il sera intéressé aux résultats des sociétés placées sous sa responsabilité.

Pour ce nouveau poste à haute visibilité, nous recherchons un candidat de formation supérieure apportant son expérience réussie du développement d'un Centre de Profit à l'étranger. Son autonomie, sa disponibilité et sa rigueur seront particulièrement appréciées. Bien entendu, la maîtrise de l'allemand et de l'anglais est indispensable.

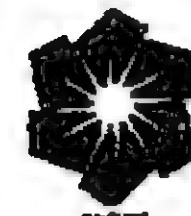
Si notre projet vous intéresse, merci d'adresser votre manuscrite, C.V., photo et prétentions à M^{re} Daniel Larché ALPIA S.A. 2, rue Jacquard - BP 1359 - 25006 BESANCON CEDEX - France.

FULMEN
Compagnie Européenne d'Accumulateurs

N^o1 FRANÇAIS - Notre objectif : N^o1 EUROPEEN

Fabricant d'accumulateurs au plomb - 3300 p. - CA 21 mds
Poste basé Gué de Clichy (PONT D'ARNHEIM)

RESPONSABLE COMMUNICATION



CIGIE
L'Esprit de Conquête

30 ANS MIN. DE FORMATION SUPERIEURE. VOUS AVEZ UNE EXPERIENCE REUSSEE DANS UN POSTE ANALOGUE ET VOUS MAITRISEZ L'ANGLAIS.

Relevant du Directeur des Ressources Humaines et de la Communication, vous bénéficierez d'une LARGE AUTONOMIE pour CREER le poste.

Vous élaborerez et proposerez la politique de communication interne et externe.

Vous mettrez en œuvre et coordonnerez toutes les actions de communication en veillant à leur cohérence et au renforcement de l'identité du GROUPE CIGIE. Vous assurerez l'interface avec la Direction de la Communication du GROUPE CIGIE.

Courts déplacements en France et en Europe.

PERSPECTIVES D'EVOLUTION DANS UN GROUPE EN PLEIN DEVELOPPEMENT INTERNE ET EXTERNE.

Merci d'écrire, sous référence CIGIE/COM/67 M, en indiquant votre salaire actuel, à notre conseil Richard BENAÏM - GROUPE BIC - 1 bis, place de Valois, 75001 Paris. Description absolue et réponse assurées.

50 ANS :
L'AGE D'UN
NOUVEAU DÉFI.DIRECTEUR ADMINISTRATIF
ET FINANCIER

Vos responsabilités seront doubles :

- FINANCIÈRES : en charge d'une trésorerie importante (300 MF d'investissements annuels), utiliser tous les mécanismes financiers modernes ayant pour but d'améliorer les coûts de refinancement.
- ADMINISTRATIVES : direction des services gestion et comptabilité • maîtrise complète du contentieux en liaison avec la direction commerciale et notre avocat conseil • assurances • amélioration permanente de notre outil de gestion informatique (sur mini) en liaison avec une importante société de conseil en informatique.

Votre profil : de formation supérieure, ESC ou IEP, votre expérience en matière d'administration et de finance dans une banque d'affaires ou une PME vous a convaincu de l'importance de la personnalité à ce poste : sens du contact, esprit d'innovation, flexibilité.

Adressez C.V., photo et rémunération actuelle s/réf. 58.2922 M à MERCURI URVAL, 95 avenue Victor Hugo, 92563 RUEIL MALMAISON CEDEX.

Mercuri Urval

Avec nous. Allez au bout de vos idées

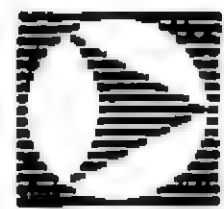
Tout comme vous, nous avons senti un jour en entreprise, le besoin d'avoir plus d'initiative, une écoute plus grande de nos propositions, une vue plus large des choses. Habité par la passion d'entreprendre, nous avons alors choisi le métier de consultant et rejoint Bernard Julhiet Conseil. Pour faire face à notre important développement, nous recherchons aujourd'hui deux :

Consultants
«produits grande consommation»

qui nous ressembleront. Véritables «Conseillers opérationnels» vous aiderez les entreprises de ce marché à maîtriser l'évolution de leur environnement et à accroître leurs performances marketing et commerciales. Vous développerez vos actions tant au plan de la réflexion qu'à celui de la mise en œuvre des solutions retenues, à travers : étude stratégique, diagnostic commercial/marketing, schéma d'organisation et structure pour favoriser le management des entreprises.

Après des études commerciales supérieures, vous avez depuis 5 ans minimum des responsabilités opérationnelles commerciales ou marketing dans une entreprise de produits de grande consommation où vous avez en particulier démontré votre sens de l'autonomie et du résultat. Notre message vous a convaincu que le passage de l'entreprise au Conseil est une ouverture séduisante.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo sous réf. CPGC/M (à noter sur courrier et enveloppe) à l'attention de Monique LEVERT - 79/83, rue Baudin - 92309 Levallois Peret Cedex.



BERNARD JULHIET CONSEILS

CHARGEURS S.A.

est une société de CHARGEURS S.A., première entreprise privée française dans le domaine du transport aérien, première entreprise européenne dans le domaine du transport de voitures par la route, et première entreprise mondiale dans le domaine du négoce, du peignage et du tissage de la laine.

CHARGEURS S.A. compte parmi ses principales filiales : Aéromaritime, Causse-Walon, Delcor, Gillet, Lainière de Picardie, Lepoutre, Novapet, Paquet, P.J.T., Peignage Armé, Proust Lefebvre, Roudière, U.T.A.

intissel s.a.
Chef du personnel

Votre mission :

- assurer l'intégrité de la fonction du Personnel (Administration et Gestion) pour l'ensemble de l'effectif de la Société : 135 personnes dont 28 cadres (certains basés à l'étranger).
- développer tous les aspects de la Gestion du Personnel que sont : la formation, la gestion des carrières, la gestion des rémunérations.

Vous relèverez hiérarchiquement du Directeur Général de la Société et fonctionnellement du Directeur du Personnel des Activités Entolage de CHARGEURS S.A.

Votre profil : Agé de 27/35 ans, de formation Universitaire type DESS ou diplômé Sciences-Po, vous possédez une expérience de 4 ans minimum dans la Gestion des Ressources Humaines. La connaissance de la langue anglaise serait un plus.

Homme de dialogue, vous êtes attiré par la culture industrielle dans un contexte faisant appel à des techniques avancées.

L'évolution de carrière est prévue au sein des Sociétés de CHARGEURS S.A.

Envoyer CV, photo et lettre manuscrite de candidature à : INTISSEL S.A. Directeur Général - BP 107 - 21 Le Marais - 59393 WATTRELOS.

LEADER dans le monde et n°1 en France, OTIS (5 400 pers. et 2,7 Mds C.A.) poursuit son développement.



Dans le cadre de la mise en place de notre schéma directeur, nous recherchons de

Jeunes chefs de projet
"organisation"

auxquels seront confiées des missions de grande envergure. A l'interface entre les informaticiens et les utilisateurs, ils seront chargés de :

- l'analyse et l'identification des besoins des utilisateurs (déplacements en Province nécessaires).
- la rédaction du cahier des charges et le suivi du développement du projet en collaboration avec le service informatique.
- la formation des utilisateurs.

Ils seront donc entièrement responsables du projet depuis sa conception jusqu'à sa réalisation. Vous êtes diplômé (e) d'une Ecole d'Ingénieur ou de Commerce et pouvez justifier d'une première expérience qui a développé votre intérêt pour les questions d'organisation.

Vos qualités relationnelles et pédagogiques se conjuguent avec votre rigueur et votre esprit d'analyse.

Si cette offre vous intéresse, merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, s/réf. J.83.LM, à notre Conseil.

15, rue Danziger

75016 PARIS.

METROPOLE NORD

ACHETEURS EN CENTRALE

LA SOCIÉTÉ

Leader de la grande distribution, nous fondons notre développement sur une politique délibérée axée sur l'innovation et l'excellence. Notre Centrale d'Achats intervient comme une société de services auprès de magasins autonomes et se caractérise par l'importance de sa force de proposition.

LE PROFIL

Nous souhaitons rencontrer des candidats de 28/32 ans, de formation supérieure (BAC + 4 ou 5), maîtrisant l'anglais et possédant une expérience commerciale et marketing réussie de 3 à 4 ans, au sein d'une société de 1^{er} plan (de préférence en produits de grande consommation).

Nous recherchons :

- leur goût à communiquer et à transmettre,
- leur talent de négociateur,
- leur envie d'intégrer une équipe à forte éthique.

LA MISSION

Après une intégration de plusieurs mois en unité opérationnelle, ils auront à :

- négocier à haut niveau les accords de partenariat et les conditions de référencement,
- proposer des évolutions stratégiques,
- assurer la liaison avec les unités opérationnelles (région-magasins),
- prendre en charge la conception, la gestion et le suivi des "marques".

Pour rejoindre un univers qualitatif, adressez votre manuscrit, C.V., photo et prétentions sous référence 321 LM à FFP CONSEIL - 124 bis, avenue de Villiers - 75017 PARIS Tél. 48 88 93 58.

F.F.P.

IMPORTANT GROUPE
DE PRESSE ÉCONOMIQUE
rechercheUN SECRÉTAIRE DE
RÉDACTION CONFIRMÉ

- ◆ Expérience supérieure ou égale à 6 ans, dont presse quotidienne

Env. CV + lettre manuscrite + photo sous n° 6023 à
Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy,
75007 PARIS

GENERAL MOTORS
FRANCE
AUTOMOBILES S.A.recherche pour son service distribution automobiles OPEL
RESPONSABLE APPROVISIONNEMENTS
ET SYSTEMES
(CADRE)

Au sein d'une équipe de trois personnes dont vous serez responsable, vous aurez à gérer les approvisionnements de véhicules en provenance des usines OPEL et GME, à contrôler les inventaires, à obtenir et diffuser les informations correspondantes.

Vous aurez également à participer à la mise en place d'un nouveau système de communication électronique entre les concessionnaires, les usines et GME le DCS (Dealer Communication System).

Avec 2 à 3 ans d'expérience minimum vous avez un Niveau Ecole de Commerce et parlez l'anglais couramment (allemand apprécié).

Votre fort intérêt pour l'informatique, votre dynamisme et votre esprit de méthode vous permettront de réussir à ce poste.

Adressez CV et prêt. au Service du Personnel - Mme LAIGNEZ - 56 à 58, av. Louis Roche - 92231 GENTYVILLIERS CEDEX.

ROUEN

UN CHARGE
DE RECRUTEMENT
DE COMMERCIAUX
AIMANT LES VOYAGES

200.000 F+.

Une importante société de services recherche un chargé de recrutement. Il assurera le recrutement des commerciaux : définition de postes, rédaction d'annonces, tri de candidatures, entretien, présentation des dossiers à la hiérarchie.

Ce poste basé à ROUEN, nécessite une grande disponibilité (missions de courte durée sur tout le Nord de la France : 60 à 70 % de son temps). La titulaire, diplômée de l'enseignement supérieur commercial, il aura nécessairement 4 à 6 ans d'expérience dans un poste commercial si possible dans une entreprise de services.

Merci d'adresser votre dossier (lettre motivée de candidature, C.V., photo, prétentions) en précisant la référence 4635 à RSCG Carrières 48, rue Saint-Ferdinand - 75017 PARIS.

هنا من اهل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 4 octobre 1989 37

Le Monde
CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 R

STEIN HEURTEY
LA VOLONTÉ DE L'EXCELLENCE

conçoit, étudie, réalise et met en service sur le marché mondial des équipements thermiques industriels (CA : 800 MF, Effectif : 600) recherche pour son siège à Evry (91) un(e)

JURISTE

240 KF

Agé d'environ 30 ans, diplômé de droit privé (minimum Maîtrise), ayant une très bonne pratique de l'anglais et si possible de l'allemand, vous avez acquis une expérience de 3 à 5 ans en milieu industriel.

Vous assisterez le Chef du Service Juridique et serez chargé plus particulièrement de la gestion des contrats d'assurance et des accords de licence, de la préparation des dossiers contentieux, de l'analyse des contrats négociés par les ingénieurs, notamment à l'exportation. Disposant d'une large autonomie, vous devrez faire preuve de rigueur dans l'étude des dossiers, d'une bonne capacité relationnelle et d'esprit d'équipe.

Martine FAURE, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. O/SHLM à : Raymond Poulain Consultants - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

GROUPE FIVES-LILLE
LE MONDE EN DIRECT

Participez à notre développement mondial

JEUNE ACHETEUR INTERNATIONAL

Leader dans notre domaine d'activité, filiale d'un Groupe américain international, nous développons, fabriquons et commercialisons des matériaux composites de haute technologie.

Rattaché au Directeur Général, vous concevez et appliquez une politique d'achats performante pour assurer à l'entreprise un approvisionnement international de qualité. Vous collaborez avec nos services intérieurs (commercial, production, qualité...) et tenez compte des exigences de l'entreprise et du marché.

Agé de 28-30 ans, ayant de préférence une formation supérieure en chimie, vous possédez une première expérience du métier d'acheteur en milieu industriel. Naturellement vous pratiquez l'anglais et avez de bonnes bases en allemand.

Les conditions offertes et évolutions possibles motiveront un candidat de valeur.

Poste basé en région parisienne (Val d'Oise - 95)

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 31/2869 D à :

EGOR S.A.
8, rue de Bani - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.25.71.07

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

Campus manager

SSII à dimension internationale de 2500 personnes, notre croissance de 40% par an s'appuie sur le recrutement de jeunes diplômés. Nous avons de quoi attirer les meilleurs : l'intérêt de nos métiers et notre souci de la gestion des hommes.

Nous voulons renforcer nos relations avec les élèves des écoles et les étudiants des universités.

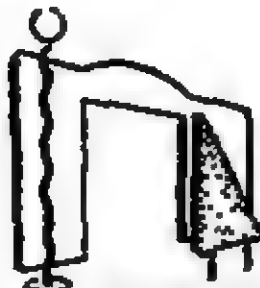
Responsable de la communication Ecole/Université.

vous serez le relais entre eux et nous :

- vous gèrerez toutes les manifestations déjà existantes : forums, rencontres sportives, culturelles, etc.
- vous concevrez et mettez en place de nouveaux événements.
- vous prendrez en charge les publicités institutionnelles en matière d'emploi.
- vous disposerez de moyens importants.
- vous travaillerez en collaboration avec la Direction de la Communication tout en étant rattaché au Responsable des Ressources Humaines.

Vous êtes de préférence ingénieur, si vous n'êtes pas informaticien, votre ouverture d'esprit vous permettra d'adhérer vite à leur culture. Votre expérience a été celle d'un homme de relation.

Pour prendre contact, merci d'adresser lettre, CV et prétentions, en précisant la réf. LM31, à Agnès Chauvin.



TEMPS dense
INGÉNIEUR DES CARRIÈRES
3, rue de Liège 75009 Paris.

Un Ingénieur, Responsable des Ressources Humaines au **SEFOP**

Notre projet, en définissant ce poste, est d'ajouter aux tâches classiques de gestion et d'administration du personnel une dimension nouvelle permettant, d'une part, à l'établissement de disposer des hommes hautement qualifiés et spécialisés dont il a besoin et, d'autre part, aux ingénieurs, chercheurs, techniciens, employés de trouver des opportunités de carrière et des moyens pour enrichir leurs compétences et préparer leur avenir.

Et nous souhaitons un ingénieur à ce poste parce que nous sommes tous des scientifiques et que nous pensons avoir un dialogue et une compréhension plus faciles avec quelqu'un qui partage notre formation.

Pourvu tout de même qu'en plus de la fréquentation, dans votre parcours professionnel, de labo de recherche ou de centre de développement technologique, vous ayez une forte expérience de la direction des Ressources Humaines du droit social et de la formation. Entre 30 et 40 ans, c'est l'expertise que nous aimerions trouver chez vous et qui vous permettrait de réaliser notre projet. Réf. LRH 1060 M

Et son Adjoint, spécialiste de la formation continue

L'élaboration du plan de formation continue, sa mise en place, son suivi, voilà votre première mission. Vous avez appris ce métier en entreprise, en Cabinet ou en établissement de formation. Vous avez fréquenté une population d'ingénieurs et de techniciens dans des labos de recherche. Vous savez traduire leurs attentes en actions originales et efficaces.

Parallèlement, vous assistez le chef de service dans ses autres fonctions, assurez le cas échéant son intérim, précisez ainsi votre connaissance des hommes dans les différents Centres du CSTB et préparez du même coup votre propre développement professionnel. Vous avez aujourd'hui la trentaine, une formation scientifique supérieure et vous apporterez à notre projet la contribution d'une compétence bien reconnue. Réf. LFC 1061 M

Merci à ceux qui envisagent de nous rejoindre d'adresser leur dossier sous référence correspondant à notre Conseil, SEFOP, qui vous donnera les premières réponses à vos questions et organisera ensuite nos rencontres.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTHE

UN MONDE OUVERT. DES HOMMES EN MARCHÉ.

Les nouveaux enjeux, tout le monde en parle... Aux A.G.F., nous agissons. Notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai (18 000 personnes, 32,8 milliards de CA, consolidé dont près de 20 % à l'international, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays). Mais nous savons que la rente en coupe est fautive de progrès. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous réaliserons de nouveaux défis.

Jeunes diplômés ESC, Maîtrise de gestion... Optez pour un secteur en pleine mutation.

Si vous recherchez un poste de Responsable Commercial dans un secteur d'avenir, nous devrions nous entendre... Nous vous proposons, après une solide formation, une fonction à larges responsabilités qui fera appel tant à vos compétences techniques (marketing, plans d'action...) qu'à vos qualités personnelles (organisation, animation...). A la tête de 20 agences, vous serez responsable du développement de votre territoire. Vous participerez ainsi activement à la vie économique de votre région. Vous bénéficierez, cela va sans dire, des moyens techniques et logistiques nécessaires pour mener à bien votre mission et de réelles perspectives de développement. Postes offerts dans les régions suivantes : EST, NORD, CENTRE, SUD, RHONE-ALPES.

Prenez contact en adressant lettre, CV et préférences géographiques sous référence MD3 à Christine LABBE Département Ressources Humaines.

AGF - 33, rue La Fayette 75009 PARIS

AGF

Valeo

Thermique
Habitacle

Leader européen dans le domaine du chauffage et de la climatisation automobile. Partenaire des plus grands constructeurs, recherche pour son site de NOGENT LE ROTROU (88)

Responsable du Développement des Ressources Humaines

PROFIL RECHERCHÉ : Grande Ecole de Commerce avec spécialisation RH, Sciences Po ou DESS Ressources Humaines, débiteur de fort potentiel ou première expérience.

MISSION : Rattaché au Responsable du Personnel de l'Etablissement, vous aurez la responsabilité de la Formation, du Recrutement des collaborateurs et du suivi de la Gestion du Personnel.

De larges perspectives de carrière vous seront offertes au sein d'un groupe à vocation internationale (90 % du C.A. à l'étranger) et qui pratique une politique de mobilité inter-fonction.

Dossier de candidature (lettre, CV, prétentions) à adresser au Service Recrutement - Valeo Thermique Habitacle - 8 rue Louis Lomand - La Verrière - 78320 LE MESNIL SAINT DENIS.

Valeo L'Equipe Automobile

Grande Ecole Paris

RECRUTE

pour son département formation continue

UN FORMATEUR

Il aura à concevoir, monter et animer des stages et des cycles de formation pour ingénieurs et cadres au sein d'une équipe pluridisciplinaire. Une expérience confirmée du métier de formateur est requise. La connaissance du secteur du Génie civil et/ou du transport sera appréciée.

Adresser C.V. et prétentions sous n° 8560
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

VOUS AVEZ AU MOINS
5 ANS D'EXPERIENCE
DE "TERRAIN COMMERCIAL"
ET D'ANIMATION DE RESEAUX
EN ASSURANCE ET
UN BOUT PRONONCE
POUR
LE MARKETING OPERATIONNEL

GROUPAMA
ASSURANCES

L'un des tout premiers Groupes d'ASSURANCES Français vous propose un poste de :

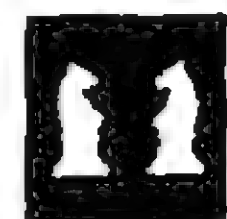
CHARGÉ DE RELATIONS MARKETING DEVELOPPEMENT AVEC LES ENTITÉS RÉGIONALES

Vous aurez à :

- favoriser l'adhésion de ces entités à la stratégie marketing nationale
- négocier les programmes de développement régionaux et aider à leur mise en place
- apporter un savoir faire en matière d'organisation avec des réseaux de distribution par rapport aux plans de développement et fournir aux directions régionales, des propositions de solutions adaptées.

Motivé, vous avez : « une formation supérieure » un bon esprit d'analyse et de synthèse « de très bonnes capacités relationnelles et un sens de la négociation » de la disponibilité pour des déplacements fréquents de courte durée.

Si cette proposition vous intéresse, adresser lettre manuscrite de motivation, C.V., photo et prétentions sous référence MCRI à notre conseil :



ceforpe marc forget et associés
10, rue de la Victoire 75009 PARIS

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

INGENIEURS DEVELOPPEMENT

Première société d'études de marchés au plan mondial, leader en France avec un CA de 100 millions en forte progression chaque année, NIELSEN conseille plus de 400 clients, analyse plus de 900 marchés et adapte ses systèmes de production en fonction des besoins de ses clients et de l'évolution technologique.

NIELSEN propose des postes d'ingénieurs : développement et mise en place de systèmes de traitement et validation de données de l'entreprise (panels détaillants, consommateurs, media, ...).

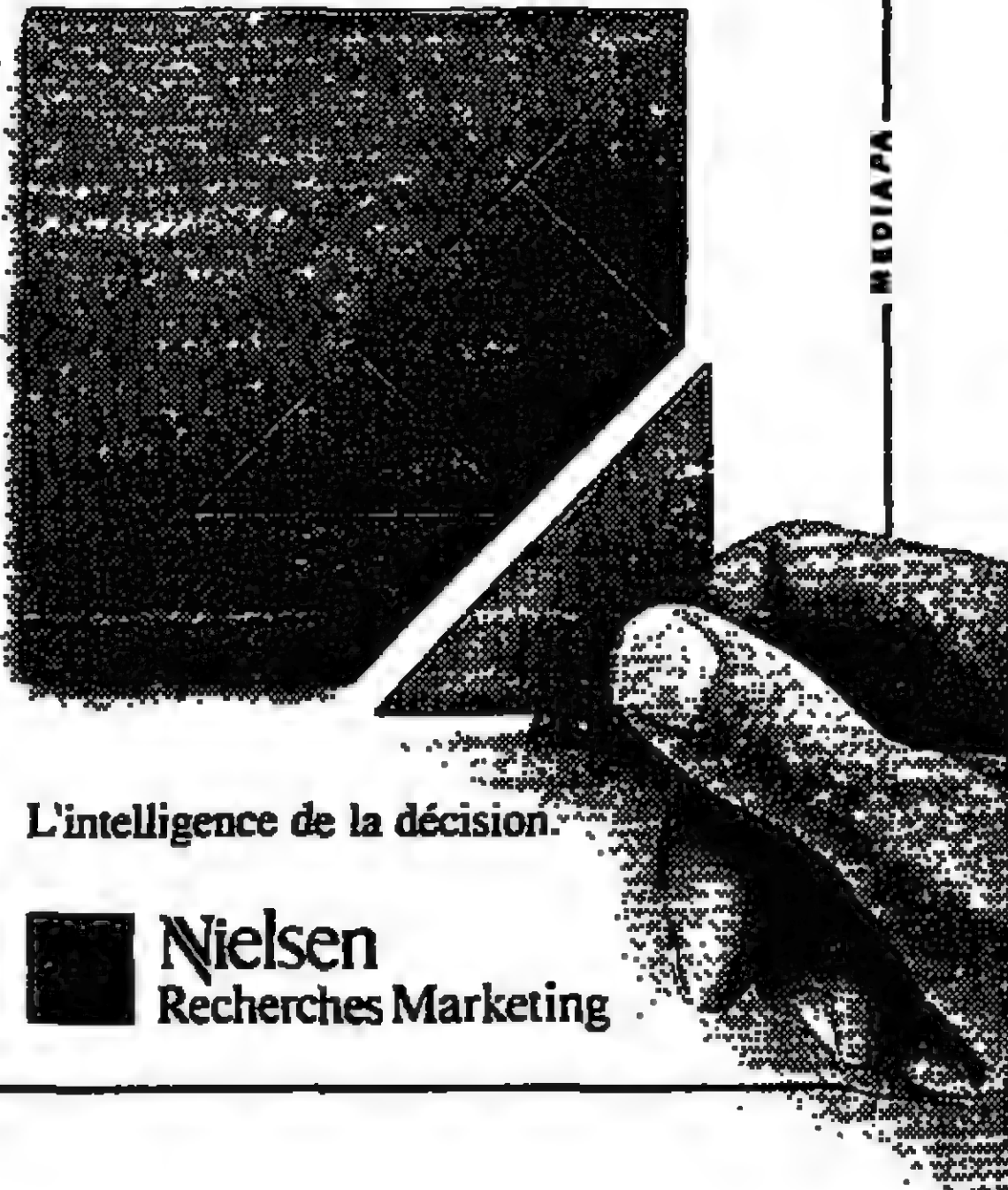
Suivant les postes, NIELSEN offre une réelle opportunité à des candidats, soit avec une première expérience, soit confirmés dans un des domaines suivants :

- études quantitatives macro et micro-économiques,
- système de traitement de l'information,
- projets intégrant des techniques informatiques, statistiques, transmission de données.

Ouvert aux nouvelles technologies, vous manipulez les chiffres avec aisance et vous possédez des connaissances en informatique et micro-informatique (environnement IBM). Anglais indispensable.

Ce poste est basé à CERGY (95).

Merci d'envoyer C.V. + photo + prétentions à A.C. NIELSEN - Direction des Ressources Humaines - Alain MAROT - 9, avenue des 3 Fontaines 95007 CERGY-PONTOISE CEDEX



L'intelligence de la décision.

Nielsen
Recherches Marketing

**Lafarge
Coppee**

Un des leaders de l'industrie française (ciment, matériaux, bioactivités), CA : 23 milliards - effectifs : 22 500 personnes, recherche pour son groupe opérationnel CEMENTS LAFARGE - CA 7 milliards et 4 700 personnes, un

RESPONSABLE D'ETUDES STRATEGIQUES DE DEVELOPPEMENT

Votre mission :

Intégré à la Direction du Plan et du Développement vous effectuerez des missions d'exploration du marché des BTP alliant études économiques, financières et l'initiation de partenariat en vue de nouveaux développements.

Ce poste convient à un candidat diplômé d'une grande école d'ingénieur (Mines, ECP, TP...) ou de commerce (HEC, ESSEC, Sciences Po...), 32-35 ans, disposant d'une expérience dans la banque ou dans un cabinet d'audit ou encore dans un organisme d'étude de forte notoriété avec une solide expertise de l'analyse et de la proposition de solutions économiques et financières dans le secteur industriel (les interventions dans le BTP seront fortement appréciées).

La taille du groupe et la diversité de ses activités offrent à un candidat de valeur de réelles perspectives de carrière tant en France qu'à l'étranger.

Poste basé à ST-CLOUD, siège de la société.

Ecrire sous réf. 39 B 1487-9 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71 rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Télécommunications RESPONSABLE DE ZONE EXPORT

Nous employons 1.000 collaborateurs, réalisons près d'un milliard de francs de CA, et connaissons une croissance régulière et soutenue, en particulier sur le marché des Fils et Câbles électriques. Nous souhaitons intégrer à notre équipe EXPORT un CADRE COMMERCIAL de bon niveau.

Basé à PARIS, ce diplômé de l'enseignement supérieur (ingénieur de préférence) doit parfaitement maîtriser l'Anglais et l'Allemand et posséder une solide expérience du Commerce International dans le domaine des Télécommunications voire celui des biens d'équipements ou des produits industriels. Sa zone d'activité : l'Europe d'influence germanique et le Moyen-Orient.

Une bonne aptitude au travail en équipe et une grande disponibilité sont indispensables.

Placée sous l'autorité directe du Chef de Service EXPORT, cette fonction peut offrir de réelles possibilités pour un élément de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous la référence M 2/3053 A à notre conseil :

EGOR CARRIERES INTERNATIONALES EGOR
8, rue de Berni - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

CABINET DE CONSEIL EN RECRUTEMENT

Recherche

DIRECTEUR H/F

Filiale d'un important groupe international, nous sommes un cabinet de recrutement de cadres et dirigeants par approche directe et annonce. Notre réussite est liée autant au sens du service que nous témoignons à nos clients, qu'à l'intérêt que nous portons aux candidats. Afin de poursuivre notre croissance, nous cherchons un Directeur.

A la tête d'une équipe de consultants confirmés, vous assurerez la politique de développement et de gestion du cabinet ; stratégie, action commerciale, recrutement.

De formation supérieure, vous avez déjà fait preuve de talents de manager, soit en conseil, soit en entreprise. Vous savez gérer un centre de profit, avez l'esprit d'innovation et le sens commercial.

Les perspectives internationales du réseau impliquent la pratique de l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature sous référence RM 405 57, boulevard de Montmorency - 75016 Paris.

ECCO
CONSULTANTS

SOCIÉTÉ
DE DISTRIBUTION
PAR RESEAUX

EN FORTE
EXPANSION
RECHERCHE SON

DIRECTEUR RESEAUX ET DEVELOPPEMENT

- Vous êtes un fédérateur d'hommes et d'énergies, doté d'un véritable charisme, vous savez faire vivre un "discours" sur un produit renouvelable et sur un service-conseil.

- Votre mission : recruter et animer un réseau de concessionnaires, mettre en place une véritable stratégie d'entreprise, former et assister sur le terrain les concessionnaires de toute la France, fixer et contrôler les objectifs.

- Basé à Paris et directement rattaché au Président, nombreux déplacements toutes régions, votre rémunération sera très motivante et variable, 300 à 600 KF selon résultats.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à DIFFRACTION - 16, rue St-Victor - 75005 PARIS

doka

Banlieue PARIS OUEST

Filiale du N° 1
EUROPEEN (1700 p.)
des COFFRAGES B.T.P.

Jeune INGENIEUR - ESTP, A & M, INSA, ENSTA... débutant ou 1ère expérience, parlant Anglais ou Allemand

INGENIEUR rattaché au DIRECTEUR BUREAU D'ETUDES

Dans un premier temps, vos connaissances en RdM et Informatique vous permettront de prendre en charge les CALCULS de STRUCTURES pour nos études de coffrages des grands chantiers (OPERA BASTILLE, TUNNEL sous la MANCHE...)

Par la suite, des responsabilités nouvelles, techniques ou technico-commerciales, pourront vous être confiées, dans la Société ou le Groupe, selon vos compétences et aspirations.

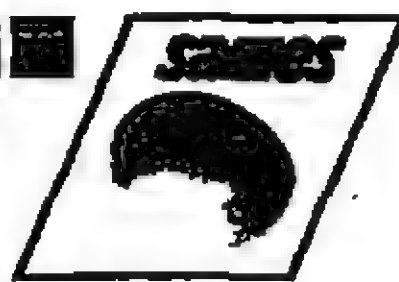
Un marché porteur, une technologie renommée, une croissance dynamique (25 p. en 1987, 50 p. en 1988), tels sont nos atouts.

Faites-nous connaître les vôtres en adressant votre C.V. + prétentions avec photo et enveloppe à l'adresse, sous référence DK/ING/MO à

PARIS
LILLE
LYON
NANCY



michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS



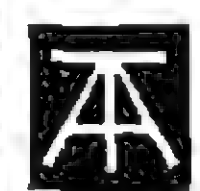
à Grenoble

Nos équipements robotisés de traitement des surfaces par procédés électrostatiques sont bien connus des industriels du monde entier. Notre PME (280 MF/an de ventes, en forte croissance) propose à

un ingénieur d'affaires

de venir orchestrer, souvent en anglais, la conduite de nos contrats jusqu'à leur installation. Pour cette mission difficile et passionnante, vous êtes ingénieur technico-commercial ou ingénieur d'affaires dans une industrie proche de la nôtre.

Heureux de joindre votre enthousiasme réfléchi au nôtre, écrivez vite à Daniel MARTINON (réf.3941 LM)



ALEXANDRE TIC S.A.
96, RUE STALINGRAD - 38100 GRENOBLE
PARIS - LYON - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

satelec

Filiale d'un groupe important, notre Société (1000 personnes, 400 MF) est spécialisée dans l'entreprise électrique nous recherchons pour participer au développement de notre Agence Ile-de-France basée à Viry-Châtillon.

Responsables d'Affaires de formation Electricité ou Travaux Publics

Dans un environnement motivant et professionnel vous aurez la responsabilité technique, commerciale et de gestion des affaires qui vous seront confiées.

Une rémunération attractive et des perspectives d'évolution existent pour des candidats de valeur.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite, CV et prétentions à SATELEC - direction du Personnel BP 91 - 24, avenue du Général de Gaulle 91171 VIRY-CHATILLON



مكتبة ابن رشد

**Lafarge
Coppee**

**RESPONSABLE
STRATEGIQUES
DEVELOPPEMENT**

etap

**DIRECTEUR GENERAL
ET DEVELOPPEMENT**

satelec

**responsables d'Affaires
Formation Industrielle
en Travaux Pratiques**

Lyonnaise des Eaux

Fille française d'un important groupe multinational, nous sommes leaders dans le matériel de T.P.
Nous recherchons pour une de nos unités de production (850 personnes) située à 50 km au Nord-Est de Paris, un :

CHEF DE SERVICE METHODES

Rattaché au Directeur Technique, il a en charge l'ensemble des moyens industriels. Dans un environnement de production fortement automatisé, il optimise les processus des lignes de fabrication des nouveaux produits.
Il conduit les plans d'investissement dans un souci de rentabilité et de réduction des coûts de revient.
Il supervise une équipe de 30 personnes.
Environ 35 ans, vous avez une formation d'ingénieur (grande école ou université). Vous avez une première expérience d'au moins 5 ans dans un poste similaire dans l'industrie.
Ce poste très évolutif implique la maîtrise de la langue anglaise.
Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en indiquant la référence 5003 M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit une entière discrétion.

251 bd Persée - 75017 Paris

Actiman

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN MANAGEMENT
ET RESSOURCES HUMAINES (RP OUEST)

CONSULTANT FORMATION

De formation supérieure (commerciales, DESS psycho du travail, F.I., sciences de l'éducation, ou équivalent), vous avez une expérience d'au moins 3 ans dans la conception, l'animation et le suivi d'actions de formation.
Vos domaines de compétences : management et communication, négociation commerciale, méthodologie de la qualité, développement personnel.

FORMATEURS VACATAIRES

Susceptibles d'intervenir de façon ponctuelle dans l'un ou l'autre des domaines ci-dessus + économie.
Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite et prétentions, en précisant votre choix (« consultant » ou « vacataire ») à :

Patrick Denys Conseil
5, place Maurice Berteaux (Esc5) - 78400 CHATOU

Conseil opérationnel et ... "animateur"

Notre société de conseil intervient auprès des entreprises en matière de communication, organisation et formation.
La trentaine accomplie, de formation IEP, ESC... vous avez exercé vos talents au sein d'une direction marketing ou organisation.

Vous souhaitez maintenant évoluer dans une structure plus souple, plus autonome et à terme participer à la création d'une nouvelle entité dans le domaine de la formation commerciale. Nous vous en donnerons les moyens.

Pour réussir dans ce poste, vous devrez faire appel à vos facultés d'adaptation, à votre savoir-faire en animation de groupe et posséder un goût certain du challenge. Evidemment, vos capacités d'analyse et de synthèse ne sont plus à prouver.

Merci d'adresser votre candidature sous la réf. A92101MO à NERVET PONT Conseil 15 rue Cardinet 75017 PARIS.

nervet pont conseil



Pour une de ses Directions Régionales du secteur eau (400 personnes) située en banlieue Sud-Est de Paris, la Lyonnaise des Eaux recherche un(e) :

Responsable du personnel

Assisté(e) d'une équipe de 4 personnes, vous assurerez l'administration du personnel et la gestion des carrières, élaborerez et développerez des actions de formation et de communication interne. (Projets d'Entreprise, Groupes de Progrès...). Vous apporterez également votre compétence en droit social à la Direction et participerez aux réunions avec les partenaires sociaux.
De formation BAC + 4 minimum en gestion des ressources humaines et droit social, vous possédez une expérience d'au moins 2 ans. Professionnel chaleureux, diplomate et rigoureux vous faites preuve de créativité, de dynamisme et d'autonomie.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous référence RPS à Ghislaine Violet, 52 rue de Lisbonne Paris 75008.

Lyonnaise des Eaux

CHEF DU SERVICE FORMATION

Nielsen, première société d'études de marchés sur le plan mondial, leader en France avec un effectif de 650 personnes et un chiffre d'affaires de 400 MF en forte progression.
Directement rattaché à notre Directeur des Relations Humaines, le patron de notre Service Formation aura pour mission de poursuivre notre politique de formation visant à accompagner l'ensemble des évolutions technologiques, économiques et sociales de notre société.
Diplômé d'études supérieures, vous avez acquis une expérience de quelques années dans le domaine de la gestion des ressources humaines et de la formation consultant, ou en entreprise.
Une bonne connaissance de la législation sociale et de l'anglais seront des atouts appréciés pour réussir votre mission.
Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. CGLM, à NIELSEN - Alain MAROT - 9, av. des 3 Fontaines 95000 CERGY.

Nielsen
Recherches Marketing



L'intelligence de la décision.

CENTRE FRANCE

INGENIEUR

RESPONSABLE CENTRES DE PROFIT

A 35-40 ans, Ingénieur de formation, vous avez affirmé vos compétences techniques avec une solide expérience dans les domaines des travaux publics.

Aujourd'hui, développer et valoriser vos réelles capacités de gestionnaire donnera un nouvel élan à votre professionnalisme.

Grand Groupe Industriel largement implanté en France et à l'étranger, nous recherchons un excellent manager pour lui confier à court

terme, la responsabilité de centres de profits regroupant 8 sites d'exploitation.

En véritable patron, vous développerez nos activités et gèrerez l'ensemble des opérations sur les plans technique, commercial et humain.

Entrepreneur, vous évoluerez au rythme de votre réussite et de vos ambitions.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, Curriculum-vitæ et photo) sous réf. 6338/LM à

Communiqué
50-54 rue de Sully
92513 BOULOGNE-BILLANCOURT cedex

1^{er} Laboratoire pharmaceutique français
(3,5 milliards de C.A., 1960 personnes)
1^{er} Groupe pharmaceutique mondial

recherche

CHEF DU SERVICE ADMINISTRATION CENTRALE DU PERSONNEL

- Répondant au Directeur des Affaires Sociales et ayant autorité sur une équipe de 5 personnes, vous aurez pour principales missions : d'assurer le suivi et l'application de la législation sociale, de superviser la bonne marche de l'outil informatique de gestion du personnel, de recommander et de mener toutes études nécessaires, en particulier en matière de salaires - retraite - prévoyance, de participer à la préparation et à la tenue des comités centraux d'entreprise et des réunions de négociations avec les partenaires sociaux.
- Comme Conseil auprès de la Direction Générale, de la Direction des Affaires Sociales et des Chefs du Personnel, vous contribuerez à la définition des stratégies et politiques sociales, au niveau de la filiale et du Groupe en France.
- A 35 ans environ, de formation supérieure (bonne école de gestion, maîtrise/DEA), doté d'un bon bagage juridique et ayant de solides connaissances en matière de régimes de protection sociale et de retraite, vous maîtrisez les statistiques et l'outil informatique.
- Bien entendu, vous savez communiquer... en français et en anglais !

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. + 1 photo, rémunération actuelle, sous réf. CACP/L.M.

4, avenue Jules-Jaïn - 75116 Paris



MSD
MERCK
SHARP &
DOHME
CHIBRET

Promouvoir, sur le terrain, notre politique d'Assurance Qualité

Équipementier automobile (4000 personnes, un CA supérieur à 2 milliards de Francs) notre expansion s'appuie sur un "management qualité" initié il y a 3 ans.

Les structures mises en place comportent une cellule centrale "organisation de la qualité" et ses correspondants sur chacun de nos sites industriels.

Ingénieur Mécatronique (Centrale, AM, ENSI, INSA, UTC...) à la tête de cette cellule, vous faites évoluer les systèmes de vérification et de contrôle vers un système d'Assurance Qualité : mise en place et suivi des paramètres et procédures, animation des nouvelles actions de promotion de la qualité (audits, PAQ...) et formation du personnel aux outils AMDEC, SPC...

Fort de votre première expérience industrielle (qualité, organisation...) vous rejoignez une équipe pluridisciplinaire, basée à notre Centre Technique (300 personnes) près d'une ville universitaire de l'Est de la France.

Ce poste, qui implique des déplacements réguliers dans les usines, constitue un excellent tremplin vers de plus larges responsabilités.

SEFOR, notre conseil, vous remercie d'adresser votre dossier sous réf. BIM 1058 M.

SEFOR
11 rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTec



IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE
A VOCATION INTERNATIONALE RECHERCHE
POUR SA DIVISION CONSEIL

CONSULTANT EN ORGANISATION

Formation Ingénieur Grande École

Une première expérience industrielle vous aura permis de développer vos qualités d'analyse et de synthèse, ainsi que votre goût pour les contacts humains.

Vous participerez à des actions basées sur :

- l'optimisation du fonctionnement d'unités industrielles (gestion de production, qualité totale, simulations, contrôle de gestion, systèmes d'informations),
- la participation à la conception de nouvelles unités,
- l'apport d'outils logiciels spécifiques, vous apporterez de nouvelles méthodes et minerez les actions auprès de groupes industriels, Anglais apprécié.

Merci d'adresser C.V. détaillé + lettre manuscrite sous réf. M 21 à SOFRESID - Direction des Relations Sociales - 59, rue de la République 93100 MONTREUIL.

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

BANQUE D'AFFAIRES INTERNATIONALE

Très active dans le secteur immobilier et en rapide expansion, développe sa structure de contrôle et crée le poste, pour base à Paris 16^e, de :

RESPONSABLE JURIDIQUE ET DES ENGAGEMENTS

Placé sous l'autorité de la Direction Générale, il aura en charge le contrôle de l'établissement des actes juridiques et l'assistance aux responsables d'exploitation. Garant et arbitre de la bonne application des procédures et du suivi des actes, il instaurera un contrôle de qualité.

Ce poste évalue et requiert un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (Droit, Sc. Eco) : la trentaine, expérience de 3/5 ans minimum de préférence en secteur bancaire, avec habitude des schémas d'engagement. Excellentes connaissances de droit bancaire, hypothécaire et si possible immobilier.

Nous vous garantissons une discrétion absolue et vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV dét., rémunér. et photo) sous réf. 9082 à notre Conseil :

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Nantes CONSULTANT RESSOURCES HUMAINES **HF**

Avec 70 consultants en recrutement, effectuant plus de 4500 missions chaque année en France, le Groupe EGOR se place au premier rang des Cabinets Conseil en recherche et sélection de cadres. Face à son développement, il désire intégrer à son équipe de Nantes, réunissant déjà une dizaine de collaborateurs, un nouveau consultant.

Dans une très large autonomie, il devra, après une période de formation aux techniques spécifiques du Groupe, générer et développer une clientèle composée soit de PMI et PME régionales, soit d'établissements décentralisés. Il mènera à terme les différentes missions qui lui seront confiées en matière de recherche de cadres et de conseils en ressources humaines.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur de 30 ans minimum. Son expérience professionnelle, acquise en entreprise ou dans la prestation de services, lui a permis de faire preuve de ses qualités de négociateur et de bien connaître le tissu industriel de la région. L'engagement personnel, la volonté de réussir sont des facteurs importants qui seront intégrés, à court terme, dans la rémunération annuelle, extrêmement attractive.

La confidentialité la plus stricte est garantie.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M/GM/EDA à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE
15, rue Charles Monselet - 44000 NANTES

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

DIRECTEUR JURIDIQUE

Maîtrise en Droit DESS ou DEA apprécié

Juriste confirmé ayant déjà acquis 5 années d'expérience au moins dans la fonction ou en cabinet juridique ou étude de notaire.

Il devra notamment :

- prendre en charge directement une partie importante des problèmes juridiques de la maison-mère et/ou des sociétés sociées,
- travailler en étroite collaboration avec la Direction Comptable et, de ce fait, comprendre et étudier les documents comptables de base,
- superviser le travail des collaborateurs juridiques et, en outre, plus spécialement : - suivre le contentieux privé et administratif, - faire des études et rédiger les synthèses, - rédiger les procès-verbaux des assemblées et des conseils d'administration, ainsi que les contrats et protocoles en tout domaine, - suivre les demandes de permis de construire.

Envoyer CV, photo et prétentions à l'attention de Mlle DA ROCHA :

SEPARFIMO

46, rue de la Tour
75016 PARIS

ORGANISME DE PROMOTION INDUSTRIELLE recherche pour son DEPARTEMENT COOPERATION INTERNATIONALE

assistant H/F Bilingue Français - Espagnol

De formation Bac + 2 (UT Techniques de Commercialisation - Export ou BTS de Secrétariat de Direction), vous disposez d'une première expérience acquise en entreprise.

Votre esprit méthodique et votre sens de l'organisation vous permettront d'assister efficacement le responsable d'un programme de transferts de technologies entre entreprises françaises et étrangères, et de prendre la pleine mesure de ce poste évolutif basé à Paris.

Vous serez plus particulièrement chargé d'assurer :
- des recherches documentaires succinctes
- des diagnostics des besoins des entreprises
- le suivi administratif des données (traitement de texte, gestion de fichiers...)
- la gestion des communications (téléphone, télex, télécopie...)

Pour sous-rendre, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 238 à C.I.C. - 75, rue Pétrarque 75116 Paris.



Chantal Kenvyn

VILLE DE NANTERRE (HAUTS-DE-SEINE) recrute

3 TECHNICIENS TERRITORIAUX pour son service urbanisme

1 TECHNICIEN TERRITORIAL

- chargé de la gestion de la publicité,
- élaboration de la réglementation communale,
- suivi de la taxe sur les emplacements publicitaires.

1 TECHNICIEN TERRITORIAL

- chargé de la gestion du droit des sols, certificat d'urbanisme,
- gestion des documents d'urbanisme (POS-ZAC).

Pour son service architecture

1 TECHNICIEN TERRITORIAL

- chargé de l'élaboration des budgets de travaux d'entretien,
- bonnes connaissances du bâtiment TCE exigées.

Adresser candidature et C.V. à : M^{me} le sénateur-maire, Hôtel de Ville, 92014 Nanterre Cedex.

VILLE BANLIEUE SUD de 10 000 à 20 000 hab. recrute en urgence

UN DIRECTEUR DES SERVICES TECHNIQUES

Poste à pourvoir immédiatement selon les conditions statutaires.

Adresser candidature avec C.V. g/n° 8646
LE MONDE PUBLICITE,
5, rue de Montesson, 75007 Paris.

Etude notariale Paris RECHERCHE

ASSISTANTE JURIDIQUE

Elle secondera le Juriste en Droit des Affaires et assumera les tâches classiques d'un secrétariat de haut niveau. Sa formation supérieure et une expérience d'environ 5 ans lui ont permis d'acquies une bonne connaissance de la vie des sociétés. Expérience traitement de textes souhaitée. Rémunération motivante.

Envoyez C.V. sous n° 8547
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montesson, 75007 PARIS

Important Groupe Industriel Français (3400 personnes - 1,5 milliard de CA), nous recherchons pour l'une de nos unités industrielles spécialisée dans l'aéronautique, située près de Rouen notre

RESPONSABLE DEVELOPPEMENT Industrialisation Matériaux

De formation école supérieure de chimie et physico-chimie des matériaux, vous avez acquis une expérience de 2 à 5 ans en milieu industriel.

Nous vous proposons de prendre en charge :

- l'élaboration des dossiers de définition des produits et des prix de revient industriels,
- la mise au point, l'industrialisation et l'amélioration des performances MATIERES/PRODUITS,
- l'animation d'une équipe d'environ 10 personnes.

Votre sens de l'innovation associé à votre goût des contacts vous permettront de réussir dans cette mission et d'envisager une évolution de carrière au sein du Groupe.

Merci d'adresser lettre, CV et photo s/réf. 6317 à Lévi Tourmay Assoc. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra

institut français de DEMOSCOPIE

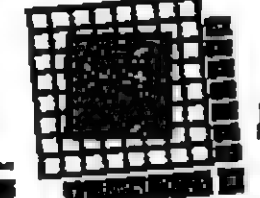
RECHERCHE POUR SES ACTIVITES EN PLEINE CROISSANCE, UN

Chargé d'études

Etudes Industrielles et Télécommunications

Bac + 3 minimum, 2 à 3 ans d'expérience dans un institut ou un service d'études et une réelle aptitude commerciale vous donneront l'acquis nécessaire pour réaliser des études sur les marchés de télécommunication, informatique, bureaucratie... Vous intervenerez dans un contexte national, mais aussi international, ce qui exige de vous la pratique courante de l'anglais.

Ce poste, à pourvoir à Paris, offre de bonnes perspectives d'évolution dans un environnement vivant et stimulant. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) à Madame Gauthier, Institut Français de Démoscopie - 26, rue de Chambéry 75015 Paris.



DEMOSCOPIE

L'INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE ET DE SECURITE (NANCY) recrute

PSYCHOLOGUE ERGONOME (H/F)

Titulaire d'un DESS (Ergonomie et/ou Psychologie du Travail) et/ou d'un DEA ; intéressé par la recherche psychodynamique appliquée à la sécurité du travail ; motivé par les études en entreprise et les contacts sociaux.

Une expérience de 2 à 5 ans dans les domaines suivants serait appréciée : approche socio-technique des systèmes industriels complexes, psycho-ergonomie des communications fonctionnelles de travail.

Ecrire avec CV à C.A. LEMAITRE - INRS
Avenue de Bourgogne - BP 27 - 54501 VANDOEUVRE Cédex.

BANQUE EUROPEENNE DE TOKYO

Filiale d'un important groupe bancaire international recherche, dans le cadre du développement de ses structures un

Responsable de Back-Office Titres

- 35/40 ans, formation BAC + 3, esprit ouvert et curieux,
- possédant une solide expérience de gestion titres en milieu bancaire (notamment connaissance des traitements d'opérations d'obligations et actions françaises, garde de titres et MATIF),
- pratique outils informatiques et anglais indispensables,
- capable de diriger, former, organiser et innover en s'adaptant à la complexité d'opérations variées.

Pour saisir cette opportunité, adresser lettre manuscrite, CV et photo à la Direction du Personnel, 8 rue Sainte-Anne, 75001 PARIS.

propositions diverses

propositions diverses

Avec le concours de :

- ADF
- Aitiane
- APSAF
- Aubert et Duval
- Banque Populaire
- Cédano
- CEST
- Danip
- Essai Consultants
- Groupe Dicks de France
- R&D Formation
- France Telecom
- Gentiane
- GPA
- Kleber Industrie
- La Poste
- Limagran
- Michelin
- Peugeot
- Pige
- La Région Auvergne
- Renault
- Satables
- Somnia

L'AUVERGNE RECRUTE 300 CADRES

Ingénieurs méca. / Electro. / Inform-Indus. / BTP / Elec.
Cadres commerciaux et gestion (ESC, DECS...)
Fonctions : Fab., RED, achat, qualité, méthodes.

PREMIER FORUM DE L'EMPLOI DES CADRES EN AUVERGNE

Faculté des Sciences Economiques
13 et 14 Octobre CLERMONT-FERRAND

ANPE **Auvergne** **Service de l'emploi** **Centre de l'emploi** **Centre de l'emploi**

Renseignements à : 4, rue du 8 mai 1945 - 63000 Clermont-Fd - Tél. 73 35 01 85.

هذه امانة الى اصل

سكول في انكلترا

REPRODUCTION INTERDITE

La Monde Mercredi 4 octobre 1989 41

Le Monde CADRES

Organisme régional d'études et de conseils agro-alimentaires de Normandie

Une école supérieure de commerce, ou une formation supérieure agro-alimentaire, et une bonne connaissance des techniques du commerce, une disponibilité pour des missions en Europe, un goût prononcé pour le contact et le lancement de projets :

Si vous vous reconnaissez, devenez notre

CHARGÉ DE MISSION

Vous élaborerez des opérations de promotion des productions agricoles et produits alimentaires régionaux ; vous apporterez aux entreprises agro-alimentaires de la région les appuis et les services favorisant l'élargissement de leurs débouchés en France et à l'étranger.

Adressez lettre manuscrite, C.V. + photo, prétentions
Monsieur le Directeur de la Chambre Régionale
d'Agriculture de Normandie
6, promenade Madame-de-Sévigné, 14039 Caen Cedex.

Groupe de formation professionnelle (1200 personnes) recherche pour un de ses établissements situé dans l'Isère un

RESPONSABLE DE FORMATION "RELATIONS HUMAINES"

H/F

Agé de 30-35 ans, vous avez une formation Bac + 3 et une expérience de l'entreprise d'environ 10 ans. Vous êtes passionné et souhaitez vous investir dans une petite équipe pédagogique dynamique et proche de ses étudiants.

Pour nous contacter, adressez votre dossier de candidature à notre conseil Ghislaine CAIRE sous référence 1983 NO

L.T.M. Ressources Humaines
65, avenue de Villiers, 75017 PARIS.

L.T.M.
Tous les métiers du Transport

FORMATION PROFESSIONNELLE

DIPLOMÉS ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (bac + 4)

- Jeunes diplômés
- Demandeurs d'emploi
- Salariés d'entreprise (congé formation, plan formation)

recherchant une deuxième compétence en informatique

SUPÉLEC

vous propose un enseignement de formation continue diplômante à temps plein, agréé par l'État et la région Bretagne

- TECHNIQUES INFORMATIQUES. Formation de praticiens du logiciel organisée à l'Antenne de Rennes de Supélec, du 3 janvier au 6 juillet 1990.

ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ÉLECTRICITÉ, Antenne de Rennes - B.P. 28
35511 Cesson-Sévigné Cedex. Tél. : (02) 99-43-31-00. Télécop. (02) 99-43-91-01.

MONITEUR - FORMATEUR en MICRO INFORMATIQUE & BUREAUTIQUE

Formation

Théorique et pratique de 9 mois

Public

Jeunes Diplômés ou Demandeurs d'Emploi
Niveau Bac + ou expérience

Réunion d'information

jeudi 5 et lundi 9 Octobre à 14 heures

63, avenue de Villiers (5ème étage)
75017 PARIS (Métro Wagram)
Tél : 47 66 84 22 Poste 448

IBIA

Formation de formateurs à DAUPHINE (DUFA)

Pour intégrer la compétence européenne dans les métiers de la Formation, l'Université de PARIS-DAUPHINE (Département D'ÉDUCATION PERMANENTE) organise sur deux années un cycle de formation professionnelle supérieure préparant aux fonctions de :

- RESPONSABLE DE FORMATION ET CONSULTANT à l'issue de la 1^{ère} année
- EXPERT EUROPÉEN EN FORMATION à l'issue de la 2^{ème} année.

Les stagiaires acquerront ainsi une qualification et des références de nature à faciliter l'insertion professionnelle.

Durée : 1 à 2 années à plein temps selon la mention choisie.
sanction : DUFA (Diplôme Universitaire de Formateur d'Adulte) mention "Responsable de formation consultant" à l'issue de la 1^{ère} année.
DUFA mention "expert européen en formation" à l'issue de la 2^{ème} année.

Conditions : 1^{ère} année
Diplôme de 2^{ème} cycle ou équivalent.
3 années d'expérience professionnelle.
Connaissance de 2 langues étrangères dont l'anglais.
2^{ème} année
Même conditions plus une expérience dans le champ de formation professionnelle des adultes.

Public : Congé individuel et Plan de formation.
Demandeur d'emploi avec possibilité de rémunération régionale.
Dossier à déposer jusqu'au 30 septembre 1989.

UNIVERSITÉ PARIS-DAUPHINE
Département d'éducation permanente
Information et Dossiers d'inscription
Michèle Marchand - Téléphone : 47 27 28 37
Place du Marché de la Laiterie de Tassinay
75775 Paris cedex 16.

DEMANDES D'EMPLOIS

Dirigeant entreprise, très forte expérience

- Développement.
- Finance.
- Bourses.
- Communication.
- Exportation.
- Relations humaines.

52 ans, disponible
recherche

Présidence ou Direction générale PME/PMI

Écrire sous n° 8544, LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

HOLLANDE

Indépendant recherche mission auprès d'organismes et d'entreprises
français désireux travailler de et/ou sur les Pays-Bas.

Prendre contact avec :

H. SGAIER, B.P. 106, NL 8320 AC URK - HOLLANDE
Tél. 31 + 52-77-35-50, télécopie 31 + 52-77-35-02,
tél. 42886.

VILLE DE SÈVRES

(Haute-de-Seine)

met en place un

Service des activités économiques

pour lequel elle recrute

SON RESPONSABLE (H ou F)

MISSIONS :

- assurer la mise en place d'un observatoire économique,
- favoriser les relations entre les partenaires économiques locaux,
- assurer le secrétariat du futur Comité économique et social.

PROFIL SOUHAITÉ :

- formation supérieure (École de commerce),
- connaissance de la réglementation des interventions d'activités locales.

Salaire annuel : 120 000 F brut.

Candidature avec CV à adresser à :
Monsieur le Maire, Hôtel de Ville,
54, Grande-Rue, 92311 Sèvres Cedex.

LA CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS LES MINES

recrute pour ses services de Paris
fin novembre 1989
par concours, ouvert notamment aux titulaires d'une licence

• 2 CHEFS DE SERVICE

- de 21 à 30 ans,
- traitement : 8 960 F environ (primes non comprises).

• 2 ATTACHÉS D'ADMINISTRATION

- 35 ans au plus,
- traitement : 8 210 F environ (primes non comprises).

CLOTURE DES INSCRIPTIONS : MARDI 31 OCTOBRE 1989

Pour tous renseignements, s'adresser à la C.A.N.S.S.M.
Service du personnel - 77, avenue de Ségur
75714 PARIS CEDEX 15 - Tél. (1) 45-66-34-39.

VILLE DE MONTREUIL (93)

(100 000 HABITANTS)

recherche pour
son service études urbaines

UN CHARGÉ D'ÉTUDES (H/F)

architecte de formation

Ce cadre sera chargé de réaliser des études préalables à des projets d'aménagement urbain (construction, espaces), de suivre l'élaboration des projets d'autres maîtres d'œuvre, de l'expertise de permis de construire complexes.

Profil souhaité :

Professionnel de l'urbanisme possédant au moins trois ans d'expérience dans ces domaines et une bonne connaissance du milieu communal.
Emploi statutaire ou contractuel.

Adressez candidature, C.V. avec photo et références
à Monsieur le député-maire,
Mairie de Montreuil, 93105 Montreuil Cedex.

Notre cabinet d'Audit et de conseil à vocation internationale a su en quelques années se constituer une clientèle d'entreprises très diversifiée. Sa volonté de développement l'amène à proposer aujourd'hui d'intéressantes opportunités de carrière à :

UN AUDITEUR SENIOR

Ce poste implique la connaissance des méthodes « anglo-saxonnes ».

Il conviendrait à un candidat à fort potentiel, diplômé d'une grande école de commerce, ayant acquis deux à trois années d'expérience en cabinet et susceptible à terme de prendre la responsabilité d'un département.

Envoyer lettre manuscrite + CV à : DSA International,
22, place du Général-Catroux, 75017 Paris.

CABINET D'AUDIT ET DE CONSEIL à vocation internationale recherche POUR SON DÉPARTEMENT CONSEIL

UN CONSULTANT EN ORGANISATION

formation grande école.

2 ans d'expérience minimum, pour conception et mise en place de systèmes informatiques et de contrôle de gestion.

Qualités requises : sens du contact - autonomie.

Nous proposons une rémunération attractive et de nombreuses possibilités d'évolution.

Envoyer lettre + C.V. à :

D.S.A. SYSTÈMES

22, place du Général-Catroux, 75017 Paris.

Cabinet de courtage Rhône-Alpin, spécialisé dans l'assurance transports, recherche son

Chef du Contentieux

25/35 ans bonne formation juridique (transports), vous assurerez le suivi contentieux et recours des dossiers assurance du cabinet. Vous êtes familiarisé avec l'aspect juridique des transports air, terre et mer, nationaux et internationaux. Vous serez régulièrement en contact (par fil ou déplacement) avec les pays européens et devrez manier la langue allemande avec facilité.

Fonction exercée avec beaucoup d'autonomie. Poste basé à Lyon. Rémunération liée à l'expérience.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) à notre conseil Xavier RICHARD, sous la réf. CDP/XR.

RPC - 21, Bld Vivier Marie - 69427 LYON cedex 03.

Raymond Poulain
Consultants

La Communication de Ville vous tente Chartres, en pleine expansion, cherche

UN(E) JOURNALISTE

capable de prendre en charge la rédaction de sa revue mensuelle et de collaborer à la mise en œuvre des différents supports de communication.

École de journalisme ou première expérience nécessaire.

Les candidatures doivent être adressées
avec photo et prétentions avant le 10-10-1989
à Monsieur le Maire, 28019 Chartres Cedex.

L'Observatoire français des conjonctures économiques O.F.C.E. recrute

UN MACROÉCONOMISTE

pour sa division « modélisation multinationale »

Vous êtes économiste, de formation ENSAE, Grande École ou universitaire (DEA ou doctorat). Vous avez un fort intérêt pour l'analyse macroéconomique, une bonne connaissance de la modélisation économique et une bonne maîtrise orale et écrite de l'anglais économique. Vous participerez à des travaux d'étude, de modélisation et de prévision de l'économie mondiale réalisés à l'aide du modèle MIMOSA.

Merci d'envoyer lettre manuscrite et C.V. à :
Directeur du département d'économétrie
OFCE, 69, Quai d'Orsay, 75007 Paris.

F. 38 a., langue natem, russe
ECONOMISTE
20 a., exp., ch. poste de
d'enseignement fin. comm.
Ecrire à Mme Kopylov,
71, rue Crémieux-Saint-Louis,
77100 Meaux.

JOURNALISTE FRANCO-UK
ch. emploi tps plein dans
presse écrite ou rel. pub. éd.
Diplôme et exp. UK.
Ecrire à J. Durbert, 10, rue
Popincourt, 75011 Paris.

BUREAU EXECUTIVE
HEC, 39 ans, 15 ans
verme/marketing dans multi-
nat. US (chimie/pharm.), met
son expérience au service de
votre développement.
Ecrire sous le n° 8545
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy
75007 Paris.

J.H. CELSA + IAE Paris, ch.
DECS, anglais et informat.
5 ans exp., ch. poste fct.
finances, personnel,
secr. général.
Tél. : 60-56-14-38.

24 ans, SECRÉTAIRE tril.,
passionnée littérature, ch.
place éditeur.
Tél. : 43-22-43-03.

Président société US offre
services consultant USA.
Table, bûche, cuisine, éd.
organisation distribution
réseaux, vente logistique,
finances. Courte durée.
Rémunération principale sur
résultats.
Ecrire Hecus, 28, tel. Italien,
75002 Paris, s./rél. 683.

TECHNOLOGIE

à Villepinte

la productique

ne sont pas ou mal automatisées. « Conformistes », elles se sont équipées, cédant aux sirènes d'un commercial convaincant ou sous la pression d'un donneur d'ordre qui menaçait sinon de changer de fournisseur, mais sans réflexion globale. « Dans ce cas, les gains de productivité potentiels sont loin d'être acquis », constate Philippe Frémeaux.

Une mise en œuvre progressive

A la productique à outrance succède donc aujourd'hui une productique de briques. « On se calme ! », semblent s'exclamer aujourd'hui les promoteurs mêmes du système, conscients qu'à vouloir trop promettre ils risquent de tuer la poule aux œufs d'or. « On a trop offert les PMI en présentant la productique comme quelque chose de très complexe, estime Michel Baudet, commissaire général du Salon Productique, tout comme dans le tertiaire, sa mise en œuvre peut être progressive... » Ce qui est d'autant plus réalisable que le prix

des matériels ne cesse de baisser : des automates programmables « bas de gamme » à des prix de 2 500 F environ, ou des systèmes de CAO sur micro-ordinateurs sont apparus sur le marché.

Et, parallèlement, chaque unité, chaque brique du système se sophistique : les automates programmables assurent des fonctions de plus en plus nombreuses ; tout comme les commandes numériques (d'usinage) flexibles font aujourd'hui preuve d'une grande discrétion, observe Michel Albert, dans la revue *Industries et Techniques* (3). Les machines isolées réapparaissent. Mais cette mise en œuvre doit aussi se faire de façon coordonnée, pour mettre en place un puzzle cohérent et sans perte de vue l'architecture globale du système afin d'éviter que chaque service ne bâtit des îlots d'automatisation incompatibles entre eux. Ce qui a été aussi jusqu'à présent une des causes importantes de l'échec de l'automatisation dans bon nombre de cas.

A l'inverse, « un système productique doit avoir pour cœur le système d'information de la société ; qu'il s'agisse des données stratégiques, des caractéristiques du marché, des bureaux d'études, des méthodes ou de la gestion. Pour y parvenir, il faut réorganiser l'ensemble des données de l'entreprise, affirme Christian Sauvaire. Le problème n'est plus un problème technique, mais un problème organisationnel et humain. » Les ingénieurs et les formateurs de la productique ont donc de beaux jours devant eux.

ANNE KAHN

- (1) Productique 89 : Exposition internationale sur l'automatisation et l'automatisation de la production, Paris-Nord Villepinte. Renseignements : par minitel, 3614 code VISI-TEXPO, téléphone : 45-08-09-30.
- (2) Adeps, 17, rue Périer, BP 54, 92123 Montrouge Cedex, tél. : 46-57-12-70.
- (3) Industries et Techniques, supplément Productique 89, éd. CERP-IT, 60-62, rue de Hamville, 75010 Paris.

Les charmes d'Orphée

Avec son logiciel Orphée, une société française, April, innove dans le domaine des automates programmables.

Peu connu maître de productique, la France, avec 17,3 % du marché européen, se place en deuxième position certes, mais loin derrière l'Allemagne, qui la devance de plus de 18 points. En conséquence, son offre est faible et elle est complètement dominée, sur son propre marché, par les constructeurs américains pour les équipements de contrôle-commande, de conception et de gestion de production assistée par ordinateur (voir glossaire).

Quelques constructeurs ont néanmoins réussi à tirer leur épingle du jeu comme April, Téléma-

que et Cogelec pour les automates programmables.

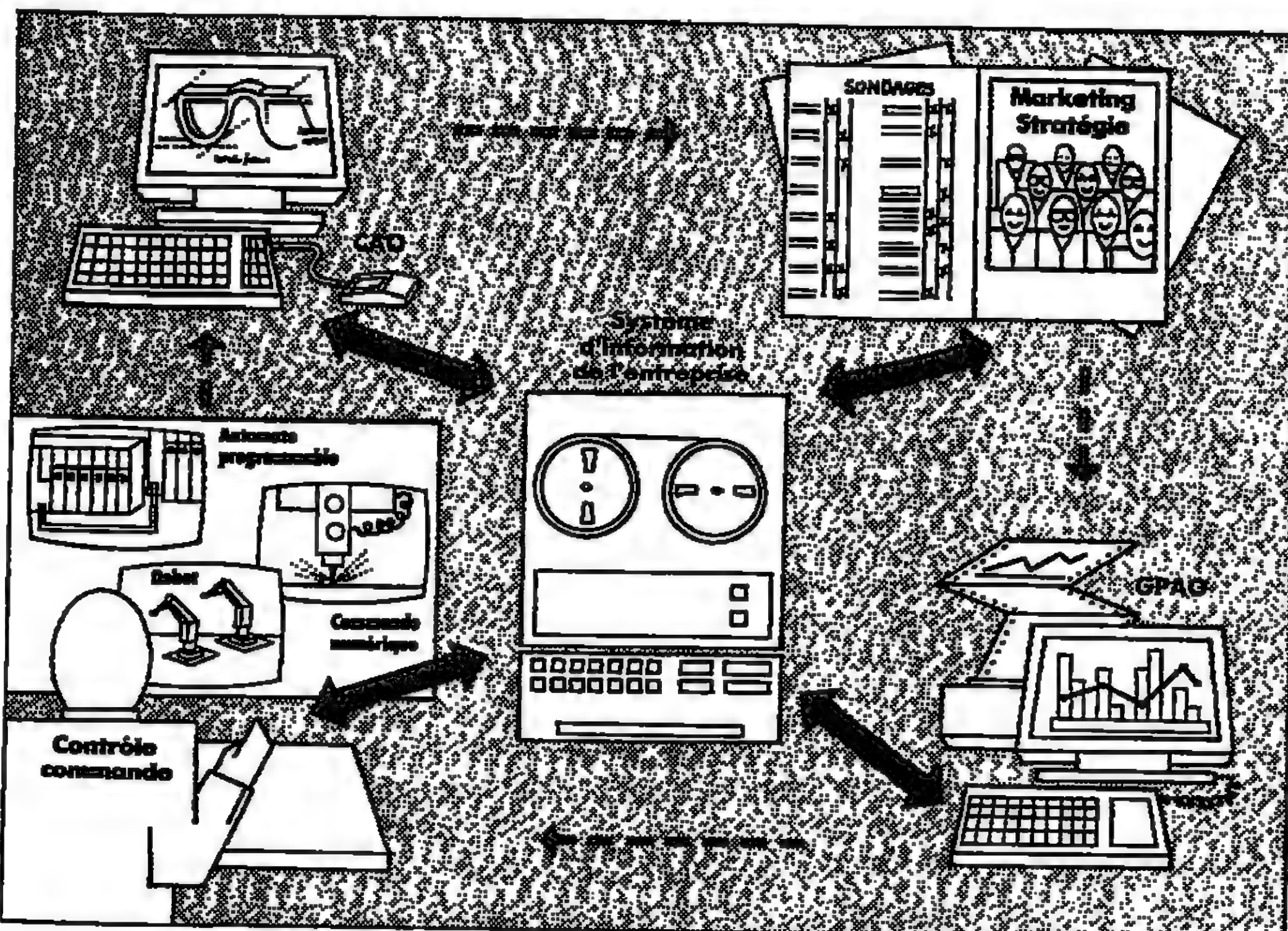
Avec 30 % du marché national des automates programmables estimés à 1,4 milliard de francs, April pourrait encore améliorer sa percée grâce à son dernier-né, l'April 5000 et surtout à Orphée, logiciel qui lui est associé. A la différence des ordinateurs de gestion, les automates programmables ne peuvent utiliser pour fonctionner des logiciels d'application vendus dans le commerce. Chaque utilisateur doit donc écrire son programme.

En conséquence, certains programmes d'automates sont écrits par différentes personnes dans l'entreprise, utilisant chacune le langage de leur choix ; ils devien-

nent extrêmement complexes, difficiles à modifier si nécessaire ou à maintenir en cas de panne. Une des grandes originalités d'Orphée est d'avoir transposé dans ce contexte industriel, deux techniques couramment appliquées dans l'informatique de gestion : le génie logiciel, et le système de fenêtres et de menus déroulants.

Plus qu'un logiciel, Orphée est une méthode de programmation qui standardise l'écriture du programme depuis la description du cahier des charges de ce que doit faire l'automate, jusqu'à son test final. Commercialisé depuis le mois de mars, cette méthode a nécessité trois ans de mise au point, soit un investissement de plus de 300 millions de francs.

A. K.



Les robots, s'ils en sont les éléments les plus spectaculaires ne représentent qu'une toute petite partie d'un système productique : moins de 3 % du coût de l'équipement en moyenne. Un système idéal est composé d'éléments électriques, mécaniques, électroniques, pouvant tous s'échanger des informations via la banque de données centrale de l'entreprise.

CAO : Conception assistée par ordinateur ; technique informatique permettant de concevoir un objet, un bâtiment, etc.

GPAO : Gestion et production assistée par ordinateur : système informatique permettant d'optimiser la production, en contrôlant les stocks, les flux de matières, et en utilisant aux mieux les machines.

Contrôle commande : ensemble de programmes permettant de piloter un atelier ; il coordonne les différents automatismes : automates programmables, machines à commande numérique, régulateurs.

Automate programmable industriel (API) : ordinateur industriel utilisé pour commander un processus. Celui-ci peut être discontinu : il s'agit par

Petit glossaire

exemple de faire avancer une chaîne de fabrication de voitures : la faire s'arrêter devant le bon poste, redémarrer, tourner, s'inciner pour être peinte. Ou continu : pour actionner ou arrêter le brûleur d'un four, par exemple, afin de suivre une courbe de température.

Commande numérique : dispositif électronique permettant de commander, c'est-à-dire d'imposer le démarrage, l'arrêt et la vitesse de rotation, par exemple d'une machine-outil (tour, fraiseuse, etc.), ou d'un centre d'usinage.

Réseau local industriel : équipement électronique per-

mettant de relier et de faire communiquer entre eux différents ordinateurs et automatismes. Un réseau local est « homogène » s'il relie des éléments de même nature (même type d'ordinateurs par exemple) ou « hétérogène » dans le cas contraire.

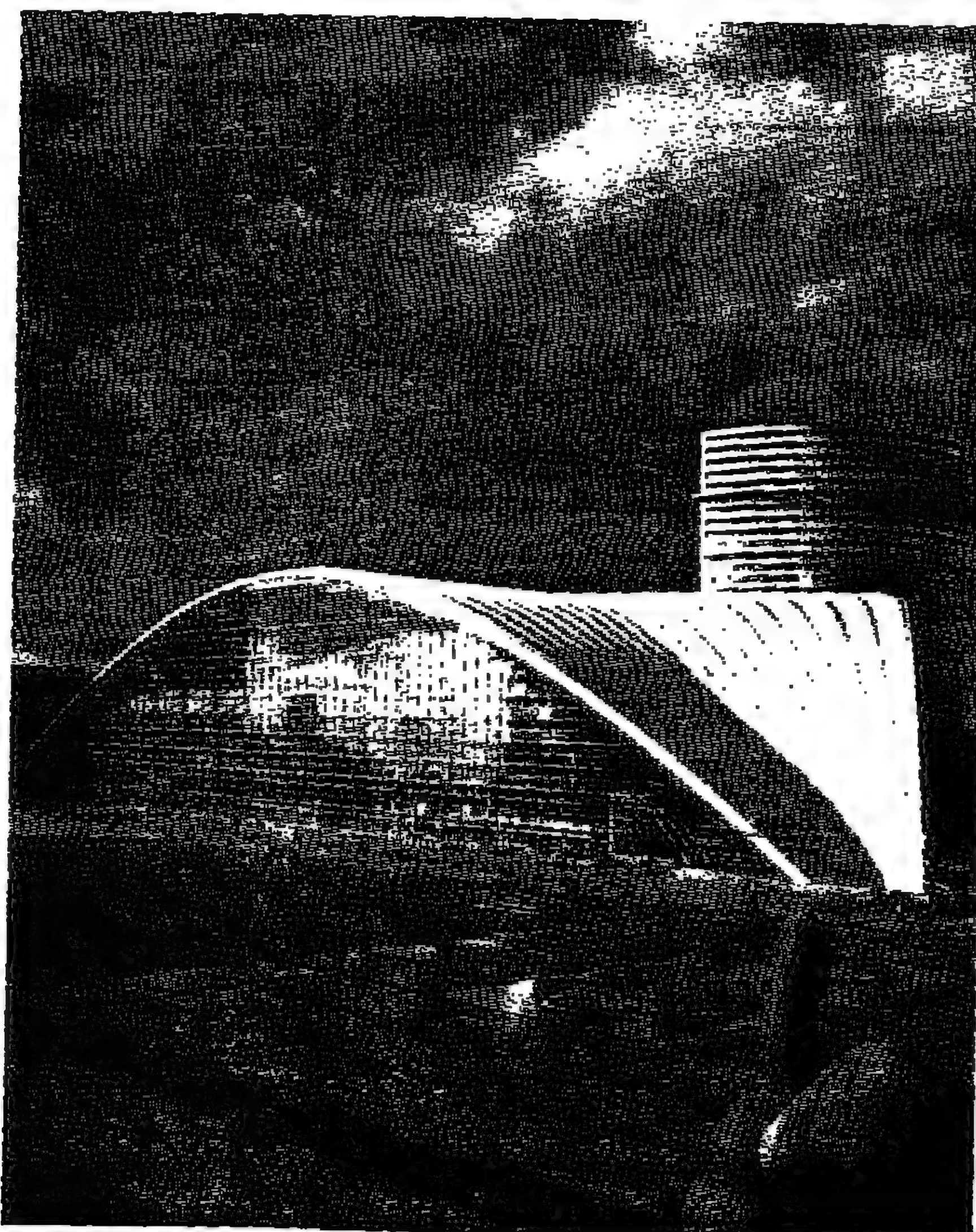
CIM (prononcer : cime) Computer integrated manufacturing : le nec plus ultra de la productique : en intègre les différentes fonctions, depuis la conception jusqu'à la livraison du produit fini chez le client ; coordonne non seulement les matériels, mais aussi les flux d'informations (niveau des commandes, stocks, état d'avancement de la fabrication, etc.).

A. K.

Et c'est pourtant du plus petit des deux
que l'on voit le plus loin.



PHOTO TOUR EIFFEL: DORCA/ANNOGRAPH



CLM/UNICO

Le CNIT. Le plus grand Centre de Communication et d'Échanges du Monde depuis le 26 septembre 1989.

CNIT
CENTRE DE COMMUNICATION ET D'ÉCHANGES

CNIT informations visiteurs 46.92.11.11 - Minitel 36.15 CNIT

K BOURSIER.

Saint-Denis fait salon

"Entrez dans la ville active"

• b o u •
Parce qu'elle • entreprend,
• constru- it,
• ré a li se,

Saint-Denis sera présente du 6 au 10 octobre au Salon "Entreprendre 89", Porte de Versailles. Venez nous y retrouver. Nous vous présenterons les multiples possibilités d'implanter votre entreprise dans un site exceptionnellement bien desservi, à proximité immédiate de Paris. Nous vous remettrons le N° 3 du "Journal des entreprises" (le seul News économique édité par une ville), qui sortira spécialement à cette occasion. Vous pouvez aussi vous procurer le "Journal des entreprises" en téléphonant à :

48 20 63 83

Venez nous voir, nous vous attendons.

Bienvenue
à Saint-Denis

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



UNION FINANCIERE DE FRANCE BANQUE

RESULTATS SEMESTRIELS

Au cours du 1er semestre 1989, le Groupe de l'UNION FINANCIERE DE FRANCE a poursuivi sa progression de façon significative.

Les capitaux recueillis et les engagements d'épargne souscrits ont atteint 3.716 millions de francs (+ 16,2% par rapport au 1er semestre 1988) et les seuls capitaux recueillis se sont montés à 2.980 millions de francs (+ 18,6%).

Au 30 juin 1989, les actifs gérés ou suivis par le Groupe atteignaient 22 milliards de francs (dont 10 milliards en valeurs mobilières).

Le résultat net consolidé semestriel s'élève à 97,9 millions de francs, en augmentation de 23,7%, par rapport au 1er semestre 1988. Cette progression satisfaisante permet d'envisager favorablement l'évolution des résultats pour l'ensemble de l'exercice 1989.



Résultats semestriels

Les comptes consolidés de 1989 enregistreront des profits exceptionnels importants, compte-tenu de la cession en mai 1989 des participations dans l'industrie des réfractaires détenues par Magnesia, filiale de Nord Est à 75 %.

Cette cession est intervenue dans le cadre d'un compromis mettant fin au litige dont Magnesia était l'objet depuis 1983, qui portait sur la propriété de ces participations (en particulier dans la société autrichienne Weitzer).

Résultats au 30 juin	1989	1988	
Chiffres d'affaires	2528 MF	1673 MF	+ 51 %
Résultat net (part Nord Est)	457,4 MF	69,7 MF	n.s.
	dont 369 MF profits except. liés au compromis Magnesia		

Le résultat net, hors éléments exceptionnels, progresse de 27 %

Sur l'ensemble de l'année, le chiffre d'affaires devrait s'élever à 5.200 MF.

Le résultat net consolidé (part de Nord Est) à environ 225 MF hors éléments exceptionnels, après 28 MF d'amortissement de survalours contre 84 MF en 1988.

Après prise en compte des éléments exceptionnels, il devrait dépasser 600 MF.

Pour votre
DEMEULEMENT
ODOUL AGENT DE
16, rue de l'Atlas-75019 Paris 42 08 10 30 demeco

AFFAIRES

Entretien avec le président français d'Eurotunnel

« Nous serons au rendez-vous du 15 juin 1993 » nous déclare M. André Bénard

Le tunnel sous la Manche coûtera plus cher que prévu, c'est-à-dire 70 milliards de francs au lieu de 60 milliards. Son concessionnaire Eurotunnel, ses constructeurs réunis dans le Consortium TML et ses banquiers ne parviennent pas à s'entendre ni sur le montant de ce surcoût ni sur le nom de celui qui l'assumera. M. André Bénard, coprésident français d'Eurotunnel, s'explique sur ce désaccord qui met les Bourses en émoi.

« Quel est le problème qui perturbe le tunnel sous la Manche ? »

« C'est un problème de coût. En janvier dernier, nous étions tombés d'accord avec nos partenaires de TML sur la date d'achèvement de l'ouvrage, le 15 juin 1993, et sur des incitations destinées à les aider à tenir leur prix. La nouvelle direction de TML, que nous avions appelée de nos vœux, s'est mise au travail et elle nous a dit qu'elle pourrait respecter les délais, mais pas les coûts. C'est à ce moment que l'appel d'offre pour le matériel roulant a fait apparaître un renchérissement de 3,65 milliards de francs. Cette conjonction de facteurs a rendu insuffisants les 60 milliards de francs dont nous disposons pour réaliser le tunnel. Nous l'avons dit à notre syndicat bancaire comme nous y étions obligés.

« Notre désaccord ne concerne pas les tunnels proprement dits, mais leurs équipements en matière de signalisation et de gestion du trafic, ainsi que les gares terminales. Ils estiment que l'addition s'élèvera à 18,62 milliards de francs pour cette partie des travaux et nous, nous avons arrêté le chiffre de 14,80 milliards. Ainsi présentée, la différence de 3,82 milliards a l'air de peu de chose. Si on rajoute l'inflation et les intérêts, c'est 7 milliards de francs de plus auxquels nous devons nous attendre, uniquement pour les équipements et les terminaux.

« Nous sommes convenus avec TML de demander au maître d'œuvre, notre consultant, de réexaminer l'ampleur de ces travaux et d'estimer le coût total de l'ouvrage avant le 15 décembre 1989. Nous pourrions ensuite assurer au conseil technique de notre syndicat bancaire que nous serons sûrs de nos coûts et l'en persuader. Car nous avons aussi des désaccords avec ce conseil : extrapolant les difficultés de mise au point des tunnels du côté britannique, il juge que l'ouvrage sera mis en service en retard, et il alourdit le coût final. Notre expérience nous permet de ne pas être d'accord avec lui.

« Vous estimez le coût du tunnel à 40 milliards de francs. Comment parvenez-vous au prix de 70 milliards de francs ? »

« Pour avoir le prix de l'ouvrage en 1993, nous ajoutons

aux 40 milliards de francs de nos estimations actuelles, nos propres frais, les frais financiers et l'inflation. Nous arrivons à 70 milliards.

« Vous disposez de 10 milliards de francs de capitaux propres et de prêts internationaux s'élevant à 50 milliards de francs. Il ne vous manque donc que 10 milliards ? »

« Nos banques détermineront notre besoin, mais, compte tenu des aléas, il serait plus prudent de demander entre 12 et 15 milliards de francs.

« Selon quelles modalités ? »

« Nous comptons réunir environ 70 % des fonds supplémentaires auprès du syndicat bancaire, le reste provenant d'une augmentation de capital en 1990 ou 1991, accompagnée probablement d'une « dette subordonnée », c'est-à-dire une dette de deuxième rang.

« Comment avance le chantier ? »

« Bien, du côté français où nous progressons dans le tunnel de service à la cadence de 160 mètres par semaine. Nous y rencontrerons encore des problèmes d'entrée d'eau, mais nos machines en ont déjà affronté et elles sont conçues pour ça. En revanche, les tunnels britanniques souffrent des problèmes de mise au point qu'on connaît leurs vis-à-vis français il y a quelques mois. Autrement dit, nous sommes un peu en avance sur notre programme du côté français et un peu en retard du côté britannique. Nous pensons que nous serons au rendez-vous du 15 juin 1993.

« Depuis des semaines, les rumeurs se multiplient au sujet d'Eurotunnel. On parle d'innondations, de dépôts de billes et même de votre démission. Comment analysez-vous ce phénomène ? »

« Un dépôt de billes ne veut rigoureusement rien dire pour une affaire qui n'est pas encore en exploitation : Ah ! les rumeurs. Ma femme m'a téléphoné, le 1^{er} octobre, à l'issue du conseil d'administration d'Eurotunnel. Elle m'a dit qu'elle avait appris, de source tout à fait sûre, que j'avais envoyé aux gouvernements ma lettre de démission. Je n'ai pu que lui répondre que celle-ci n'était pas près d'être écrite et que, si elle devait l'être un jour, son destinataire serait mon conseil d'administration et non les gouvernements qui n'ont aucune responsabilité économique en la matière.

« Si nous disposions de fonds publics, la situation serait beaucoup plus confortable. Nous nous tournerions vers le budget des Etats et le contribuable paierait. Tandis que, là, notre financement privé nous fait obligation d'être transparents, de répondre totalement aux interrogations de nos bailleurs de fonds. Les faits sont les faits, et nous les abordons sans complaisance. En définitive, nous en sommes très satisfaits et très confiants. »

Propos recueillis par
ALAIN FAUJAS

Extérieur toutes...

Suite de la page 29

Ce n'est d'ailleurs pas sans poser un problème pour l'emploi, et MM. Bérégovoy et Fauroux se débattent pour attirer en France les investisseurs japonais, américains ou allemands.

L'accélération du mouvement d'internationalisation ou de multinationalisation des entreprises françaises concerne tous les secteurs. Seules les banques font, semble-t-il, exception, mais il faut dire que les législations en la matière bloquent encore fortement les rachats. Dans l'industrie, il semble difficile de repérer aujourd'hui une tendance sectorielle : l'électronique (Bull, Thomson) comme la chimie (Rhône-Poulenc, Michelin), le pétrole (Elf) comme la presse (Hachette) y participent. L'automobile néanmoins est restée à l'écart, du moins jusqu'ici, car la forte demande depuis trois ans suffit à assurer sa croissance.

Autre constat : la qualité de l'investissement compte peu. Publiques ou privées, les sociétés françaises ont le même appétit. Contrairement à une idée répandue, on constate que les firmes nationalisées ne sont pas gênées dans leur développement international. Le « ni nationalisation ni nationalisme » de M. Mitterrand ne les empêche pas d'acquiescer des firmes, y compris américaines, qui entrent ainsi, semble-t-il sans

s'émouvoir, dans le secteur public français.

En outre le gouvernement, craignant que le « ni » n'alimente les critiques d'« immobilisme », a promis que toutes les acquisitions seront financées. La promesse est tenue plutôt mal que bien, mais les PDG ont compris qu'ils avaient carte blanche pour leurs projets, et ils les ont multipliés sans hésiter. En plus, elles n'ont pas à craindre d'OPA et peuvent consacrer tous leurs moyens à croquer. C'est pourquoi les firmes nationalisées s'inscrivent parmi les plus affamées.

Trouver de l'argent

En 1988, d'après l'étude de la Banque de France citée plus haut, le quart des acquisitions a eu lieu en Grande-Bretagne et un autre quart aux Etats-Unis. Ces pays sont, à l'inverse d'autres (Japon, Suisse, RFA) peu protectionnistes et ils paient aussi l'adoption de politiques financières où le cours de Bourse est le critère dominant, le crédit sans limite et où les OPA sont accueillies avec ferveur comme des bénédictions. De sorte, c'est vrai en particulier pour les Etats-Unis, qu'on assiste depuis trois ou quatre ans à un démantèlement industriel et à une perte de souveraineté économique qui commencent à émuoir sérieusement

l'administration Bush. « Je vais essayer de contenir cette rapacité », a déclaré à Business Week (18 septembre 1989) M. Nicolas Brady, le secrétaire d'Etat au Trésor, qui veut rétablir le sonnet du long terme dans son pays.

Les portes vont donc se refermer. Les firmes françaises ne l'ignorent pas et c'est pourquoi elles se dépêchent de saisir leur chance dans cette période, somme toute historique, de recomposition mondiale. Avec le canadien Connaught, Mérieux peut devenir le numéro un mondial des vaccins. Si c'est Ciba-Geigy qui l'emporte, l'opportunité ne se représentera pas avant vingt ans... le temps qu'on invente de nouvelles méthodes de fabrication de vaccins.

Trouver de l'argent. Si les banques jouent bien le jeu pour en prêter, les entreprises se heurtent à un de leurs problèmes majeurs : une capitalisation insuffisante. La Bourse française marche bien pour les spéculateurs mais elle fait très mal son travail de financement de l'économie : en 1988, les émissions d'actions par appel public à l'épargne ont baissé de 44 % à 31,7 milliards de francs.

Les lancements de titres participatifs et autres obligations - qui reviennent beaucoup plus cher à l'entreprise - ont crû de 16 % à 345 milliards. Cette distorsion s'ajoute aux taux d'intérêt très élevés en France pour faire que l'argent y coûte cher. Côté public, la rigueur budgétaire aboutit au même résultat. Les dotations en capital de l'Etat (4 milliards en 1988, 4,7 en 1990) sont « nettement insuffisantes », a plaidé M. Roger Fauroux, qui ne voudrait pas que les grandes entreprises

françaises loupent leur chance historique.

Grandes mais endettées : telle risque d'être leur situation au sortir de ces acquisitions. La suite ne sera donc pas facile et il ne faut pas croire qu'elles seront tirées d'affaire. D'autant qu'il faudra digérer les profits et que les fusions d'entreprises sont l'acte de gestion le plus difficile qui soit.

Ces opérations seront-elles bénéfiques pour l'industrie française ? Bien entendu, mais moins qu'on peut le croire. Avoir des numéros un mondiaux consolide ces firmes, leurs salariés, et flâne l'orgueil national. Mais les effets nets sur l'emploi et sur le commerce extérieur sont incertains. Les multinationales américaines importent plus qu'elles n'exportent : ce qui est bon pour General Motors ne l'est pas forcément pour l'Amérique. Mieux vaudrait, aussi, à cet égard, des investissements étrangers en France.

Des leçons à prendre

Toutefois, le néoimpérialisme français ou cette multinationalisation des groupes serait d'une considérable utilité, si le mouvement tirait les PME vers le haut. Il ne suffit pas de détenir une sorte d'élite industrielle si celle-ci est trop isolée du reste de la troupe des entreprises. Si, en revanche, le tissu se recorde par solidarité autour des grandes, la France pourrait boucher ses déficits commerciaux et assurer solidement son avenir industriel. Il y a, là aussi, des leçons à prendre dans le modèle japonais.

ERIC LE BOUCHER

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Immobilier

Le conseil d'administration s'est réuni le mercredi 20 septembre 1989 pour examiner l'activité de la société ainsi que les résultats au 30 juin 1989.

Au cours du premier semestre 1989, il a été réalisé pour 170 millions de francs d'investissements nouveaux en crédit-bail, maintenant la production à un niveau satisfaisant.

Le chiffre d'affaires du premier semestre 1989, 178,65 millions de francs, est en progression de 12 % par rapport au premier semestre de l'année précédente (159,36 MF).

Le résultat du premier semestre 1989 avant amortissements et provisions 84,46 millions de francs, est en progression de 11,50 % par rapport au premier semestre 1988 (75,76 MF).

Le bénéfice du premier semestre ressort à 36,83 millions de francs.

VIENT de PARAÎTRE

SIX PHOTO-REPORTAGES :

- La mer Rouge de Monfreid
- Les coupeurs de têtes malais
- La Côte d'Azur vue du ciel
- Les chercheurs d'or du Pérou
- Les "Jumbo" de Thaïlande

Des bancs d'essais et des informations vacances chez votre marchand de journaux dans le magazine

BANCS D'ESSAIS DU TOURISME

L'appel du Nouveau-Brunswick

Le premier ministre de la province canadienne du Nouveau-Brunswick, M. Frank McKenna, a invité le 2 octobre, à l'occasion d'une visite officielle à Paris, les investisseurs français à venir s'installer dans cette région maritime et atlantique.

Le Nouveau-Brunswick (715 000 habitants) est la province où les investissements globaux ont le plus augmenté en 1988, avec une progression de 24 % (et même 37 % pour les investissements commerciaux prévus en 1989) au lieu de 21 % par exemple en Colombie-Britannique et 11 % en moyenne pour l'ensemble du Canada.

Parmi les principales industries exportatrices du Nouveau-Brunswick, on peut citer les minerais (potasse, zinc, cuivre, antimoine), les

produits forestiers et les poissons et crustacés. Les exportations ont atteint 3,09 milliards de dollars canadiens en 1988 (1 dollar = 5,4 F), contre 1,71 milliard pour les importations. Hors le Québec, cette province est celle qui compte le plus de franco-phones (35 % de la population totale) et la seule officiellement bilingue.

Membre du Parti libéral, âgé de quarante et un ans, M. McKenna, premier ministre depuis octobre 1987, a indiqué que les investisseurs européens, et français notamment, pourraient bénéficier directement des dispositions du récent traité de libre-échange américano-canadien puisque le Nouveau-Brunswick a une longue frontière commune avec les Etats-Unis.

français d'Eurotunnel
993 • nous déclare M. André Béa

[illegible]

1. **Introduction**
 2. **Background**
 3. **Methodology**
 4. **Results**
 5. **Discussion**
 6. **Conclusion**
 7. **References**
 8. **Appendix**
 9. **Index**
 10. **Table of Contents**
 11. **Figure 1**
 12. **Figure 2**
 13. **Figure 3**
 14. **Figure 4**
 15. **Figure 5**
 16. **Figure 6**
 17. **Figure 7**
 18. **Figure 8**
 19. **Figure 9**
 20. **Figure 10**
 21. **Figure 11**
 22. **Figure 12**
 23. **Figure 13**
 24. **Figure 14**
 25. **Figure 15**
 26. **Figure 16**
 27. **Figure 17**
 28. **Figure 18**
 29. **Figure 19**
 30. **Figure 20**
 31. **Figure 21**
 32. **Figure 22**
 33. **Figure 23**
 34. **Figure 24**
 35. **Figure 25**
 36. **Figure 26**
 37. **Figure 27**
 38. **Figure 28**
 39. **Figure 29**
 40. **Figure 30**
 41. **Figure 31**
 42. **Figure 32**
 43. **Figure 33**
 44. **Figure 34**
 45. **Figure 35**
 46. **Figure 36**
 47. **Figure 37**
 48. **Figure 38**
 49. **Figure 39**
 50. **Figure 40**
 51. **Figure 41**
 52. **Figure 42**
 53. **Figure 43**
 54. **Figure 44**
 55. **Figure 45**
 56. **Figure 46**
 57. **Figure 47**
 58. **Figure 48**
 59. **Figure 49**
 60. **Figure 50**
 61. **Figure 51**
 62. **Figure 52**
 63. **Figure 53**
 64. **Figure 54**
 65. **Figure 55**
 66. **Figure 56**
 67. **Figure 57**
 68. **Figure 58**
 69. **Figure 59**
 70. **Figure 60**
 71. **Figure 61**
 72. **Figure 62**
 73. **Figure 63**
 74. **Figure 64**
 75. **Figure 65**
 76. **Figure 66**
 77. **Figure 67**
 78. **Figure 68**
 79. **Figure 69**
 80. **Figure 70**
 81. **Figure 71**
 82. **Figure 72**
 83. **Figure 73**
 84. **Figure 74**
 85. **Figure 75**
 86. **Figure 76**
 87. **Figure 77**
 88. **Figure 78**
 89. **Figure 79**
 90. **Figure 80**
 91. **Figure 81**
 92. **Figure 82**
 93. **Figure 83**
 94. **Figure 84**
 95. **Figure 85**
 96. **Figure 86**
 97. **Figure 87**
 98. **Figure 88**
 99. **Figure 89**
 100. **Figure 90**
 101. **Figure 91**
 102. **Figure 92**
 103. **Figure 93**
 104. **Figure 94**
 105. **Figure 95**
 106. **Figure 96**
 107. **Figure 97**
 108. **Figure 98**
 109. **Figure 99**
 110. **Figure 100**
 111. **Figure 101**
 112. **Figure 102**
 113. **Figure 103**
 114. **Figure 104**
 115. **Figure 105**
 116. **Figure 106**
 117. **Figure 107**
 118. **Figure 108**
 119. **Figure 109**
 120. **Figure 110**
 121. **Figure 111**
 122. **Figure 112**
 123. **Figure 113**
 124. **Figure 114**
 125. **Figure 115**
 126. **Figure 116**
 127. **Figure 117**
 128. **Figure 118**
 129. **Figure 119**
 130. **Figure 120**
 131. **Figure 121**
 132. **Figure 122**
 133. **Figure 123**
 134. **Figure 124**
 135. **Figure 125**
 136. **Figure 126**
 137. **Figure 127**
 138. **Figure 128**
 139. **Figure 129**
 140. **Figure 130**
 141. **Figure 131**
 142. **Figure 132**
 143. **Figure 133**
 144. **Figure 134**
 145. **Figure 135**
 146. **Figure 136**
 147. **Figure 137**
 148. **Figure 138**
 149. **Figure 139**
 150. **Figure 140**
 151. **Figure 141**
 152. **Figure 142**
 153. **Figure 143**
 154. **Figure 144**
 155. **Figure 145**
 156. **Figure 146**
 157. **Figure 147**
 158. **Figure 148**
 159. **Figure 149**
 160. **Figure 150**
 161. **Figure 151**
 162. **Figure 152**
 163. **Figure 153**
 164. **Figure 154**
 165. **Figure 155**
 166. **Figure 156**
 167. **Figure 157**
 168. **Figure 158**
 169. **Figure 159**
 170. **Figure 160**
 171. **Figure 161**
 172. **Figure 162**
 173. **Figure 163**
 174. **Figure 164**
 175. **Figure 165**
 176. **Figure 166**
 177. **Figure 167**
 178. **Figure 168**
 179. **Figure 169**
 180. **Figure 170**
 181. **Figure 171**
 182. **Figure 172**
 183. **Figure 173**
 184. **Figure 174**
 185. **Figure 175**
 186. **Figure 176**
 187. **Figure 177**
 188. **Figure 178**
 189. **Figure 179**
 190. **Figure 180**
 191. **Figure 181**
 192. **Figure 182**
 193. **Figure 183**
 194. **Figure 184**
 195. **Figure 185**
 196. **Figure 186**
 197. **Figure 187**
 198. **Figure 188**
 199. **Figure 189**
 200. **Figure 190**
 201. **Figure 191**
 202. **Figure 192**
 203. **Figure 193**
 204. **Figure 194**
 205. **Figure 195**
 206. **Figure 196**
 207. **Figure 197**
 208. **Figure 198**
 209. **Figure 199**
 210. **Figure 200**
 211. **Figure 201**
 212. **Figure 202**
 213. **Figure 203**
 214. **Figure 204**
 215. **Figure 205**
 216. **Figure 206**
 217. **Figure 207**
 218

appel du

.....il est parfois prudent de se renseigner
sur sa véritable nature.



Nom, adresse, forme juridique, capital, activité, P.D.G. ou gérant, établissements exploités, chiffres d'affaires pour les S.A. et S.A.R.L., éventuelles procédures collectives : pour 2,19 F par minute sur votre minitel, 36 17 EURIDILE vous ouvre instantanément les portes de entreprises. Sur abonnement ou paiement par carte bancaire, il vous donne accès à des renseignements complémentaires : comptes et sociétés

3617 EURIDILE VOUS DIT À QUI VOUS AVEZ À FAIRE DANS LES AFFAIRES.

IVPI
INTERNATIONAL VOLUME PERIODICS
INSTITUTE

PepsiCo, Inc.
a acquis
Walkers Crisps Holdings, Ltd.
et
Smiths Crisps, Ltd.
auprès de
BSN
et a utilisé
mars & co
dans la préparation et la conduite de sa négociation.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 2 OCTOBRE

[illegible]**Comptant** (réflexion)**SICAV** (selection)

2/10

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachet net
Obligations			C.I.C. France de C.I. Espagne	221	221	Magnat S.A.	68 90	68 90	Vier	...	...	A.A.A.	1182 35	1124 24	France-Garanti	268 40	287 85	Parsons-Rentale	177 02	174 04
Exp. 6,80 % 77	121 60	3 182	C.I. Espagne	794	794	Martimont Parc	423 50	423 50	Wagram S.A.	...	...	Act. France	247 28	240 66	France-Indes. Slav.	116 76	113 33	Pavlovic	712 85	711 80
9,80 % 78/83	101 30	2 202	Alfred Deligny	200	200	Mont Deligny	571	571	Roux, de l'Alsace	...	...	Act. France	603 98	592 18	France-Investiss.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 78/84	104	0 628	Coussin L&J	1360	1360	Nem. Nyon, del	140	140	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
13,25 % 80/80	102 25	...	Compt. ...	414	404	Nem. Nyon, del	140	140	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
16,25 % 82/80	100 10	11 628	Compt. ...	788	788	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
16,50 % 82/80	104 01	5 041	Compt. ...	1250	1250	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
14,00 % 82/80	106 43	8 620	Compt. ...	480	480	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
13,40 % 82/80	114 46	10 463	Compt. ...	1716	1716	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
12,25 % 82/80	101 76	11 988	Compt. ...	16 40	16 40	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
11,50 % 82/80	111 76	6 721	Compt. ...	501	501	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,25 % 82/80	106 40	5 734	Compt. ...	801	801	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,12 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	140 50	140 50	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	666	666	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	830	830	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	1300	1300	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	341	341	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	6890	6890	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	1018	1018	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	1250	1250	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	480	480	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	1716	1716	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	16 40	16 40	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	501	501	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	106 40	5 734	Compt. ...	801	801	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	140 50	140 50	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	666	666	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	830	830	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	1300	1300	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	341	341	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	6890	6890	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	1018	1018	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	1250	1250	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	480	480	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	1716	1716	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	16 40	16 40	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	501	501	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	106 40	5 734	Compt. ...	801	801	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	140 50	140 50	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	666	666	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	830	830	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	1300	1300	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	341	341	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	6890	6890	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	1018	1018	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	1250	1250	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	480	480	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	1716	1716	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	16 40	16 40	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	501	501	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	106 40	5 734	Compt. ...	801	801	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	140 50	140 50	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	666	666	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	830	830	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	1300	1300	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	341	341	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	6890	6890	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	1018	1018	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	1250	1250	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	480	480	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98	675 28	France-Indes. Slav.	483 69	471 88	Pharm. Pharmacie	254 82	263 85
10,00 % 82/80	101 76	3 807	Compt. ...	1716	1716	Novel	399	399	...	...	...	Act. France	706 98</							

Cote des changes

Marché libre de l'or

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

M. Durafour propose une prime de croissance de 1 000 F aux fonctionnaires

M. Michel Durafour a proposé, le mardi 3 octobre, d'accorder une prime de croissance de 1 000 francs aux fonctionnaires, d'ici la fin de l'année, au titre de 1989. Cette annonce a été faite par le ministre de la fonction publique à M. Yannick Simbron, secrétaire général de la FEN, alors qu'il commençait ses entretiens avec les organisations syndicales.

Selon M. Simbron, il ne sera pas tenu compte de cette prime dans l'accord salarial 1988-1989, qui prévoit, outre une augmentation du niveau des traitements de 2,2 %, une « clause de fin de parcours ».

BOURSE DE PARIS

Matiée du 3 octobre

Légère hausse

Après deux séances de baisse (-1,57 % vendredi et -1,05 % lundi), le marché enregistrerait une légère hausse. L'indice Coteur instantané s'appréciait de 0,53 %. Le secteur de l'assurance et de la finance était encore en vedette avec Pêcheur (+7,4 %) et la Compagnie du Midi (+4,4 %). La reprise des cotations de la Navigation mixte après l'accord signé avec Allianz s'est effectuée dans le calme. Le titre demeurait stable (-0,29 %).

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

« Moderniser le Sénat », par Raphaël Hadass-Lébel ; « Chine moribonde, Chine vivante », par Jacques et Claudine Broville 2

Le drame de Lérès

Un scandale qui refait surface : mille cent trente-cinq allongés vivent dans cette île grecque dans des conditions effroyables 4

L'immigration aux Etats-Unis

Les juifs soviétiques seraient les plus affectés par les mesures de restriction envisagées à Washington 6

La rentrée parlementaire

Le gouvernement pourrait être obligé d'engager sa responsabilité pour faire approuver la réalisation de la loi de programmation militaire. Portrait : Guy Carcassonne, le « joueur » de Matignon 10

Le PS dans

les Bouches-du-Rhône

Comment M. Robert Vigouroux s'est taillé son fief 12

SECTION B

Fouché et Talleyrand face à face

Le Souper, de Jean-Claude Briville. Deux monstres sacrés de la politique, Fouché et Talleyrand, s'affrontent sous le masque de Claude Brasseur et de Claude Rich. Un superbe face-à-face 14

Photo : Vision d'enfer

Un maître de l'incroyable. Le peintre Pierre Molinier a traité ses fantasmes par la photographie. Mythologie androgyne et vision de l'enfer 16

Europe audiovisuelle

A l'issue des Assises européennes de l'audiovisuel, vingt-six pays du continent - de l'Est comme de l'Ouest - ont marqué leur volonté commune de promouvoir une industrie européenne de l'image en donnant naissance au programme Euréka audiovisuel 17

La crise pénitentiaire

Aucun dialogue en vue entre les syndicats des gardiens de prison et le ministère de la Justice. Militaires et CRS assurent le fonctionnement minimum des établissements, dans un calme précaire 18

« Diagonales »

« Il y a toujours moyen de dialoguer », par Bertrand Poirot-Delpech 19

L'affaire

Cons-Boutboul

Un avocat proche de Marie-Elisabeth Cons-Boutboul, inculpée de complicité d'assassinat dans l'affaire Bruno Dasse, a été suspendu pour un an par le conseil de l'ordre des avocats du barreau de Paris 19

GRANDE-BRETAGNE : approuvant l'évolution souhaitée par M. Kincock

Le Parti travailliste renonce au désarmement nucléaire « unilatéral »

Le Parti travailliste a officiellement renoncé, lundi 2 octobre, à sa doctrine, vieille de trente ans, en faveur du désarmement nucléaire « unilatéral » de la Grande-Bretagne.

BRIGHTON

de notre envoyé spécial

Le congrès annuel du parti, réuni à Brighton, a voté, à une majorité de 60 %, l'abandon de cet élément essentiel de son programme, qui impliquait le désarmement complet de la force de dissuasion nucléaire britannique en cas de victoire électorale. Le tournant est décisif, même s'il a été précédé d'un vote de confiance pour de nombreux militants.

Les travaillistes souhaitent toujours l'élimination totale des armes nucléaires « d'ici à la fin du siècle ». Mais ils ne sont plus prêts à commencer les premiers quelle que soit l'attitude des autres puissances concernées. Ils attendront l'issue des négociations multilatérales réunissant les autres membres du club nucléaire pour mettre sur la table l'arsenal de leur pays. Cela signifie

concrètement qu'un gouvernement travailliste arrivé au pouvoir garderait trois des quatre sous-marins nucléaires Trident destinés à remplacer les Polaris vieillissants. Le quatrième Trident ne serait cependant pas construit.

M. Neil Kincock était rayonnant lundi soir. Le leader travailliste est persuadé que la doctrine « unilatérale » lui a fait perdre les élections en 1987. Mais les débats, très animés, ont fait apparaître la persistance d'un fort courant pacifiste au sein du parti. Les orateurs « unilatéralistes » ont été nettement plus applaudis que les autres, malgré le résultat final du vote. Ils ont répété que les travaillistes risquaient de perdre leur âme pour tenter de gagner des élections. Un de leurs grands anciens, M. Tony Benn, s'est distingué en affirmant que « la menace nucléaire soviétique n'existera plus ». Ils ont d'ailleurs réussi à faire passer, contre le vœu de M. Kincock, une motion réclamant une diminution du budget militaire britannique de façon à l'aligner sur la moyenne des pays européens.

L'abandon de l'« unilatéralisme » est assorti d'autres restrictions : la Grande-Bretagne s'engagerait à ne pas « utiliser la première » arme nucléaire. Elle prendrait position contre la modernisation des armes tactiques (de portée inférieure à 500 kilomètres) de l'OTAN. Elle ne procéderait pas au remplacement par un missile (tiré à distance) des bombes nucléaires que les Tomahawk sont actuellement censés larguer directement sur leur cible.

La leçon des échecs électoraux

M. Kincock a lui-même été longtemps un « unilatéraliste » convaincu, puisqu'il avait adhéré à l'âge de quinze ans au mouvement antimilitariste. Mais il a tiré les conclusions de ses échecs électoraux ainsi que des sondages répétés qui montraient le fossé séparant, sur cette question, le parti de la majorité de l'opinion publique. Il a procédé depuis deux ans par touches successives, faisant entendre que l'ancienne doctrine n'était plus tenable. Il s'était enfin déclaré au grand jour en mai dernier, laissant au Congrès le soin de trancher.

Le leader travailliste avait une autre raison de se réjouir lundi soir. Le renouvellement du conseil exécutif national, qui est l'instance dirigeante du parti, a permis, de façon inattendue, l'élimination de M. Ken Livingstone, le plus en vue des « gauchistes ». M. Kincock est donc encore un peu plus maître chez lui. Le Congrès a ainsi accepté, lundi matin, l'idée que les entreprises privatisées par

M^{me} Thatcher le resteraient, à l'exception du téléphone. Cela ne vaudrait pas cependant pour l'eau et l'électricité, qui doivent être privatisées dans les mois qui viennent et qui seraient théoriquement ramenées dans le secteur public.

Les sondages donnent actuellement les travaillistes vainqueurs en cas d'élections, avec une avance de cinq à sept points sur les conservateurs. Mais l'opposition devance traditionnellement le parti au pouvoir à mi-parcours entre deux élections.

M. Kincock se serait en tout cas bien passé de la publicité négative produite par la présence, lundi à Brighton, de M. Gerry Adams, président du Sinn Féin, l'aile politique légale de l'IRA. Les organisateurs du congrès ont répété qu'ils ne l'avaient aucunement invité. Mais M. Adams a pu dénoncer « l'impérialisme britannique en Irlande du Nord » devant environ huit cents personnes réunies non loin du Grand Hôtel où l'IRA avait tenté, en 1984, d'assassiner M^{me} Thatcher. L'attentat avait causé la mort de cinq personnes.

DOMINIQUE DHOMBRES

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Briseurs de grève

VOUS avez vu un peu ce qui se passe dans ce pays ? C'est la folie ! Ça proteste, ça rouscaille, ça rouspète dans tous les coins. Calvet, les mecs de chez Peugeot, l'ont envoyé péter. Pas question de lâcher leur petite forge adossée pour aller bavasser avec le... Comment ça s'appelle, d'ailleurs, le chef du personnel, maintenant, dans l'entreprise... Ah ! oui, le directeur des relations humaines ! Avouez qu'en l'occurrence c'est assez farce !

Dans les prisons, ça baigne. Matrones et metons sont remplacés par des gendarmes casqués. A eux de surveiller les truands qu'ils ont eux-mêmes arrêtés, la matraque haut levée. C'est le système de la chaîne intégrée. Le SNOF et la RATP annoncent une semaine d'arrêt dans les gares, le métro et la RER. Du coup, les postiers ont rédigé un courrier adressé à Quilès : Ou tu les lâches, ou on te lâche.

Quant aux infirmières, elles en ont ras le sérum. Si, d'ici le 12 octobre, elles n'ont pas obtenu satisfaction, elles vont nous passer la cassette vidéo du film d'horreur tourné chaque jour, faute d'effectifs, à l'hôpital et traîner le ministre de la santé

en justice : non-assistance à personnes en danger.

Et on ose parler de contagion ! Attendez un peu que le nouveau virus de la grippe, un sacré tueur, se soit pointé. Il va se faire un main plaisir de foutre sur le dos les rares salariés qui se seront pas encore croisés les bras. Alors, là, pour gripper, elle va gripper, la machine économique. Il va y avoir de drôles de ratés dans le moteur.

Moi, ce que je comprends pas, c'est pourquoi on l'interdit pas, le droit de grève. Pas définitivement, non pas forcément, le temps de sortir d'une crise, dont on vient de sortir. Gorby s'est pas gêné, lui : « Faut arrêter l'escalade des phénomènes négatifs », qu'il a dit. Textuel. Non, c'est vrai, pour qui ils se prennent, tous ces ennemis du peuple qui débroyent un peu partout sous prétexte qu'ils crèvent de faim. Suffit ! Plus question de filer du pain aux mineurs et aux cheminots, ça pourrait donner des idées aux mégalomans. S'il pouvait, il ferait bien pareil, mon Rocky. L'ennui, c'est qu'ici c'est pas comme là-bas : nous, cette foutue perestroïka, on y croit.

Washington presse Jérusalem d'accepter des négociations avec une délégation palestinienne

WASHINGTON

correspondance

Le gouvernement américain n'a pas manqué l'occasion que lui offrait la rencontre du président Hosni Moubarak avec le président George Bush pour accentuer sa pression sur Jérusalem. A la lumière des divisions au sein de la coalition gouvernementale israélienne, et du Likoud même, les dirigeants américains ont jugé le moment opportun pour réaffirmer fermement leur position.

Immédiatement après les entretiens des deux présidents, lundi 2 octobre, le secrétaire d'Etat, M. James Baker, a repris l'argument qu'il avait développé la semaine dernière à New-York, en soulignant que le plan Mubarak ne contredisait pas, à son avis, mais complétait les propositions du premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir. Il a déclaré que les Etats-Unis « s'inscrivent » que le cabinet de Jérusalem, au cours de sa réunion du jeudi 5 octobre, accepte formellement de discuter avec une délégation palestinienne sur l'organisation d'élections dans les territoires occupés. M. Baker approuve la suggestion que les Etats-Unis, Israël et l'Egypte se mettent d'accord sur la

composition de la délégation palestinienne.

Le secrétaire d'Etat a pris soin de souligner que le président Mubarak ne l'avait pas assuré que M. Arafat était d'accord pour autoriser une délégation palestinienne à entamer une négociation avec Israël sans condition préalable et qui serait limitée au problème des élections. En fait, M. Baker tenait à démentir les affirmations de certains milieux officiels israéliens selon lesquelles Washington, de connivence avec l'OLP, posséderait un dialogue direct entre Jérusalem et l'organisation palestinienne.

HENRI PIERRE

A nos lecteurs

Comme nous l'avons expliqué dans ces colonnes, la montée en puissance de notre nouvelle imprimerie d'Ivry retarder, certains jours, le début de notre distribution à Paris et en région parisienne. C'est ce qui s'est malheureusement produit lundi (numéro daté mardi 3 octobre).

Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser et nous les assurons que nous faisons tout notre possible pour qu'ils retrouvent dans les meilleurs délais leur quotidien aux heures habituelles.

SCIENCE & VIE

AVIATION

LE SUPER CHASSEUR RUSSE

Une incroyable figure d'acrobatie aérienne fait du chasseur soviétique SU-27 le précurseur d'une nouvelle génération d'avions de combat. Un engin redoutable qui fait peur aux états-majors.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- Enquête : ce que mangent les Français.
- Fusion nucléaire : le laser à compression temporelle arrive.
- Métiers d'avenir : la recherche

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

3617
tarifmedia
Les performances de la télématique en plus

La mesure au prix du prêt-à-porter DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE à partir de 2 150 F
PANTALONS 800 F VESTONS 1 400 F
3 000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
MANTEAUX et PARDESSUS
UNIFORMES ET VÊTEMENTS MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue de 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

Un nouveau métier : Conseiller de Santé
Un diplôme de portée européenne permet en un an d'accéder à une nouvelle profession : Conseiller de Santé. Une école active offre cette formation : IFMA - organisme agréé de formation continue. Ni médecin ni psychologue, le Conseiller de Santé applique la médecine préventive auprès de ceux ou celles qui, sans avoir de raison d'aller consulter un médecin, ont besoin de conseils pour mener une vie plus saine, suivre un meilleur régime, vaincre le stress... Cette profession est ouverte : — aux femmes d'une certaine expérience, ayant arrêté de travailler mais souhaitant recommencer pour se sentir utiles ; — aux cadres ou employés en difficulté dans leur entreprise, n'ayant plus grande possibilité de trouver un nouvel emploi ; — aux étudiants en médecine ayant arrêté leurs études ou aux infirmières bloquées dans leur carrière. L'enseignement assuré par des médecins et thérapeutes spécialisés est essentiellement axé sur les médecines douces. Les débouchés sont multiples et immédiats. Le premier et le plus évident consiste à ouvrir un cabinet. L'IFMA aide utilement ses élèves qui souhaitent s'installer à leur compte ou qui préfèrent un statut salarié dans des secteurs en pleine expansion. IFMA (Institut Français des Médecines Alternatives) 252, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris. Tél. : 42 25 41 33 (inscriptions jusqu'au 13 Octobre 1989)

Services
Abonnements 28
Annonces classées 31 à 42
et 52 à 79
Campus 20
Carnet 26 et 27
Cinéma 28
Marchés financiers 46 et 47
Météorologie 28
Mots croisés 27
Radio-Télévision 27
La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro de « Monde » daté 3 octobre 1989 a été tiré à 511 857 exemplaires